1890-1900

Histoire Économique

de l'Angleterre, de l'Allemagne, des États-Unis

et de la France

Il a été tiré de ce livre

70 exemplaires sur papier de Hollande numérotés

de 1 à 70.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

1890-1900

Histoire Économique

de l'Angleterre de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la France

PAR

EDMOND THÉRY

Directeur de " L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN "

Prix : 3 fr. 50

PARIS

ÉCONOMISTE EUROPÉEN

11, RUE MONSIGNY, 11

1902

OUVRAGES DE M. EDMOND THÉRY

Sous l'Uniforme (1879) (librairie Calmann Lévy). . . . . . . 3 f. 50
La Crise financière (1882) (librairie de la Grande Encyclopédie financière et industrielle). . . . . » 75
La Question du Gaz à Paris (1882) — id. —. . . . . 4 »
Le Rachat des Chemins de fer par l'État — id. — . . . 1 »
L'Unification de la Dette française. — Conversion et extinction progressive des divers Emprunts (1883) . . . . . . » 75
Les Chemins de fer économiques (1884). — Réseau de la Somme (librairie du *Progrès de la Somme*, à Amiens) . . » 70
Les Réformes économiques nécessaires (Jules Lévy, éditeur), 1886. . . . . 3 »
La Concurrence du Saint-Gothard et le Chemin de fer de jonction (Rapport au Ministre du Commerce), 1887 . . » »
Les Conséquences du Percement du Simplon (Rapport au Ministre du Commerce), 1888. . . . . » »
Les Agences générales des Colonies anglaises (Rapport au Ministre du Commerce), 1889. . . . . » »
La Question de l'Argent en 1892 (Broch. *Économiste Européen*) (Epuisée) . . . . 1 »
La Question de l'Argent aux États-Unis en 1893 (Broch. *Economiste Européen*). . . . . 1 »
La Crise des Changes : La Baisse de l'Argent et ses conséquences. — La Situation monétaire du Monde. — Le Bimétallisme universel (1 vol., *Economiste Européen*), 1894, 4e éd. 3 »
Histoire des Grandes Compagnies de Chemins de fer français, dans leurs Rapports financiers avec l'Etat (1 vol., *Economiste Européen*), 1894, 6e édition. . . . . 3 »
La Serbie : Histoire, Économie, Finances (1 vol., *Économiste Européen*), 1895, 3e édition 1 50
Les Fonctions de la « Banque de France » (1 vol., *Economiste Européen*), 1895, 5e édition. 1 50
Réfutation des Objections présentées contre le « Bimétallisme international » (1 vol., *Ligue bimétallique française*), 1896, 4e édition. 2 50
De la Nécessité d'un Plan financier (1 broch., *Économiste Européen*), 1896, 2e édition . . . . 1 »
L'Évolution Industrielle et Commerciale (1 broch., *Économiste Européen*, 1897), 3e édition. . . . . 1 »
Les Valeurs Mobilières en France (1 vol., *Économiste Européen*), 1897, 4e édition 2 50
Les Finances et le Change du Brésil (1 vol., *Économiste Européen*), 1898, 2e édition 1 50
Europe et Etats-Unis d'Amérique, avec préface de M. Marcel Dubois (1 vol., librairie Ernest Flammarion), 1899, 2e édition 3 50
La Situation Économique et Financière de l'Espagne après la guerre (1 broch. *Economiste Européen*), 1899. 1 »
Faits et Chiffres (Questions économiques d'actualité, 1 vol., *Économiste Européen*), 1899. . . . . 2 50
La France Economique et Financière pendant le dernier quart de siècle (1 vol., *Économiste Européen*). 3me édition, 1900 . . . . 3 50
Le Problème du Change en Espagne (1 broch., *Économiste Européen*), 1901 . . . . 1 50
Le Péril Jaune, avec préface de M. d'Estournelles de Constant, (1 vol., librairie Félix Juven) 4e édit. 1901 . . . . . . 3 50
Les Finances Ottomanes (1 broch. *Économiste Européen*), 1901 . . . . 1 50

A Emile LEVASSEUR

A l'historien des Classes ouvrières en France ;
Au savant économiste, statisticien et géographe.

Ce Livre est dédié.

PRÉFACE

Le bilan économique universel de la dernière période décennale du dix-neuvième siècle peut se résumer de la manière suivante :

Récapitulation d'ensemble *pour toutes les Nations du Monde :*

	1890	1900	Augment. en 1900
			0/0
OUTILLAGE :			
Chemins de fer (*kilomètres*)	607.925	790.570	30,4
Lignes télégraphiques (*kil.*)	1.306.262	1.660.576	27,1
Marine marchande à vapeur (*tonneaux*)..............	8.365.000	13.848.000	65,5
PRODUCTION :			
Charbon (*milliers de tonnes*)	491.101	767.636	56,3
Fonte — .	27.777	40.970	47,5
Acier — .	12.453	27.182	118,3
Cuivre — .	269	485	80,3
Exportations commerciales (*millions de francs*)......	38.297	48.773	27,4
Dépenses d'ordre militaire (*millions de francs*)......	6.409	9.383	45,7

En ce qui concerne spécialement les chemins de fer et les lignes télégraphiques terrestres, dont l'augmentation universelle a été de 182.645 et 354.314 kilomètres, la part de l'Europe, dans cette augmentation, a été de 60.331 kilomètres

pour les chemins de fer et de 168.889 kilomètres pour les lignes télégraphiques; celle des deux Amériques de 78.963 et 81.683 kilomètres; celle de l'Asie de 27.796 et 68.615 kilomètres; celle de l'Afrique de 9.136 et 19.475 kilomètres et celle de l'Océanie de 6.419 et 15.652 kilomètres.

Pour la marine marchande à vapeur la presque totalité de l'augmentation (5.483.000 tonneaux) revient à l'Europe, dont les flottes commerciales atteignaient, en 1900, une capacité de 12.468.000 tonneaux-vapeur contre 7.723.000 en 1890, soit une augmentation effective de 4.745.000 tonnes. Les flottes commerciales nord et sud-américaines n'ont progressé, pendant la même période, que de 491.000 à 1.024.000 tonnes-vapeur.

En 1890, la production carbonifère de l'Angleterre, de l'Allemagne et des Etats-Unis représentait à elles seules 414.693.000 tonnes, soit les 84 o/o de la production universelle. En 1900, la production des trois mêmes pays s'est élevée à 614.293.000 tonnes, abaissant à 80 o/o son rapport avec la production universelle.

Mais la proportion de la production carbonifère respective des trois pays s'est considérablement modifiée entre 1890 et 1900, et il en a été de même pour la production sidérurgique, la consommation du cuivre et les exportations commerciales, que nous nous proposons d'examiner très attentivement plus loin.

Le petit tableau ci-dessus démontre donc que pendant cette courte période de dix années — qui

a été comme le couronnement du grand siècle de la vapeur et de l'électricité — les moyens de transports et les échanges internationaux du monde civilisé se sont considérablement développés, et que la puissance de production de son outillage industriel — mesurée par l'augmentation de la consommation universelle du charbon, de la fonte, de l'acier et du cuivre — a elle-même progressé dans des proportions peut-être plus considérables.

*
* *

Malheureusement, s'il y a lieu de se féliciter, au point de vue humanitaire et philosophique, des grands résultats matériels obtenus entre 1890 et 1900, il convient également de reconnaître que la concurrence internationale qui les a réalisés, a elle-même provoqué, entre les grandes nations industrielles, des compétitions et des rivalités d'intérêts particuliers dont l'augmentation de leurs dépenses d'ordre militaire prouve la gravité.

D'ailleurs, la dernière période décennale du dix-neuvième siècle ne peut être classée parmi les périodes de paix universelle, car elle a eu à enregistrer : la guerre sino-japonaise (1894), l'expédition de Madagascar (1895), l'expédition d'Erythrée (1896), la guerre turco-grecque (1896), la guerre hispano-américaine (1898) et enfin la guerre anglo-transvaalienne, commencée en septembre 1899.

La conséquence de cette courte énumération c'est que les dépenses d'ordre militaire, pour le

monde entier, ont augmenté de 2.929 millions de francs entre 1890 et 1900, dont 1.862 millions pour les armées de terre et 1.067 millions pour les marines militaires.

Dans une de mes précédentes études *(Europe et Etats-Unis d'Amérique)* (1), écrite au lendemain de la guerre hispano-américaine, qui a été le premier acte d'agression victorieuse d'un pays nouveau contre un Etat de la vieille Europe désunie, j'avais déjà sommairement analysé les nouvelles tendances économiques et politiques du peuple américain et prédit la fièvre de *Maritimisme* que le triomphe des escadres fédérales allait provoquer en Europe. Entre 1897 et le dernier exercice connu, les dépenses annuelles des marines militaires anglaise, allemande, italienne, française et russe — pour ne citer que celles-là — ont augmenté de près de 800 millions de francs.

Dans le budget de 1896-1897 les dépenses militaires des Etats-Unis s'élevaient à peine à 173 millions de francs pour la marine et à 245 millions pour la guerre. Pour le budget de 1900-1901, le premier du nouveau siècle, elles ont atteint respectivement le chiffre de 303 et 723 millions; soit un total de 1.026 millions de francs contre 418 millions en 1896-1897.

Mais ces nouvelles dépenses improductives ont été facilement supportées par le budget fédéral qui

(1) *Europe et Etats-Unis d'Amérique*, avec préface de Marcel Dubois (décembre 1898), un volume 3 fr. 50, chez Ernest Flammarion, Paris.

est encore sensiblement inférieur aux budgets anglais, allemand et français, et l'évènement a d'ailleurs prouvé qu'elles n'avaient nullement entravé — pas plus que la guerre de 1898 elle-même — le merveilleux essor de la production américaine. En effet, les exportations des Etats-Unis à l'étranger ont progressé de 3.264 millions de francs entre 1895 et 1900, et sur cette formidable augmentation — sans précédent dans l'histoire économique du monde — les produits agricoles figurent pour 1.795 millions de francs et les produits manufacturés et divers pour 1.469 millions de francs.

*
* *

Nous avons tenu les lecteurs de l'*Economiste Européen* au courant des péripéties de la lutte industrielle, commerciale et maritime qui se poursuit, depuis 1893, entre l'Allemagne et l'Angleterre. En 1897, notre Consul général, à Hambourg, écrivait dans son rapport annuel :

> Pour la première fois, dans ce siècle, le pavillon allemand l'a emporté (en 1896) sur le pavillon anglais, en ce qui concerne le tonnage des navires fréquentant le port de Hambourg. Le tonnage de la marine marchande allemande, dont les navires se construisent de plus en plus sur les chantiers indigènes, a d'ailleurs doublé depuis 1880.

Mais, depuis 1896, le produit américain a fait son apparition sur les marchés étrangers que l'industrie allemande disputait à peu près seule à l'industrie anglaise, et pour ne parler que du Céleste

Empire, que les canons japonais ont enfin ouvert à ce qu'on est convenu d'appeler la *civilisation occidentale*, il nous suffira de reproduire ici l'avis prophétique que le Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce française de New-York donnait, en octobre 1898, aux industriels européens :

« Les marchés d'Orient offrent des débouchés importants qui sont absolument nécessaires à la prospérité de l'industrie américaine, et, cela, non seulement en ce qui touche les produits du coton et de l'acier, mais encore pour les autres articles. Dans le siècle qui va s'ouvrir, l'Asie développera prodigieusement sa production et ses moyens de transport ; les Américains, qui sont entreprenants par nature, se préparent d'ores et déjà à prendre la plus grande part possible à ce mouvement, *et les Européens agiront sagement en tenant compte de leurs nouveaux et dangereux concurrents.* »

Mais les Européens sont bien trop divisés entre eux pour songer à une action collective quelconque contre « leurs nouveaux et dangereux concurrents ».

Les intérêts économiques respectifs des grandes nations de l'Europe continentale sont d'ailleurs d'une essence tellement différente des intérêts économiques de l'Angleterre — la récente alliance anglo-japonaise en est une preuve évidente, — et les vieilles querelles dynastiques, ou d'ordre purement militaire, qu'un chauvinisme étroit a réussi à transformer en haines de races, sont toujours si soigneusement attisées dans chacune de ces grandes nations, qu'il serait véritablement puéril de parler aujourd'hui d'un *Zollverein* européen.

Et, pourtant, quand les grandes nations de l'Europe continentale auront encore augmenté leurs dépenses budgétaires de quelques milliards de francs, quand la concurrence américaine et asiatique aura, par contre, réduit dans une notable proportion les bénéfices de leurs industries respectives et, par cela même, diminué la rémunération du travail indigène et la faculté d'achat et de consommation du marché intérieur, c'est-à-dire la puissance contributive de chaque pays : Il faudra bien, alors, chercher un terrain d'entente économique et parler de Fédération commerciale européenne.

Le vingtième siècle verra certainement se réaliser de très grandes choses, dans toutes les parties du monde, et l'on peut hardiment affirmer que l'organisme économique et social, particulier à chacune de nos nations modernes, se trouvera profondément modifié quand le vingt et unième siècle commencera.

Le but de la présente étude n'est certes pas de rechercher la forme, le fonctionnement ou le groupement des Sociétés futures, ni de calculer le nombre d'années que les *Temps nouveaux* mettront à s'accomplir ; son cadre est beaucoup plus modeste :

L'activité industrielle et commerciale de l'univers est actuellement concentrée dans quatre nations : l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord et la France. Quelques chiffres tirés du tableau d'ensemble donné au commencement de cette préface vont nous le prouver :

Sur une exportation totale de 48.773 millions de francs effectuée, en 1900, dans le monde entier, l'exportation des quatre pays réunis représente 24.334 millions de francs, c'est-à-dire la moitié de l'exportation mondiale.

En 1900, sur une production universelle de 767.636.000 tonnes de charbon, de 40.970.000 tonnes de fonte et de 27.182.000 tonnes d'acier, la production particulière des quatre pays a fourni : 647.697.000 tonnes de charbon ou 84,4 o/o ; 34.386.000 tonnes de fonte ou 83,9 o/o et 20.928.000 tonnes d'acier ou 77 o/o. Quant au cuivre, sur une production universelle de 485.000 tonnes, l'industrie des quatre pays en a absorbé 417.000 tonnes, soit environ 86 o/o.

Ajoutons, enfin, que l'ensemble des chemins de fer du monde entier s'élevait à 790.570 kilomètres en 1900, et que sur ce total, les réseaux ferrés des quatre pays considérés représentaient 443.329 kilomètres ou 56 o/o du réseau universel, et que sur les 13.848.000 tonneaux-vapeur constituant l'effectif de la marine marchande mondiale en 1900, leurs flottes commerciales figuraient à elles seules pour 10.268.000 tonneaux-vapeur, c'est-à-dire 74 o/o de l'effectif total.

*
* *

Or, depuis dix ans, et sous l'influence de divers facteurs que nous examinerons, la situation économique respective des quatre grands pays en ques-

tion s'est considérablement modifiée. En voici quelques exemples :

Population *des quatre grands Pays industriels*

(Milliers d'habitants)

Pays	1890	1900	Augmen. en 1900	Proportion de la Population de chaq• Pays d• l'ensemble. 1890	1900
				0/0	0/0
Angleterre ...	38.105	41.605	3.500	20,26	19,51
Allemagne....	49.429	56.345	6.916	26,22	26,43
Etats-Unis....	62.622	76.305	13.683	33,22	35,79
France	38.342	38.962	620	20,30	18,27
TOTAUX....	188.498	213.217	24.719	100 »	100 »

Entre 1890 et 1900 c'est la population des Etats-Unis qui a le plus augmenté en nombre réel et en proportion, et c'est la population française qui a donné la plus faible progression. Or, ce phénomène de la diminution relative de la population française par rapport à la population des pays anglo-saxons n'est pas nouveau. En 1851 la France comptait déjà 35.783.000 habitants, et à cette même date la population du Royaume-Uni n'était que de 27.452.000 habitants; celle de tous les Etats formant l'Empire actuel d'Allemagne de 30.500.000 habitants et la population des Etats-Unis atteignait à peine 23.351.000 individus.

En 1876, la France, démembrée de l'Alsace-Lorraine, mais augmentée du comté de Nice et de la Savoie, avait une population de 36.906.000 habitants ; à la même époque la population de l'Angle-

terre s'élevait à 32.933.000 habitants, celle de l'Allemagne à 42.727.000 habitants et celle des Etats-Unis à 44.357.000 habitants.

Si l'augmentation respective constatée pour chacun des quatre pays entre 1876 et 1900 s'exerçait exactement dans la même proportion entre 1900 et 1950 : à la fin de cette dernière année la population française compterait 43.448.000 habitants, celle de l'Angleterre 65.697.000 habitants, celle de l'Allemagne 98.028.000 habitants; mais la population des Etats-Unis dépasserait 225 millions d'habitants, c'est-à-dire 18 millions de plus que les populations de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la France réunies.

En 1851 la population des Etats-Unis ne représentait, au contraire, que les 25 o/o de la population anglo-franco-allemande.

*
* *

La production du charbon, de la fonte et de l acier, et la consommation du cuivre sont encore plus intéressantes à observer :

Production du charbon

(Milliers de tonnes)

Pays	1890	1900	Augm. en 1900	Proportion de chaque pays dans la product. totale 1890	1900
				0/0	0/0
Angleterre	184.520	228.773	44.253	37,59	29,83
Allemagne.....	89.290	150.418	61.128	18,08	19,59
Etats-Unis.....	140.883	235.102	94.219	28,71	30,62
France........	25.592	33.404	7.812	5,23	4,35
Pays divers ...	50.816	119.939	69.123	10,39	15,61
TOTAUX....	491.101	767.636	276.535	100	100 »

Production de la fonte

(Milliers de tonnes)

Pays	1890	1900	Augm. en 1900	Proportion de chaque pays dans a product. totale 1890	1900
				0/0	0/0
Angleterre	8.033	9.052	1.019	28,92	22,09
Allemagne	4.658	8.520	3.862	16,77	20,80
Etats-Unis.....	9.353	14.100	4.747	33,67	34,41
France	1.962	2.714	752	7,06	6,63
Pays divers....	3.771	6.584	2.813	13,58	16,07
TOTAUX....	27.777	40.970	13.193	100 »	100 »

Production de l'acier

(Milliers de tonnes)

Pays	1890	1900	Differ. en 1900	Proportion de chaque pays dans la product. totale 1890	1900
				0/0	0/0
Angleterre........	3.437	2.994	— 443	27,60	10,88
Allemagne........	2.228	6.325	+ 4.097	17,89	22,98
Etats-Unis	4.346	10.382	+ 6.036	34,90	37,73
France............	582	1.565	+ 983	4,67	5,69
Pays divers.......	1.860	6.254	+ 4.394	14,94	22,72
TOTAUX.....	12.453	27.520	+ 15.067	100 »	100 »

Consommation du cuivre

(Milliers de tonnes)

Pays	1890	1900	Augm. en 1900	Proportion de chaque pays dans la consommation totale 1890	1900
				0/0	0/0
Angleterre........	51	93	42	18,96	19,18
Allemagne........	53	117	64	19,70	24,12
Etats-Unis	77	165	88	28,62	34,02
France............	24	42	18	8,92	8,66
Pays divers et stocks.	64	68	4	23,80	14,02
TOTAUX......	269	485	216	100 »	100 »

On dit, avec raison, que l'industrie sidérur-

gique était la clé de voûte de toutes les autres industries, car les prix des machines et des grandes installations industrielles, qui transforment si rapidement les anciennes conditions de la production manufacturière, dépendent eux-mêmes des prix de la fonte et de l'acier.

Or, pour donner une simple idée de la révolution que les Américains ont provoquée dans l'art de fabriquer la fonte et l'acier, il me suffira de rappeler qu'en 1873 le prix moyen annuel de la tonne de fonte de moulage n° 1 à Philadelphie (tonne anglaise de 1.016 kilogr.) fut de 213 fr. 75 et que, cette même année, le prix moyen annuel de la tonne de rails d'acier, des fonderies de Pensylvanie, atteignit 602 fr. 50.

En 1880, le prix moyen annuel de la tonne, sur les mêmes marchés, s'abaissa à 142 fr. 50 pour la fonte et à 337 fr. 50 pour les rails d'acier.

Pendant cette même année la production universelle de la fonte a été de 18.439.000 tonnes sur lesquelles l'Angleterre fournit 7.802.000 tonnes, les Etats-Unis 3.896.000 tonnes, l'Allemagne 2.729.000 tonnes, la France 1.725.000 tonnes et les pays divers 2.287.000 tonnes.

En ce qui concerne l'acier, la production universelle de l'année 1880 a été de 3.825.000 tonnes dont 1.375.000 pour l'Angleterre, 1.247.000 tonnes pour les Etats-Unis, 660.000 tonnes pour l'Allemagne, 389.000 tonnes pour la France et 154.000 tonnes pour les pays divers.

En 1890, c'est-à-dire au commencement de la

période que nous allons examiner en détail, le prix moyen annuel de la tonne de fonte aux Etats-Unis ne fut plus que de 92 francs et celui des rails d'acier de 158 fr. 75. En 1895, nouvelle chute à 65 fr. 50 et 121 fr. 65. Enfin pendant le mois de juillet 1898 — qui a enregistré les plus bas cours de la période observée — le prix moyen de la tonne de fonte à Philadelphie s'est établi à 56 fr. 25 et celui de la tonne de rails d'acier de Pensylvanie à 85 francs. En 1899 et 1900 un relèvement très sérieux s'est produit et nous trouvons à la fin de l'année 1900 la tonne de fonte américaine de moulage n° 1 à 80 francs, contre 92 francs en 1890, ou 142 fr. 50 en 1880, et la tonne de rails d'acier de Pensylvanie à 130 francs contre 158 fr. 75 en 1890, ou 337 fr. 50 en 1880.

Mais, pendant la même période de vingt années, la production de la fonte est passée aux Etats-Unis de 3.896.000 à 14.100.000 tonnes, soit une augmentation de 253 o/o; en Allemagne, de 2.729.000 à 8.520.000 tonnes, soit une augmentation de 212 o/o ; en France, de 1.725.000 à 2.714.000 tonnes, soit une augmentation de 57 o/o, et, en Angleterre, de 7.802.000 à 9.052.000 tonnes, soit une simple augmentation de 16 o/o.

En ce qui concerne l'acier, la situation respective des quatre grands pays producteurs s'est modifiée plus complètement encore : La production de l'acier aux Etats-Unis est passée de 1.247.000 tonnes en 1880 à 10.382.000 tonnes en 1900, soit une augmentation de 732 o/o ; en Allemagne, de 660.000 à 6.325.000 tonnes, soit une augmentation de 858 o/o

en France, de 389.000 à 1.565.000 tonnes, soit une augmentation de 302 o/o. Quant à la production de l'acier en Angleterre, elle n'a progressé que de 1.375.000 tonnes en 1880, à 2.994.000 tonnes en 1900, soit seulement 117 o/o d'augmentation.

En 1880, sur une production universelle de 18.439.000 tonnes de fonte, la production particu-culière de l'Angleterre représentait 42 o/o; celle des Etats-Unis 21 o/o; celle de l'Allemagne 15 o/o; celle de la France 9 o/o; et celle de tous les autres pays réunis 13 o/o. En 1900, la production universelle de la fonte a atteint 40.970.000 tonnes et la proportion de la production particulière de chacun des pays considérés s'est établie à 22 o/o pour l'Angleterre, à 34 o/o pour les Etats-Unis, à 21 o/o pour l'Allemagne, à 7 o/o pour la France et à 16 o/o pour les autres pays.

La production universelle de l'acier avait été de 3.825.000 tonnes en 1880 et la production spéciale de l'Angleterre représentait alors 36 o/o, celle des Etats-Unis 32 o/o, celle de l'Allemagne 17 o/o, celle de la France 10 o/o et celle de tous les autres pays réunis seulement 5 o/o. En 1900, la production universelle de l'acier passe à 27.520.000 tonnes et la part spéciale de l'Angleterre tombe à moins de 11 o/o; celle des Etats-Unis s'élève à 38 o/o; celle de l'Allemagne à 23 o/o; celle de la France à 6 o/o et celle de tous les autres pays réunis à 22 o/o environ.

*
* *

De pareils changements dans la production sidé-

rurgique respective des quatre grands pays producteurs n'ont pas été sans amener de profondes modifications dans leur régime économique et dans leurs relations industrielles et commerciales extérieures.

Mais c'est surtout pendant la période 1890-1900 que ces modifications ont pris une grande importance et le petit tableau suivant, exprimant la valeur en millions de francs des produits manufacturés exportés de chacun des quatre pays en 1890 et 1900, va nous en donner une première indication :

Exportation des Produits manufacturés *des quatre grands pays industriels*

(Millions de francs)

PAYS	1890	1900	Augment. en 1900	Prop. de l'exp. de chaq. pays dans l'expor. totale.	
				1890	1900
				0/0	0/0
Angleterre	5.747	5.661	— 86	51,81	41,19
Allemagne	2.684	3.728	+ 1.044	24,20	27,13
Etats-Unis	686	2.207	+ 1.521	6,17	16,06
France	1.975	2.147	+ 172	17,82	15,62
TOTAUX......	11.092	13.743	+ 2.651	100 »	100 »

De même que pour la production sidérurgique, c'est le commerce anglais qui a subi les plus rudes effets de la concurrence allemande d'abord et, plus tard, de la concurrence américaine.

En 1898 (*Europe et Etats-Unis d'Amérique*), en signalant le succès des produits manufacturés

allemands sur les marchés étrangers, jusqu'alors réservés à l'industrie anglaise, je disais :

« L'Angleterre, jusqu'à ces dernières années, professait le plus profond mépris pour ses concurrents allemands ; elle croyait, de bonne foi, posséder le monopole de l'exportation dans les pays d'outre-mer et elle n'attacha d'abord aucune importance aux rapports des Consuls britanniques signalant, dès 1885, comme les nôtres, les progrès des exportateurs allemands. Mais ces progrès s'accentuant d'année en année, et les rapports consulaires devenant de plus en plus inquiétants, il fallut enfin se rendre à l'évidence : l'article allemand était en passe d'expulser l'article anglais des marchés qui paraissaient le plus solidement acquis à l'industrie anglaise, tels que le Canada, l'Extrême-Orient, etc., etc...

« Nos lecteurs ont encore présent à l'esprit le concert de récriminations bruyantes et de cruelles prophéties dont le célèbre pamphlet : *Made in Germany* fut la plus vive expression. Les journaux britanniques dénoncèrent à grands fracas la « méthode tudesque », la mauvaise foi des « camelotiers d'outre-Rhin » et déclarèrent qu'il fallait désormais s'opposer à l'invasion des commis allemands qui, venant travailler en Angleterre, et dans les colonies britanniques, pour la moitié du salaire exigé par les commis anglais, allaient ensuite utiliser, chez eux, l'expérience et les secrets acquis dans les comptoirs anglais. »

Mais le *Made in Germany* remonte à l'année 1895

et, à cette époque, les Etats-Unis importaient encore 1.241 millions de francs de produits manufacturés de l'étranger, alors que leurs exportations de même nature atteignaient à peine 1.006 millions de francs. Les choses ont bien changé depuis, et, par suite de l'énorme développement de l'industrialisme américain — provoqué par la généralisation des *Trusts* aux Etats-Unis — le produit manufacturé américain est venu, à son tour, attaquer l'industrie anglaise, non seulement sur les divers marchés étrangers où cette industrie avait déjà à lutter contre la concurrence allemande, mais sur le marché anglais lui-même, où la fonte et les aciers américains ont fait leur première apparition dans le courant de l'année 1899.

Pour bien apprécier la répercussion de cette double concurrence sur l'industrie anglaise, il ne faut pas se contenter des chiffres de l'exportation proprement dite des produits manufacturés britanniques : il faut aussi rapprocher ces chiffres de la valeur des produits manufacturés importés en Angleterre, afin de déterminer dans quelle mesure la concurrence étrangère a exercé son action sur le marché intérieur.

Voici, à ce sujet, un tableau qui peut nous renseigner assez exactement, car il nous donne, en millions de francs, pour les deux années 1890 et 1900, la valeur totale des exportations et des importations de produits manufacturés en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis et en France :

Exportations et Importations des Produits manufacturés ***en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis, et en France, en 1890 et 1900.***

(Millions de francs)

Pays	1890		Excéd. d'exportations	1900		Excéd. d'exportations	Gain ou perte sur les excéd.
	Exp.	Imp.		Exp.	Imp.		
Angleterre	5.747	1.938	+ 3.809	5.664	2.804	+ 2.857	— 952
Allemagne	2.684	1.226	+ 1.458	3.728	1.500	+ 2.228	+ 770
Etats-Unis	686	1.404	— 718	2.207	1.223	+ 984	+ 1.702
France	1.975	609	+ 1.366	2.147	843	+ 1.304	— 62
TOTAUX	11.092	5.177	+ 5.915	13.743	6.370	+ 7.373	+ 1.458

Pendant cette courte période de dix années, l'Angleterre a vu son excédent d'exportations de produits manufacturés, sur les importations de même nature, diminuer de 952 millions de francs. Pour la France, la diminution n'a été que de 62 millions de francs, mais l'excédent net de l'Allemagne a progressé de 770 millions de francs et la balance industrielle des Etats-Unis, qui se traduisait par un déficit de 718 millions en 1890, s'est changée en un excédent net de 984 millions en 1900, soit un gain total de 1.702 millions de francs par rapport à 1890.

*
* *

L'ardente concurrence à laquelle l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis et la France se livrent sur le terrain économique, se traduit malheureusement par des préoccupations d'un autre ordre, et l'augmentation progressive des dépenses militaires de chacun des quatre pays ne les trahit que trop

Dépenses d'ordre militaire (*guerre et marine*) *inscrites dans les budgets de prévision des quatre pays, en 1890 en 1900.*

(Millions de francs)

PAYS	1890	1900	Augmentation en 1900	
			Millions	0/0
Angleterre	794	1.180	386	48,6
Allemagne	702	1.028	326	46,4
Etats-Unis	375	1.026	651	173,6
France	927	963	36	3,9
TOTAUX	2.798	4.197	1.399	50 0/0

On observera que les dépenses militaires de l'Angleterre pour l'année 1900 (515 millions pour la guerre et 665 millions pour la marine) sont celles inscrites dans le budget de prévision de l'exercice anglais 1899-1900 voté en avril 1899, et par conséquent antérieures à la guerre du Transvaal. Si j'avais pris pour terme de comparaison l'exercice 1900-1901, ces mêmes dépenses de l'Angleterre se seraient élevées à 2.226 millions de francs, dont 1.538 millions à la guerre et 688 millions à la marine, et pour 1901-1902 le total aurait atteint 2.970 millions de francs, dont 2.198 millions à la guerre et 772 millions à la marine.

C'est évidemment en vertu du fameux précepte : *Si vis pacem para bellum*, que l'Angleterre et les Etats-Unis ont si considérablement augmenté leurs dépenses militaires permanentes entre 1890 et 1900, mais cette augmentation n'en indique pas moins un complet changement d'orientation de leurpolitique extérieure et de leurs principes traditionnels.

En résumé, au point de vue industriel, commercial, agricole, financier et politique, il s'est produit, entre 1890 et 1900, dans les quatre grands pays qui font la loi économique au monde civilisé, des modifications méritant d'être sérieusement étudiées.

J'ai essayé — en m'appuyant sur les statistiques officielles de l'Angleterre, de l'Allemagne et des Etats-Unis, sur les rapports de nos consuls en résidence dans ces pays, sur les enquêtes spéciales et les discussions qui ont eu lieu devant leur Parlement respectif — d'analyser, d'une manière impartiale, les causes de ces modifications et leurs conséquences économiques.

Quant à la situation particulière de la France, une conférence contradictoire que j'ai eu l'honneur de faire avec M. Yves Guyot, devant la Chambre de Commerce anglaise de Paris, le 25 octobre 1901, m'a donné l'occasion d'en dégager les éléments.

C'est donc une ébauche d'*Histoire économique de l'Angleterre*, *de l'Allemagne*, *des Etats-Unis et de la France entre 1890 et 1900* que le lecteur trouvera dans ce volume. Cette ébauche est nécessairement incomplète, car il aurait fallu dix volumes et plusieurs années de travail pour traiter à fond un aussi vaste sujet; mais j'espère qu'elle donnera à d'autres économistes, plus autorisés que moi, l'idée de la compléter et d'en dégager l'enseignement qu'elle comporte pour les vieilles nations de l'Europe continentale.

EDMOND THÉRY.

Paris, le 28 mai 1902.

ANGLETERRE

ANGLETERRE

Les Finances Anglaises — Dette — Budgets

La guerre du Transvaal (1), voulue par M. Chamberlain et par la grande majorité de la nation anglaise, a causé de grands désastres matériels à l'Europe continentale — nous l'avons démontré par des faits et des chiffres irrécusables, — mais elle a également porté aux intérêts britanniques un préjudice qu'il serait difficile d'évaluer aujourd'hui, car c'est surtout dans l'avenir que les conséquences de la politique impérialiste pèseront cruellement sur les destinées du peuple anglais.

Pour tout esprit impartial, il est en effet certain que la grande nation britannique a changé sa manière d'être depuis la retraite de Gladstone et surtout depuis le fameux Jubilé de 1897 qui a exalté, au suprême degré, son orgueil national.

L'Angleterre d'aujourd'hui n'est plus l'Angleterre froide et méthodique d'autrefois : c'est une nation nouvelle, fiévreuse, agitée, chez laquelle les nerfs semblent décidément l'emporter sur la raison, et qui, ayant modifié sa nature, risque de perdre une partie des qualités traditionnelles qui ont fait sa puissance et son extraordinaire fortune.

*
* *

L'histoire de la Dette publique anglaise est des plus intéressantes en ce sens qu'elle permet de savoir exactement non pas, comme on le dit quel-

(1) Cette étude était écrite le 1er juin 1902, date de la signature des préliminaires de la paix anglo-transvaalienne.

quefois, ce que les guerres soutenues par l'Angleterre depuis sa Révolution de 1688 ont coûté aux contribuables anglais, mais le chiffre dont chacune d'elles a augmenté le capital nominal de la Dette publique.

En 1775, au commencement de la guerre de l'Indépendance américaine, la Dette publique anglaise était de 3.171 millions de francs. En 1784, à la fin de la guerre, elle s'élevait à 6.076 millions : soit une augmentation de 2.905 millions de francs.

Au commencement de la guerre de 1792 contre la France, elle avait été réduite à 5.991 millions ; mais en 1815, après Waterloo, nous la trouvons fixée à 21.526 millions, chiffre le plus élevé qu'elle ait jamais atteint.

Les guerres contre la République et le premier Empire ont donc majoré sa Dette de 15.535 millions de francs, alors qu'entre 1800 et 1815 celle de la France n'a augmenté que de 560 millions : mais tous les Anglais estiment que cette énorme dépense n'a été, en fin de compte, qu'un placement à très gros intérêt, car c'est grâce à l'écrasement de la France que l'Angleterre a pu conquérir son riche domaine colonial et le quasi monopole du commerce maritime qui ont fait sa fortune pendant le dix-neuvième siècle.

En 1854, au commencement de la guerre de Crimée, la Dette publique anglaise ayant bénéficié de 1.420 millions de francs d'amortissement depuis 1815, se trouvait ramenée au capital nominal de 20.106 millions de francs. La guerre de Crimée la majora de 823 millions : elle était exactement à 20.929 millions de francs en 1857 ; à partir de cette époque elle diminua presque chaque année pour tomber au chiffre de 15.689 millions au 31 mars 1899.

Depuis le vote du budget 1899-1900, qui a précédé la guerre du Transvaal, le Dette anglaise a augmenté de 2.648 millions de francs ; elle atteignait le chiffre de 18.337 millions le 31 mars 1902, mais le nouvel emprunt de 800 millions, voté pour couvrir une partie du déficit du prochain exercice, la portera à 19.137 millions : il paraît donc probable qu'après la liquidation de la guerre, elle dépassera sensiblement son chiffre de 1875, soit un capital nominal d'au moins 19.400 millions de francs.

Les cours extrêmes des Consolidés anglais, qui ont toujours été considérés par nos voisins comme le niveau de la prospérité de la Grande-Bretagne sont curieux à rappeler.

En 1805 (bataille d'Austerlitz et paix de Presbourg), les Consolidés font au plus haut 62 et au plus bas 57. De 1806 à 1812, ils se maintiennent entre les cours extrêmes de 70 et 55,12. Ils étaient à 54,50 au commencement de juin 1815, mais la défaite de Napoléon à Waterloo (18 juin) les releva en quelques jours à 75,50 : ce fut le cours le plus élevé de la période 1800-1815.

En 1816, année de très mauvaises récoltes et de grande crise, les Consolidés retombèrent à 53,87, c'est-à-dire au plus bas cours du siècle; en 1830, nous les trouvons à 94,50 au plus haut, et à 77,50 au plus bas.

En 1837, année du couronnement de la reine Victoria, les cours extrêmes sont de 93,87 et de 87,75, et, pour la première fois, ils dépassent le pair en 1844 à 101,37 ; mais la grande crise de 1847 les ramène à 78,25, et, en 1848, nous relevons comme cours extrêmes 90 et 80.

En 1852, ils montent jusqu'à 102, qui fut le plus haut cours de la période 1850-1870 ; avec la guerre

de Crimée (1854), ils retombent à 85,33, et Sadowa (1866) leur fait toucher le cours de 84,62. En 1870, les cours extrêmes s'établissent à 94,50 et 88,25.

Le cours le plus élevé de la période 1871-1902 a été pratiqué en 1896 et 1897 à 113,87; le cours le plus bas de la même période a été 91, inscrit au commencement de novembre 1901.

*
* *

L'exercice financier 1899-1900 (clôturé le 31 mars 1900) s'est balancé avec un déficit de 347 millions de francs. Mais l'augmentation des dépenses de cet exercice, par rapport à l'exercice précédent, a été exactement de 639.245.000 fr.

L'exercice 1900-1901 a laissé un déficit total de 1.330.175.000 fr., bien que les charges fiscales payées par les contribuables anglais aient été, pendant cet exercice, supérieures de 263.655.000 fr. à celles de l'exercice précédent : Mais les dépenses totales de l'exercice 1900-1901 ont dépassé de 1 milliard 246.800.000 fr. celles de l'exercice 1899-1900, et de 1.886.045.000 fr. celles de l'exercice 1898-1899 antérieur à la guerre du Transvaal.

Pour atténuer le déficit prévu pour 1900-1901, le Parlement anglais avait voté, au commencement de l'année financière, 307.925.000 francs de nouveaux impôts ainsi décomposés :

	Francs
Pour l'income-tax, 1 sh. par liv. st. au lieu de 8 d.	162.500.000
Impôt sur le tabac : 4 d. par livre et droit de 6 d. par livre sur les cigares étrangers	27.500.000
2 d. par livre sur le thé	45.000.000
6 d. par gallon sur les spiritueux	28.750.000
1 sh. par baril de 36 gallons sur la bière	43.800.000
1 sh. de droit additionnel de timbre sur les bordereaux constatant les transactions de produits alimentaires	375.000
Total des augmentations prévues...	307.925.000

L'exercice financier 1901-1902, commencé le 1er avril dernier, se présentait avec une prévision de 4.690.050.000 fr. en dépenses totales et de 3 milliards 306.375.000 fr. en recettes ordinaires, soit un déficit de 1.383.675.000 fr.

Pour couvrir ce déficit, sir Michael Hicks-Beach a proposé au Parlement de recourir à l'emprunt et à de nouveaux impôts. Un emprunt de 1.500 millions de francs en consolidés a été décidé : 1 milliard pour le déficit et 500 millions réservés aux dépenses supplémentaires de la réorganisation militaire.

Quant aux nouveaux impôts, ils devaient être fournis par l'*income-tax*, porté à 1 sh. 2 d. par livre sterling (5,83 0/0), contre 1 sh. en 1900-1901 et 8 d. (3,33 0/0) auparavant; par un droit de 4 sh. 2 d. par 50 kilogr. de sucre (un peu plus de 0 fr. 10 par kilogr.) et par un droit de 1 sh. sur chaque tonne de charbon exportée. D'après le chancelier de l'Echiquier, ces trois mesures fiscales doivent procurer 275 millions de francs de ressources nouvelles et permanentes au budget anglais : charbon, 52.500.000 francs; *income-tax*, 95 millions; sucre, 127.500.000 francs.

Pour justifier l'impôt sur le sucre, sir Michael Hicks-Beach a dit, le 11 juin 1901, à la Chambre des Communes :

« Il nous faut un impôt qui soit productif et qui frappe quelque article de consommation universelle. Or, on dit que la consommation du sucre par tête d'habitant, cette année, a été de 90 livres; mais, sans doute la moyenne doit être de 56 livres environ.

« Le sucre est frappé d'impôts dans tous les pays d'Europe et des Etats-Unis et les économistes reconnaissent qu'il peut être frappé d'un impôt en cas de

nécessité financière. Ce n'est pas du tout un impôt protectionniste. Il est de l'intérêt de la paix et de l'économie que les travailleurs sachent qu'ils supportent le fardeau des frais de guerre. »

La dernière phrase n'a pas été agréable à M. Chamberlain, ni la déclaration suivante du chancelier de l'Echiquier, relative aux nouveaux emprunts :

« Les nouvelles de la situation financière du Transvaal ne sont pas brillantes. Les experts disent qu'il faudra attendre deux ou trois ans après la conclusion de la paix, pour pouvoir réclamer au Transvaal de l'argent en vue de payer les frais de la guerre. On ne pourra rien attendre non plus de l'Etat d'Orange. J'ai donc disposé les emprunts de façon qu'ils arrivent à échéance à des intervalles tels que si le Transvaal est prospère, il pourra acquitter sa contribution à l'aide d'un emprunt consacré à payer *une portion* de l'argent que l'Angleterre emprunte actuellement. La guerre actuelle n'est pas une petite guerre; elle a coûté, jusqu'à présent (avril 1901), 153 millions de livres sterling. »

Sir William Harcourt, l'ancien chancelier de l'Echiquier des ministères libéraux Gladstone et Rosebery, a tiré la morale du débat en constatant que cette lamentable guerre, qui ne devait pas coûter plus de 575 millions de francs, au dire de M. Chamberlain, aurait absorbé, avant d'être terminée, les 5 milliards de francs économisés depuis cinquante années (amortissement de la Dette publique anglaise); qu'elle avait, en outre, empêché toute réforme à l'intérieur et fait profondément détester l'Angleterre à l'étranger..... et qu'elle aboutissait finalement aux budgets les plus désastreux qu'un chancelier de l'Echiquier eût jamais présentés à la Chambre des Communes.

La loi des finances de l'année 1901-1902 vint en troisième et dernière lecture à la Chambre des Communes le 17 juillet 1901, et sir William Harcourt en profita pour protester, une fois de plus, contre la politique financière du Cabinet conservateur.

Il a rappelé que, pendant les cinq dernières années, et en dehors des frais spéciaux de la guerre du Transvaal, les dépenses budgétaires normales de l'Angleterre avaient progressé de 700 millions de francs, alors que ses recettes ordinaires ne s'étaient accrues que de 400 millions de francs.

« Mais, a ajouté le leader du parti libéral, le peuple anglais ferme les yeux et laisse à ceux qui viendront après lui la charge de payer les folies commises. Le courage financier du Gouvernement actuel se trouve résumé dans la maxime suivante : « Payons aussi peu que possible (c'est-à-dire em« pruntons le plus que nous pourrons) et ce qu'il « nous faut absolument payer, faisons-le supporter « aux classes les plus pauvres ! »

Sir William Harcourt évoquait aussi le souvenir des treize années de guerre contre la France, pendant lesquelles l'*income-tax* fut maintenu à 2 sh. par livre sterling, soit 10 0/0 du revenu des classes riches. Mais ces temps sont bien loin de nous et si le peuple anglais accepte aujourd'hui de payer des impôts sur la bière, sur le thé, sur le sucre, sur les spiritueux, sur le tabac et sur le pain, c'est que cela lui convient.

C'est, en effet, la conséquence de la politique jingoïste qui a maintenant toute sa tendresse et qui jouit de toutes ses faveurs. Sir Michael Hicks-Beach a loyalement reconnu que sur les 700 millions de francs d'augmentation de dépenses ordi-

naires, survenues entre 1895 et 1900, la marine et l'armée absorbaient près de 600 millions (indépendamment des dépenses extraordinaires de la guerre du Transvaal) et les services civils seulement 108 millions :

« Mais, a-t-il dit aux libéraux, quel est celui de vous qui ne s'est pas engagé, devant ses électeurs, à voter ces dépenses ?

« Prenons celles de la marine. Allez dans n'importe quelle circonscription électorale de la Grande-Bretagne et quelle que soit la teinte politique de cette circonscription, je me permets d'avancer que le sentiment populaire exigera, malgré l'opinion politique de vos électeurs, que nous ayions une marine militaire puissante. Les honorables membres de l'opposition sont comme nous, et à juste titre, responsables des dépenses que nous subissons de ce chef. Arrivons maintenant à l'armée : S'il est une question sur laquelle *tous les partis ont été d'accord* quand ils sollicitèrent les suffrages lors des dernières élections générales, c'est certainement la nécessité d'introduire de grandes réformes dans notre armée... mais les réformes coûtent cher ! »

L'opposition ne pouvait guère protester, parce que Gladstone n'était plus là.... et parce que le chancelier de l'Echiquier disait l'absolue vérité.

* * *

L'exercice 1901-1902, clôturé le 31 mars dernier, s'est finalement liquidé avec 4.888 millions de francs de dépenses et 3.575 millions de recettes normales, laissant un déficit total de 1.313 millions de francs en chiffres ronds.

Pour combler ce déficit le chancelier de l'Echiquier a eu à sa disposition l'emprunt de 1.500 millions de francs, voté l'année dernière avec le budget de 1901-1902, lequel emprunt a produit une somme nette d'environ 1.414 millions de francs. Il

reste ainsi un solde de 100.714.800 fr., qui s'ajoutera au produit du nouvel emprunt de 800 millions de francs que sir Michael Hicks-Beach a proposé pour couvrir le déficit éventuel de l'exercice 1902-1903.

Les dépenses de 1902-1903 sont estimées à 4 milliards 365.225.000 fr., plus 462.500.000 fr. pour l'imprévu de la guerre et pour subventions aux colonies sucrières : soit au total 4.827.725.000 fr. Les recettes normales, comprenant le produit des nouveaux impôts votés en 1901, sont évaluées à 3.694.625.000 fr. laissant pour l'exercice un déficit éventuel de 1.133.100.000 fr. Pour couvrir ce nouveau déficit le chancelier de l'Echiquier a proposé 128.750.000 fr. de taxes nouvelles ainsi décomposées :

	Francs
Income-tax (1) augmentation de 1 d...........	50.000.000
Timbre — de 1 d...........	12.500.000
Droits d'importation de 3 d. par quintal de blé et de 5 d. par quintal de farine...............	66.250.000
Total égal..............	128.750.000

Le surplus sera fourni par le nouvel emprunt de 800 millions de francs, par la suspension de l'amortissement (116 millions) et par des traites sur l'Echiquier.

Comme en 1900, à propos des impôts proposés sur le tabac, le thé, les spiritueux et la bière, et comme en 1901 relativement à la création de l'impôt de 0 fr. 10 cent. par kilog. de sucre et du droit de 1 fr. 25 sur chaque tonne de charbon exporté, l'opposition, par l'organe de sir William Harcourt, a énergiquement combattu le nouveau droit d'importation sur le blé et la farine, que sir William a qualifié « de la plus formidable et de la plus mauvaise proposition d'impôt qui ait été faite

(1) L'Income-tax est actuellement de 1 sh. 3 d. par livre sterling de revenu, soit 6.25 0/0.

depuis longtemps » et qu'il a dénoncé comme un retour non déguisé « à la vieille erreur du protectionnisme ».

Le chancelier de l'Echiquier a naturellement contesté la thèse de sir William Harcourt en soutenant que la question du libre-échange ou de la protection était étrangère à sa proposition ; que le droit d'importation sur le blé ne devait être considéré que comme un simple impôt de consommation, au même titre que ceux qui avaient été votés en 1900 et 1901 sur le tabac, le thé, les spiritueux, la bière et le sucre, car ce droit existait en 1869 et ni M. Gladstone, ni Robert Peel lui-même, n'admettaient alors qu'il eût le caractère d'un droit protecteur.

Nous devons cependant signaler un fait caractéristique : M. Chaplin, ancien ministre de l'agriculture et l'un des chefs du protectionnisme anglais, a chaudement félicité sir Michael Hicks-Beach « de la sage et courageuse mesure qu'il avait prise en décidant de rétablir ce droit de douane supprimé en Angleterre depuis plus de trente années »... et le chancelier de l'Echiquier a paru singulièrement gêné par les compliments de son ami et ancien collègue.

Quoi qu'il en soit, les trois budgets de la guerre du Transvaal prévoient un déficit de 3.976 millions de francs, lesquels ajoutés aux 347 millions manquants au budget de 1899-1900, porteront le déficit total à 4.323 millions à la fin du nouvel exercice.

* * *

Certes, la nation britannique est assez riche pour pouvoir supporter facilement un pareil fardeau budgétaire, d'autant plus que toutes les dépenses relatives à la guerre du Transvaal ne sont pas com-

plètement perdues pour le pays et qu'on peut supposer qu'une certaine partie d'entre elles seront finalement mises à la charge des deux Républiques.

Mais, s'il est rationnel d'admettre que le déficit disparaîtra des budgets anglais dès la fin de la liquidation de la guerre, il est cependant à craindre que les nouveaux impôts incorporés depuis quelques années dans ces budgets, ne puissent être facilement abolis, car les nouvelles dépenses n'ont pas seulement pour objet la guerre sud-africaine : elles sont, aussi, la conséquence, pour une bonne partie, de la politique impérialiste inaugurée par les conservateurs en 1895.

Pour le prouver, il nous suffira de résumer, dans un simple tableau, les budgets anglais des dix dernières années :

Résumé des budgets anglais des dix dernières années, et situation de la Dette publique anglaise à la fin de chaque exercice :

(*Milliers de francs*)

Années	Recettes effectives	Dépenses effectives	Excédent ou déficit	Montant total de la Dette publique
				Millions
1891-1892......	2.274.870	2.248.194	+ 26.676	16.942
1892-1893......	2.259.884	2.259.384	+ 500	16.776
1893-1894......	2.278.335	2.282.571	— 4.236	16.654
1894-1895......	2.367.094	2.347.961	+ 19.133	16.425
1895-1896......	2.549.347	2.444.109	+ 105.238	16.212
1896-1897......	2.598.747	2.536.917	+ 61.830	16.019
1897-1898......	2.665.350	2.573.400	+ 91.950	15.861
1898 1899......	2.708.405	2.703.755	+ 4.650	15.689
1899-1900......	2.995.970	3.343.000	— 347.030	15 971
1900-1901......	3.259.625	4.589.800	— 1.330.175	16.840
1901-1902 (1)...	3.574.950	4.888.050	— 1.313.100	18.337
1902-1903 (1)...	3.694.625	4.827.725	— 1.133.100	»

(1) Evaluations.

Le budget de 1893-1894 fut le dernier budget du ministère libéral présidé par M. Gladstone, qui donna sa démission à la fin de février 1894. Le budget 1895-1896 fut le dernier budget des libéraux avec lord Rosebery comme premier ministre. Le budget 1896-1897 fut le premier budget présenté par les conservateurs, dont l'arrivée au pouvoir date du 25 juin 1895.

Le budget 1898-1899, élaboré après les fêtes du Jubilé de la reine Victoria, marque une nouvelle étape vers l'impérialisme. Quant au budget 1899-1900, il inaugure l'ère des déficits, provoqués par la guerre du Transvaal, et du relèvement du chiffre de la Dette publique anglaise.

II

L'évolution de l'Angleterre vers l'impérialisme et ses premières conséquences

C'est dans le courant de 1891 que, sur l'influence du développement de la puissance maritime et commerciale de l'Allemagne — solennellement constaté à la tribune du Reichstag lors de la discussion des nouveaux traités de commerce austro-hongrois et italien — la presse jingoïste anglaise commença la campagne impérialiste.

Mais tant que M. Gladstone fut le chef incontesté des whigs, l'Angleterre resta fidèle à sa politique traditionnelle, car, même lorsque le grand *old man* se trouvait dans l'opposition, son autorité morale était suffisante pour neutraliser les tendances du parti remuant, batailleur et si facilement irritable, dont M. Chamberlain est aujourd'hui l'oracle, et qui, disposant des principaux journaux de la Grande-Bretagné, est devenu le grand maître de l'opinion publique anglaise, progressivement convertie à ses idées depuis la retraite et la mort de M. Gladstone.

Le tableau suivant, donnant le chiffre des dépenses d'ordre militaire de l'Angleterre de 1891-1892 à l'exercice actuel, nous montrera, d'une manière plus matérielle, l'évolution qui s'est accomplie, dans l'esprit public, de l'autre côté de la

Manche depuis l'arrivée au pouvoir du ministère Salisbury :

Dépenses d'ordre militaire effectuées en Angleterre pendant les dix dernières années :
(*Millions de francs*)

Exercices	Armée	Marine	Total
1891-1892	439	355	794
1892-1893	441	356	797
1893-1894	445	356	801
1894-1895	452	434	886
1895-1896	451	468	919
1896-1897	451	546	997
1897-1898	459	558	1.017
1898-1899	480	595	1.075
1899-1900	515	665	1.180
1900-1901	1.538	688	2.226
1901-1902 (1)	2.198	772	2.970
1902-1903 (1)	2.192	781	2.973

C'est en 1893 que la campagne entreprise par les jingoïstes en faveur d'une augmentation des forces navales de l'Angleterre prit une importance décisive, grâce à l'appui que lui donna l'opposition conservatrice.

Dans le discours prononcé en novembre 1893 par lord Salisbury, au Congrès de l'Union conservatrice de la *Primrose League*, le chef du parti conservateur, profitant du mouvement populaire qui commençait à se dessiner, prit nettement la tête de ce mouvement.

Il déclara que les événements politiques de l'étranger devaient donner à réfléchir et il fit allusion aux crises ministérielles survenues en France

(1) Evaluations.

et en Italie, ainsi qu'aux difficultés qui se manifestaient parmi les diverses nations du Continent. Comparant ensuite les diverses nations armées de l'Europe à une escadre dont les puissants vaisseaux amis navigueraient de conserve, il arriva à cette conclusion que la flotte anglaise était beaucoup trop faible pour lutter avantageusement contre plusieurs flottes combinées et que l'Angleterre *ne devait et ne pouvait compter que sur elle-même pour parer à toutes les éventualités.*

Le peuple anglais, déjà convaincu que la suprématie de son commerce maritime et de sa puissance coloniale est absolument liée à la suprématie de sa marine de guerre, applaudit le langage du noble lord, et, de tous les points du Royaume-Uni, arrivèrent des adresses mettant M. Gladstone en demeure d'augmenter les forces navales de l'Angleterre.

*
* *

Bon gré, mal gré, le ministère libéral se vit dans l'obligation de s'occuper de la question, car dans la séance de la Chambre des Communes du 19 décembre 1893 lord George Hamilton — ancien premier lord de l'Amirauté dans le précédent ministère Salisbury et devenu secrétaire d'Etat pour les Indes dans le cabinet du 25 juin 1895 — présenta une motion affirmant la nécessité d'une augmentation immédiate et importante de la marine militaire et invitant le Gouvernement à proposer avant le 25 décembre un plan d'exécution.

MM. Balfour et Chamberlain soutinrent les arguments de lord George Hamilton ; ils développèrent la thèse de l'Angleterre en danger et accu-

sèrent M. Gladstone de ne songer qu'au seul *home rule* et de manquer de patriotisme.

Sir William Harcourt, alors chancelier de l'Echiquier, combattit la motion au nom des finances nationales; quant à M. Gladstone, il répondit tranquillement que le vote du projet de résolution constituerait un acte de méfiance et de blâme à l'égard de la politique du cabinet et il prouva, par des chiffres, que la situation des forces navales anglaises était rassurante et qu'il n'y avait pas lieu de modifier le programme de 1889, dont le le ministère Salisbury s'était lui-même contenté.

La majorité libérale resta fidèle à son chef et la motion Hamilton fut repoussée, mais la campagne jingoïste se poursuivit énergiquement et quand, deux mois plus tard, M. Gladstone prit sa retraite définitive, le cabinet libéral, présidé par lord Rosebery, capitula.

Le projet de budget de l'exercice 1894-1895 comportait une augmentation de dépenses militaires de 85 millions de francs : 7 millions pour la Guerre et 78 millions pour la Marine. Mais sir William Harcourt ne voulut demander, ni à l'emprunt — comme on l'incitait à le faire et comme sir Michaël Hicks-Beach, son successeur, le fait si facilement — ni à des recettes extraordinaires, les ressources nécessaires pour combler le déficit que le nouveau programme de défense navale allait créer dans le budget anglais.

Il augmenta carrément de six pence par gallon le droit sur l'alcool et de six pence par baril le droit sur la bière; il porta de sept pence à huit pence l'impôt sur le revenu, ou *income-tax* (ce qui lui procura d'un seul coup 50 millions de francs) et

modifia le droit des successions en relevant la taxe pour les gros héritages.

C'était la réponse du berger à la bergère, car, sauf l'augmentation du droit sur la bière, relativement légère, les 90 millions de francs d'impôts nouveaux, nécessaires pour équilibrer le budget, allaient être supportés par la classe riche qui réclamait avec le plus d'acharnement l'augmentation des forces navales.

A partir de ce moment la progression des dépenses militaires s'est poursuivie sans arrêt en Angleterre.

Le dernier budget des libéraux présentait déjà une augmentation de 112 millions de francs sur le dernier budget du ministère Gladstone. Le premier budget du cabinet Salisbury (1896-1897) porta brusquement cette augmentation à 196 millions et l'année suivante, pour la première fois, les dépenses de l'armée et de la marine dépassèrent le *milliard de francs*.

* * *

Nous arrivons ainsi aux fameuses fêtes du Jubilé de la reine Victoria qu'on a présenté, avec raison, comme une sorte d'apothéose que le peuple anglais s'était donnée à lui-même, une revue des grandes choses qu'il avait pu accomplir au cours de ce long et glorieux règne, « peut-être le plus heureux » avait ajouté M. Gladstone à la fin d'un petit discours de circonstance adressé aux enfants de Hawarden qui étaient venus le saluer dans sa retraite. M. Gladstone est mort le 19 mai 1898, dix-sept mois avant la guerre du Transvaal, et

chacun sait, en Angleterre, que la reine Victoria, dans la dernière année de son grand règne, a été profondément attristée par les douloureux évènements de l'année 1900.

Le Jubilé de 1897 exalta l'orgueil d'ailleurs très légitime du peuple anglais et le rendit plus intraitable, plus agressif — si nous pouvons employer cette expression — que par le passé. Dès l'année 1898 nous en avons eu la preuve directe avec l'incident de Fachoda, au cours duquel les attaques brutales de la presse jingoïste anglaise à l'égard de la France, nous ont révélé le véritable état d'âme de nos voisins d'outre-Manche.

L'incident de Sierra-Leone, survenu vers la fin de 1893, pendant le ministère Glastone, n'avait provoqué dans l'opinion publique anglaise ni récrimination, ni demandes de représailles : Un officier français, le lieutenant Maritz, à la tête de 30 tirailleurs sénégalais et de 2.000 indigènes d'Issi, ayant attaqué par erreur un camp anglais situé à Warina, dans le district de Konna vers le Haut-Niger : un capitaine, deux lieutenants, un sergent major et six soldats anglais avaient été tués ; du côté français nous avions à déplorer la mort du lieutenant Moritz et de dix tirailleurs sénégalais.

La presse anglaise fut alors très calme et très digne ; tous les journaux reconnurent qu'il ne s'agissait que d'un incident très regrettable assurément, mais qui ne pouvait et ne devait nuire aux excellents rapports que la France et l'Angleterre entretenaient.

Quelle différence de ton et d'attitude cinq ans plus tard, avec l'affaire de Fachoda ! Nous avons dû céder, sans discussion, car l'opinion publique anglaise était parfaitement décidée à la guerre...

et nous n'étions peut-être pas en mesure de porter la discussion sur ce terrain.

La manière dont les Anglais se sont conduits à notre égard dans l'incident de Fachoda nous a obligés, à notre tour, d'augmenter nos charges d'ordre militaire : La progression des dépenses de cette nature pour l'Angleterre et la France depuis 1891, prouve, en effet, que jusqu'à 1898, le total des dépenses de l'armée et de la marine françaises sont restées sensiblement au même niveau : 927 millions de francs en 1891 ; 925 millions en 1895 ; 929 millions en 1897 et 927 millions en 1898. Après Fachoda, il nous a fallu relever ce chiffre et nous voici, pour le budget de 1902 au chiffre de 1.022 millions de francs.

Nous n'avons d'ailleurs fait que suivre, et de très loin, l'exemple de l'Angleterre, car le budget du Jubilé (1897-1898) ne comportait encore que 1.017 millions de francs de dépenses militaires, tandis que celui de 1899-1900, présenté quelques mois après l'incident de Fachoda et six mois avant la guerre du Transvaal, en comprenait pour 1.180 millions, soit 163 millions d'augmentation sur le budget du Jubilé et 379 millions sur le dernier budget de Gladstone (1893-94).

En résumé, de 1893 à 1899, c'est-à-dire sans tenir compte de la guerre du Transvaal, l'Angleterre a majoré ses dépenses d'ordre militaire de 48 0/0 et la France de seulement 9 0/0. Cette simple comparaison indique mieux les nouvelles tendances de la politique impérialiste anglaise que les discours de M. Chamberlain eux-mêmes.

*
* *

Sans dresser le bilan définitif de la guerre sud-

africaine pour l'Angleterre, on peut cependant affirmer que du milieu de l'année 1899 à la fin de l'année 1901, la richesse publique anglaise s'est plus fortement dépréciée que celle des grands Etats industriels de l'Europe, et de la France en particulier, malgré la crise que ces Etats, par voie de répercussion, ont également subie au cours de ces deux années et demie.

Voici d'abord une comparaison significative :

Cours et Revenu des grands Fonds d'Etat de l'Europe à la fin de juin 1899 et au commencement de janvier 1902

(Marché officiel de Paris)

Fonds d'Etat	29 juin 1899		2 janvier 1902		Différ. en 1902
	Cours	Revenu net	Cours	Revenu net	
		%		%	%
Consol. Anglais 2 ¾.	108 80	2.52	95 20	2.88	— 12.5
Français 3 % perp..	100 85	2.97	100 25	2.99	— 0.6
Belge 3 %..........	98 »	3.06	100 95	2.97	+ 3.0
Prussien 3 %.......	90 25	3.32	90 40	3.31	+ 0.2
Autrichien 4 % or...	102 »	3.92	102 40	3.90	+ 0.4
Italien 4 %..........	95 50	4.18	101 90	3.92	+ 6.7

Ce tableau prouve déjà que les effets de la crise générale, dont l'Europe souffre depuis le commencement de la guerre du Transvaal, ont plus rudement atteint le portefeuille anglais que le portefeuille des autres grands pays industriels européens ; mais la statistique mensuelle que le *Bankers' Magazine* de Londres dresse pour les grandes valeurs négociées sur le marché anglais, rapprochée de la statistique que nous publions chaque semestre dans l'*Economiste Européen* sur le mouvement des grandes valeurs françaises, va nous permettre une comparaison encore plus intéressante :

La statistique du *Bankers' Magazine* porte sur

325 groupes de valeurs britanniques ou étrangères, représentant un capital nominal de 71.700 millions de francs. En détachant les 14 catégories de fonds d'Etat anglais et indiens et les 46 catégories de titres de chemins de fer anglais (actions ordinaires, obligations et actions de préférence) contenues dans son tableau, on obtient un capital nominal de 32.827 millions de francs, absolument comparable aux 7 catégories de Rentes françaises ou coloniales et aux 55 catégories d'actions et d'obligations de chemins de fer français (soit un capital nominal de 44.504 millions de francs) que nous observons chaque semestre dans notre propre journal.

Variations subies sur le marché de Londres par les Fonds d'Etat anglais et indiens et les titres de Chemins de fer anglais entre la fin juin 1899 et la fin décembre 1901 :

(*Millions de francs*)

Désignation	Capit. nominal observé	Fin juin 1899	Fin déc. 1901	Moins-value en 1901	%
14 Fonds d'Etats anglais et indiens	20.005	22.068	19.420	2.648	12. »
19 Ch. de fer anglais, act.	5.325	8.527	6.647	1.880	22.05
14 — — oblig.	4.277	5.178	4.773	405	7.82
13 — — act. préf.	3.220	4.732	4.265	467	9.87
Totaux	32.827	40.505	35.105	5.400	13.33

Ainsi, à la fin de juin 1899, les 60 grandes valeurs anglaises observées par le *Banker's Magazine* représentaient à la Bourse de Londres un capital de 40.505 millions de francs. Mais, à cette époque, on avait déjà en Angleterre quelques préoccupations sur les affaires du Transvaal, car ce même groupe de valeurs s'était déprécié de 338 millions de francs par rapport au mois précédent.

4

En effet, la fameuse entrevue de Bloemfontein entre sir Alfred Milner et les présidents Krüger et Steijn avait eu lieu et M. Chamberlain, questionné sur le caractère de cette entrevue, avait dit à la Chambre des Communes :

Le but de cette conférence est de discuter la situation en vue d'arriver à un arrangement que le Gouvernement puisse accepter et recommander aux Uitlanders comme une concession raisonnable à leurs justes revendications. M. Krüger s'est déclaré prêt à discuter toutes les propositions de nature à amener cet accord entre l'Angleterre et le Transvaal et à assurer la paix dans l'Afrique, pourvu, toutefois, qu'il ne soit point porté atteinte à l'indépendance de la République.

Entre la fin de juin 1899 et la fin de décembre 1901, et après 28 mois de guerre ayant pour objet de supprimer l'indépendance des deux Républiques sud-africaines, le capital des 60 grandes valeurs anglaises ci-dessus indiquées a donc été ramené sur le marché de Londres de 40.505 millions à 35.105 millions de francs, soit une dépréciation de 5.400 millions de francs ou 13,33 0/0.

Pendant la même période, les 62 grandes valeurs françaises observées par l'*Economiste Européen* ont subi les variations suivantes :

Variations subies sur le marché de Paris par les Fonds d'Etat français et coloniaux et les titres des Chemins de fer français entre la fin juin 1899 et la fin décembre 1901 :

(*Millions de francs*)

Désignation	Capital nomin. observé	Fin juin 1899	Fin décem. 1901	Moins-value en 1901	
					%
7 Rentes françaises..	26.213	26.492	26.331	161	0.61
11 act. Chem. français	1.486	4.782	4 284	498	10.41
44 obl. — —	16.805	15.591	15.469	122	0.78
Total........	44.504	46.865	46.084	781	1.66

Bien entendu, les résultats du tableau ci-dessus, de même que ceux du *Banker's Magazine*, sont calculés sur un même nombre de valeurs et un même capital nominal aux deux dates choisies.

On peut objecter, il est vrai, que la dépression considérable subie par les grandes valeurs anglaises n'est que passagère et que toutes ces valeurs remonteront quand la guerre du Transvaal sera liquidée ! Oui, mais il est également probable que la nouvelle orientation de la politique extérieure de l'Angleterre, provoquée par l'impérialisme, aura, pour ce grand pays, des conséquences qui pèseront désormais sur le développement de ses affaires extérieures et sur sa situation économique générale.

III

La Puissance Economique de l'Angleterre

Le peuple anglais, il faut lui rendre cette justice, sait ce qu'il veut et il sait apprécier les hommes qui peuvent faire triompher sa volonté.

Certes, il n'est pas infaillible ; il a eu souvent, au cours de son histoire moderne, de fâcheuses inspirations ; il s'est plusieurs fois trompé dans ses visées extérieures en *pariant pour le mauvais cheval*, comme le disait lord Salisbury lui-même à propos de la guerre de Crimée : mais quand il est engagé au dehors, il soutient énergiquement les hommes d'Etat qui dirigent alors sa politique, et les revers les plus cruels, les plus inattendus, ne modifient jamais son attitude à leur égard.

Le principe qui semble, en effet, dominer la politique anglaise peut se résumer ainsi : « Quand une grande action extérieure est engagée, maintien au pouvoir du même parti tant que l'action n'est pas liquidée ». C'est certainement à l'application de ce principe que l'Angleterre doit, en majeure partie, les grands résultats qu'elle a obtenus pendant le long règne de Victoria.

Une autre qualité du peuple anglais consiste à ne jamais se dénigrer lui-même : il sait atténuer ses défauts, il est discret sur ses petites faiblesses, mais, par contre, il fait volontiers l'étalage de ses vertus et de sa puissance matérielle.

Les étrangers qui voudraient étudier l'état physique et moral de la France d'après la lecture de certains de ses journaux, seraient bien vite persuadés que notre pays est tombé au dernier degré de la turpitude et de la misère. Il n'en est rien cependant, et ceux qui voient la France de près, qui peuvent l'étudier d'après nature, sur le vif, savent parfaitement que, malgré son apparente frivolité, le peuple français est aussi moral dans sa vie publique et privée que n'importe quel autre peuple de l'Europe... et que sa situation matérielle est digne d'envie.

Au moment des fêtes du Jubilé de la reine Victoria, les statisticiens anglais ont fait de nombreuses études comparatives pour établir le prodigieux développement économique de la Grande-Bretagne entre 1840 et 1897. Le tableau suivant, de M. Mulhall, résumait la situation pour les dix principaux éléments de l'activité anglaise :

Principaux éléments de l'activité et des ressources de l'Angleterre en 1840, 1870 et 1897.

Désignation	1840	1870	1897
Population	100	121	150
Commerce	100	480	623
Navigation	100	322	957
Industrie minière	100	310	602
Manufactures textiles	100	252	360
Quincaillerie	100	430	590
Instruction publique	100	162	251
Agriculture	100	120	105
Recettes budgétaires	100	140	185
Richesse publique	100	203	287
	1.000	2.540	4.120

Les résultats de l'année 1840 étant pris comme unités de comparaison, M. Mulhall en concluait

que l'activité anglaise avait quadruplé d'importance pendant le règne de Victoria.

Nous nous sommes extasiés, avec toute l'Europe, sur ces extraordinaires résultats et pourtant, en considérant les choses de plus près, il y a au moins cinq Etats européens qui pourraient dresser une statistique analogue, car les progrès économiques réalisés par l'Angleterre au cours de ces soixante années ont été proportionnellement réalisés par toutes les nations industrielles de l'Europe.

*
* *

En présentant le budget de 1897-1898 (avril 1897), sir Michael Hicks-Beach ne résista pas au plaisir, bien naturel d'ailleurs, de mettre en parallèle la situation financière de l'Angleterre en 1837 avec celle de 1897. Entre autres faits, il rappela que les recettes publiques avaient doublé et que tandis qu'en 1837 il suffisait de 89 liv. st. 10 sh. pour produire un revenu de 3 liv. st., il en fallait 121 en 1897 pour obtenir le même revenu.

Il ajouta que ce dernier fait n'était peut-être pas un bien pour les capitalistes actuels, mais que c'était, à coup sûr, une preuve de l'élévation du crédit du pays et du développement de ses revenus et de sa richesse.

Cette constatation fut accueillie avec la plus vive satisfaction par la Chambre des Communes et personne ne songea à demander au chancelier de l'Echiquier si le même phénomène du relèvement du crédit national ne s'était point produit dans quelques autres pays de l'Europe.

Or, si on avait consulté l'étude du marché financier anglais en 1837, publiée au moment du Jubilé par le *Financial News*, on aurait trouvé les éléments d'une comparaison instructive.

En effet, en 1837, plusieurs fonds d'Etat européens se négociaient déjà sur le marché anglais, et la cote du Stock-Exchange, reproduite par le *Financial News*, nous fournit les cours suivants : 5 0/0 Français, 110; 5 0/0 Belge, 100; 5 0/0 Prussien, 80; 5 0/0 Hollandais, 105.

Ramenons ces divers cours de 1837 au prix de 1 0/0 de revenu et comparons ce prix à celui donné par les cours du 1er avril 1897 :

Comparaison, à soixante ans d'intervalle, du prix de 1 0/0 de revenu d'après les cours des cinq principaux fonds d'Etat européens :

1837			1er avril 1897			
Fonds d'Etat	Cours	Prix de 1 0/0 de revenu	Fonds d'Etat	Cours	Prix de 1 0/0 de revenu	Augmentation du prix en 1897
						%
3% Anglais.	89.10	29.70	2¾ Anglais.	112.20	40.80	37.37
5% Français	110.00	22.00	3% Français	102.50	34.16	55.27
5% Belge...	100.00	20.00	3% Belge...	102.55	34.18	70.90
5% Prussien	80.00	16.00	3% Prussien	97.90	32.63	103.93
5% Holland.	105.00	21.00	3% Holland.	98.50	32.83	61.09

S'il est vrai que le taux du crédit d'un Etat soit la mesure relative de ses ressources et de sa richesse publiques, le tableau ci-dessus prouverait que l'Angleterre, entre 1837 et 1897, n'a pas été le seul pays de l'Europe favorisé par les circonstances. On pourrait même dire que c'est chez elle que le développement économique a été le moins important puisque son crédit s'est, en fin de compte, proportionnellement moins amélioré que celui des autres grands Etats industriels de l'Europe.

Et encore faut-il tenir compte de ce fait particu-

lier que pendant cette période de 60 ans l'Angleterre a réduit sa Dette publique d'environ 5 milliards de francs, tandis que celle des quatre autres pays a toujours progressé.

La vérité, c'est que l'application de la vapeur aux transports terrestres et maritimes et à l'industrie a été une grandiose révolution économique dont tous les pays du monde civilisé ont subi les bienfaisants effets. L'Angleterre en a tout d'abord tiré de plus grands profits parce qu'au moment où cette révolution s'est produite, elle était — au point de vue industriel, commercial et financier — beaucoup mieux outillée, organisée et entraînée que les autres nations de l'Europe. Elle a surtout beaucoup gagné : 1° en fournissant aux autres pays leur premier outillage mécanique, leurs premières machines à vapeur, leurs premières broches, leurs premiers métiers à tisser ; 2° en conservant, pendant de longues années, le quasi monopole du commerce maritime, que les nouveaux besoins des nations continentales rendaient chaque jour plus important. Mais les principaux pays de l'Europe et de l'Amérique, d'abord tributaires exclusifs de l'industrie et de la marine anglaises, se sont progressivement affranchis, et nous verrons même que deux d'entre eux, l'Allemagne et les Etats-Unis, sont devenus de très redoutables concurrents pour l'Angleterre.

En ce qui concerne spécialement la France les éléments précis de statistique nous font défaut pour dresser, entre 1840, 1870 et 1897, une comparaison absolument identique dans ses divisions à celle que M. Mulhall a établie pour l'Angleterre. Mais nous pouvons cependant présenter le tableau suivant qui ne manque pas d'intérêt :

Principaux éléments de l'activité et des ressources de la France en 1840, 1869 et 1897

Désignation	Valeur en millions 1840	Valeur en millions 1869	Valeur en millions 1897	Index-numbers 1840	Index-numbers 1869	Index-numbers 1897
Population (Milliers d'habitants.......	34.174	38.330	38.580	100	112	113
Commerce extérieur (Millions de francs)	1.442	6.228	7.554	100	432	524
Navigation maritime (Millions de tonnes)	3.027	10.954	25.276	100	361	835
Production nationale (Millions de tonnes) :						
Houille.............	3.003	13.509	30.337	100	449	1010
Fonte, Fers et Aciers	475	2.393	4.263	100	504	897
Agriculture (Valeur approximative en millions de francs)	7.000	11.000	16.000	100	157	228
Recettes budgétaires totales (Millions de francs)...........	1.234	2.267	3.484	100	184	282
Encaisse de la Banque de France (Millions de francs)...	1.233	1.263	3.176	100	542	1363
Richesse publique d'après la valeur successorale *(Millions de francs)*..	51.488	119.403	196.235	100	231	381
Caisses d'épargne (Millions de francs)	192	714	4.271	100	372	2224

Si l'on compare ce tableau à celui de M. Mulhall, on constate que sauf pour la population, qui n'a augmenté en France que de 13 0/0, contre 50 0/0 en Angleterre — et on en connaît les causes, dont la principale est la perte de l'Alsace et de la Lorraine en 1871 — la progression des divers éléments de l'activité française ne fait pas trop mauvaise figure à côté de la progression anglaise.

De 1840 à 1897, notre commerce extérieur a augmenté dans la proportion de 100 à 524; celui de

l'Angleterre de 100 à 623 ; notre navigation maritime de 100 à 835, celle de l'Angleterre de 100 à 957. Sur ces deux points, l'augmentation de l'activité anglaise a été plus considérable que la nôtre, mais notre industrie métallurgique, prise dans son ensemble, s'est proportionnellement plus développée que l'industrie métallurgique anglaise.

Il en est de même de la valeur de nos produits agricoles, de nos recettes budgétaires et de notre richesse publique. Et cependant, nous ne devons pas oublier que si, au cours de cette longue période, l'Angleterre a coopéré avec nous à la guerre de Crimée et à l'expédition de Chine — dont elle a d'ailleurs retiré tous les avantages matériels — nous avons seuls subi les conséquences désastreuses de la guerre d'Italie, de la guerre du Mexique et de la guerre contre l'Allemagne.

Ces trois guerres ont évidemment favorisé le développement de la navigation marchande et du commerce anglais au détriment de la navigation et du commerce de la France. Les Anglais le savent à merveille, et c'est pourquoi l'idée d'une grande guerre entre les puissances de l'Europe ne leur déplairait pas... même s'ils devaient y participer comme bailleurs de fonds.

* * *

Au commencement de 1897, sir Courtenay Boyle, secrétaire permanent du *Board of Trade*, a présenté, sur la demande du Parlement anglais, un grand rapport tendant à indiquer le caractère général de l'évolution commerciale de l'Angleterre et des principaux pays industriels et l'importance

de la concurrence que ces pays pourraient faire, dans l'avenir, à la production anglaise.

Voici les paragraphes les plus caractéristiques des conclusions de sir Courtenay Boyle :

1° L'accroissement de la population en Allemagne et aux Etats-Unis a été récemment plus rapide que dans le Royaume-Uni. Ces deux pays ont joui pendant ces vingt-cinq dernières années d'une période de paix absolue, qui leur a permis de développer considérablement leur puissance industrielle ;

2° Quant au Royaume-Uni, la tendance de la population — comme pour d'autres pays — a été de se porter de plus en plus dans les villes. Il a donc fallu s'appliquer plus que jamais à rechercher des débouchés pour ses manufactures ;

3° Notre puissance d'exportation industrielle (du Royaume-Uni) est encore bien au-dessus de celle des Etats-Unis et de l'Allemagne ; le gain relatif de l'un ou l'autre de ces deux pays dans cette direction n'a eu aucun effet bien sérieux sur notre commerce. Mais, partant de beaucoup plus bas que nous, les progrès des Etats-Unis et de l'Allemagne marchent plus rapidement que les nôtres à nous, qui occupons une éminence beaucoup plus haute ;

4° Si l'état de paix se maintient, l'Allemagne et les Etats-Unis et, dans une certaine mesure, la France, verront certainement s'accroître le rapport proportionnel de leur progrès ;

5° La concurrence que nous feront ces pays sur les marchés neutres, et même sur nos marchés indigènes, pourra devenir plus sérieuse qu'elle ne l'est déjà, à moins que nous accroissions considérablement notre propre activité. Chaque année verra leur capital et leur habileté aller en grandissant ; chaque année, ils pourront faire appel à une population plus considérable.

Et sir Courtenay Boyle ajoutait en terminant que « la position commerciale du Royaume-Uni

« ne pourrait se maintenir dans l'avenir, comme
« elle l'avait fait dans le passé, que grâce au zèle
« infatigable et à l'énergie des commerçants et des
« industriels eux-mêmes. La recherche du client,
« la création de produits qui séduisent le consom-
« mateur, l'exploitation de nouveaux marchés, le
« développement de nouvelles méthodes, incom-
« bent à l'industrie privée : l'Etat ne peut lui
« apporter qu'aide et encouragement ».

La paix se maintenant en Europe et aux Etats-Unis — et il est à espérer qu'elle s'y maintiendra toujours — toute la question est donc de savoir si la nouvelle politique imposée à l'Angleterre par les jingoïstes de l'école Chamberlain — politique qui l'incitait contre la France lors de l'incident de Fachoda, qui l'a poussée à la guerre du Transvaal et qui avait déjà, avant cette guerre, augmenté ses dépenses d'ordre militaire d'environ 48 0/0 — sera pour l'industrie et le commerce anglais l'aide et l'encouragement dont parlait sir Courtenay Boyle en 1897.

IV

Le Commerce Extérieur de l'Angleterre. Son déficit commercial et alimentaire.

Jusqu'en 1890, les Anglais ont professé, au point de vue commercial, le plus profond mépris pour leurs concurrents étrangers. Ils croyaient, de bonne foi, posséder le monopole des exportations dans les pays d'outre-mer et ils n'attachèrent d'abord aucune importance aux rapports de leurs consuls qui leur signalèrent, même avant 1890, les progrès des exportateurs allemands et américains.

Mais ces progrès s'accentuant d'année en année, et la valeur des exportations et des réexportations anglaises se maintenant à peine, alors que les nouveaux besoins du pays nécessitaient un chiffre de produits étrangers toujours croissant, il a bien fallu se rendre à l'évidence et constater — comme le fit d'ailleurs sir Courtenay Boyle en 1897 — que le commerce extérieur britannique ne progressait plus et que l'Angleterre avait désormais à lutter sur les marchés étrangers, et sur son propre marché intérieur, contre deux concurrents sérieux : l'Allemagne et les Etats-Unis.

Certes, l'activité anglaise n'a pas sensiblement diminué du chef de la guerre sud-africaine, car cette guerre elle-même a donné lieu à une foule d'opérations commerciales dont beaucoup d'An-

glais ont profité; cependant, entre 1900 et 1901, les exportations anglaises ont diminué, dans leur ensemble, de 287 millions de francs, dont 102 millions en produits manufacturés, tandis que les importations, en Angleterre, de produits manufacturés étrangers ont augmenté de 26 millions de francs. Pendant la même période, les exportations françaises ont, au contraire, progressé de 58 millions de francs, dont 37 millions de produits manufacturés, et l'importation, en France, des produits manufacturés étrangers a baissé de 55 millions de francs.

Voici, d'ailleurs, le mouvement général du commerce extérieur de l'Angleterre entre 1890 et 1901 inclusivement:

Balance commerciale de l'Angleterre de 1890 à 1901

(*En millions de francs*)

Années	Importations	Réexportations	Import. nettes	Exportations	Déficit commer.
1890.......	10.517	1.618	8.899	6.588	2.311
1891.......	10.886	1.546	9.340	6.180	3.160
1892.......	10.594	1.610	8.984	5.680	3.304
1893.......	10.116	1.471	8.645	5.456	3.189
1894.......	10.208	1.444	8.764	5.400	3.364
1895.......	10.417	1.492	8.925	5.653	3.272
1896.......	11.045	1.405	9.640	6.004	3.636
1897.......	11.275	1.496	9.779	5.855	3.924
1898.......	11.763	1.516	10.247	5.834	4.413
1899.......	12.125	1.621	10.504	6.382	4.122
1900.......	13.077	1.579	11.498	7.071	4.427
1901.......	13.055	1.696	11.359	6.784	4.575

Depuis 1899, la statistique officielle anglaise a ajouté au chapitre des exportations la rubrique des navires construits en Angleterre et livrés à l'étranger. La valeur de ces navires a été exactement de 230 millions de francs en 1899, de 209 millions de francs en 1900 et de 228 millions de

francs en 1901. Nous n'avons pas fait figurer cette valeur dans la colonne *exportations* afin de rendre tous les chiffres de la période comparables entre eux.

En tenant compte des 228 millions de francs, représentant la valeur des navires livrés à l'étranger en 1901 par les chantiers anglais, le déficit commercial de l'Angleterre a été, pour cette dernière année, de 4.347 millions de francs. Il atteignait à peine 2.311 millions de francs en 1890 et encore faut-il observer que ce chiffre ne comprend pas la valeur des navires livrés à l'étranger au cours de cette même année.

Le commerce extérieur de l'Angleterre laisse donc beaucoup à désirer et la décomposition de ce commerce, en principales catégories, va mieux nous indiquer l'évolution qui est en train de s'accomplir dans ce grand pays :

Commerce extérieur de l'Angleterre de 1890 à 1901

(*Millions de francs*)

Importations					Exportations				
Années	Prod alim.	Mat. prem	Prod man.	Total	Années	Prod alim.	Mat. prem	Prod man.	Total
1890..	4.347	4.232	1.938	10.517	1890..	303	538	5.747	6.588
1891..	4.615	4.258	2.013	10.886	1891..	283	533	5.364	6.180
1892..	4.620	3.950	2.024	10.594	1892..	278	483	4.919	5 680
1893..	4.394	3.672	2.050	10.116	1893..	281	429	4.746	5.456
1894..	4.321	3.751	2.136	10.208	1894..	284	495	4.620	5.400
1895..	4 354	3.788	2.275	10.417	1895..	296	458	4.898	5.653
1896..	4.575	4.052	2.418	11.045	1896..	316	442	5.246	6.004
1897..	4.743	4.033	2.499	11.275	1897..	332	503	5.020	5.855
1898..	5.103	4.076	2.584	11.763	1898..	330	527	4.977	5.834
1899..	5.116	4.300	2.709	12.125	1899..	339	664	5.378	6.382
1900..	5.374	4.925	2.778	13.077	1900..	363	1.047	5.661	7.071
1901..	5.498	4.753	2.804	13.055	1901..	390	834	5.559	6.784

En 1890, l'Angleterre exportait 5.747 millions de francs de produits manufacturés (non compris les

navires) et en recevait 1.938 millions de francs de l'étranger; ce qui lui constituait un solde bénéficiaire industriel de 3.809 millions de francs.

En 1901 l'exportation des produits manufacturés anglais tombe à 5.559 millions de francs et l'importation étrangère des objets de même nature s'élève à 2.804 millions : le solde industriel bénéficiaire ne s'établit plus qu'à 2.755 millions de francs.

En 1890 l'Angleterre importait 4.347 millions de francs de produits alimentaires et en exportait 303 millions : ce qui revient à dire que son *déficit alimentaire* représentait alors 4.044 millions de francs.

En 1901 les importations en Angleterre de produits alimentaires étrangers atteignent 5.498 millions de francs et les exportations de même nature 390 millions, élevant le *déficit alimentaire* à la somme totale de 5.108 millions de francs.

Ces deux phénomènes : diminution progressive du solde bénéficiaire industriel et augmentation progressive du *déficit alimentaire,* ont été provoqués par la double concurrence allemande et américaine, qui s'est développée avec une intensité extraordinaire pendant la période et qui mérite d'être étudiée très attentivement, car elle peut avoir les conséquences les plus graves pour l'avenir économique de la Grande-Bretagne.

Nous n'avons pas encore les résultats définitifs du commerce extérieur allemand et américain pour l'année 1901, et les chiffres que nous donnons ci-dessus pour l'Angleterre, relativement à cet exercice, ne sont eux-mêmes que des chiffres provisoires : Mais nous pouvons utilement examiner l'année 1900 qui est incontestablement, pour le commerce anglais, la meilleure de la période 1890-1900.

La hausse du charbon — et des produits de l'industrie métallurgique qui en a été la conséquence — a eu certainement pour effet, à la fin de l'année 1899 et pendant les trois quarts de l'année 1900, d'augmenter la valeur des exportations anglaises, et cependant si on rapproche les résultats de cette année du chiffre des exportations américaines et allemandes, on constate que, malgré l'augmentation anormale dont le commerce extérieur anglais a bénéficié en 1900, ce commerce est aujourd'hui sérieusement menacé.

Voici une comparaison qui ne laissera aucun doute à cet égard :

Exportations anglaises, allemandes et américaines en 1890 et 1900

(Millions de francs)

Pays	1890	1900	Augment. en 1900
Angleterre	6.588	7.071	483
Allemagne	4.158	5.764	1.606
Etats-Unis	4.277	7.390	3.113
Totaux	15.023	20.225	5.202
Part de l'Angleterre	43,8 0/0	35,0 0/0	9,2 0/0
— *de l'Allemagne*	27,7 0/0	28,5 0/0	30,9 0/0
— *des Etats-Unis*	28,5 0/0	36,5 0/0	59,9 0/0

Les chiffres ci-dessus nous sont fournis par la statistique officielle de chacun des pays considérés ; ils prouvent que les appréhensions de certains économistes anglais sont fondées, et que les produits britanniques ont aujourd'hui à lutter contre la concurrence des produits allemands et américains sur les marchés où ils régnaient autrefois en maîtres.

En 1890, les exportations allemandes en Angleterre n'étaient que de 861 millions de fr.; en

1900, elles se sont élevées à 1.150 millions de fr., soit une augmentation de 289 millions, d'après la statistique allemande.

En 1890, d'après la statistique anglaise, les Etats-Unis ont exporté 2.432 millions de francs de marchandises en Angleterre ; en 1900 le chiffre s'est élevé à 3.469 millions, soit, en dix années, une augmentation de 1.037 millions de francs. Au contraire, l'Angleterre, qui avait exporté aux Etats-Unis 802 millions de francs de marchandises en 1890, a vu ses exportations tomber à 494 millions en 1900: soit une diminution de 308 millions de francs.

En 1890, les Anglais ont payé aux Américains un déficit commercial de 1.540 millions de francs. En 1900, ce même déficit a atteint la somme formidable de 2.975 millions de francs : c'est environ 700 millions de plus que l'ensemble des impôts payés par les contribuables anglais pendant la dernière année du ministère Gladstone.

* * *

L'Angleterre peut évidemment supporter le déficit de sa balance commerciale, parce qu'elle a d'énormes ressources d'ordre extérieur non recensées par sa statistique douanière.

En novembre 1898 M. Ritchie, président du *Board of Trade*, fit l'évaluation suivante de ces ressources invisibles :

	Millions de francs
Intérêts des capitaux placés à l'étranger.	2.250
Frets et bénéfices de la navigation......	2.250
Vente de navires à l'étranger...........	175
Total approximatif.........	4.675

M. Ritchie concluait de cette statistique qu'il ne faudrait avoir aucune appréhension dans le cas où l'excédent des importations sur les exportations atteindrait 4.500 millions de francs.

Le *Times*, en commentant la statistique de M. Ritchie, fit remarquer que ce chiffre de 4.500 millions n'avait jamais été atteint puisque le déficit commercial anglais des deux années 1896 et 1897 ne dépassait pas une moyenne de 3.780 millions de francs, que cette moyenne était elle-même un maximum et que, dès lors, il n'y avait pas encore de raisons suffisantes pour croire que l'Angleterre « vivait sur son capital »

Mais en 1901 le déficit commercial anglais atteint 4.575 millions de francs (ou 4.347 millions, si on compte la vente des navires neufs à l'étranger) et, pour être rigoureusement exact, il faudrait ajouter à cette somme : 1° l'intérêt des valeurs anglaises (Consolidés, actions de Chemins de fer et de Sociétés industrielles, etc.) possédées par des étrangers; 2° les sommes dépensées par les Anglais voyageant à l'étranger, déduction faite des sommes dépensées par les étrangers en Angleterre.

Il est donc permis de dire que si l'Angleterre ne vivait pas encore sur son capital en 1898, la guerre du Transvaal a certainement modifié cette situation et que, malgré ses immenses ressources d'ordre extérieur, elle paye aujourd'hui à l'étranger plus qu'elle ne reçoit de lui.

V

L'Agriculture anglaise

Les quatre principales branches de l'activité anglaise sont : la production du charbon, l'industrie métallurgique, les industries textiles et la navigation. L'agriculture est, en effet, complètement délaissée en Angleterre.

Voici, d'ailleurs, un tableau de la production de ses céréales pendant les dix dernières années :

Récoltes du Royaume-Uni de 1890 à 1900
(Milliers d'hectolitres)

Années	Blé	Orge	Avoine
1890	27.623	29.368	62.265
1891	27.168	28.918	60.512
1892	22.091	27.967	61.133
1893	18.506	23.898	61.281
1894	22.066	28.571	69.378
1895	13.916	27.273	63.422
1896	21.172	28.289	59.199
1897	20.463	26.394	59.452
1898	27.221	27.164	62.732
1899	24.449	27.092	60.391
1900	19.764	25.129	60.426

Pour apprécier le tableau ci-dessus, il faut savoir que l'Angleterre produisait annuellement 40 millions d'hectolitres de blé avant 1875, qu'elle consomme actuellement de 85 à 90 millions d'hectolitres de blé par année, et qu'elle doit im-

porter chaque année de l'étranger, pour les besoins du Royaume-Uni, plus de 5 milliards de francs d'animaux vivants et de produits alimentaires, déduction faite des exportations de même nature.

Le tableau suivant va nous montrer la progression de ses demandes et de ses envois à l'étranger depuis 1885 :

Importations et Exportations anglaises d'animaux vivants et de produits alimentaires de 1885 à 1900

(Millions de francs)

	1885	1890	1895	1899	1900
IMPORTATIONS					
Animaux vivants....	217	281	224	238	241
Produits aliment. :					
Exempts..........	3.031	3.411	3.503	4.229	3.902
Taxés............	627	655	627	649	731
Total des importat. .	3.875	4.347	4.354	5.116	5.874
EXPORTATIONS					
Animaux vivants....	13	22	20	25	23
Produits alimentaires	249	281	276	314	340
Total des exportat...	262	303	296	339	363
Déficit annuel.....	3.613	4.044	4.058	4.777	5.011

Le principal article alimentaire importé en Angleterre est la viande abattue et conservée par des moyens frigorifiques : en 1900, il en est arrivé pour 904 millions de francs, contre 816 millions en 1899. Sur le chiffre de 1900, les colonies anglaises ont fourni 23 0/0 et les pays étrangers 77 0/0. La viande de bœuf vient surtout des Etats-Unis et celle de mouton de l'Australie. Le lard fumé et le jambon sont en majeure partie envoyés par les Etats-Unis, le porc frais par la Hollande et la Belgique ; quant aux lapins étrangers, dont l'Angleterre a consommé 24 millions de kilos en 1900,

c'est l'Australie qui en a expédié le plus, car elle figure dans ce total pour 19.500.000 kilos.

Le blé vient en seconde ligne : il en a été importé 46.500.000 hectolitres en 1900, représentant une valeur de 583 millions de francs, plus 252 millions de francs de farines, soit pour les deux articles : 835 millions de francs, contre 825 millions en 1899.

Pour le blé importé, les Etats-Unis tiennent le premier rang avec 47 0/0 des importations totales; puis viennent la République Argentine avec 27 0/0, le Canada avec 9 0/0 et la Russie avec 6 0/0. Qant à la farine, elle est surtout fournie par les Etats-Unis (83 0/0).

Enfin les Anglais, en 1900, ont acheté 436 millions de francs de beurre à l'étranger, contre 430 millions en 1899 ; 483 millions de francs de sucre, contre 472 millions en 1899, et 130 millions de francs de vins, contre 141 millions l'année précédente.

Les cinq articles réunis représentent, en 1900, la somme totale de 2.788 millions de francs, contre 2.684 millions en 1899.

En résumé, tandis que la France se suffit complètement à elle-même pour son alimentation, — puisqu'en 1900, malgré l'Exposition qui a augmenté la consommation normale de notre pays, nous avons importé pour seulement 819 millions de francs d'objets d'alimentation, y compris les denrées coloniales, contre une exportation de 769 millions, à laquelle il convient d'ajouter la moitié au moins de la valeur des 216 millions de francs de colis postaux exportés, soit une exportattion alimentaire totale de 877 millions— le Royaume-Uni est obligé de payer à l'étranger

pour sa subsistance, un tribut annuel qui dépasse actuellement 5 milliards de francs.

En adoptant le libre-échange, les Anglais ne croyaient certes pas que ce régime ruinerait plus tard leur agriculture. Ils pensaient que leur industrie et leur marine marchande profiteraient largement de la liberté commerciale, surtout si ce régime était adopté par les principaux pays du monde civilisé, et que les intérêts particuliers de leur agriculture n'en souffriraient pas. L'expérience a, d'ailleurs, prouvé qu'ils ont vu juste, car, pendant un grand nombre d'années, leurs industriels et leurs armateurs se sont enrichis sans trop de dommages pour la propriété agricole.

Nous avons constaté, en effet, d'après la statistique de M. Mulhall, qu'entre 1840 et 1870 toutes les branches de l'activité anglaise avaient considérablement augmenté d'importance et que la valeur des produits agricoles indigènes avait elle-même progressé dans la proportion de 100 à 120.

Mais la situation a changé de face depuis 1870 et la concurrence agricole des pays nouveaux — qui a si profondément bouleversé les anciennes conditions de l'agriculture européenne — a porté un coup mortel à l'agriculture du Royaume-Uni, parce que cette concurrence a pu s'y exercer plus librement que dans tous les autres pays de l'Europe.

A partir de ce moment, les Anglais ont volontairement sacrifié leurs intérêts agricoles, en ce sens qu'ils ont considéré que toute restriction au régime de la liberté commerciale absolue, dont ils tiraient, et dont ils tirent encore d'immenses profits, causerait à leur industrie et à leur marine des

préjudices beaucoup plus graves pour le pays que ceux qui menaçaient leur agriculture.

Cependant les idées sont en train de se modifier de l'autre côté du détroit et nous en trouvons la preuve dans le passage suivant du très remarquable rapport récemment adressé à notre ministère des affaires étrangères par M. Jean Perier, consul suppléant français à Londres, rapport que nous aurons souvent l'occasion de mettre à contribution :

« Les plaintes de l'agriculture britannique commencent à être plus écoutées qu'autrefois; c'est que le monde de l'industrie, jadis si résolument libre-échangiste, commence à prêter sérieusement l'oreille aux objurgations des protectionnistes et ceux-ci seraient, semble-t-il, assez disposés à faire alliance avec les agriculteurs. Les opinions émises dans ce sens sont sans doute encore bien timides, mais se manifestent fréquemment. On invoque notamment, à cet égard, l'intérêt de la défense nationale et, tandis que jusqu'à présent dans la question si souvent discutée des approvisionnements de la Grande-Bretagne en temps de guerre, on se contentait de préconiser ou bien l'organisation d'immenses magasins généraux ou surtout le renforcement de la marine de guerre, on parlait récemment d'aider l'agriculture britannique par l'établissement d'un léger droit sur les blés, droit que l'on préconisait sous couleur d'une mesure d'intérêt fiscal.

« A l'appui de ces opinions, on insistait beaucoup sur la diminution croissante des surfaces ensemencées en céréales. Il est certain que ce phénomène, déjà ancien dans le Royaume-Uni, n'a fait que s'amplifier durant 1900. On a enregistré une diminution de 62.376 hectares pour la culture du blé, succédant à une diminution de 40.490 hectares en 1899, soit plus de 100.000 hectares en deux ans. La transformation des terres à blé en prairies semble, en effet, aux fermiers britanniques plus profitable, et, cependant en ce qui concerne

l'élevage, la lutte devient, même pour eux, de plus en plus difficile, car les importations d'animaux vivants ou abattus ne cessent de s'accroître. »

Jusqu'à ces dernières années, les grands principes de la liberté commerciale ont admirablement servi les intérêts britanniques : c'est un fait incontestable. Mais après la concurrence agricole, que les Anglais ont pu facilement considérer comme une quantité négligeable, la concurrence industrielle des pays nouveaux venus à l'industrie, tels que les Etats-Unis et l'Allemagne (dont les ressources naturelles, l'outillage perfectionné, la science technique et l'activité commerciale sont au moins à la hauteur des moyens de production anglais) est en passe de modifier cet état de choses : Nous le verrons plus loin.

D'ailleurs, nous savons déjà que pour atténuer le déficit budgétaire de l'exercice 1902-1903, un droit de douane de 3 d. par quintal de blé, et de 5 d. par quintal de farine, a été voté par le Parlement anglais.

VI

La Houille et la Sidérurgie Anglaises

La production du charbon est restée la branche la plus florissante de l'industrie anglaise, et nous pouvons même constater que l'augmentation totale de la valeur des produits anglais exportés à l'étranger n'a été que de 196 millions de francs, entre 1890 et 1900, alors que l'exportation de la houille représente, à elle seule, une augmentation de près de 490 millions de francs :

Production et Exportation du Charbon anglais

Années	Production		Exportation	
	1.000 tonnes	Milliers de francs	1.000 tonnes	Milliers de francs
1890.........	184.520	1.873.850	31.084	475.500
1891.........	188.447	1.852.495	31.581	472.376
1892.........	184.696	1.651.261	30.941	420.269
1893.........	166.955	1.395.245	29.496	359.387
1894.........	191.289	1.568.254	33.603	434.283
1895.........	192.096	1.430.780	33.631	385.845
1896.........	198.487	1.429.754	34.810	378.908
1897.........	205.364	1.493.500	37.690	416.374
1898.........	205.287	1.604.234	36.562	453.375
1899.........	223.616	2.087.028	43.801	577.331
1900.........	228.773	3.041.225	46.846	965.161

L'année 1900 a donné des résultats vraiment extraordinaires et qui méritent d'être analysés. Le prix de la tonne de houille, en Angleterre, qui

n'avait été en moyenne que de 11 fr. 05 en 1897 et de 12 fr. 29 en 1898 — et qui s'était maintenu à ce dernier taux pendant les trois premiers trimestres de 1899 — haussa à 19 fr. environ au commencement de 1900 et le prix de 13 fr. 41 fut la moyenne pour l'année entière.

Vers le 1er février, nous trouvons la tonne de houille brusquement portée à 25 fr. et ce prix se maintient avec quelques oscillations jusqu'au 15 avril. A partir de cette date, la hausse s'accentue et le prix monte jusqu'à 37 fr. la tonne, soit, en moins de six mois, une hausse de 100 0/0. Mais à la fin de l'année une forte baisse survient et la tonne ne vaut plus que 17 fr. 50 au 31 décembre.

Le prix moyen de la tonne en 1900 a été de 20 fr. 93, constituant une majoration de 56 0/0 sur 1899, de 70 0/0 sur 1898 et de 89 0/0 sur 1897.

Les causes de cette hausse, qui a porté un très grave préjudice à l'industrie, aux Compagnies gazières et aux Chemins de fer anglais, ont été ainsi résumées par M. Jean Perier :

1° En premier lieu, l'activité générale de l'industrie en Grande-Bretagne et sur le continent depuis deux ans ; 2° la demande considérable et subite du combustible anglais pour les vapeurs transportant les troupes dans l'Afrique du Sud, vapeurs qui, en d'autres circonstances, auraient navigué dans d'autres régions du globe et consommé du charbon indien, américain, australien ; 3° les exigences de la main-d'œuvre. Il convient d'insister sur cette dernière cause, car, tandis que les effets de deux premières, très sensibles au début de 1900, se sont atténués dans le cours de l'année, les conséquences de cette troisième cause, par contre, menacent de persister et constituent pour les propriétaires de mines un grand sujet d'inquiétude...

Mais si les propriétaires de mines se sont plaints des exigences de leurs ouvriers, les industriels ont eu, en 1900, beaucoup à se plaindre des exigences des propriétaires de mines.

Ceux-ci, en effet, paraissent avoir trop abusé de la situation. Dans le Lancashire, notamment, ils refusaient d'accepter aucun contrat, et ne livraient la houille qu'au cours du jour. Leur conduite a été sévèrement jugée. Quelques personnes ont parlé de l'expropriation par l'Etat des « *coalowners* », le plus grand nombre s'est contenté de protester contre leur attitude ou de la noter ponr s'en souvenir à l'occasion : « Les propriétaires de mines, écrivait l'*Economist,* ont fait usage, sans ménagement, de leur monopole et se sont enrichis aux dépens de la communauté. On se rappellera certainement leur conduite s'il surgit une question dans laquelle la sympathie publique aurait un rôle à jouer à leur égard. »

La France a subi, plus cruellement que tous les autres pays de l'Europe, les exigences des propriétaires de mines anglaises, parce qu'elle absorbe, à elle seule, près du cinquième de l'exportation houillère britannique.

En 1898, nous n'avions payé aux charbonniers anglais que 70 millions de francs pour 5.710.113 tonnes de houille et 92 millions de francs en 1899 pour 6.870.365 tonnes. En 1900, nous avons importé 8.636.632 tonnes de houille anglaise qui représentent, au prix moyen de l'année, une valeur de sortie d'environ 182 millions de francs.

Le 6 mai 1901, la Chambre des Communes a voté, sur la proposition du chancelier de l'Echiquier, un droit de 1 fr. 25 par tonne de houille exportée du Royaume-Uni. Cet impôt, qui avec l'exportation actuelle doit procurer environ 52 millions 500.000 francs de recettes supplémentaires

au budget anglais, a été vivement combattu par l'opposition libérale et par tous les représentants des charbonnages britanniques.

Pour le justifier, sir Michael Hicks-Beach s'est appuyé sur le précédent de Robert Peel qui avait créé le même impôt en 1842, et il a développé, devant la Chambre des Communes, de longues considérations pour expliquer que ce droit ne serait supporté que *par les acheteurs étrangers*, et qu'il ne porterait ainsi aucun préjudice aux intérêts charbonniers et métallurgiques anglais.

Voici comment le chancelier de l'Echiquier a résumé ses arguments :

« En supposant même, que l'importance de notre commerce extérieur de charbon fût diminuée par la nouvelle taxe, je ne suis pas bien certain que ce mal serait sans compensation : Ou on extrairait autant de charbon qu'autrefois et alors les consommateurs anglais le payerait moins cher que l'étranger; ou on en produirait moins et alors notre charbon serait conservé pour la consommation future. Je ne suis pas de ceux qui craignent le prochain épuisement de nos houillères, je crois cependant que certaines de nos mines exploitées à bon marché sont déjà arrivées à un point voisin de l'épuisement et que l'augmentation du prix de la houille peut devenir, d'ici à un certain temps, un dommage pour notre industrie et pour l'ensemble de notre population. C'est pourquoi une circonstance qui arrêterait l'accroissement de nos exportations de houille ne serait pas un mal sans compensation pour la nation entière *dont les intérêts doivent être défendus avant tout*, quelles qu'en soient les conséquences immédiates pour les propriétaires de mines et les mineurs. »

Et à ces déclarations, qu'un pur protectionniste

ne désavouerait pas, le chancelier de l'Echiquier ajoutait : « J'ai dit, qu'à mon sens, le droit re- « tombera sur les consommateurs du dehors ! »

Sir William Harcourt, au nom de l'opposition libérale, a combattu la nouvelle taxe en disant tout d'abord que c'était un cadavre en décomposition du système économique aboli en 1845. D'après lui, un droit de sortie sur le charbon est pire qu'un droit protecteur, car c'est un impôt agressif et décourageant pesant sur toute l'industrie anglaise. La Commission de 1873, nommée au moment de la grande famine du combustible, posa le principe que tout droit de sortie est mauvais et qu'un droit sur le charbon serait bien plus mauvais encore, à cause de la répercussion dangereuse qu'il aurait sur le fret de la marine marchande ; quant à la citation faite de sir Robert Peel pour le justifier, sir William Harcourt répondit à sir Michael Hicks-Beach qu'il fallait éviter de confondre le Robert Peel de 1842, champion du protectionnisme et de la taxation universelle, avec le Robert Peel de 1845. C'est son grand budget de 1845, supprimant tous les droits de sortie, qui résume sa doctrine économique.

Malgré tout, et en vertu de ce principe que ventre affamé n'a pas d'oreilles, la Chambre des Communes vota, par 333 voix contre 227, le droit de 1 fr. 25 par tonne de houille exportée d'Angleterre.

Ce droit aura-t-il pour conséquence de paralyser les demandes du continent et d'y favoriser les importations des charbons américains ? Quelques économistes anglais le craignent et plusieurs députés libéraux l'ont affirmé à la Chambre des Communes.

C'est, en tous les cas, une mesure fiscale des

plus discutables, qui pourra plus tard provoquer des représailles contre l'Angleterre, car elle consiste à faire payer aux consommateurs étrangers une partie des frais de la guerre du Transvaal. Nous verrons, dans quelques années, si les Anglais auront à se féliciter de ce premier accroc aux grands principes de la liberté commerciale.

* * *

La production sidérurgique, qui est la base fondamentale de l'industrie métallurgique anglaise, est stationnaire depuis près de dix années. Le tableau suivant l'indique nettement :

Production sidérurgique anglaise de 1890 à 1900
(En milliers de tonnes)

Années	Minerai de fer traité	Fonte	Lingots d'acier	Rails d'acier	Acier basique au convertisseur
1890.......	20.075	8.033	2.015	1.020	402
1891.......	18.814	7.524	1.641	663	383
1892.......	16.606	6.816	1.501	536	299
1893.......	16.886	7.089	1.493	579	262
1894.......	18.089	7.546	1.535	598	396
1895.......	18.907	7 827	1.535	604	441
1896.......	21.543	8.798	1.816	817	457
1897.......	21.668	8.937	1.884	921	510
1898.......	21.293	8.747	1.759	751	504
1899.......	23.185	9.572	1.824	838	514
1900.......	22.175	9.052	1.743	760	491

Ainsi, depuis 1890, les principaux produits de l'industrie sidérurgique sont en recul, sauf la fonte, qui a à peine augmenté de 1.019.000 tonnes, soit 12,7 0/0 : Or, dans un pays soumis à la libre concurrence étrangère, comme l'est l'Angleterre, une industrie qui ne progresse plus est une industrie sérieusement compromise.

Nous pourrions, en nous appuyant sur les études

publiées en Angleterre au moment de la discussion de l'impôt sur l'exportation du charbon, nous étendre longuement sur les causes de la décadence qui menace actuellement, la sidérurgie anglaise. Nous préférons résumer ces causes par un simple tableau :

Production de la Fonte dans les quatre principaux pays producteurs
(Milliers de tonnes)

Pays	1894	1896	1898	1900	Augment. en 1900 sur 1894
					%
Angleterre	7.546	8.798	8.747	9.052	20
Etats-Unis........	6.657	9.623	11.773	14.100	112
Allemagne	4.700	5.553	7.402	8.520	81
France...........	2.070	2.340	2.525	2.714	31
Totaux.......	20.973	26.314	30.447	34.386	64
Part de l'Angleterre	36 %	33 %	28 %	26 %	20 %

Dans les études spéciales que nous consacrons plus loin aux Etats-Unis et à l'Allemagne, nous verrons que toutes les branches de l'industrie métallurgique de ces deux pays se sont développées comme la production de la fonte, mais, en attendant, il nous paraît intéressant de reproduire ici la préface d'une longue étude que le *Times* a publiée en mars 1900 sur les conséquences éventuelles, pour l'Angleterre, de la concurrence américaine:

« Depuis que l'Angleterre a établi sa suprématie, une autre race s'est formée. Les ethnologistes ne lui donnent pas de place dans leurs classifications, mais au point de vue industriel et économique, c'est une nouvelle race autant que les Anglo-Saxons en constituaient une, quand ils ont fondé notre empire. Nous, Anglais, nous sommes fiers de notre parenté avec l'Amérique et nous aimons à parler de ce peuple nouveau et indus-

trieux comme s'il appartenait à la race anglo-saxonne. Il est vrai que les ancêtres de ce peuple sont des Anglo-Saxons, mais leur sang a été mêlé à celui de tant de races et le milieu ambiant où l'enfance de ce peuple s'est développée a été tellement différent de celui des autres nations, que le caractère des Américains est *sui generis ;* c'est une race à part : ce fait serait bien plus sensible pour les Anglais s'ils n'avaient pas avec elle une langue commune.

« L'histoire de nos succès industriels dans le passé peut faire comprendre le présent succès des Etats-Unis.

« Notre suprématie commerciale a été établie en grande partie par l'immigration étrangère en Angleterre. Ce que les persécutions religieuses et l'oppression politique chez les pays voisins ont fait autrefois pour nous, l'émigration libre le fait aujourd'hui pour l'Amérique. Elle produit un peuple si ingénieux, si prévoyant, si endurant à l'effort que les forces de la nature semblent s'accroître encore dans ses mains nerveuses.

« Si, du *personnel*, nous passons au *matériel*, nous trouvons que les Etats-Unis ont été considérablement favorisés par la nature dans la distribution de ses richesses. La clé de voûte de l'industrie manufacturière en général est l'industrie mécanique, et celle-ci a pour base la production de la fonte.

« Pour la réussite de la fabrication de la fonte il faut du minerai, du charbon et de la castine. On avait coutume de dire que la suprématie de la Grande-Bretagne dans l'art de la mécanique ne serait jamais attaquée, à cause des avantages naturels de ce pays : minerai de fer, charbon et pierre calcaire se trouvant près les uns des autres à peu de distance de la mer.

« D'autres pays, affirmions-nous, peuvent avoir l'un ou l'autre de ces produits, mais plus ou moins écartés les uns des autres et loin d'un port. En 1874, M. A. L. Steavenson, de Durham, disait à une assemblée de l'*Iron and Steel Institute* : « On a cherché à combattre

« notre situation de leader pour la production du fer; « mais nous ne connaissons rien qui puisse nous causer « la moindre anxiété. » Ces paroles étaient vraies en 1874, mais les chercheurs et les inventeurs ont changé cette situation : Notre industrie carbonifère a rencontré des difficultés imprévues, et une grande partie de notre minerai de fer est aujourd'hui épuisée ou ne convient plus aux procédés modernes.

« D'autre part, dans les pays étrangers, des minerais plus riches ont été découverts et exploités. Les minerais du Lac Supérieur contiennent de 59 à 65 0/0 de fer, tandis que les mines de Gellivare, au sud de la Suède, donnent 69, 51 0/0. Nos plus riches minerais d'hématite du Cumberland et du Lancashire ne renferment que 57, 60 0/0 de fer et le minerai de fer de Cleveland est beaucoup plus pauvre.

« Au dehors, encore, le charbon est exploité plus près de la surface, et là où de longues distances sont à parcourir par les matières premières pour venir aux hauts fourneaux, la pratique de l'ingénieur et l'entreprise commerciale ont permis à nos concurrents de surmonter des obstacles qu'on croyait invincibles. Cela est particulièrement vrai pour l'Amérique.

« Tandis que notre charbon, notre minerai de fer et notre castine se trouvent réunis très près les uns des autres, la presque totalité d'un minerai de la plus haute importance pour la fabrication du fer — celui que l'on emploie dans la fabrication de l'acier Bessemer — nous vient d'Espagne, c'est-à-dire d'un millier de lieues par la mer. Ainsi, en 1898, nous avons produit 8.747.000 tonnes de fonte de toute catégorie : pendant la même année, nous avons importé 5.850.000 tonnes de minerai, principalement d'Espagne.

« La raison de ce fait est bien connue : La plus grande partie de notre minerai indigène contient trop de phosphore pour produire un fer convenant à la fabrication de l'acier Bessemer et Siemens, pour ce que l'on connaît sous le nom de procédé acide, et aujourd'hui, ce procédé est celui que l'on préfère en Angleterre.

« Il est à peine nécessaire de rappeler l'importance suprême de l'acier : M. Andrew Carnegie a dit récemment que « la cité, ou le pays, pouvant produire la « tonne d'acier le meilleur marché, est assuré de la su- « prématie, parce que le coût d'un grand nombre d'au- « tres articles dépend du coût de ce premier élément. » M. Carnegie est avant tout un fabricant d'acier, mais cela ne diminue en rien la valeur de son affirmation...

« Il y a à peine dix ans que la Grande-Bretagne occupait encore la première place parmi les pays producteurs de fer du monde, mais depuis 1890, les Etats-Unis nous ont dépassé et ont tenu la tête, sauf pendant deux ans. Il y a quinze ans, la production anglaise du fer était le double de celle des Etats-Unis. Aujourd'hui, nous sommes très en arrière et il est probable que dans cinq ans, peut-être plus tôt, les hauts fourneaux des Etats-Unis produiront deux fois autant de fer que ceux de la Grande-Bretagne. »

Le *Times* publiait l'étude précédente au commencement de l'année dernière, d'après les résultats de l'année 1899 : les résultats de l'année 1900 ont confirmé ses prévisions pessimistes.

*
* *

La concurrence américaine ne s'est pas contentée d'exercer ses effets sur les marchés étrangers, jadis tributaires de la métallurgie anglaise : elle est venue s'attaquer aux produits anglais sur le marché anglais lui-même, car la statistique du Royaume-Uni constate que l'importation des fers en saumon provenant des Etats-Unis est passée de 78.856 tonnes en 1898, à 80.988 tonnes en 1899 et à 94.282 tonnes en 1900. L'importation des aciers non travaillés a également progressé de 40.231

tonnes en 1898, à 77.290 tonnes en 1899 et à 173.341 tonnes en 1900.

Mais ce qui inquiète le plus les Anglais, c'est la concurrence des produits américains à l'étranger, qui se traduit par une diminution notable des exportations métallurgiques anglaises. En effet, la valeur totale des fers et aciers bruts ou à demi-ouvrés exportés en 1900 est supérieure d'environ 100 millions de francs à celle de 1899, mais cette majoration n'est due qu'à la hausse des prix du combustible, qui a relevé, partout, le prix du fer, de la fonte et de l'acier. En réalité, l'exportation a été inférieure en poids, car elle est tombée à 3 millions 545.357 tonnes en 1900, contre 3.717.180 tonnes en 1899.

Notre consul, M. Jean Perier, dans le rapport déjà cité, dit à ce propos :

« La diminution dans l'exportation des *rails* de toute espèce, qui, depuis trois ans, ne cesse de s'accentuer, a été, notamment, l'objet des commentaires les plus pessimistes. Pour cet article encore, l'Australasie a accru sa demande, mais, par contre, tous les autres pays ont diminué l'importance de leurs ordres.

	1900 — Tonnes	1899 — Tonnes	1898 — Tonnes
Exportation des rails en acier................	463.960	590.667	609.403

« Les déficits relevés dans les exportations de la plupart des articles de fer et d'acier et particulièrement le déficits des rails en acier, sont attribués aux effets de la concurrence étrangère, allemande et plus encore américaine. Il y a cinq ans, à l'époque de l'apparition du célèbre ouvrage *Made in Germany*, il n'était question outre-Manche que de la concurrence allemande; main-

tenant c'est surtout la concurrence américaine qui, et à très juste titre, préoccupe nos voisins. La presse britannique est remplie de plaintes à cet égard. Il est certain qu'en ce qui concerne les fers et aciers, la situation de l'industrie similaire américaine a eu, durant la seconde moitié de 1900, une répercussion des plus fâcheuses sur les forges et aciéries britanniques. »

Dans les trois grandes régions sidérurgiques du Royaume-Uni il n'y avait plus que 201 hauts fourneaux allumés au 31 décembre 1900 contre 227 en 1899, et M. Jean Perier signale que la dépression s'est encore accentuée en 1901 et que les grandes usines connues sous le nom de Darby Ironworks (fers en saumons) ont été placées, par suite de la concurrence américaine, dans l'alternative de renvoyer une large moitié de leur personnel ou de réduire les salaires : Les ouvriers, consultés par les chefs des usines, ont très sagement accepté une diminution de salaires.

L'*Economist* anglais lui-même, malgré son optimisme habituel, n'a pu dissimuler son inquiétude :

« L'importante position, écrivait-il, en février 1901, que les Etats-Unis occupent comme producteurs de fer et d'acier, et l'influence que leur concurrence est appelée à avoir, non seulement dans ce pays mais sur les autres marchés, nous oblige à donner une attention spéciale à la question. De temps en temps, nous avons eu à lutter contre des concurrences étrangères, à un moment, avec la Belgique, plus récemment avec l'Allemagne : mais maintenant nous sommes face à face avec le plus puissant et le plus déterminé de tous nos concurrents, un concurrent qui en 1896, produisait 8 millions 623.127 tonnes de fers en saumon et qui en 1899, a produit 13.620.703 tonnes; un concurrent qui, en 1896, exportait 120.000 tonnes de fer et acier et qui, en 1899, en a exporté 1.026.234 tonnes. Il ne nous faut ni

perdre un instant ni épargner notre argent pour adopter les méthodes américaines, pour remettre notre matériel au niveau du jour, de façon à pouvoir tenir tête à cette nouvelle concurrence. »

C'est surtout la constitution du fameux *Steel Trust* (Trust de l'acier), qui semble le plus inquiéter l'opinion publique anglaise, car cet accaparement colossal lui fait supposer — ainsi que notre collaborateur Georges Bourgarel l'a si judicieusement établi dans l'*Economiste Européen* — que l'industrie métallurgique américaine, pouvant réaliser des bénéfices considérables sur son marché indigène, grâce à l'énorme protection dont elle jouit, aura beaucoup plus de facilité que par le passé à s'imposer sur les marchés étrangers, en y offrant ses produits à des prix défiant toute concurrence normale.

Aussi, ajoute M. Jean Perier, de jour en jour, voit-on s'enhardir les partisans du protectionnisme, si peu écoutés, il y a quelques années. Le grand organe des industries du fer et de l'acier, l'*Iron and Coal Trades Review* émettait, à cet égard, une opinion caractéristique : « Les industries britanniques n'ont jamais fait appel à l'Etat tant que la lutte était pour eux équitable. Mais, maintenant, les conditions de la lutte ne sont plus les mêmes. Sans doute le libre-échange est le régime qui convient le mieux à la Grande-Bretagne ; toutefois, en présence des nouvelles concurrences, le sujet mérite d'être examiné à nouveau. »

VII

L'Industrie Textile

Il est impossible de calculer la valeur de la production de l'industrie textile anglaise, mais le mouvement de l'importation et de l'exportation des deux principales matières premières employées par cette industrie peut nous fournir une indication très précise sur sa tendance actuelle.

Importation et Exportation de la laine et du coton en Angleterre, de 1890 à 1900

(En tonnes)

Années	Laine			Coton		
	Importations	Exportations	Consommation indigène	Importations	Exportations	Consommation indigène
1890....	297.523	155.024	142.499	816.040	97.662	718.378
1891....	326.598	174.284	152.314	904.879	82.559	822.320
1892....	337.045	195.423	141.622	805.247	105.644	699.603
1893....	307.516	157.112	150.404	642.651	101.888	540.763
1894....	319.999	156.912	163.087	811.089	108.815	702.274
1895....	352.797	184.246	168.551	799.454	92.494	706.960
1896....	326.934	152.285	174.649	798.475	83.640	714.835
1897....	337.041	169.034	168.007	784.493	102.407	682.086
1898....	312.733	133.859	178.874	965.487	92.111	873.376
1899....	299.108	142.677	156.431	737.665	128.973	608.692
1900....	253.539	88.616	164.923	799.424	97.860	701.564

L'industrie textile anglaise n'est certainement pas en progrès, et les chiffres ci-dessus démon-

trent que les plaintes des filateurs et des tisseurs de Manchester, de Bradford et d'Halifax sont parfaitement fondées.

En 1899, les filatures de laine avaient fait une excellente campagne, puisqu'elles avaient exporté 30.100.000 kilogs de filés de laine de toutes sortes contre 26.700.000 kilogs en 1898. Mais en 1900 les acheteurs étrangers ont sensiblement réduit leurs demandes et l'exportation globale des filés de laine anglais (filés de pure laine et mélangés) est tombée à 25.900.000 kilogs. La plus forte diminution provient de l'Allemagne qui est la meilleure cliente de l'Angleterre et qui ne lui a acheté, en 1900, que 16.800.000 kilogs de filés, contre 19.200.000 kilos l'année précédente.

En ce qui concerne le tissage proprement dit, les fabricants, surtout pendant le second semestre de 1900, se sont vivement plaints de la réduction des demandes indigènes et étrangères.

« A Bradford, à Halifax, à Huddersfield, à Leeds, dit le rapport de M. Perier, c'est-à-dire dans la presque totalité des centres lainiers, tout le monde est d'accord pour reconnaître que 1900 a été une mauvaise année. Seuls, les industriels de Dewsbury se sont déclarés satisfaits, car ils ont reçu de l'Etat d'importantes commandes de tissus « khaki » pour l'habillement des troupes du Sud-Afrique. La mauvaise situation de l'industrie a accéléré l'augmentation des « amalgamations » qui, dans l'industrie de la laine, comme dans celle du coton, s'accroissent depuis quelques années et au moyen desquelles, par la fusion de plusieurs Sociétés, on s'efforce de diminuer les frais généraux et de soutenir plus aisément la concurrence. Malgré l'état de dépression de l'industrie lainière, les

exportations de tissus ont été plus élevées qu'en 1899; mais cela tient à ce que ces exportations comprennent une forte proportion de tissus qui avaient été commandés durant 1899. »

La valeur des tissus de pure laine exportés d'Angleterre en 1900 a été de 162 millions de francs et celle des tissus de laine mélangée de 147 millions, soit, au total, 309 millions de francs.

*
* *

L'industrie cotonnière anglaise, qui avait été si gravement atteinte au cours de la période 1892-1896, s'est brillamment relevée en 1898 et 1899, et on a même pu dire que, pendant cette dernière année, le Lancashire avait joui d'une prospérité inconnue depuis 1880. Cette prospérité s'est maintenue pendant le premier semestre de 1900, mais la hausse du coton survenue en août, septembre et octobre, a un peu modifié la situation.

On sait, en effet, qu'à la suite de diverses circonstances le prix du coton américain s'est élevé vers le milieu de septembre dernier, sur le marché de Liverpool, à 7 d. 3/8 la livre anglaise (environ 1 fr. 70 le kilogramme), prix qui n'avait jamais été atteint depuis la guerre de Sécession. Sur le marché du Havre, qui suit fidèlement les mouvements de Liverpool, la balle de 50 kilogrammes cotant 48 fr. 64 vers le milieu de janvier 1900, avait monté à 63 fr. le 15 mars, pour retomber au-dessous de 60 fr. le 9 août et bondir à 82 fr. vers le milieu de septembre.

Les nouvelles de la récolte américaine ayant été meilleures qu'on ne le supposait tout d'abord, le prix de la balle fléchit à 65 fr. vers le milieu

d'octobre et à 59 fr. au commencement de novembre. Une reprise se produisit ensuite et la balle se maintint entre 61 fr. 50 et 64 fr. jusqu'à la fin de l'année.

De pareilles fluctuations ne pouvaient qu'être préjudiciables à la filature cotonnière anglaise. De nombreux établissements fermèrent leurs portes et les filateurs du Lancashire se mirent d'accord pour ralentir leur production et pour s'abstenir, pendant un certain laps de temps, de tout achat de coton américain.

Grâce à ces mesures de défense et à la baisse du coton survenue dès le mois d'octobre, la situation de l'industrie cotonnière anglaise est restée saine au commencement de 1901, quoique moins prospère que l'année précédente à la même époque.

Mais il faut constater que si les bénéfices des filateurs du Lancashire sont toujours considérables, l'exportation des filés et des cotonnades a cependant une tendance fâcheuse à diminuer: en 1900, la filature anglaise n'a exporté, en effet, que 72 millions de kilogrammes de filés, contre 96 millions en 1899 et 112 millions de kilogrammes en 1898.

De même, pour les cotonnades, la concurrence devient de plus en plus active sur les marchés étrangers et la statistique de 1900 n'a enregistré qu'une exportation de 4.607 millions de mètres de tissus de coton, contre 4.768 millions en 1898 et 4.973 millions de mètres en 1899.

L'exportation des cotonnades anglaises, mesurées en longueur, est à peu près 100 fois plus considérable que celle des tissus en laine de toutes sortes. En 1900, cette dernière exportation a représenté une longueur totale de 50.504.700 yards (0 m. 914) et l'exportation des tissus de coton une longueur globale de 5.034.250.000

yards....., soit à peu près 115 fois la circonférence de la terre à l'équateur.

Pour en finir avec l'industrie textile anglaise, signalons une remarque de notre consul :

« Le mouvement de concentration qui s'est manifesté dans l'industrie cotonnière depuis plusieurs années, s'est encore accentué en 1900 et plusieurs importantes fabriques ont fusionné en vue de diminuer leurs frais généraux et d'être plus aptes à soutenir la concurrence. Ce serait, toutefois, une erreur de comparer, comme on le fait parfois, cette concentration industrielle, qui depuis quinze ans environ se produit ou tend à se produire dans les pays les plus divers, avec les « *Trusts* » américains. La concentration industrielle, en effet, ne supprime pas complètement la concurrence sur le marché national comme le *trust*, qui monopolise toute une branche d'industrie. A noter que la hausse des salaires qui s'est produite, en 1900, dans l'industrie cotonnière, ainsi que dans toutes les autres industries, a été modérée, et n'est nullement comparable à celle qu'on a enregistrée pour les mines et les industries métallurgiques. »

Il est certain qu'en présence de la nouvelle formule de l'économie industrielle et commerciale américaine, les producteurs des nations européennes — chez lesquelles l'accaparement est sévèrement défendu par la loi — pourront difficilement résister à la concurrence du produit américain. Ils se défendront, à la rigueur, sur leurs marchés respectifs si une protection efficace vient à leur secours, mais ils sont fatalement condamnés, les Anglais comme les autres, à perdre les marchés exotiques... et c'est certainement pour cela que le Gouvernement américain a réclamé l'ouverture intégrale de la Chine avec plus d'énergie encore que le Gouvernement britannique lui-même.

VIII

Chemins de Fer — Population et Émigration

L'industrie des chemins de fer est née en Angleterre. A la fin de l'année 1838, ce pays possédait déjà 2.310 kilomètres de lignes en pleine exploitation, alors que le réseau français n'avait encore que 183 kilomètres ouverts à la circulation et 846 kilomètres en construction ou à construire.

Au 1er janvier 1848, le réseau exploité dans le Royaume-Uni atteignait 5.900 kilomètres; celui de la France, 1.860 kilomètres ; ceux de tous les pays formant aujourd'hui les empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, 5.413 kilomètres; celui de la Belgique, 732 kilomètres; celui de la Hollande, 246 kilomètres; celui du Danemark, 184 kilomètres; celui de la Pologne et de la Russie, 352 kilomètres; celui de l'Italie, 243 kilomètres, et celui de la Suisse, 19 kilomètres.

Bref, le nombre de kilomètres de voies ferrées exploitées en Europe s'élevait alors à 14.949 kilomètres, et, sur ce chiffre, la part de l'Angleterre représentait environ 40 0/0. A la fin de 1900, l'Europe comptait 283.525 kilomètres en exploitation et, dans ce total, le réseau du Royaume-Uni figurait pour 35.171 kilomètres, soit 12, 4 0/0.

Voici un tableau de la situation des chemins de fer anglais pendant la période 1890-1900 :

Chemins de fer du Royaume-Uni de 1890 à 1900 :

Années	Kilomètres en exploitation à la fin de chaque année				Frais de prem' établissement	Recettes	
	Anglet^re et Pays-de-Gall^es	Ecosse	Irlande	Total		Brute^s	Nettes
					(Millions de francs)		
1890	22.722	5.089	4.493	32.304	22.437	1.999	919
1891	22.782	5.105	4.607	32.494	22.986	2.047	918
1892	22.920	5.130	4.659	32.709	23.609	2.052	909
1893	23.239	5.174	4.813	33.226	24.284	2.016	873
1894	23.393	5.356	4.899	33.648	24.635	2.108	928
1895	23.578	5.391	5.107	34 076	25.028	2.148	951
1896	23.670	5.457	5.114	34.241	25.737	2.253	998
1897	23.847	5.547	5.098	34.492	27.244	2.343	1.016
1898	24.151	5.594	5.111	34.856	28.362	2.406	1.007
1899	24.211	5.600	5.111	34.922	28.808	2.542	1.039
1900	24.441	5.608	5.122	35.171	29.400	2.620	1.001

Pendant ces dix années, l'étendue des voies ferrées britanniques a augmenté de 2.867 kilomètres, soit 8,87 0/0; ce sont les lignes d'Irlande qui, proportionnellement, ont bénéficié de la plus forte augmentation : 13, 97 0/0; celles d'Ecosse viennent ensuite avec 10, 19 0/0, puis celles d'Angleterre et du Pays de Galles, avec 7, 56 0/0. Pendant cette même période, les recettes brutes ont passé de 1.999 millions de francs à 2.620, soit une augmentation de 621 millions ou de 31 0/0; mais les dépenses se sont accrues plus rapidement encore, car la proportion de l'augmentation des recettes nettes n'a été que de 8, 92 0/0.

Entre 1890 et 1900 le réseau ferré des Etats-Unis a progressé de 268.370 à 314.004 kilomètres, soit une augmentation de 45.634 kilomètres ou 17 0/0; le réseau de l'Allemagne de 41.818 à

50.961 kilomètres, soit une augmentation de 9.143 kilomètres ou 21 0/0 et le réseau ferré de la France (tramways exceptés), de 36.586 à 42.683 kilomètres, soit une augmentation de 17 0/0.

Pendant la même période, les recettes brutes des chemins de fer ont progressé de 50 0/0 aux Etats-Unis; de 55 0/0 en Allemagne et de 30 0/0 en France.

*
* *

Au dernier recensement (31 mars 1901) la population et la superficie de l'Empire britannique comprenaient 28.081.479 kilomètres carrés et 394 millions 64.923 habitants ainsi répartis : Royaume-Uni : 314.339 kilom. carrés et 41.605.323 habitants; Empire des Indes : 5.036.600 kilom. carrés et 295.252.700 habitants; colonies et protectorats : 22.730.540 kilom. carrés et 57.206.900 habitants.

En ce qui concerne spécialement la Royaume-Uni les recensements décennaux ont donné :

Population du Royaume-Uni par divisions territoriales de 1871 à 1901

Divisions	1871	1881	1891	1901
Angleterre	21 495.131	24.613.926	27.483.490	32.526.075
Pays de Galles	1.217.135	1.360.513	1.519.035	
Ecosse	3.360.018	3.735.573	4.025.647	4.472.103
Irlande	5.412.377	5.174.836	4.704.750	4.456.546
Ile de Man	54.042	53.558	55.608	54.758
Iles de la Manche	90.596	87.702	92.234	95.841
Total	31.629.299	35.026.108	37.880.764	41.605.323

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les soldats et marins, hors du Royaume-Uni au moment du recensement, et dont le nombre varie entre 215.000 et 225.000 hommes.

Entre 1871 et 1901, l'ensemble de la population du Royaume-Uni a donc augmenté de 9.976.024

individus, soit une progression moyenne annuelle de 1,05 0/0. Entre 1891 et 1901 l'augmentation totale a été de 3.724.559 individus donnant, pour la période décennale, une progression moyenne annuelle de 0,98 0/0.

La population de l'Irlande diminue d'année en année, mais cela tient à ce que l'émigration irlandaise est proportionnellement beaucoup plus considérable que celle des autres divisions du Royaume-Uni : Ainsi, par exemple, l'émigration totale du Royaume-Uni s'est élevée, en 1900, à 168.825 individus, dont 102.448 Anglais, 20.472 Ecossais et 45.905 Irlandais. La proportion de l'émigration totale a été de 0,46 0/0 de la population recensée au 31 mars 1901, mais cette proportion a atteint 1,03 0/0 pour la population irlandaise, dont les neuf dixièmes des émigrants se dirigent vers les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Depuis 1853, la statistique anglaise établit une distinction entre l'émigration anglaise, écossaise et irlandaise et voici les résultats d'ensemble de cette statistique :

Emigrants du Royaume-Uni par périodes décennales de 1853 à 1900

Périodes	Sujets anglais	Sujets écossais	Sujets irlandais	Emigrat. britanniq.
1853-1860	454.422	121.530	736.731	1.312.683
1861-1870	605.165	148.082	818.582	1.571.829
1871-1880	970.565	165.651	542.703	1.678.919
1881-1890	1.548.965	275.095	734.475	2.558.535
1891-1900	1.095.891	185.982	460.917	1.742.790
Total 1853-1900..	4.675.008	896.340	3.293.408	8.864.756

Ces 8.864.756 émigrants se sont rendus : 5 millions 885.451 aux Etats-Unis (ce chiffre comprend la presque totalité des Irlandais) ; 920.592 dans l'Amérique anglaise ; 1.436.457 en Australasie et 622.256 dans les autres colonies anglaises et pays divers.

IX

L'Empire Colonial Britannique

D'après les évaluations les plus récentes, le domaine colonial anglais a une superficie de 27 millions 767.140 kil. carrés et une population de 352.459.600 habitants. L'Europe continentale, abstraction faite du Royaume Uni, n'avait en 1900 qu'une population totale de 351 millions d'habitants et une superficie territoriale de 9.487.030 kil. carrés. Ce simple rapprochement montre donc que les territoires exotiques, soumis à la puissance britannique, ont une superficie trois fois supérieure à celle de l'Europe continentale et une population à peu près égale à celle de toutes les nations européennes réunies, non compris celle de la Grande-Bretagne.

En Asie, les possessions anglaises comprennent d'abord l'*Empire des Indes*, placé depuis le 1er janvier 1877 sous la souveraineté des rois de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ; puis l'île de Ceylan, les Détroits (Straits Settlements), Singapore, Malacca, les protectorats malaisiens, Hongkong, le territoire affermé de Weihaivei et une vingtaine d'autres colonies ou protectorats.

La surface des possessions anglaises asiatiques est d'environ 5.395.000 kil. carrés et leur population de 301.500.000 habitants. En 1900, le mouvement total de leur commerce extérieur s'est élevé à environ 5.600 millions de francs, leurs recettes

budgétaires à 1.800 millions de francs, leurs dettes particulières à 5.500 millions de francs et leur réseau de chemins de fer atteignait 40.137 kilomètres.

En Afrique, les possessions britanniques — dont les principales sont la *Colonie du Cap* et ses dépendances, le Niger, le Lagos, Natal et les protectorats de l'Afrique orientale, d'Ouganda, de Zanzibar et de l'Afrique centrale britannique, — ont une superficie de 4.597.000 kil. carrés et une population de 37.236.000 habitants. Leur commerce extérieur atteint environ 1.200 millions de francs; leurs recettes budgétaires 250 millions ; leurs dettes particulières 1.060 millions et leur réseau ferré 7.557 kilomètres.

En Amérique. nous citerons spécialement le *Dominion of Canada* ou Puissance du Canada, la Jamaïque et les îles Turques, la Trinité et Tabago, la Guyane et le Honduras britannique, Terre-Neuve, etc. La superficie de toutes ces possessions s'élève à 9.492.000 kil. c.; leur population à 7.439.000 habitants ; leur commerce extérieur à 2.600 millions de francs; leurs recettes budgétaires à 345 millions ; leurs dettes particulières à 2.040 millions et leur réseau ferré à 30.072 kilomètres, dont 28.428 kilomètres pour le Canada.

La *Confédération des Etats-Unis Australiens*, constituée depuis le 1er janvier 1901, comprend : les Nouvelles-Galles du Sud, Victoria, le Queensland, l'Australie du Sud, l'Australie occidentale et la Tasmanie. C'est un véritable Etat fédératif fonctionnant, comme le Canada, sous le contrôle purement nominal du Gouvernement britannique, avec une constitution et un parlement autonomes.

Le Roi d'Angleterre est représenté par un Gouverneur général, mais le pouvoir exécutif est exercé par un Ministère parlementaire relevant d'un Sénat fédéral, composé de 36 membres élus pour six ans par les Parlements respectifs des Etats confédérés, à raison de six sénateurs par Etat, et d'une Chambre des représentants, nommés pour trois années, par le suffrage direct des Etats, à raison de un député par 50.000 habitants.

En outre de la Confédération australienne proprement dite, l'Angleterre possède aussi dans la mer du Sud : la Nouvelle-Zélande, et un certain nombre de petites îles, dont les principales sont les îles Fiji et Salomon.

L'ensemble des possessions britanniques de l'Australasie comprend une superficie de 8.258.000 kilomètres carrés, une population de 5.505.000 habitants, un commerce extérieur d'environ 4.200 millions de francs, un budget de recettes de 880 millions, une dette publique de 6.150 millions et un réseau ferré de 25.005 kilomètres.

En ajoutant aux possessions que nous venons d'énumérer les colonies que l'Angleterre possède encore dans l'Océan Indien (Maurice, les Seychelles, etc.), dans l'Océan Atlantique (les Bermudes, Sainte-Hélène, etc.) et, dans la Méditerranée : Gibraltar, l'île de Malte et l'île de Chypre — dernière possession qu'elle ne fait qu'administrer pour le compte de la Turquie en vertu de la convention du 4 juin 1878 —, on arrive aux résultats d'ensemble suivants pour le domaine colonial britannique :

Superficie : 27.767.140 kilomètres carrés ; population : 352.459.600 habitants ; commerce extérieur : 13.420 millions de francs; recettes budgétaires :

3.265 millions; dettes publiques : 14.610 millions; réseau ferré en exploitation : 102.784 kilomètres.

Nous n'avons pas compris l'*Egypte* dans le domaine colonial anglais parce que la situation de ce pays, vis-à-vis de la Grande-Bretagne, n'est pas encore définitivement réglée.

*
* *

La mise en valeur et l'exploitation de cet immense Empire colonial a été pour le peuple anglais une source d'incalculables bénéfices.

Ce sont des colons anglais qui en ont pris possession; c'est l'industrie et ce sont les capitaux anglais qui lui ont fourni son outillage agricole et industriel, qui lui ont construit ses chemins de fer, ses télégraphes et ses ports; ce sont des maisons anglaises qui ont organisé et développé son commerce, et ce sont des navires anglais qui ont progressivement monopolisé son trafic maritime.

La majeure partie des profits de toute nature, drainés dans ces pays nouveaux, est d'abord allée à la Métropole, et c'est ce qui explique comment l'Angleterre — devenue par l'omnipotence de sa marine marchande et par la richesse et la variété de ses colonies, la grande pourvoyeuse de denrées coloniales pour l'Europe et de produits manufacturés pour les pays d'outre-mer — a pu s'enrichir prodigieusement, tout en sacrifiant son agriculture indigène.

Son évolution vers le libre-échange, que ses économistes ont eu le talent de présenter comme un acte de progrès international et de libéralisme à l'égard des autres peuples, n'a été que la conséquence rationnelle des nouveaux intérêts que son génie mercantile, son activité, sa persévérance méthodique et tout un concours de circonstances

heureuses avaient réussi à lui créer sur tous les points du globe.

Vers la fin du grand règne de Victoria, la Grande-Bretagne se présentait sous la forme d'un arbre gigantesque dont les racines rayonnaient dans l'univers entier, mais dont les fruits étaient exclusivement réservés au peuple anglais.

Or, tout a une fin dans ce bas monde, et certains indices caractéristiques semblent établir que les principales racines alimentant l'arbre britannique ont poussé des rejetons ; que ces rejetons sont, à leur tour, devenus de véritables arbres... et que ces arbres disputent maintenant au tronc central la sève qu'il absorbait seul jadis.

La maison-mère a créé de nombreuses succursales mais les plus actives, les plus riches d'entre elles ont une tendance toute naturelle à s'affranchir, à travailler pour leur propre compte et, par la force des choses, à devenir des rivales de la maison-mère. C'est l'histoire d'hier pour les Etats-Unis d'Amérique, c'est l'histoire d'aujourd'hui pour l'Australie, ce sera l'histoire de demain pour le Canada, et peut-être l'histoire d'après-demain pour les Indes et l'Afrique du Sud.

En 1875, les quatre cinquièmes des importations étrangères en Australie, au Canada et aux Indes anglaises, étaient de provenance britannique : En 1899-1900, ces trois grandes colonies ont importé pour 2.940 millions de francs de marchandises étrangères, et sur ce chiffre, l'Angleterre n'a fourni que 1.560 millions de francs.

Le *zollverein* britannique, rêvé par M. Chamberlain, et par les impérialistes anglais, sera probablement impossible à réaliser, eu égard aux intérêts particuliers de ces trois grandes colonies, car

elles ont exporté, en 1899-1900, pour 3.830 millions de francs de produits de toute nature, et sur ce total, l'Angleterre n'en a elle-même absorbé que pour 1.657 millions de francs.

Quoi qu'il en soit, il est aujourd'hui certain que la Métropole anglaise ne réalise plus les immenses bénéfices d'ordre extérieur qu'elle obtenait il y a quinzaine d'années. Ce changement de situation a été provoqué, non seulement par le développement rapide des intérêts indigènes qui se sont créés dans son domaine colonial, en opposition avec les intérêts particuliers de la Métropole, mais aussi par l'ardente concurrence que des pays, jadis tributaires de son industrie et de sa marine, lui font actuellement sur tous les marchés du monde et même sur son propre territoire métropolitain et colonial.

Mais il faut bien se garder d'en conclure à la ruine immédiate de sa puissance économique, car l'Angleterre a de telles ressources et le peuple anglais de telles aptitudes et un tel ressort, qu'il se passera certainement de longues années, et de nombreux événements, avant qu'elle ait épuisé ses immenses réserves de capitaux... à moins, cependant, que les Américains ne lui enlèvent, à coups de dollars, la suprématie maritime qui a été la véritable raison de sa force et de ses étonnants succès.

X

La Marine Marchande et la Navigation Maritime

La marine marchande britannique est toujours en progression, et le tableau suivant donne son effectif à la fin de chacune des dix dernières années :

Marine marchande anglaise : Nombre et tonnage net des navires enregistrés comme appartenant au Royaume-Uni à la fin de chaque année :

	Voiliers		Vapeurs		Total	
	Nombre	Tonnx	Nombre	Tonnx	Nombre	Tonnx
1890.	14.181	2.936.021	7 410	5 042.517	21.591	7.978.538
1891.	13.823	2.972.093	7.720	5.307.204	21.548	8.279.297
1892.	13.578	3.080.272	7.950	5.564.482	21.528	8.644.754
1893.	13.239	3.038.260	8.088	5.740.243	21.327	8.778.503
1894.	12.943	2.987.161	8.263	5.969.020	21.206	8.956.181
1895.	12.617	2.866.895	8.386	6.121.555	21.003	8.988.450
1896.	12.274	2.735.976	8.522	6.284.306	20.796	9.020.282
1897.	11 911	2.589.570	8.590	6.863 601	20.601	8.953.171
1898.	11.556	2.387.943	8.838	6.613.917	20.404	9.001.860
1899.	11.167	2.246.850	9.029	6.917.492	20.196	9.164 342
1900.	10.773	2 096.498	9.209	7.207.610	19.982	9.304.108

Ce tableau, tiré de la statistique officielle anglaise, montre qu'entre 1890 et 1900 le tonnage de la marine marchande à vapeur britannique a augmenté de 2.165.093 tonneaux ou 43 0/0. C'est un résultat considérable, car cette augmentation représente, à elle seule, l'effectif total de la marine

marchande à vapeur de l'Allemagne, de la France et de la Hollande à la fin de l'année 1900.

Mais la statistique du bureau *Veritas* nous apprend, qu'entre 1890 et 1900, la marine marchande à vapeur de toutes les nations de l'Europe est passée de 7.723.000 à 12.468.000 tonneaux, soit une augmentation de 4.745.000 tonneaux-vapeur ou de 61 0/0.

Il y a donc des pays européens dont la marine marchande à vapeur s'est accrue dans une plus forte proportion que celle de l'Angleterre, et, parmi ces pays, nous citerons notamment l'Allemagne qui avait, d'après la statistique *Veritas*, 1.365.000 tonneaux-vapeur à la fin de 1900 contre 660.000 en 1890, soit une augmentation de 107 0/0; Norvège : 486.000 contre 179.000, + 171 0/0; Espagne : 431.000 contre 277.000, + 55 0/0; Italie : 360.000 contre 179.000, + 92 0/0; Hollande : 309.000 contre 150.000, + 106 0/0; Russie : 307.000 contre 118 mille, + 160 0/0; Suède : 285.000 contre 132.000, + 116 0/0; Danemark : 256.000 contre 105.000, + 144 0/0; Autriche-Hongrie : 242.000 contre 98.000, + 147 0/0, etc.

Nous avons le grand regret de constater que la France fait seule exception à cette règle à peu près générale, car, d'après la même statistique, sa marine marchande à vapeur était, à la fin de 1900, de 574.000 tonneaux contre 490.000 en 1900, soit une simple augmentation de 17 0/0.

Dans leur ensemble, les flottes marchandes à vapeur de toutes les nations de l'Europe continentale ont progressé de 2.572.000 tonneaux en 1890 à 4.951.000 tonneaux en 1900, soit une augmentation de 2.379.000 tonneaux ou 92 0/0. Ces nouveaux moyens de transport maritime ont enlevé à la

marine anglaise la majeure partie de l'augmentation du mouvement constaté dans les ports européens pendant la même période, et provoqué, sur toutes les routes maritimes, une baisse considérable du prix du fret dont les armateurs anglais ont doublement souffert.

D'ailleurs, la marine anglaise a subi les effets de cette nouvelle concurrence dans les ports mêmes de la Grande-Bretagne, ainsi que le prouve le tableau ci-après :

Mouvement des ports du Royaume-Uni de **1890** à **1900**
Entrées et sorties de navires chargés

(*En milliers de tonneaux*)

Années	Entrées	Sorties	Entrées et sorties réunies par pavillons		
			Britannique	Etrangers	Mouvem. total
1890.......	28.979	33.857	46.406	16.430	62.836
1891.......	28.100	34.214	45.375	16.780	62.314
1892.......	29.529	33.945	46.420	17.054	63.474
1893.......	28.796	32.953	45.458	16.291	61.749
1894.......	31.142	35.777	49.410	17.509	66.919
1895.......	31.358	36.272	49.925	17.705	67.630
1896.......	33.479	37.704	52.355	18.827	71.183
1897.......	34.636	39.308	53.441	20.503	73.944
1898.......	34.516	39.463	53.131	20.847	73.979
1899.......	36.226	42.988	54.421	24.793	79.214
1900.......	36.186	43.672	52.332	27.526	79.858

En 1890, sur les 62.836.000 tonneaux représentant le mouvement général des navires chargés dans les ports du Royaume-Uni, le pavillon britannique gardait 73,8 0/0 du tonnage total et les navires battant pavillons étrangers seulement 26,2 0/0. La même proportion se maintient en 1895, mais, en 1900, la part du pavillon britannique tombe à 65,6 0/0 et celle des pavillons étrangers s'élève à 34,4 0/0.

Entre 1890 et 1895, sur une augmentation de tonnage de 4.794.000 tonneaux, le pavillon britannique a conservé 3.519.000 tonneaux, ou 73,4 0/0 et les navires étrangers n'ont obtenu que 1.275.000 tonneaux ou 26,6 0/0 ; mais, entre 1895 et 1900, la situation se retourne absolument et, sur une augmentation de tonnage de 12.228.000 tonneaux, le pavillon britannique retient à peine 2.407.000 tonneaux et les navires étrangers lui enlèvent 9 millions 821.000 tonneaux ou 80,3 0/0 de l'augmentation totale.

Et cependant, nous venons de voir que l'effectif de la marine à vapeur britannique avait augmenté de 1.079.038 tonneaux entre les 31 décembre 1890 et 1895, et de 1.086.055 tonneaux entre cette dernière date et le 31 décembre 1900.

Il est certain que la guerre du Transvaal a dû largement contribuer au succès de la marine étrangère dans les ports de la Grande-Bretagne, car toute l'augmentation de tonnage constatée entre 1898 et 1900 lui est revenue, plus 201.000 tonneaux perdus, dans l'intervalle de ces deux années, par le pavillon britannique.

Nous ne connaissons pas encore la répartition du tonnage de l'année 1901 par pavillon ; tout ce que nous savons, c'est que le mouvement général des entrées et des sorties des navires chargés dans les ports du Royaume-Uni a été de 79.716.000 tonneaux, contre 79.858.000 tonneaux en 1900. Mais grande émotion que l'annonce de la constitution du *Trust de l'Océan* — sous les auspices d'un groupe financier américain ayant à sa tête M. Pierpont Morgan, le célèbre fondateur de l'*United States Steel Corporation* — vient de provoquer en Angleterre, semble démontrer que la situation ne s'est

pas améliorée et que les armateurs et les Compagnies de navigation britanniques commencent à avoir de sérieuses préoccupations pour l'avenir.

C'est évidemment l'avis du *Times*, qui disait, le 19 avril dernier, dans un article consacré au *Trust de l'Océan :*

« Le commerce maritime nord Atlantique a souffert de l'excès de la concurrence : La lutte entre les diverses Compagnies de transport, pour encourager les demandes du public, a abouti à la création de flottes de navires puissants et magnifiquement équipés, *qui ne trouvent plus un emploi rémunérateur*. Dans la saison active des bonnes années, les affaires vont bien, mais si l'on prend une série de saisons et une série d'années on comprend que les capitaux placés *ne reçoivent plus le revenu qu'ils peuvent attendre*. Telle est la difficulté économique fondamentale en présence de laquelle se trouvent toutes les Compagnies engagées dans le commerce nord Atlantique : d'autres causes concourent à la rendre encore plus aiguë. Les lignes britanniques luttent les unes avec les autres ; elles ont encore à lutter avec les lignes allemandes et françaises et sont menacées, — par le *shipping bill* en discussion actuellement devant le Congrès américain —, d'avoir à lutter contre les lignes américaines.

« Cet état de choses n'est bon pour aucune des Compagnies et pour aucun des pays en question. La perte commerciale peut être dissimulée par des subsides ; elle peut être supportée par les contribuables au lieu des capitalistes, mais là où il y a deux navires, coûtant chacun de 8 à 10 millions de francs pour effectuer le travail qu'un seul pourrait faire, la perte subsistera toujours et peu importe celui qui la supportera.

« Il fut un temps où la concurrence *était le dernier mot de l'économie politique*. Mais aujourd'hui la concurrence sert de préliminaire à la combinaison ou, au moins, à la mise en action d'accords ayant jusqu'à un certain point la force d'une combinaison. Bien que les

détails n'aient pas encore été rendus publics il est évident que la concurrence ruineuse des flottes nord Atlantique *doit faire place à une coopération réglementée.* »

Pour que le *Times*, ce moniteur officiel de la libre concurrence internationale, cet apôtre résolu de la porte ouverte, de la politique du laisser-passer et du laisser-faire, en soit arrivé à approuver une combinaison tendant à supprimer la concurrence des transports maritimes sur l'océan nord-Atlantique, et à placer sous le contrôle américain les principales lignes britanniques : il faut nécessairement qu'il y ait quelque chose de changé en Angleterre.

Ce quelque chose ce n'est pas seulement le revenu des actionnaires des Compagnies maritimes anglaises visées par M. Pierpont-Morgan — actionnaires qui, selon le *Times*, approuveront sans nul doute la combinaison projetée parce qu'on leur présentera des arguments convaincants et parce qu'ils savent que leur situation n'est pas très bonne « et qu'à moins de mesures immédiates *elle ne pourra qu'empirer* » — c'est aussi l'esprit public anglais.

Lord Chatham, qui prit si courageusement, pendant la guerre de l'Indépendance, la défense des colons américains opprimés et qui combattit, avec une singulière clairvoyance de l'avenir, la politique néfaste de lord North, prononça, en 1777, à la Chambre des Lords, un discours, dont un passage, au moins, mérite d'être rappelé :

« Oh ! que nous montrons bien un peuple corrompu par nos forces et par nos richesses ! Que nous disent nos faiseurs de relations pour décrier nos ennemis et les faire tomber sous notre mépris ? Ils nous répètent qu'ils sont pauvres, qu'ils sont

maigres, qu'ils sont malades, qu'ils sont poltrons! Milords, milords, ces poltrons, ces malades, ces hommes maigres nous battront; ces gens nus nous dépouilleront; ces gueux — pour parler comme nos gazettes — s'enrichiront à nos dépens. »

Voilà une prophétie, déjà vieille de 125 ans, que les Pierpont-Morgan, les Moore, les Rockfeller et toute la légion des créateurs de Trusts américains songent peut-être à réaliser à bref délai. Ils ne sont plus ni gueux, ni pauvres, ni malades, ni poltrons: ils sont milliardaires, bien portants, spéculateurs habiles et citoyens courageux. Si l'un deux réussissait, par un moyen plus ou moins détourné, à s'emparer de la marine marchande anglaise à coups de dollars: ce serait une preuve indéniable que l'Angleterre d'aujourd'hui n'est plus l'Angleterre d'autrefois, car elle n'aurait pas compris qu'en livrant le commerce de l'Atlantique au pavillon étoilé, elle se condamnait à tomber fatalement au rang d'une simple colonie américaine.

Mais on peut encore espérer que ce grand pays finira par se ressaisir et que l'Angleterre de demain redeviendra l'Angleterre d'autrefois, c'est-à-dire l'Angleterre des Gladstone, des Robert Peel et des Fox.

FIN DE L'ANGLETERRE

ALLEMAGNE

ALLEMAGNE

I

Constitution, Superficie et Population

C'est l'Allemagne qui a porté la première atteinte à la suprématie industrielle, commerciale et maritime de l'Angleterre ; mais avant d'étudier les causes de ses succès économiques, il est nécessaire de donner quelques détails rétrospectifs sur son histoire et sa population.

Ainsi que nous l'avons longuement expliqué dans l'*Europe Economique*, le développement industriel et commercial de l'Allemagne a été favorisé et stimulé, bien avant la constitution de l'Empire actuel, par l'institution du *Zollverein*, établi en 1833, sur l'initiative de la Prusse. Limitée d'abord à la Prusse, avec la Bavière, le Wurtemberg et les deux duchés de Hesse, l'union douanière s'est successivement étendue à tous les autres Etats allemands et comprend encore le duché de Luxembourg. L'unité politique, réalisée en 1871 au profit de la Prusse, grâce à ses victoires sur le Danemark, l'Autriche et la France, a donc été précédée et en quelque sorte préparée par l'union douanière de 1833.

L'Empire allemand actuel est un Etat fédératif

composé de petites monarchies autonomes mais soumises à un souverain supérieur qui, investi de la dignité d'Empereur, commande tous les autres princes devenus ses sujets. Les Etats particuliers sont désormais subordonnés à l'Empire, non seulement pour leurs affaires communes, mais aussi, et d'une manière à peu près générale, pour leurs affaires particulières.

Le Gouvernement fédéral a été établi de façon à donner à l'Empereur, dans l'Empire, le même pouvoir prépondérant qu'il avait en Prusse comme roi ; il gouverne souverainement, comme dans une monarchie constitutionnelle, par un chancelier qui ne dépend que de lui.

L'Empereur commande les armées, accrédite les envoyés à l'étranger, déclare la guerre avec l'assentiment du Bundesrath, signe les traités, convoque et proroge le Bundesrath et le Reichstag, promulgue les lois fédérales; il possède, en un mot, le pouvoir exécutif.

Le pouvoir législatif est exercé par le Bundesrath, représentation des Etats, et le Reichstag, élu par le suffrage universel. Le Bundesrath comprend 58 membres, dont 17 pour la Prusse, 6 pour la Bavière, 4 pour la Saxe, 4 pour le Wurtemberg, 3 pour le grand-duché de Bade, 3 pour la Hesse, etc... Le Reichstag se compose de 397 députés, dont 236 (c'est-à-dire plus que la majorité) pour la Prusse.

Le Bundesrath fonctionne à la fois comme Chambre haute et comme Conseil d'Etat. Il vote les lois impériales, concurremment avec le Reichstag, rédige les règlements d'administration publique et nomme, dans son sein, les Commissions permanentes de l'armée, de la marine, des finances,

du commerce, etc... Nous verrons plus loin, en étudiant les budgets de l'Empire et des Etats, les attributions et prérogatives constitutionnelles des deux Assemblées.

*
* *

La superficie totale de l'Empire est de 540.684 kilomètres carrés, sur lesquels la Prusse figure pour 348.607 kil. c., la Bavière pour 75.870 kil. c., le Wurtemberg pour 19.512 kil. c,, le grand-duché de Bade pour 15.081 kil. c., la Saxe pour 14.993 kil. c., l'Alsace-Lorraine pour 14.513 kil. c., le Mecklembourg pour 13.127 kil. c., etc.

La statistique allemande classe comme productifs les 91 0/0 de ce territoire, et voici la répartition donnée par le dernier recensement :

	Kil. c.
Terres labourables, vignobles et cultures diverses..	264.000
Prairies et pâturages..............................	88.000
Bois et forêts..............................	139.000
Improductif..............................	49.000
Total..................	540.000

Le même phénomène de l'exode des campagnes vers les villes, que nous déplorons en France, se manifeste avec plus d'intensité encore en Allemagne. Avant la guerre de 1871, la population agricole des Etats formant aujourd'hui l'Empire, était environ de 60 0/0 du nombre total de leurs habitants. Cette proportion est tombée à 42,51 0/0 au recensement de 1882 et à 35,74 0/0 au recensement de 1895. Il est probable que le recensement de 1900, dont nous ne possédons pas encore les détails, l'abaissera au-dessous de 33 0/0.

Entre 1882 et 1895 le nombre des ouvriers employés par l'industrie allemande a augmenté

de plus de 1.600.000, soit environ 38 0/0, tandis que le nombre des travailleurs agricoles est resté stationnaire, malgré un accroissement de 6.548.171 habitants pour l'ensemble de la population,

Voici, d'ailleurs, le tableau de l'accroissement de la population de l'Allemagne depuis la création de l'Empire :

Population de l'Empire d'Allemagne depuis 1871 (Superficie territoriale : 540.684 kil. carrés)

Années	Hommes	Femmes	Total des habitants	Densité par kil. carré
1871	20.152.055	20.906.737	41.058.792	76
1880	22.185.433	23.048.628	45.234.061	83
1890	24.230.832	25.197.638	49.428.470	91
1895	25.661.250	26.618.651	52.279.901	97
1900	27.731.067	28.613.947	56.345.014	104

La répartition entre les divers Etats confédérés s'établissait ainsi en 1895 et 1900 :

	1895	1900	Augmentation en 1900	
	Habitants	Habitants	Habitants	%
Prusse	31.855.123	34.463.377	2.608.254	8.2
Bavière	5.818.544	6.175.153	356.609	6.1
Saxe	3.787.688	4.199.758	412.070	10.9
Wurtemberg..	2.081.151	2.165.765	84.614	4.6
Autres Etats..	8.737.395	9.340.961	603.566	6.9
Totaux....	52.279.901	56.345.014	4.065.113	7.8

Comme on le voit, ce sont les deux grandes régions industrielles : Prusse et Saxe, qui ont proportionnellement gagné le plus grand nombre d'habitants. L'accroissement moyen de l'Empire a été de 7,8 0/0 pour la période quinquennale ; c'est la plus forte proportion constatée depuis sa fondation, car voici les résultats des périodes successives : 4,1 0/0 de 1871 à 1875; 5,9 0/0 de 1876 à 1880;

3,6 0/0 de 1881 à 1885; 6,0 0/0 de 1886 à 1890; et 5,8 0/0 de 1891 à 1895.

Entre 1871 et 1900, soit une période de 30 années, la population de l'Empire d'Allemagne a augmenté de 15.286.222 habitants, soit une progression moyenne annuelle de 1,24 0/0, ou de 37,2 0/0 pour la période entière.

Au recensement de 1901, la population de la France s'élevait à 38.962.000 habitants, contre 36.103.000 en 1872: l'augmentation survenue dans notre pays, à trente années d'intervalle (2.859.000 habitants) se traduit à peine par une progression annuelle de 0,26 0/0 ou de 7,91 pour la totalité de la période: Au lendemain de la guerre, il y avait 88 Français pour 100 Allemands; aujourd'hui, la proportion de la population française est tombée à 68 0/0.

Mais c'est surtout pendant la dernière période quinquennale que la différence de l'accroissement respectif de la population des deux pays s'est accentuée. En 1895, la population allemande était de 52.279.000 habitants et celle de la France de 38 millions 483.000. En cinq années, la population allemande a donc augmenté de 4.066.000 habitants ou 7,7 0/0, alors que la nôtre n'a péniblement progressé que de 158.000 individus, soit à peine 0,41 0/0 pour la période entière.

Entre 1876 et 1900, c'est-à-dire pendant une période de 25 années, la population de l'Allemagne est passée de 42.727.000 à 56.345.000 habitants, et celle de la France de 36.906.000 à 38.962.000. Si le même accroissement proportionnel se maintenait pour les deux pays pendant 50 années, la population allemande atteindrait 98.028.000 habitants en 1950, et la population française environ

43.448.000 : A cette date, il n'y aurait donc pas même 49 Français pour 100 Allemands.

* * *

L'augmentation constatée en faveur de la population allemande au cours des cinq dernières années a deux causes : l'excédent des naissances sur les décès et la diminution considérable de l'émigration.

Le tableau ci-après, donnant le chiffre annuel de l'émigration allemande pendant les vingt dernières années, présente un grand intérêt, en ce sens qu'il nous fournit un premier indice de la prospérité survenue en Allemagne.

Emigration annuelle allemande de 1881 à 1900 inclus

Années	Emigrants	Années	Emigrants	Années	Emigrants	Années	Emigrants
1881..	220.902	1886..	83.225	1891..	120.087	1896..	33.824
1882..	203.585	1887..	104.787	1892..	116.339	1897..	24.631
1883..	173.616	1888..	103.951	1893..	87.677	1898..	22.221
1884..	149.065	1889..	96.070	1894..	80.764	1899..	24.323
1885..	40.119	1890..	97.103	1895..	37.498	1900..	22.309
Total	787.287	Total	485.136	Total	442.365	Total	127.308

C'est vers les Etats-Unis de l'Amérique du Nord que les émigrants allemands se dirigeaient de préférence (95 0/0 de l'émigration totale de 1871 à 1895) mais depuis 1895 le courant s'est brusquement arrêté et le dénombrement du 1er décembre 1900 a constaté ce fait très curieux, et unique dans les annales de l'Empire, que pendant la période 1895-1900 l'immigration — c'est-à-dire le retour en Allemagne de citoyens allemands fixés au dehors et la venue d'ouvriers étrangers —, a été supérieure à l'émigration de 94.125 personnes.

En effet, de 1871 à 1875, l'émigration, déduc-

tion faite de l'immigration, avait laissé un déficit total de 319.750 individus; ce déficit s'était successivement élevé à 381.193 individus pour la période 1876-1880; à 920.215 individus pour la période 1881-1885; à 331.196 individus pour la période 1886-1890 et enfin à 448.810 individus pour la période 1891-1895. Au contraire, entre 1896 et 1900, la balance se retourne et l'immigration excède l'émigration de 94.125 individus.

C'est à l'extraordinaire développement de l'industrie et du commerce allemands, survenu depuis 1895, qu'il faut attribuer ce changement. Pendant cette dernière période quinquennale, toutes les industries ont manqué d'ouvriers; l'industrie minière et métallurgique a dû même importer de la main-d'œuvre de la Bohême et de la Pologne russe; les commerçants n'ont pu recruter tout le personnel d'employés et de vendeurs qu'il leur fallait pour leurs nouvelles affaires. Bref, les salaires ont progressé en moyenne de 25 à 30 0/0 pendant les cinq années et cette hausse a eu sa répercussion dans toutes les branches de la vie allemande, car les domestiques servant dans les villes en ont également profité.

II

Commerce extérieur de l'Allemagne

Pour apprécier d'une manière rationnelle le développement du commerce extérieur de l'Allemagne depuis 1871, il faut tenir compte des modifications qui ont été introduites, à plusieurs reprises, dans les éléments servant de bases à la statistique officielle : Par exemple, l'incorporation, dans l'Union douanière impériale, de Hambourg, de Brême et de quelques villes prussiennes et oldenbourgeoises, a augmenté à partir du 15 octobre 1888, le commerce extérieur allemand de 17 0/0 aux importations et de 23 0/0 aux exportations, et a rendu, par cela même, toute comparaison impossible entre les années postérieures et les années précédentes. Mais, depuis 1889, les résultats de la statistique douanière allemande sont comparables à ceux des années qui suivent, et le tableau ci-dessous, embrassant — comme pour l'Angleterre, les Etats-Unis et la France — la période 1890-1900, va nous indiquer l'importance du développement du commerce extérieur de l'Allemagne avec la même précision relative que la sta-

tistique douanière des trois pays ci-dessus désignés :

Commerce extérieur de l'Allemagne de **1890 à 1900**
(Commerce spécial) (Millions de francs)

Années	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				Déficit commercial
	Matières premières	Objets fabriqués	Objets d'alimentat.	Total	Matières premières	Objets fabriqués	Objets d'alimentat.	Total	
1890...	2.214	1.226	1.746	5.186	886	2.684	588	4.158	1.028
1891...	2.167	1.130	1.890	5.187	859	2.562	548	3.969	1.218
1892...	2.073	1.070	1.880	5.023	793	2.437	462	3.692	1.331
1893...	2.180	1.126	1.646	4.952	835	2.498	533	3.866	1.086
1894...	2.082	1.044	1.796	4.922	835	2.349	518	3.702	1.220
1895...	2.257	1.157	1.737	5.151	903	2.724	520	4.147	1.004
1896...	2.357	1.174	1.852	5.383	966	2.876	564	4.406	977
1897...	2.625	1.207	2.018	5.850	1.018	2.881	645	4.544	1.306
1898...	2.808	1.269	2.274	6.351	1.070	2.995	631	4.696	1.655
1899...	3.259	1.434	2.161	6.854	1.270	3.390	598	5.258	1.596
1900...	3.504	1.500	2.203	7.207	1.389	3.728	647	5.764	1.443

L'année 1890 fut la plus brillante de la période 1871-1890. Les importations et exportations réunies atteignirent 9.344 millions de francs et la balance commerciale se traduisit par un excédent d'importations de 1.028 millions de francs.

Une période de dépression commença avec l'année 1891 et se poursuivit jusqu'à la fin de 1894. Mais à partir de 1895, toutes les branches du commerce extérieur se relevèrent et la progression s'est continuée, sans arrêt, jusqu'à la fin de l'année 1900.

Entre 1894 et 1900, les importations ont augmenté de 2.285 millions de francs, soit 46 0/0 ; les exportations de 2.062 millions, soit 55 0/0 et l'ensemble de 4.347 millions de francs, c'est-à-dire un peu plus de 50 0/0.

Jamais pareil phénomène économique ne s'était produit dans l'histoire du monde et on s'explique à merveille le brusque arrêt de l'émigration allemande, qui s'est précisément manifesté à partir de l'année 1895.

Avant de rechercher les causes de ce grand succès, complétons notre statistique du commerce extérieur allemand :

Commerce Extérieur de l'Allemagne de 1890 à 1900 : quantités et valeur moyenne du quintal métrique des marchandises importées et exportées :

Années	Importations			Exportations		
	Quantité	Valeur	Prix du quintal	Quantité	Valeur	Prix du quintal
	1.000 tonnes	Millions de fr.	Francs	1.000 tonnes	Millions de fr.	Francs
1890....	28.142	5.186	18.43	19.365	4.158	21.47
1891....	29.012	5.187	17.88	20.139	3.969	19.71
1892....	29.510	5.023	17.02	19.891	3.692	18.56
1893....	29.815	4.952	16.61	21.361	3.866	18.10
1894....	32.022	4.922	15.37	22.883	3.702	16.18
1895....	32.537	5.151	15.83	23.829	4.147	17.43
1896....	36.410	5.383	15.55	25.720	4.406	16.01
1897....	40.162	5.850	14.56	28.020	4.544	16.22
1898....	42.730	6.351	14.86	30.094	4.696	15.60
1899....	44.652	6.854	15.35	30.403	5.258	17.29
1900....	45.912	7.207	15.70	32.681	5.764	17.64

Le volume des importations a augmenté de 17.770.000 tonnes entre 1890 et 1900, et celui des exportations de 13.316.000 tonnes, soit une augmention de 31.086.000 tonnes pour la période. Par contre, la valeur moyenne du quintal est tombée de 18 fr. 43 à 15 fr. 70 pour les marchandises importées, et de 21 fr. 47 à 17 fr. 64 pour les marchandises exportées.

A ce point de vue particulier, la comparaison du commerce extérieur allemand et du commerce

extérieur français donne les résultats suivants pour l'année 1900 :

Comparaison du volume et de la valeur moyenne du Commerce extérieur allemand et français pour l'année 1900

DÉSIGNATION	Allemagne		France	
	Poids 1.000 tonnes	Valeur moyenne du quintal en francs	Poids 1.000 tonnes	Valeur moyenne du quintal en francs
Importations .	45.912	15.70	28.270	16.62
Exportations .	32.681	17.64	8.590	47.83
Totaux ...	78.593	Moy.: 16.50	36.860	Moy.: 23.89

En ce qui concerne spécialement les exportations, le poids total des marchandises allemandes est supérieur de 380 0/0 à celui des marchandises françaises ; mais, relativement à leur valeur d'ensemble, la majoration n'est plus que de 140 0/0. Quant à la valeur moyenne du quintal, celle des marchandises françaises est supérieure de 271 0/0 à la valeur moyenne des marchandises allemandes.

Ceci indique déjà que le commerce extérieur des deux pays n'est pas composé des mêmes éléments, et que, pendant la période observée, l'Allemagne a pu augmenter considérablement ses envois de produits manufacturés à l'étranger, sans porter un préjudice sérieux à l'industrie française d'exportation. Ce qui prouve le fait d'une manière plus précise, c'est qu'entre 1890 et 1900 la valeur des produits fabriqués français exportés à l'étranger a augmenté de 172 millions de francs ou 8,7 0/0, malgré une baisse de 14 0/0 de leur valeur moyenne au quintal.

D'ailleurs, d'après la statistique officielle allemande, les expéditions allemandes dans la France

et ses colonies ont passé de 290 millions de francs en 1890 à 348 millions en 1900, soit une augmentation de 58 millions; mais, par contre, les exportations françaises en Allemagne se sont élevées de 323 millions de francs en 1890 à 380 millions en 1900, soit une augmentation de 57 millions. On peut en conclure que les deux pays ont maintenu leur position respective.

Pour se faire une première idée des causes du développement du commerce extérieur de l'Allemagne, il faut comparer la valeur des trois grandes catégories de marchandises importées et exportées en 1890 et 1900.

Commerce extérieur allemand par grandes catégories de marchandises, en 1890 et 1900

(Millions de francs)

Désignation	1890			1900		
	Impor.	Expor.	Différ.	Impor.	Expor.	Différ.
Mat. prem....	2.214	886	—1.328	3.504	1.389	—2.115
Objets fabriq.	1.226	2.684	+1.458	1.500	3.728	+2.228
Prod. aliment.	1.746	588	—1.158	2.203	647	—1.556
Totaux...	5.186	4.158	—1.028	7.207	5.764	—1.443

Ce petit tableau nous montre que le développement du commerce extérieur allemand est surtout d'ordre industriel et qu'il n'a peut-être pas laissé un grand profit aux producteurs d'outre-Rhin.

En effet, les importations de matières premières de l'année 1890 ont excédé les exportations de même nature de 1.328 millions de francs, mais l'excédent d'exportation des produits manufacturés atteignait 1.458 millions, soit une différence de 130 millions en faveur de l'industrie allemande.

En 1900, les objets fabriqués en Allemagne ont dépassé de 2 228 millions de francs les objets de

même nature importés de l'étranger : soit une différence nette d'exportations industrielles de 770 millions de francs ; mais pendant la même année l'excédent des importations de matières premières a été supérieur de 2.115 millions aux exportations de même nature, laissant un déficit de 787 millions de francs par rapport à l'année 1890.

De sorte que la différence nette entre le déficit des matières premières et l'excédent d'exportation des objets fabriqués, qui était de 130 millions en 1890, a à peine atteint 113 millions en 1900.

Quant au déficit alimentaire, il s'est élevé entre les deux dates de 1.158 millions de francs à 1.556 millions, soit une augmentation nette de ce déficit de 398 millions de francs.

Les commerçants allemands ont certainement beaucoup plus gagné en 1900 qu'en 1890, puisque la valeur d'ensemble du commerce extérieur du pays est passée de 9.344 millions de francs à 12.971 millions ; mais il faudrait, cependant, savoir si le déficit global de 1.443 millions, constaté pendant cette dernière année, et représenté en totalité par un déficit alimentaire qui s'élève à 1.556 millions de francs, n'est pas un peu trop lourd pour l'Allemagne actuelle.

Certes, les ressources extérieures de ce grand pays se sont considérablement développées depuis 1871, mais un *déficit alimentaire* de plus d'un milliard et demi de francs est un inconvénient sérieux : Nous le démontrerons plus loin.

La décomposition du commerce extérieur allemand par principaux pays d'origine et de destination donne les résultats suivants :

Commerce Extérieur de l'Allemagne par pays d'origine et de destination en 1890 et 1900

(*Millions de francs*)

Pays	Importations 1890	Importations 1900	Exportations 1890	Exportations 1900	Différ. entre 1890 et 1900 Importations	Différ. entre 1890 et 1900 Exportations
Etats-Unis.......	497	1.275	520	548	+ 778	+ 28
Angleterre	751	1.050	861	1.150	+ 299	+ 289
Russie...........	652	911	229	448	+ 259	+ 219
Autriche-Hongrie.	733	905	415	640	+ 172	+ 225
France...........	323	380	290	348	+ 57	+ 58
République Arg..	94	293	33	80	+ 199	+ 47
Indes anglaises...	160	280	40	85	+ 120	+ 45
Belgique.........	390	271	188	316	— 119	+ 128
Hollande	382	259	321	494	— 123	+ 173
Italie	175	232	112	159	+ 57	+ 47
Suisse	216	212	219	365	— 4	+ 146
Australie.........	75	153	26	50	+ 78	+ 24
Brésil............	171	144	65	57	— 27	— 8
Suède............	84	130	173	172	+ 46	— 1
Chili	75	112	37	50	+ 37	+ 13
Indes hollandaises	28	105	13	34	+ 77	+ 21
Espagne.........	45	103	92	66	+ 58	— 26
Danemark	73	88	93	156	+ 15	+ 63
Egypte...........	8	50	7	19	+ 42	+ 12
Chine............	9	45	37	65	+ 36	+ 28
Pays divers......	245	209	387	462	— 36	+ 75
Totaux.....	5.186	7.207	4.158	5.764	+2.021	+1.606

Le tableau ci-dessus démontre qu'entre 1890 et 1900 les importations des Etats-Unis en Allemagne ont progressé de 778 millions de francs, soit 38 0/0 de l'augmentation totale survenue aux importations allemandes pendant la même période. Mais ce chiffre ne peut être admis qu'avec certaines réserves, car on sait, en Allemagne, qu'une partie des marchandises américaines arrivant par Hambourg et Brême ne fait que transiter et qu'on en retrouve la trace dans l'augmentation des exportations en Russie, en Autriche-Hongrie et en Suisse.

De même, pour les marchandises allemandes

expédiées en Angleterre, en Hollande et en Belgique, il est impossible de savoir si ces marchandises sont consommées dans les pays de destination ou si elles sont réexportées dans d'autres pays. La seule certitude que le tableau précédent puisse donner, c'est que le mouvement général des échanges entre l'Allemagne et l'étranger a augmenté de 3.627 millions de francs en dix années, que les importations nouvelles ont excédé de 415 millions les nouvelles exportations et que la balance commerciale allemande, qui se traduisait par un déficit de 1.028 millions de francs en 1890, a vu ce déficit s'élever à 1.443 millions en 1900.

* * *

Presque tous les économistes, qui ont étudié la situation économique de l'Allemagne ont attribué le grand développement de sa production industrielle et de son commerce extérieur, survenu depuis 1895, aux traités de commerce signés, en 1891, avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie ; en 1893, avec la Belgique, l'Espagne, la Serbie et la Suisse, et, en 1894, avec la Russie. Ils n'ont pas remarqué que l'outillage de production d'un pays aussi vaste que l'Allemagne ne pouvait brusquement se transformer en deux ou trois années et que la transformation existait déjà au moment de la conclusion desdits traités.

La vérité, c'est que l'industrie allemande est restée dans un état d'infériorité absolue, par rapport à l'industrie anglaise et à l'industrie française, jusqu'en 1879. A cette époque, l'Allemagne était encore tributaire de l'étranger pour une foule de produits manufacturés, et c'est pour permettre à l'industrie indigène de transformer son ou-

tillage et ses méthodes de fabrication que Bismarck se tourna vers le protectionnisme.

« Il faut assurer à l'ensemble de la production allemande un *écoulement certain* sur notre marché intérieur », dit-il dans l'Exposé des motifs du projet de tarif douanier protecteur qu'il présenta au Reichstag au commencement de l'année 1879. Ce projet fut voté malgré l'opposition des Chambres de commerce qui n'en comprenaient pas la portée, et c'est à partir de ce moment que les industriels allemands, sûrs de trouver une première clientèle chez leurs propres compatriotes, s'imposèrent tous les sacrifices pour perfectionner leur outillage manufacturier et améliorer scientifiquement leurs procédés de fabrication et de vente.

Le régime protectionniste inauguré en 1879 a donc été le principal facteur de la grande évolution industrielle et commerciale qui s'est accomplie en Allemagne entre 1880 et 1890. C'est, en effet, pendant cette période que les usines nouvelles furent édifiées et qu'on généralisa cet enseignement technique incomparable qui donne à l'industrie allemande sa supériorité actuelle et sur lequel nous reviendrons plus loin. C'est également au cours de cette période que furent nouées à l'étranger les premières relations commerciales dont la conclusion des traités de commerce de 1893 et 1894 a provoqué ensuite le développement.

A la chute de Bismarck (mars 1890) l'Allemagne subissait une crise de surproduction et l'industrie indigène, déjà trop à l'étroit sur le marché intérieur qu'elle possédait complètement, réclamait un retour à la politique des traités de réciprocité, absolument comme le fait aujourd'hui l'industrie

américaine. Le Gouvernement se rendit aux vœux des Chambres de commerce et le nouveau chancelier, général de Caprivi, signa en 1891 un traité de commerce avec l'Autriche et l'Italie qui n'impliquait pas l'abandon absolu du protectionnisme, mais qui constituait cependant un grand changement dans l'orientation économique de l'Empire.

Le vote du tarif douanier français de 1892 accentua la nouvelle tendance commerciale du Gouvernement allemand, et le général de Caprivi adressa alors un mémoire au Reichstag pour justifier les traités qu'il allait négocier avec d'autres pays.

« Notre industrie ayant grandi et s'étant fortement organisée, disait en substance ce mémoire, il faut maintenant nous occuper, avant tout, de lui trouver des débouchés à l'étranger. En ce qui concerne les pays d'outre-mer, nous pouvons leur demander nos matières premières en échange de nos produits manufacturés; pour les pays de l'Europe, au contraire, nous devons tenir compte des industries spéciales qui y existent et combiner nos arrangements d'après les dispositions et les goûts particuliers de leur population. Il est évidemment difficile de conserver le marché intérieur à l'industrie nationale et d'assurer, à cette même industrie, des débouchés au dehors. On peut cependant atteindre ce double but avec des traités de commerce bien adaptés à nos moyens de production et aux besoins de notre consommation. »

Ce sont exactement les mêmes idées que M. Mac Kinley a développées dans son fameux discours de Chicago (5 septembre 1901) sur les avantages que les traités de réciprocité doivent procurer à l'industrie américaine. Le Reichstag s'y rallia

l'Allemagne obtint des traités favorables de la Belgique, de l'Espagne et de la Suisse, et, comme un développement considérable des exportations allemandes suivit immédiatement la conclusion du traité russe (1894), on perdit de vue les causes premières de ce développement pour l'attribuer exclusivement à la nouvelle politique économique du général de Caprivi.

*
* *

Les traités de commerce de 1891, 1893 et 1894 ont certainement favorisé le commerce extérieur allemand, mais ils n'auraient certainement produit aucun effet appréciable si le régime protecteur de 1879 n'avait donné à l'industrie allemande la possibilité et les moyens de se transformer, de s'organiser rationnellement et si le commerce allemand n'avait pas trouvé dans l'émigration allemande, dans le tempérament et l'éducation du peuple allemand, les principaux auxiliaires de son extension à l'étranger.

« Le commerce allemand, écrit fort justement M. Georges Blondel (1), a grandement profité de la tendance des Allemands à émigrer. Les Allemands établis dans d'autres pays continuent à s'approvisionner dans une large mesure de produits de l'industrie nationale et contribuent beaucoup à répandre autour d'eux le goût des produits allemands. »

« Il y a aujourd'hui, écrit le consul anglais Mulvany, des millions d'Allemands employés dans des banques ou des maisons de commerce à l'étranger. Ils forment comme une province extérieure de la mère patrie ; ils lui assurent un réseau complet

(1) *L'Essor industriel et commercial du peuple allemand*, Paris, 1900.

d'informations. Ils ont une facilité remarquable pour apprendre les langues et pour s'adapter aux mœurs et aux moyens d'action des pays étrangers. Il est même permis de penser que c'est dans l'émigration considérable de la race germanique qu'il faut chercher le principal facteur de son expansion et de sa force économique actuelle. Celle-ci ne peut se comprendre que si l'on n'oublie pas que, depuis longtemps déjà, la partie la plus misérable de la population a pris l'habitude de quitter l'Allemagne : Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers, Le Havre, ont envoyé dans le monde entier des flots de Germains le plus souvent pauvres, mais courageux et pleins de vie qui, pressés par le besoin, ont fait tous les métiers et ont puissamment contribué à la production industrielle et commerciale. »

C'est surtout l'industrie et le commerce anglais qui furent atteints par la nouvelle concurrence allemande. Ainsi que nous l'avons déjà dit dans notre étude sur l'Angleterre, les Anglais avaient cru, jusqu'alors, posséder le monopole des exportations dans les pays d'outre-mer. Les premiers rapports de leurs consuls, leur signalant les progrès du commerce allemand, les laissèrent indifférents... mais ils se rendirent à l'évidence quand ils comprirent que l'article allemand était en passe d'expulser l'article anglais des marchés exotiques qui paraissaient le plus solidement acquis à l'industrie anglaise et, chose plus grave, quand les statistiques de la navigation universelle leur prouvèrent que la marine marchande allemande était devenue une redoutable concurrente de la marine marchande anglaise.

« Nos lecteurs, écrivions-nous en 1898 (*L'Eu-*

rope et les Etats-Unis d'Amérique), ont encore présent à l'esprit le concert de récriminations bruyantes et de cruelles prophéties dont le célèbre pamphlet : *Made in Germany* fut la plus vive expression. Les journaux britanniques dénoncèrent à grand fracas la « méthode tudesque », la mauvaise foi des « camelotiers d'outre-Rhin » et déclarèrent qu'il fallait désormais s'opposer à l'invasion des commis allemands qui, venant travailler en Angleterre, et dans les colonies britanniques, pour la moitié du salaire exigé par les commis anglais, allaient ensuite utiliser, chez eux, l'expérience et les secrets acquis dans les comptoirs anglais.

« La *Pall Mall Gazette* rendit responsable du nouvel état de choses « la cupidité de la classe « inférieure des marchands de Londres et de Bradfort qui les a poussés à prendre à leur service ces « cadets allemands, actifs et peu exigeants, qui ne « sont, en somme, que des espions commerciaux. »

« L'âpreté de ces récriminations prouve que les Anglais se sont enfin rendu compte du danger de la concurrence allemande. »

Nous avons vu que, depuis 1895, l'industrie et le commerce anglais ont eu à subir les effets d'une nouvelle concurrence — celle des Etats-Unis — plus graves encore que ceux de la concurrence allemande.

L'industrie et le commerce allemands en souffrent eux-mêmes depuis l'année dernière ; nous l'établirons dans un chapitre suivant, et c'est certainement pour cela que les idées protectionnistes ont regagné du terrain en Allemagne et que la théorie des traités de commerce à longue durée y est aujourd'hui si vigoureusement combattue.

III

Moyens de transport : Chemins de fer, navigation fluviale, marine marchande

A. Chemins de fer : En Allemagne, les neuf dixièmes des chemins de fer sont la propriété des Etats confédérés. La longueur totale du réseau allemand était, en effet, de 51.850 kilomètres au 1er avril 1901, et sur ce chiffre 46.784 kilomètres appartenaient aux Etats et seulement 5.066 kilomètres à des Sociétés privées.

Chaque Etat a conservé, en principe, l'Administration de ses chemins de fer, mais, en fait, le réseau allemand jouit dans son ensemble d'une véritable unité d'exploitation.

Dans son très remarquable livre sur l'*Essor Industriel et Commercial du Peuple allemand*, M. Georges Blondel fait remarquer que si chacun des Etats composant l'Empire allemand a jadis construit ses voies ferrées selon ses propres convenances et sans entente préalable avec les Etats voisins, ce défaut d'unité est aujourd'hui corrigé par l'établissement de lignes de raccordement.

Tous les raccords nécessaires ont été faits et l'organisation des trains sur les lignes transversales est bien meilleure qu'en France. Partout, sans exception, ces lignes possèdent des trains accélérés, express ou directs, qui permettent de franchir, sans transbordements, de

très grandes distances. Les communications établies entre Breslau et Cologne, Hambourg et Francfort, Munich et Hanovre, etc., laissent loin derrière elles celles qui existent, par exemple, entre Marseille et Bordeaux, Le Havre et Nantes, Nancy et Lille.

Une Commission spéciale qui siège à Berlin et où tous les Etats allemands ont une représentation proportionnelle, est chargée d'étudier et de résoudre les questions pouvant faciliter les voyages et le transport des marchandises. Les chemins de fer de l'Autriche, de la Hollande, du Luxembourg, plusieurs lignes de Belgique et de Pologne font également partie de cette union. L'ensemble de ces lignes représente un total d'environ 90.000 kilomètres, sur lesquels les voyageurs et les commerçants allemands jouissent d'avantages que nos compatriotes n'obtiennent pas souvent chez nous.

Le réseau allemand, qui n'était que de 25.942 kilomètres en 1875, représentant 631 kilomètres par million d'habitants, atteignait 50.961 kilomètres en 1900, soit à peu près 905 kilomètres par million d'habitants. Voici la progression que la statistique officielle constate pour les dix dernières années :

Réseau allemand de 1890 à 1900 : Longueur des lignes, capital de premier établissement, recettes totales

Au 1er avril des années	Longueur des lignes			Capital de prem. établissement	Recettes totales de l'année
	d'États	Privées	Totale		
	Kilom.	Kilom.	Kilom.	Millions de francs	Millions de francs
1890.......	37.476	4.342	41.818	13.070	1.629
1891.......	37.893	4.376	42.269	13.331	1.630
1892.......	38.476	4.432	42.908	13.561	1.686
1893.......	39.153	4.347	43.500	13.787	1.757
1894.......	39.981	4.128	44.109	13.981	1.759
1895.......	41.358	4.085	45.443	14.257	1.873
1896.......	42.777	3.703	46.480	14.504	1.901
1897.......	43.522	3.890	47.412	14.708	2.096
1898.......	44.405	3.823	48.228	15.164	2.300
1899.......	44.998	3.991	48.989	15.302	2.428
1900.......	45.969	4.992	50.961	15.501	2.534
1901.......	46.784	5.066	51.850	»	»

Nous ne connaissons pas encore les résultats définitifs de l'exercice 1901, mais nous savons, par les recettes partielles publiées par l'*Economiste Européen*, que ces recettes seront beaucoup moins favorables que celles de l'année 1900, dont le second semestre a été lui-même sensiblement inférieur au second semestre de 1899.

Entre 1890 et 1900, la longueur du réseau allemand s'est accrue de 9.143 kilomètres, soit 21 0/0, et les recettes totales de 905 millions de francs, soit 55 0/0.

Pendant la même période, le réseau des Etats-Unis a augmenté de 45.634 kilomètres, soit 17 0/0, et les recettes totales de 2.280 millions de francs, soit environ 50 0/0.

A titre d'indication, nous rappellerons qu'entre 1890 et 1900 l'ensemble du réseau français (tramways exceptés) est passé de 36.586 kilomètres avec 1.168 millions de francs de recettes totales à 42.683 kilomètres et 1.528 millions de recettes totales, soit une augmentation respective de 17 0/0 et 30 0/0.

Pour l'Angleterre, l'augmentation des recettes totales a été de 621 millions de francs, soit la même proportion de 31 0/0 que celle de la France, mais l'augmentation du réseau anglais n'a pas dépassé 2.867 kilomètres, c'est-à-dire un peu moins de 9 0/0.

Entre 1890 et 1900, le nombre des tonnes transportées par les chemins de fer allemands a progressé, malgré la concurrence active de la batellerie fluviale, de 20 milliards à 34 milliards de tonnes kilométriques.

Dans un très intéressant rapport sur l'*outillage*

national, M. Aimond, député de Seine-et-Oise, dit :

« Aujourd'hui, par une organisation nouvelle, le producteur allemand est mis directement en rapport avec le consommateur de n'importe quelle partie du monde.

« Les Compagnies de chemins de fer, celles de navigation intérieure et les Compagnies maritimes, par une entente étroite, viennent chercher du fret jusqu'en Bohême pour le Congo, sans que l'expéditeur ait à s'occuper de rien, alors que chez nous une pièce de toile des Vosges rencontre toutes les difficultés pour franchir une foule de barrières et parvenir à l'exportation.

« Voilà pour la méthode ; que dirons-nous des voies et moyens ?

« L'Allemagne a aujourd'hui 363.000 vagons ou véhicules sur ses voies ferrées, alors que nous n'en avons que 295.000 et, de plus, les wagons allemands ont une capacité supérieure à celle des wagons français : ils contiennent, en moyenne, 11 tonnes 4, alors que les nôtres cubent seulement 9 tonnes 7, et ce matériel transporte annuellement 244 millions de tonnes de marchandises sur les lignes d'intérêt général, tandis que, dans les mêmes conditions, nous n'en transportons que 99 millions. »

Les chemins de fer allemands transportent donc 146 0/0 de marchandises de plus que les chemins de fer français : mais il ne faut pas oublier que les éléments du trafic allemand et français ne sont pas comparables entre eux, puisque le poids du commerce extérieur allemand a été, en 1900, de 213 0/0 plus considérable que le poids du commerce extérieur français et, par contre, que la valeur du quintal de l'exportation française a été de 245 0/0 plus élevée que la valeur du quintal de l'exportation allemande.

Il est exact que dans certains cas particuliers l'exploitation allemande se prête mieux aux combinaisons du commerce extérieur que l'exploitation des Compagnies françaises. Nous l'avons nous-même constaté dans notre étude sur les *Conséquences de la concurrence du Saint-Gothard.* Mais il ne faut pas généraliser cette critique et en conclure que les chemins de fer allemands, appartenant aux Etats, rendent plus de services aux producteurs allemands que les chemins de fer français, appartenant aux Compagnies privées, n'en rendent aux producteurs français.

Le rachat des chemins de fer par la Prusse et les divers Etats allemands a été surtout un acte de politique impérialiste. Sous prétexte de donner à l'Allemagne une homogénéité économique parfaite, complétant le Zollverein commercial, Bismarck a placé en réalité les chemins de fer de la Bavière, du Wurtemberg, de la Saxe, du Grand-duché de Bade, etc., sous le contrôle de la Prusse dont les délégués constituent — comme au Reichstag — la majorité de la Commission spéciale des chemins de fer siégeant à Berlin.

Les chemins de fer allemands sont organisés militairement, c'est entendu. Mais les trains y ont au moins autant de retard que sur les lignes françaises... et ceux de nos compatriotes qui se plaignent parfois du manque de confortable des wagons français et du peu d'aménité de nos Compagnies, devraient aller étudier, sur place, le régime allemand : ils reviendraient peut-être plus indulgents pour le service français.

*
* *

B. Navigation fluviale : L'Allemagne est certainement le pays de l'Europe le mieux situé pour la navigation fluviale. Huit grands fleuves ou ri-

vières : (*Bassin de la mer du Nord :* l'Elbe, le Weser, le Rhin et l'Ems; *Bassin de la Baltique :* le Niémen, le Prégel, la Vistule et l'Oder), forment les artères principales d'un immense réseau ayant 1.100 kilomètres dans sa grande longueur et 450 kilomètres dans sa plus grande largeur.

Tout un système de canaux et de rivières canalisées vient aboutir à ces artères principales et met la plupart d'entre elles en communication.

D'après la statistique officielle allemande — qui ne publie des renseignements sur la navigation fluviale que par période de cinq années — la longueur totale des fleuves, rivières et canaux navigables était la suivante à la fin de 1897 :

Longueur et tirant d'eau des Voies navigables allemandes au 31 décembre 1897 :

Désignation	Longueur en kilomètres	Voies navigables aux navires d'un tirant d'eau de : (Kilom.)		
		1 m. 75	1 m. 50	1 m. et au-dessous
Fleuves et rivières	9.301	1.586	2.404	5.311
Fleuves canalisés	2.337	202	334	1.801
Canaux	2.431	338	274	1.819
Canal de Kiel	99	99	»	»
Total....	14.168	2.225	3.012	8.931

On admet généralement que les bateaux de 400 tonnes peuvent naviguer sur les 5.237 kilomètres de voies fluviales ayant 1 m. 75 et 1 m. 50 de tirant d'eau, et que 4.500 kilomètres, ayant moins de 1 mètre de tirant d'eau, sont seulement praticables pour les bateaux de 100 tonneaux.

Tous ceux de nos Consuls qui ont étudié les

causes du développement de la navigation maritime allemande, c'est-à-dire du tonnage maritime des ports de Hambourg, Brême, Dantzig, Stettin, Lubeck, etc., attribuent une part importante de ce développement aux voies fluviales : Elbe, Weser, Vistule, Canal de l'Elbe à la Trave et Oder, dont ces ports sont les points terminus.

En effet, le fret maritime proprement dit ne constitue qu'une fraction des dépenses que les marchandises d'origine ou de destination extra-européenne ont à subir pour aller de leur lieu de production au point où elles seront ensuite consommées ou transformées. Le parcours terrestre qu'elles devront ensuite effectuer sera souvent beaucoup plus coûteux que le transport maritime lui-même et de toutes les routes terrestres, c'est incontestablement la voie fluviale qui est la moins onéreuse.

Or, les Allemands ont si bien organisé leur navigation fluviale, que sur les 9.729.000 tonnes de marchandises qui sont venues à Hambourg, ou qui ont quitté ce port en 1900 par la voie terrestre : 6.063.000, soit 62 0/0, ont pris la route fluviale (Danube) et seulement 3.666.000 tonnes, ou 38 0/0, le chemin de fer.

On s'explique ainsi les ressources colossales que le Gouvernement allemand a consacrées à l'amélioration des voies navigables et à la création des canaux depuis trois quarts de siècle. On a calculé, en effet, qu'il a été dépensé 500 millions de francs pour le Weser, le Mein, le Neckar, la Vistule ; 250 millions pour le Rhin et ses ports ; 196 millions 560.000 fr. pour le canal Empereur-Guillaume ; 125 millions pour l'Elbe et l'Oder ; 99.287.000 fr. pour le canal de Dortmund à Ems, première section

du canal projeté de l'Elbe au Rhin pour lequel le Gouvernement prussien demandait 326 millions de francs, plus 140 millions pour dépenses accessoires. L'opposition irréductible du Landtag a obligé le comte de Bülow à retirer ce projet (3 mai 1901), mais il est probable qu'il reviendra en discussion lorsque les Agrariens auront obtenu satisfaction avec les nouveaux tarifs protecteurs qu'ils réclament pour l'agriculture.

L'effectif de la batellerie fluviale a naturellement suivi l'amélioration des cours d'eau et le développement de la navigation maritime allemande. Voici, à vingt ans d'intervalle, la progression que nous signale la statistique officielle de l'Empire :

Effectif de la batellerie fluviale allemande à la **fin** des années 1877, 1892 et 1897 :

Années	Vapeurs		Voiliers		Totaux	
	Nombre	Tonneaux	Nombre	Tonneaux	Nombre	Tonneaux
1877....	570	31.000	17.083	1 350.000	17.653	1.381.000
1892....	1.530	71.957	21.318	2.688.596	22.848	2.760.553
1897....	1.953	104.360	20.611	3.266.087	22.564	3.370.447

Tous les navires ci-dessus ont un tonnage d'au moins 10 tonneaux.

Entre 1877 et 1897, le tonnage des bateaux à vapeur a donc augmenté de 73.360 tonneaux ou 236 0/0, et celui des voiliers ou bateaux remorqués, de 1.916.000 tonneaux ou 142 0/0.

La statistique de la navigation fluviale de l'Allemagne n'est pas aussi régulièrement publiée que celle de la France. Nous savons cependant que l'ensemble de cette navigation a progressé de 2.900 millions de tonnes kilométriques en 1875, à

7.500 millions en 1895, soit une augmentation de 151 0/0.

Pendant la même période, la navigation fluviale française s'est élevée de 1.964 millions de tonnes kilométriques à 3.766 millions, représentant une augmentation de 92 0/0 :

On ne possède encore — dit M. E. Cor, consul général de France à Hambourg, dans un rapport du 4 février 1901 — que des chiffres approximatifs pour les années postérieures à 1895. D'après ces évaluations provisoires, le mouvement des marchandises pour la batellerie, qui était de 7.5 milliards de tonnes kilométriques en 1895, représenterait 10.7 milliards en 1898, soit une augmentation de 43 0/0. Quant aux chemins de fer, le total de leurs transports aurait atteint, pendant la même période, le chiffre de 32.6 milliards qui implique une augmentation de 23 0/0 seulement.

Se basant sur ces évaluations, l'auteur de l'étude que j'analyse arrive à conclure que le mouvement total des marchandises en Allemagne, calculé en tonnes kilométriques, se partage ainsi : 25 0/0 aux voies navigables intérieures et 75 0/0 aux chemins de fer. L'importance actuelle des transports fluviaux dépasserait l'ensemble du mouvement des chemins de fer allemands de l'année 1875.

Entre 1895 et 1898, la navigation fluviale française est passée de 3.766 millions de tonnes kilométriques à 4.577 millions, soit une augmentation de 21,5 0/0, juste la moitié de la progression allemande.

En 1898, le transport des marchandises sur l'ensemble des chemins de fer français a été de 14.250 millions de tonnes kilométriques. Ce qui revient à dire que le mouvement des marchandises en France pour cette année-là s'est exac-

tement partagé comme en Allemagne : 75 0/0 aux chemins de fer et 25 0/0 à la batellerie fluviale.

*
* *

C. Marine Marchande : Les deux tiers du commerce extérieur de l'Allemagne s'effectuent, actuellement, par la voie maritime; il est donc naturel que l'effectif de la marine marchande et le tonnage de sa navigation maritime aient suivi le développement de ce commerce.

Voici, d'après la statistique du bureau *Veritas*, le nombre et le tonnage des navires à vapeur de plus de 100 tonneaux et des voiliers de plus de 50 tonneaux composant la flotte marchande allemande, de 1890 à 1900 :

Effectif de la Marine marchande allemande de 1890 à 1900 (Statistique du bureau *Veritas*)

Années	Vapeurs		Voiliers		Total	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
		1.000 T.		1.000 T.		1.000 T.
1890....	815	618	2.779	703	3.549	1.321
1891....	896	724	2.757	709	3.653	1.433
1892....	941	765	2.698	704	3.639	1.469
1893....	986	787	2.742	725	3.728	1.512
1894....	1.016	824	2.713	698	3.729	1.522
1895....	1.043	893	2.622	661	3.665	1.554
1896....	1.068	880	2.524	622	3.592	1.502
1897....	1.126	890	2.552	598	3.678	1.488
1898....	1.171	970	2.522	585	3.693	1.555
1899....	1.223	1.039	2.490	601	3.713	1.640
1900....	1.293	1.150	2.466	588	3.759	1.738

Pendant cette période, le tonnage des navires à vapeur a donc augmenté de 532.000 tonneaux, ou 86 0/0, mais le tonnage des voiliers a, au contraire, diminué de 115.000 tonnes, ou 16 0/0 : ce dernier phénomène n'a qu'une importance relative, car il s'est produit dans presque toutes les marines marchandes du monde.

En 1875, le tonnage des vapeurs allemands n'était que de 187.996 tonnes, inférieur de 17.495 tonnes à celui de la marine marchande à vapeur française, et le tonnage des voiliers de 852.789 tonnes, supérieur de 116.463 tonnes au tonnage des voiliers français.

Le tonnage de la marine marchande à vapeur allemande est aujourd'hui supérieur de 250 0/0 au tonnage de la marine marchande française, et il est probable que cette différence sera encore plus considérable dans quelques années d'ici.

En effet, d'après un récent rapport de M. Bœufvé, consul de France à Brême, et en ne tenant compte que des navires de mer, il y avait en construction, en 1909, sur chantiers privés, tant en Allemagne, pour compte allemand et étranger, qu'à l'étranger pour compte allemand, 157 navires d'un tonnage brut de 584.137 tonneaux : 471.269 de ces tonneaux sont destinés à la marine marchande allemande.

A l'occasion du lancement sur les chantiers du Vulcan Brêmois (14 août), du *Breslau*, appartenant au Nord Deutscher Lloyd, M. Wiegaud, directeur général de cette Compagnie, a donné quelques indications sur les progrès de la construction navale allemande qui mériteraient d'être retenues :

« Cette année-ci, il a été livré par les divers chantiers du Weser, ou il sera prochainement livré par eux au Lloyd, 15 navires d'un tonnage total de 77.000 tonnes de registre et d'une force de 46.000 chevaux, représentant un capital de 28 millions de marks. Dans la dernière décade, l'art des constructions navales a fait en Allemagne de tels progrès que les armateurs ont pu réserver aux chantiers indigènes la majeure partie de leurs commandes. Les chiffres suivants permettront de se

rendre compte du chemin parcouru : Des 196.000 tonnes de registre réparties sur 76 vapeurs, dont disposait le Lloyd en 1892, 74 0/0 avaient été fournies par des chantiers *anglais*. Aujourd'hui, les 600.000 tonnes qui représentent la jauge totale des 166 vapeurs composant la flotte actuelle du Lloyd, ont été fournies dans la même proportion, c'est-à-dire de 74 0/0, par des chantiers *allemands*. Quant aux machines, représentant une somme totale de 446.000 chevaux, la relation est encore plus favorable à l'Allemagne et s'élève à 78 0/0, ce qui démontre que la machinerie compliquée des grands paquebots allemands se construit maintenant surtout dans ce pays-ci.

« Si l'on examine, continue M. Wiegaud, la valeur des commandes passées par le Lloyd, non plus depuis dix ans, mais seulement pendant les neuf dernières années, on arrive à un total de 193.774.000 marks, dont 176.886.700 marks concernent des commandes attribuées à des chantiers allemands et 16.887.300 marks seulement à des chantiers non allemands, c'est-à-dire que plus des neuf dixièmes des commandes de la Compagnie sont restés en Allemagne. »

Le Vulcan Brêmois a ses chantiers à Vegesack; il occupe aujourd'hui 2.000 ouvriers et peut lancer des steamers de 8.500 tonnes. En 1875, il n'employait que 60 hommes et ne pouvait construire alors que de petits cargo-boats de 800 à 1.000 tonnes.

C'est surtout depuis 1896 que la construction navale s'est développée en Allemagne. A cette date, il n'existait sur chantiers allemands, pour compte allemand et étranger, que 94.897 tonnes de registre brutes, et les armateurs allemands avaient

commandé aux constructeurs anglais 98.087 tonnes.

En 1900, les chantiers allemands ont construit, pour le compte allemand et étranger, 447 navires jaugeant 382.070 tonnes de registre brutes.

Les chantiers les plus importants de l'Allemagne sont installés à Hambourg, Stettin, Vegesack, Dantzig, Kiel, Rostock, Bremerhaven, etc.... Ce sont ceux de Hambourg qui occupent le plus d'ouvriers.

*
* *

Le mouvement de la navigation maritime du port de Hambourg représente, à lui seul, plus de 50 0/0 de la navigation maritime totale de l'Allemagne (15.548.000 tonnes en 1899 sur un ensemble de 29.111.000 tonnes). En 1875 ce mouvement n'avait été que de 4.137.000 tonnes et il s'est successivement élevé à 5.442.000 tonnes en 1880, 10.417.000 tonnes en 1895 et 16.087.673 tonnes en 1900.

Le tableau suivant, donnant le mouvement des principaux ports de l'Europe continentale aux mêmes dates, intéressera nos lecteurs :

Mouvement maritime des principaux ports de l'Europe continentale en 1875, 1880, 1890, 1895 et 1899

(Milliers de tonnes)

Ports	1875	1880	1890	1895	1899
Hambourg	4.137	5.442	10.417	12.534	15.548
Anvers.........	4.216	6.086	9.522	10.679	13.590
Gênes..........	3.109	3.775	6.720	7.936	9 050
Marseille.......	5.521	7.235	9.601	9.446	12.118
Le Havre.......	3.285	4.518	5.626	5.368	5.468

Ainsi, en 1890, le mouvement maritime de Hambourg ne dépassait celui de Marseille que de 816.000 tonnes ; en 1899, la différence a été de

3.430.000 tonnes. Pour 1900, le mouvement de Marseille ayant atteint 12.296.254 tonnes, l'écart est exactement de 3.791.419 tonnes.

D'après un récent rapport de M. E. Cor (14 août 1901), les lignes de navigation à vapeur qui desservent actuellement le port de Hambourg sont au nombre de 118, dont 71 sous pavillon allemand. Sur ces lignes 86, dont 43 allemandes, relient Hambourg à des ports européens et 32, dont 28 allemandes, assurent ses rapports commerciaux avec les ports extra-européens.

Au 1er janvier 1901, la flotte marchande hambourgeoise comprenait 488 vapeurs jaugeant 745.995 tonneaux et 314 voiliers jaugeant 242.661 tonneaux; soit au total 802 navires et 988.656 tonneaux de jauge.

En 1850, la flotte de Hambourg ne comptait que 326 navires jaugeant 71.257 tonneaux, soit une capacité moyenne de 249 tonneaux par navire.

Depuis cette date, l'effectif de la flotte hambourgeoise a suivi la progression suivante :

1860.........	486	navires	142.416	tonneaux	292	moyenne
1870.........	439	—	184.496	—	420	—
1880.........	491	—	244.279	—	498	—
1890.........	587	—	538.229	—	917	—
1900.........	802	—	988.656	—	1.233	—

Donc, entre 1890 et 1900, le tonnage de la flotte hambourgeoise a augmenté de 84 0/0 et la capacité moyenne des navires de 34 0/0.

La prospérité inouïe de Hambourg tient à plusieurs causes : D'abord à sa situation admirable sur l'embouchure de l'Elbe, qui est la meilleure voie fluviale de l'Allemagne du Nord; ensuite à l'accroissement rapide de la population allemande, qui oblige ce pays à importer de l'étranger une

part de plus en plus grande de son alimentation; au développement industriel de l'Allemagne, qui a nécessité une plus grande importation de matières premières et provoqué une forte augmentation du volume des exportations; enfin aux industries locales qui sont groupées autour du port maritime.

Ces industries employaient 18.405 ouvriers en 1880, 30.106 en 1890, 42.707 en 1900.

Les deux tiers du commerce extérieur de l'Allemagne s'effectuent par la voie maritime, et Hambourg absorbant à lui seul plus de 50 0/0 de la navigation maritime allemande, sa prospérité actuelle s'explique aisément.

D'ailleurs, il faut observer que le tonnage maritime du port de Hambourg a augmenté dans une proportion beaucoup plus considérable que l'ensemble de la navigation maritime allemande.

Mouvement général de la Navigation maritime de l'Allemagne, de 1890 à 1899

Années	Entrées		Sorties		Totaux	
	Nombre	Milliers de tonn.	Nombre	Milliers de tonn.	Nombre	Milliers de tonn.
1890....	54.834	12.016	46.512	9.093	101.346	21.109
1891....	56.564	13.291	47.580	9.724	104.144	23.015
1892....	56.263	13.101	47.756	9.550	104.019	22.651
1893....	57.224	13.583	49.815	10.009	107.039	23.592
1894....	60 732	14.756	53.625	10.733	114.357	25.489
1895....	57.436	14.225	49.948	10.228	107.384	24.453
1896....	62.631	14.504	54.150	10.426	116.781	24.930
1897....	66.383	15.305	56.580	11.046	122.963	26.351
1898....	74.954	16.484	64.187	12.010	139.141	28.494
1899....	77.414	16.787	65.839	12.324	143.253	29.111

Ainsi, le mouvement général de la navigation allemande entre 1890 et 1899 n'a augmenté que de 8.002.000 tonnes, ou 38 0/0, tandis que, pendant la même période, le port de Hambourg a progressé de 5.131.000 tonnes ou 49 0/0.

Cela revient à dire que le port de Hambourg a absorbé, à lui seul, les 64 0/0 de l'augmentation de tonnage dont la navigation maritime allemande a bénéficié de 1890 à 1899.

Le développement de la flotte marchande allemande se retrouve dans le tonnage par pavillon :

Mouvement général de la Navigation allemande par pavillon

(*Milliers de tonneaux*)

Années	Entrées		Sorties		Totaux	
	Allemands	Etrangers	Allemands	Etrangers	Allemands	Etrangers
1890....	6.207	5.809	5.312	3.781	11.519	9.590
1891....	6.876	6.415	5.818	3.906	12.694	10.321
1892....	6.812	6.289	5.866	3.684	12.678	9.973
1893....	7.034	6.549	6.210	3.799	13.244	10.348
1894....	7.598	7.158	6.683	4.050	14.281	11.208
1895....	7.340	6.885	6.505	3.723	13.845	10.608
1896....	7.527	6.977	6.505	3 921	14.032	10.898
1897....	8.091	7.214	7.019	4.027	15.110	11.241
1898....	8.748	7.736	7.660	4.350	16.408	12.086
1899....	9.458	7.329	8.148	4.176	17.606	11.505

En 1890, les navires battant pavillon allemand ne transportaient que 1.929.000 tonnes de plus que les navires étrangers ; en 1899, la différence, au profit du pavillon allemand, a atteint 6.101.000 tonnes. En d'autres termes, sur l'augmentation survenue entre 1890 et 1899, soit 8.002.000 tonnes, la marine allemande a retenu 6.087.000 tonnes, soit 76 0/0, et la marine étrangère seulement 1.915.000 tonnes ou 24 0/0.

En se reportant à nos études sur l'Angleterre, les Etats-Unis et la France, on constatera qu'un phénomène absolument contraire s'est produit dans ces trois pays.

IV

Production minière et industrie métallurgique

La production carbonifère allemande, qui atteignait à peine 48 millions de tonnes en 1875, s'est progressivement élevée à 59 millions de tonnes en 1880, à 89 millions de tonnes en 1890 et à 149 millions 550.000 tonnes en 1900. Ces deux derniers chiffres, qui représentent aussi la consommation indigène — car les exportations de houille allemande sont à peu près égales aux importations de même nature —, nous indiquent déjà l'évolution industrielle qui s'est accomplie en Allemagne au cours des dix dernières années et qui a porté l'ensemble de son commerce extérieur de 47.507.000 tonnes et 9.344 millions de francs en 1890, à 78 millions 593.000 tonnes et 12.971 millions de francs en 1900.

Voici d'abord les chiffres officiels de la production annuelle de l'Allemagne en houille, lignite et minerai de fer :

Production minière allemande de 1890 à 1900 :

(*Milliers de tonnes*)

Années	Charbon	Lignite	Minerai de fer
1890	70.237	19.053	11.406
1891	73.715	20.536	10.657
1892	71.372	21.172	11.540
1893	73.852	21.574	11.457
1894	76.741	22.064	12.392
1895	79.169	24.788	12.349
1896	85.690	26.781	14.162
1897	91.055	29.419	15.466
1898	96.309	31.649	15.901
1899	101.621	34.203	17.990
1900	109.271	40.279	18.964

Le principal bassin houiller de l'Allemagne est celui de la Westphalie, dont le fameux Syndicat général établi à Essen, le *Rheinisch Westfalische Kohlensyndikat*, contrôle les neuf dixièmes de la production.

Les mines westphaliennes ont donné, à elles seules, 59.620.000 tonnes de houille en 1900, et si la progression constatée depuis 1895 se poursuit encore pendant cinq années, elles produiront en 1905 près de 80 millions de tonnes, c'est-à-dire le double de leur production de 1895.

Le Syndicat rhénan-westphalien a exercé une influence considérable non seulement sur l'industrie minière allemande, qu'elle a stimulée et en quelque sorte réglementée, mais aussi sur l'industrie métallurgique indigène, dont toutes les branches ont aujourd'hui des *cartels* plus ou moins copiés sur celui du grand Syndicat d'Essen.

Contrairement au *trust* américain, qui a pour tendance de fusionner sous une raison sociale unique toutes les industries similaires, et de centraliser dans une seule entité tous les éléments de

la production et de la vente sur le marché intérieur d'une marchandise déterminée, le *cartel* allemand ne constitue qu'une entente passagère entre les producteurs d'une même marchandise, ayant pour but de vendre en commun, et à des conditions réglées d'avance, la totalité de la production des syndiqués.

Le *cartel* allemand n'est conclu que pour un laps de temps relativement court, variant généralement entre cinq et dix années, chaque syndiqué restant maître de sa maison, de ses usines et continuant à être responsable de son exploitation particulière.

L'action du *cartel* allemand ne s'exerce donc que sur la vente du produit à la consommation; mais cela suffit aux producteurs syndiqués, qui trouvent ainsi, dans les périodes de dépression économique, une stabilité et une fermeté des prix sur le marché intérieur leur permettant d'attendre la reprise.

D'ailleurs, le Gouvernement et les principales Chambres de Commerce de l'Allemagne sont, en principe, favorables à ces groupements, qui ne peuvent se constituer pratiquement que pour les marchandises de grande consommation et de production relativement uniforme, telles que la houille, la fonte, l'acier, le sucre, etc....., et qui ne peuvent se maintenir — comme les *trusts* américains — que grâce à la protection douanière et à la tolérance des pouvoirs publics.

En ce qui concerne spécialement le Syndicat des Houilles de Westphalie — le plus important de tous — M. Georges Villain, dans sa très remarquable étude sur *Le Fer, la Houille et la Métal*

lurgie à la fin du XIXe siècle, a donné les renseignements suivants :

« Les charbonnages westphaliens donnent plus de la moitié de la houille extraite en Allemagne, et le double de la Silésie, qui produit 25 millions de tonnes; d'autre part, la région de Saarbrück fournit 10 millions 1/2; la Saxe livre 4 millions 1/2. Les autres houillères situées dans la Bavière et l'Alsace-Lorraine ne produisent pas beaucoup plus de 3 millions de tonnes.

« Dans ces conditions, il est de toute évidence que le Syndicat d'Essen, qui a extrait, en 1898, 44.866.000 tonnes, et, en 1900, 52.081.000 tonnes de houille, exerce sur le marché des combustibles une influence considérable.

« On doit reconnaître que, conformément au programme qui lui avait été tracé par le Gouvernement prussien, son action prépondérante s'est exercé avec une certaine modération.....

« Evidemment, les gens sages du Syndicat ont atténué quelque peu le mouvement de hausse que ne pouvait que provoquer la grande activité des affaires. Ils voulaient éviter le reproche de faire de leur entente commerciale un *trust* à l'américaine. Seulement, il est un moment où l'intérêt particulier prend le pas sur des considérations ou prime seulement l'intérêt général. Et, précisément, le grand danger des Syndicats de vente ou des Associations limitatives de production, c'est que la hausse des prix ne résulte plus, comme autrefois, du libre jeu des forces économiques, de la concurrence normale des acheteurs et des vendeurs, de l'action tout impersonnelle de la loi de l'offre et de la demande, mais bien de la volonté plus ou moins réfléchie du petit groupe d'individus qui dirige effectivement les affaires du Syndicat ».

En effet, pour maintenir la stabilité des prix, les Syndicats de vente sont obligés de réduire ou ra-

lentir la production pendant les périodes de dépression industrielle et ils se trouvent alors dans l'impossibilité de faire face à tous les besoins de la consommation lorsque la reprise se manifeste brusquement comme en 1899-1900.

Pendant l'année 1900, en raison de la guerre du Transvaal et des circonstances exceptionnelles que l'on connaît, la spéculation poussa la houille, en Allemagne, à des prix qu'on n'avait plus constatés depuis la crise de 1872. Le Syndicat général d'Essen fut violemment pris à parti par les adversaires des *cartels* et au cours d'une grande interpellation qui eut lieu au Reichstag les 3, 6 et 7 décembre 1900, vingt-quatre orateurs parlèrent pour ou contre son fonctionnement.

La lecture des discours prononcés et des documents versés aux débats montre clairement que le Gouvernement impérial et les grandes Chambres de commerce allemandes n'ont pas rendu responsable le Syndicat d'Essen de la hausse de la houille, qui a surtout atteint les petits consommateurs.

Répondant à MM. Heim et Muller-Fuldo, qui, ayant mis le Syndicat en cause, demandaient « quelles étaient les intentions des gouvernements alliés, en vue de remédier efficacement à la cherté du charbon, qui éprouve durement les populations et d'empêcher le retour de faits semblables », M. Brefeld, ministre du commerce et de l'industrie, déclara que le Gouvernement impérial ne pouvait avoir aucune influence sur la fixation des prix par le commerce.

En ce qui concerne ces prix, le Ministre expliqua que ceux des producteurs (c'est-à-dire du Syndicat) avaient été beaucoup moins élevés que

ceux du commerce de deuxième et de troisième main ; que les intermédiaires entre les producteurs et les petits consommateurs avaient abusé de la situation, et que, d'autre part, les journaux avaient accentué la hausse en poussant le public à faire au même moment de très fortes commandes, sous prétexte d'éviter les conséquences d'une nouvelle hausse. M. Brefeld affirma, d'ailleurs, que la hausse avait un caractère général et qu'elle s'était produite avec plus d'intensité dans les autres pays qu'en Allemagne.

Cela est rigourement exact, car le prix moyen de la tonne (tout-venant), aux houillères allemandes, ne s'est élevé que de 11 fr. 55 en 1898-1899, à 12 fr. 15 en 1899-1900 et à 13 fr. 40 en 1900-1901, soit une hausse d'environ 17 0/0, alors que pendant la même période, la hausse a varié entre 40 et 80 0/0 en Angleterre, en France, en Belgique et en Hongrie.

Voici, à titre de simple renseignement, le prix moyen de la tonne de houille dans les quatre grands centres charbonniers de l'Europe pendant les cinq dernières années :

Prix moyen annuel de la tonne à la mine :

	1897	1898	1899	1900	1901
France (char. du Nord)	10 69	12 62	16 23	23 30	18 92
Angleterre (Cardiff) ..	12 19	20 32	17 20	28 50	15 03
Belgique (Charleroi) ..	20 75	20 65	23 46	32 59	25 58
Allemagne (Saarbruck	12 04	12 29	12 99	14 69	15 94

Il est donc incontestable que l'industrie allemande, prise dans son ensemble, n'a pas eu trop à se plaindre du *cartel* charbonnier, puisque, en fin de compte, les prix de la houille n'ont pas subi en Allemagne la majoration excessive constatée

entre 1899 et 1900 en France, en Angleterre et en Belgique.

En sera-t-il de même dans l'avenir ? Le Reichstag n'a pas voulu se poser cette question, car la grande discussion de décembre 1900 a été close sans vote d'ordre du jour, sans sanction d'aucune sorte : les choses resteront en l'état jusqu'à la prochaine crise.

Quoi qu'il en soit, la consommation carbonifère allemande a progressé de plus de 60 0/0 entre 1890 et 1900, et le tableau suivant va prouver que c'est la production indigène qui a fait face à toutes les nouvelles demandes de l'industrie :

Le Charbon en Allemagne

(Milliers de tonnes)

Années	Production indigène de charbon et lignite	Importation	Exportation	Consommation nationale
1890	89.290	10.671	9.164	90.998
1891	94.251	11.838	9.536	96.553
1892	92.544	11.138	8.971	94.711
1893	95.426	11.369	9.700	97.095
1894	98.805	11.674	9.760	100.719
1895	103.957	12.298	10.380	105.875
1896	112.471	13.114	11.614	113.971
1897	120.474	14.183	12.409	122.248
1898	127.958	14.270	14.011	128.217
1899	135.824	14.837	13.964	136.697
1900	149.550	15.344	15.329	149.565

La consommation moyenne par habitant, qui était de 1.841 kilogr. en 1890, s'est élevée à 2.654 kilogr. en 1900, soit une augmentation de 44 0/0 entre les deux années comparées. Pendant la même période la consommation moyenne par habitant en France est passée de 913 kilogr. à 1.201 kilogr., ne représentant qu'une augmentation de 31 0/0.

Indépendamment de la houille et du minerai de fer, l'industrie minière allemande fournit encore à l'industrie indigène : 734.000 tonnes de cuivre, 664.000 tonnes de zinc, 144.000 tonnes de plomb, 2.500.000 tonnes de sels de potasse, 58.000 tonnes de manganèse, 861.000 tonnes de sels gemmes, etc... La valeur globale de cette production est estimée à environ 2 milliards de francs.

*
* *

L'industrie métallurgique allemande s'est developpée d'une manière encore plus rapide que la production houillère proprement dite et ce résultat doit être attribué à plusieurs causes que nous indiquerons sommairement.

Voici d'abord la progression de la production sidérurgique depuis 1890, d'après la statistique officielle allemande :

Produits de la Fonte, du Fer et de l'Acier
en Allemagne, de 1890 à 1900

(Milliers de tonnes)

Années	Fonte		Fers en lingots et Aciers		
	Nombre de Hauts Fourn.	Produits	Nombre d'usines	Quantités traitées	Produits
1890.......	224	4.658	115	2.921	2.228
1892.......	215	4.937	117	3.366	2.558
1893.......	204	4.986	122	3.641	2.751
1894.......	208	5.380	139	4.035	3.160
1895.......	212	5.464	146	4.659	3.638
1896.......	229	6.372	149	4.994	3.959
1897.......	242	6.881	158	6.020	4.816
1898.......	253	7.313	164	6.512	5.133
1899.......	263	8.143	170	7.318	5.778
1900.......	275	8.520	177	8.112	6.325

Ces résultats sont véritablement prodigieux ; ils

n'ont été dépassés que par la production américaine, mais ils laissent loin derrière eux les progrès que les métallurgistes anglais ont péniblement réalisés pendant la même période.

Voici, d'ailleurs, la progression constatée, entre 1890 et 1900, dans les diverses branches de l'industrie allemande du fer et de l'acier :

Production des Usines Métallurgiques allemandes
en 1890 et 1900

Désignation	1890	1900
Nombre d'exploitations	115	177
Matière travaillée.... (Tonnes)	2.921.000	8.112.000
Production :	Tonnes	Tonnes
Aciers demi-ouvrés	618.000	1.508.000
Rails en acier	559.000	792.000
Traverses de fer..............	129.000	201.000
Matériel roulant..............	92.000	155.000
Fer de commerce...............	308.000	2.132.000
Plaques de tôle...............	186.000	773.000
Fer-blanc	21.000	34.000
Fils métalliques..............	217.000	479.000
Tuyaux	7.000	30.000
Matériel de guerre............	10.000	26.000
Divers........................	81.000	195.000
Total..................	2.228.000	6.325.000
Moyenne par usine	19.374	35.734

Tous ces chiffres, de même que ceux des tableaux précédents, sont tirés de la statistique officielle allemande; ils diffèrent de quelques milliers de tonnes des statistiques d'ensemble publiées chaque année en Angleterre et en Belgique, mais l'écart est insignifiant et ne peut, dans aucun cas, modifier la portée de la comparaison à établir entre les années 1890 et 1900.

Pendant cette période de dix années la produc-

tion métallurgique allemande a doublé d'importance : Voilà un premier fait indéniable !

L'industrie métallurgique allemande est régie par de nombreux Syndicats, fonctionnant d'après le même principe que celui des houillères rhénanes et westphaliennes et dont les six principaux sont les suivants :

1° Le Syndicat général des fontes *(Roheisen Syndikat)*, créé en 1897. Il a son siège à Dusseldorf et groupe trois Syndicats locaux ;

2° Le Syndicat des aciers demi-ouvrés *(Halbzeng Verband)*, fondé en 1896 avec siège social à Dusseldorf : Il contrôle la production de toutes les usines de la Westphalie, du Rhin, de la Moselle, de la Sarre et même du Luxembourg ;

3° Le Syndicat des poutrelles *(Traeger Syndikat)*, ayant également son siège social à Dusseldorf. Sa constitution date de 1899 et son contrôle s'exerce sur la production de trois groupements qui fonctionnaient isolément avant cette date ;

4° Le Syndicat des fils laminés *(Walzdraht Syndikat)*, fondé en 1896 et dont le siège est à Hagen, en Westphalie ;

5° Le Syndicat des tôles *(Grobblech Syndikat)*, établi dans la vallée de la Ruhr, à Essen, comme le Syndicat du charbon. Il a été créé en 1897 et s'est transformé en Société anonyme en 1898 ;

6° Enfin, le Syndicat des tréfileurs *(Drahtfabrikanten Verband)* datant de 1899 et dont le contrôle embrasse les principales usines de l'Allemagne du Nord, de la Saxe, de la Silésie et de l'Allemagne du Sud.

L'organisation de ces grands Syndicats est à peu près identique à celle du Syndicat houiller d'Essen ; elle a été résumée de la manière suivante

dans un rapport de M. Pingaud, consul de France à Dusseldorf :

« Les contractants sont naturellement obligés de vendre toute leur production au Syndicat. Les prix de vente sont établis d'un commun accord entre tous les associés, ainsi que les prix d'achat. Dans la fixation des prix entrent en ligne de compte : le taux des salaires, le coût des matières premières, les besoins du marché et l'abondance des demandes.

« Les conditions de vente sont ainsi déterminées en général et les modifications qui pourraient être apportées sont décidées par l'assemblée générale pour chaque cas particulier.

« Chaque membre associé se soumet sans condition aux décisions et aux mesures prises par le Syndicat; des pénalités très fortes sont infligées aux délinquants sous forme d'amendes conventionnelles. A son entrée dans le Syndicat, chaque membre dépose, pour garantir l'exécution de ses obligations, des acceptations en blanc qui sont, en cas de contraventions aux statuts, mises en circulation jusqu'à concurrence de l'amende encourue.

« Les Syndicats se couvrent de leurs frais généraux par prélèvement d'une majoration (sur le prix d'achat) fixée par l'assemblée générale à un tant pour cent du prix des factures. Si les fonds ainsi constitués sont supérieurs aux dépenses, l'excédent est réparti entre tous les membres. »

Les syndicats de vente, ou *cartels,* ont certainement contribué au développement industriel de l'Allemagne en donnant aux diverses industries une promesse de sécurité du lendemain et des certitudes de bénéfices qui ont poussé les banques et le public à engager d'importants capitaux dans les affaires nouvelles. Mais, à côté de ces facteurs particuliers, il est juste de placer l'éducation pratique, l'instruction professionnelle et technique, dont les

industriels allemands bénéficient depuis un quart de siècle.

En 1876, à l'Exposition universelle de Philadelphie, l'industrie métallurgique allemande fit une si piteuse figure que le représentant de l'Allemagne, dans le jury de cette Exposition, écrivit lui-même : « L'industrie allemande ne produit que des objets de mauvaise qualité et de minime valeur ; elle n'a fait aucun progrès ni comme goût, ni comme invention ; et, en fait d'outillage industriel, elle n'exhibe que ses gigantesques canons Krupp, qui se dressent comme une menace au milieu des produits pacifiques envoyés par les autres nations. »

Après l'Exposition universelle de Paris de 1900, le rapport annuel de l'Union des commerçants et industriels de Berlin (mars 1901), a pu dire au contraire :

« L'Exposition de Paris a montré clairement l'importance que l'exemple donné par les grandes Sociétés d'électricité allemandes avait eu pour l'ensemble de l'industrie électrique en Europe. Parmi les objets exposés par les maisons étrangères, on trouvait toutes sortes de types dont la création et les perfectionnements provenaient, jusque dans les moindres détails, de modèles allemands.

« Le pays où avait lieu l'Exposition, lui-même, ne faisait pas exception sous ce rapport et cela s'explique par cette circonstance que les plus grandes maisons allemandes d'industrie électrotechnique sont plus ou moins intimement liées aux Sociétés françaises. Le travail intellectuel des ingénieurs allemands apparaît ainsi directement dans les produits de l'industrie étrangère. »

Cela est exact et dans un rapport publié en 1899, c'est-à-dire un an avant l'Exposition universelle

de Paris, notre consul général de Leipzig, le marquis d'Héricourt, avait déjà signalé ce fait :

« Les conséquences de la grande diffusion de l'enseignement technique en Allemagne sont considérables. C'est à lui qu'on doit l'emploi si répandu des machines. Les patrons, en effet, instruits autrement que par la routine sont accessibles au progrès. Ils ont appris la nécessité d'avoir un bon outillage, et ils n'hésitent pas à faire des sacrifices pour se le procurer ; et comme, d'autre part, ils ont des contremaîtres et des ouvriers connaissant la théorie et l'ensemble du métier, ils peuvent faire des modifications ou des changements complets dans leur matériel de fabrication, sans craindre d'apporter trop de troubles dans le travail de leurs usines.

« C'est également le grand nombre d'ingénieurs sortant chaque année des écoles allemandes, qui fait que les maisons importantes en ont souvent un ou plusieurs qui leur sont attachés pour étudier les progrès nouveaux, et même pour en chercher. »

Et M. Georges Blondel qui a étudié de très près l'organisation des écoles techniques et industrielles allemandes et qui a observé, sur le vif, les résultats féconds de l'association étroite du savant et de l'usinier, a dit de son côté :

« Il ne suffit pas, pour un peuple, de posséder des savants éminents, il faut que les méthodes des savants pénètrent le plus rapidement possible au sein des masses, que leurs découvertes soient transformées en richesses par les industriels et les travailleurs. Or, l'Allemagne s'est ingéniée à mettre la science à la portée de tous.

« Les grandes usines ne se contentent même pas de leur propre personnel. Elles s'attachent encore régulièrement, comme conseils, les professeurs d'universités les plus renommés, et s'assurent la propriété de

leurs découvertes éventuelles. Les savants allemands ne dédaignent point, d'ailleurs, de prendre eux-mêmes et en leur nom des brevets qu'ils cèdent ensuite aux fabriques qui désirent les exploiter,

« C'est un vrai drainage de la production scientifique au profit de l'industrie. Et si les progrès de la chimie pure ont exercé une influence féconde sur l'industrie, celle-ci à son tour a fait bénéficier la science de nombreux perfectionnements réalisés dans les usines. Par l'étendue et la puissance des moyens qu'elle met en œuvre, elle a permis à bien des savants allemands de mener à bonne fin des recherches qu'il eût été impossible de réaliser sans de fortes dépenses et de grandes pertes de temps dans les laboratoires des universités. »

Bref, c'est à cet ensemble de circonstances favorables que l'Allemagne est redevable du développement industriel survenu entre 1890 et 1900, et dont les tableaux précédents nous ont indiqué l'importance : mais on peut se demander aujourd'hui si ce développement n'a pas été trop rapide et si, après une merveilleuse période de prospérité générale, l'Allemagne n'aura pas à souffrir de sa trop brusque transformation économique.

* * *

Quelles sont les causes principales de la crise industrielle qui s'est manifestée en Allemagne dès la fin de l'année 1900 et qui s'est poursuivie avec une réelle intensité pendant toute l'année 1901?

Voici comment nos agents diplomatiques et consulaires les expliquent généralement, d'après les rapports des Chambres de commerce et des Syndicats allemands eux-mêmes :

Notre ambassadeur à Berlin, le marquis de Noailles, écrivait à la date du 1er mai 1901 :

« Tout d'abord le développement pris, depuis quelques années, par l'industrie métallurgique allemande n'a pas été sans inconvénient. Tout le monde s'accorde aujourd'hui à constater que l'on a été trop vite. L'élévation des prix a fait naître beaucoup d'usines nouvelles. Un grand nombre d'anciennes entreprises ont été développées dans de larges proportions. Il en est résulté une surproduction. En même temps, les affaires de Chine, la guerre sud-africaine venaient paralyser les transactions de l'Allemagne dans deux régions qui lui avaient offert depuis quelques années un important débouché.

« Cette situation se maintiendra-t-elle ou bien la sorte de crise que traverse actuellement l'industrie métallurgique allemande n'est-elle qu'un mal passager? Les avis à ce sujet sont très partagés. Les organes officiels des producteurs, syndicats, etc., font, en général, montre d'optimisme. Le rapport qui a été lu, il y a quelques jours, à l'assemblée de l'Union des métallurgistes allemands, section de Dusseldorf, s'attache notamment à réagir contre les appréciations alarmistes qui ont été émises depuis quelque temps. Ce document expose que la guerre sud-africaine, la crise chinoise seront bientôt terminées. Deux importants marchés vont donc se rouvrir sous peu aux exportations allemandes. D'autre part, les projets de budgets allemand et prussien prévoient l'un et l'autre, pour le prochain exercice, de grands travaux publics qui nécessiteront l'emploi d'une quantité considérable de produits métallurgiques. Enfin, le rapport exprime l'espoir que, en présence de la situation actuelle, les principaux producteurs, qui s'étaient refusés jusqu'ici à conclure aucun « cartel », feront taire leurs préventions et qu'on réussira ainsi à former en Allemagne un grand Syndicat analogue à ceux qui ont déjà réussi à maintenir les prix pour diverses catégories de marchandises.

« Cet optimisme ne paraît pas partagé par la généralité des intéressés. On semble appréhender dans la plupart des milieux industriels que les causes qui ont amené la situation actuelle ne persistent quelque temps encore. On redoute, d'autre part, une recrudescence de la concurrence américaine. Plusieurs personnes appartenant au monde des affaires m'ont tout récemment manifesté la crainte que d'assez nombreuses usines ne fussent, dans un délai assez rapproché, obligées d'éteindre leurs fourneaux et de cesser leurs opérations. »

M. Emerat, gérant du Consulat français à Cologne, disait à peu près à la même date :

« La Chambre de commerce de Cologne n'ose pas se prononcer sur les conséquences que la situation actuelle réserve à l'essor économique du pays, car elle voit l'industrie allemande trop étroitement dépendante et trop à la merci des événements qui peuvent surgir. Elle reconnaît que si les conditions économiques ne sont pas plus mauvaises encore, c'est à l'action salutaire des syndicats qu'il faut l'attribuer. Ceux-ci ont empêché les prix de tomber trop bas, comme autrefois à l'époque de prospérité, ils avaient modéré l'allure ascendante des prix. Cette action a cependant rencontré de la résistance, particulièrement dans l'industrie du fer, où certaines usines de produits ouvrés se sont vues obligées de vendre leurs produits au prix de la matière première, c'est-à-dire sans bénéfice aucun. La consommation s'étant ralentie, les commandes n'arrivaient plus et le prix des matières premières s'était également sensiblement accru. »

Examinant le commerce et l'industrie de la Silésie, M. Galbelé, vice-consul de France à Breslau, écrivait dans son rapport du 5 juillet 1901 :

« La cause principale du ralentissement général des

affaires est à chercher dans l'exagération même de la spéculation, qui eut pour conséquence une hausse formidable des prix de toutes les matières ainsi que de la main-d'œuvre, l'agrandissement des usines existantes et la création d'établissements nouveaux.

« Comme il était facile de le prévoir, la production sans cesse croissante de presque toutes les industries en est arrivée à dépasser considérablement les demandes, lesquelles, de leur côté, se sont trouvées sensiblement ralenties par suite de la cherté même des produits et du manque de confiance du commerce.

« Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'il se soit produit une réaction violente qui eut pour conséquence une baisse de presque toutes les valeurs industrielles, dont la fin n'est pas encore à prévoir, occasionnant ainsi une perte énorme pour la fortune publique du pays et décourageant pour longtemps tout esprit d'entreprise.

« La création de Syndicats avait paru devoir rendre possible le maintien des prix et faire éviter les trop violentes variations; cependant, jamais il n'y en eût autant que pendant ces derniers temps, s'étendant aux produits les plus divers : il n'en est pas moins résulté des baisses de prix formidables dans le courant de l'année.

« Une des rares coalitions qui a pu résister et qui, par ce fait même, a porté atteinte aux autres branches industrielles par ses prix élevés pour un produit indispensable à toutes les industries, a été celle des négociants de houille, qui ont pu maintenir et même élever leurs prix malgré le ralentissement général des affaires, grâce aux quantités de houille énormes absorbées par le transport des troupes nécessité par la guerre du Transvaal et par les troubles de Chine.

« Il en a été de même pour l'industrie du sucre, dont les produits sont protégés par des droits élevés, et qui, par la création d'un Syndicat, a maintenu ses prix de vente à un prix très élevé.

« L'industrie sucrière allemande a besoin, plus que

nulle autre, de l'exportation. C'est pour cette raison que la Chambre de Commerce proteste contre les droits d'entrée élevés qui protègent cette industrie, lui permettant de renchérir le prix du sucre dans l'intérieur du pays, tandis qu'elle le livre à bien meilleur marché à l'extérieur. »

En résumé, les appréciations relatives à la crise industrielle que traverse actuellement l'Allemagne peuvent se résumer ainsi : Il faut attribuer la cause principale de cette crise à la surproduction industrielle des dernières années. Les industriels ont été poussés dans cette voie dangereuse par les établissements de crédit allemands qui ont cherché à se procurer de gros bénéfices par la création de nouveaux titres industriels passés ensuite au public avec des primes importantes.

C'est la *Gazette de Francfort* qui le constatait elle-même en octobre dernier :

« Toute notre vie économique est basée sur le crédit, si bien qu'on a justement nommé notre époque celle du crédit. Or, cette base est maintenant ébranlée. La secousse actuelle est la conséquence des fautes commises durant la période précédente. On a accordé, durant ces dernières années, des crédits à pleines mains, sans s'enquérir suffisamment s'ils étaient justifiés. C'est à ces crédits excessifs qu'il faut attribuer l'expansion, à quelques égards malsaine, de notre industrie. »

Et ce grand journal, qui avait jusqu'alors défendu l'action des Syndicats, faisait encore cette observation :

« Sous le règne du Syndicat des fers, une baisse progressive s'est produite dans l'industrie sidérurgique allemande, cette tendance subsiste et s'accuse de plus

en plus... Si les Syndicats veulent justifier leurs droits à l'existence, ils devront reviser leur organisation et l'établir sur des bases sérieuses, sur des principes commerciaux sains et s'affranchir surtout de l'esprit de spéculation. »

La situation paraît s'améliorer aujourd'hui et il est probable que si les financiers et les industriels allemands, en gens pratiques qu'ils sont, tiennent compte de la leçon et évitent de retomber dans les erreurs commises en 1898 et 1899 (nous reviendrons sur ces erreurs dans le chapitre que nous consacrerons aux créations des Banques allemandes), l'Allemagne retrouvera assez facilement son équilibre économique.

Nous ne connaissons pas encore les résultats détaillés de la production métallurgique de l'année 1901, mais nous savons que les Syndicats se sont ingéniés pour atténuer les effets de la crise, à réduire la production des fontes et des fers travaillés. La production totale de la fonte de toute nature à été ramenée à 7.786.000 tonnes, contre 8.520.000 tonnes en 1900, soit environ 9 0/0 en moins, et la consommation intérieure du fer a diminué elle-même de 14 0/0.

La crise de croissance industrielle que l'Allemagne traverse en ce moment, et qui ne mettra certainement pas en péril sa vitalité matérielle et intellectuelle, est cependant d'une nature assez délicate :

Depuis 1890, ce grand pays a manifestement cessé d'être une nation agricole pour devenir une grande nation d'exportation industrielle. La valeur des objets manufacturés allemands exportés à l'étranger, qui ne dépassait, en 1890, que de 1.458 millions de francs la valeur des objets ma-

nufacturés importés en Allemagne par l'industrie étrangère, lui a laissé, en 1900, un excédent net de 2.228 millions. C'est évidemment un très beau résultat.

Mais pour obtenir ce supplément de recettes extérieures de 770 millions de francs, l'Allemagne a dû payer à l'étranger un solde déficitaire de matières premières de 2.115 millions de francs, contre 1.328 millions en 1890 (soit 787 millions de plus), et un solde déficitaire de produits alimentaires de 1.556 millions de francs contre 1.158 millions en 1890 (soit 398 millions de plus).

De sorte, qu'en fin de compte, les 770 millions d'excédent d'exportations de produits manufacturés obtenus entre 1890 et 1900 par l'Allemagne ont, pour contre-partie, un excédent d'importations de 1.185 millions de francs en matières premières et en produits alimentaires étrangers.

Il s'agit donc de savoir si l'Allemagne, en devenant trop brusquement une nation à industrie extensive, n'a pas forcé la nature de sa constitution économique et n'a pas ainsi porté une atteinte sérieuse à d'autres grands éléments de sa puissance matérielle. C'est ce que l'avenir seul pourra nous dire.

V

Les Banques allemandes
Les Émissions de Valeurs mobilières
Les Nouvelles Sociétés par actions

Au cours des dix dernières années, les Banques ont joué dans la vie économique de l'Allemagne un rôle plus important que dans nul autre pays : il est donc intéressant d'étudier de très près leur organisation et leur fonctionnement.

A la fin de 1900, il existait en Allemagne 165 Banques ainsi décomposées : 8 Banques d'émission ; 118 Banques de crédit et 39 Banques hypothécaires.

La principale des Banques d'émission est naturellement la *Banque Impériale d'Allemagne*, ou *Reichsbank*, créée par la loi du 14 mars 1875 au capital social de 150 millions de francs, porté à 225 millions de francs en avril 1899, lors du renouvellement du privilège de ce grand Etablissement. Le nouveau capital était à émettre en deux fois : la moitié avant le 31 décembre 1900 et l'autre moitié avant le 31 décembre 1905.

Les actions anciennes étaient de 3.000 marks ou 3.750 francs. Cette division a été maintenue pour les 40.000 actions primitives, mais les actions nou-

velles seront au capital nominal de 1.000 marks ou 1.250 francs.

Le rôle de la *Banque Impériale d'Allemagne* est à peu près analogue à celui de la *Banque de France*, car, en dehors de l'émission des billets, elle fait l'escompte et la négociation des lettres de change, les avances sur titres et lingots d'or et reçoit des dépôts et comptes-courants créditeurs.

Avant 1899, sur les bénéfices qu'elle réalisait, elle prélevait d'abord un dividende de 3 1/2 0/0 pour ses actionnaires; puis un prélèvement de 20 0/0 à verser à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve eut atteint 37.500.000 fr.; le surplus était ensuite partagé par moitié entre les actionnaires et l'Etat, mais lorsque la part des actionnaires, y compris les 3 1/2 0/0 prélevés avant tout partage, atteignait 6 0/0 du capital nominal des actions, l'excédent était réparti dans la proportion de 1/4 pour les actionnaires et 3/4 pour l'Etat.

Le renouvellement de 1899 a imposé des conditions beaucoup plus dures aux actionnaires de la Banque : le prélèvement d'un dividende de 3 1/2 0/0 avant tout partage et le versement de 20 0/0 à la réserve (jusqu'à ce que celle-ci atteigne 75 millions de francs) ont été maintenus ; mais le surplus est maintenant partagé dans la proportion de 3/4 pour l'Etat et 1/4 pour les actionnaires.

La loi réserve à la *Banque Impériale d'Allemagne* la faculté d'émettre gratuitement une quantité de billets de banque, remboursables en or et à vue, égale à son encaisse métallique et au montant des valeurs du Trésor impérial et des billets des autres Banques d'émission allemandes qu'elle possède dans son portefeuille. Au delà de cette circulation couverte, la Banque a encore le droit de

mettre gratuitement en circulation une somme de 460 millions de marks en billets, mais tout ce qui dépasse cette somme paye au Trésor impérial un impôt annuel de 5 0/0.

Avant 1899 la limite du découvert accordé à la Banque n'était que de 293.400.000 marks.

Voici la situation des principaux chapitres de la *Reichsbank* au commencement des années 1890 à 1902 :

Banque Impériale d'Allemagne

(*Millions de francs*)

Première situation des années	Encaisse métallique		Cicu-lation fidu-ciaire	Portefeuille		Comptes cou-rants et dépôts	Taux de l'es-compte
	Or	Argent		Escompte	Avances		
							%
1890........	742	185	1.385	756	179	397	5
1891........	775	187	1.322	585	73	408	4
1892........	956	187	1.357	583	105	471	4
1893........	739	340	1.360	696	127	452	4
1894........	698	313	1.341	666	162	414	5
1895........	922	359	1.455	698	112	542	3
1896........	782	304	1.534	863	175	498	4
1897........	691	340	1.473	865	202	520	5
1898........	711	350	1.541	841	160	492	5
1899........	653	322	1.564	866	153	490	6
1900........	611	302	1.582	1.200	134	609	7
1901........	637	314	1.636	1.206	130	631	5
1902........	756	372	1.701	1.113	116	672	4

Ainsi que la colonne *Escompte* l'indique, dans le courant des années 1899 et 1900 la *Banque Impériale* a été fortement mise à contribution car nous trouvons, à la première situation de l'année 1900, une augmentation de 334 millions de francs d'effets escomptés par rapport à l'année précédente. Le premier bilan de 1901 présente à peu près les mêmes chiffres. C'est également à cause de ce grand besoin de crédit que, pour les deux

années, l'encaisse or a été la plus faible et le taux de l'escompte le plus élevé de toute la période.

* * *

La loi du 14 mars 1875, créant la *Reichsbank*, laissa subsister les Banques d'émission fonctionnant dans les Etats confédérés, dont les attributions furent cependant réglementées d'après une formule unique assurant la prépondérance à la *Banque Impériale*.

Sur 34 banques allemandes d'émission existant au moment de la promulgation de la loi, 17 seulement acceptèrent le nouvel état de choses. En 1900, leur nombre se trouvait réduit à sept :

1° La *Banque de Bade*, créée en 1870; capital actuel, 9 millions de marks; siège social à Manheim; 2° la *Banque de Francfort*, créée en 1854; capital actuel, 18 millions de marks; siège social à Francfort; 3° la *Banque de Saxe*, créée en 1865; capital actuel, 30 millions de marks; siège social à Dresde; 4° la *Banque de Bavière*, créée en 1875; capital actuel, 15 millions de marks, dont la moitié versée; siège social à Munich; 5° la *Banque du Wurtemberg*, créée en 1871; capital actuel, 9 millions de marks; siège social à Stuttgard; 6° la *Banque de Brunswick*, créée en 1853; capital actuel, 10.500.000 marks; siège social à Brunswick; 7° la *Banque de l'Allemagne du Sud*, créée en 1855; capital actuel, 15.672.000 marks; siège social à Darmstadt.

L'ensemble des opérations de ces Banques locales d'émission est évidemment beaucoup moins important que celui de la *Reichsbank*, mais le résumé de leurs situations au 31 décembre des quatre der-

nières années est intéressant à connaître car il reflète assez fidèlement la situation économique générale des Etats confédérés :

Situation d'ensemble des sept Banques locales d'émission de l'Allemagne à la fin des années 1898, 1899, 1900 et 1901

(*Millions de francs*)

31 décembre	1898	1899	1900	1901
Or.....................	68	73	67	63
Argent	33	36	33	31
Circulation fiduciaire....	235	247	247	215
Portefeuille escompte....	268	311	312	202
Avances sur titres	28	28	31	104
Comptes courants, dépôts	88	116	115	138

Ainsi que le montre ce petit tableau, entre le 31 décembre 1899 et le 31 décembre 1901, l'encaisse-or a diminué de 10 millions de francs ; l'encaisse-argent de 5 millions de francs; la circulation fiduciaire de 32 millions de francs et le portefeuille de l'escompte de 109 millions; par contre, les avances sur titres ont augmenté de 76 millions de francs : cela prouve que le crédit s'est considérablement resserré entre les deux dates et que les Banques ont exigé de leurs emprunteurs des garanties plus effectives que leur simple signature.

L'augmentation du montant des comptes-courants créditeurs et dépôts : 22 millions de francs, indique également un ralentissement des affaires locales entre les deux années observées.

* * *

La période 1890-1900 a été très prospère pour les Banques allemandes de toute nature; leur nombre s'est d'ailleurs accru de 29 unités et les anciens établissements ont, de leur côté, considérablement augmenté leur capital social et leurs réserves statutaires et spéciales.

Voici un tableau d'ensemble nous donnant, à la date du 31 décembre de chaque année : le nombre des Banques en exercice, le montant de leur capital social versé, les réserves constituées, les bénéfices bruts, les frais généraux et le dividende moyen distribué par la totalité des Banques allemandes, de 1890 à 1900 inclus.

Les Banques allemandes de 1890 à 1900 inclus

Années	Nombre de banques	Capital social	Réserves	Bénéfices bruts	Frais généraux	Dividendes
		(En millions de francs)				%
1890....	136	2.027	379	285	49	7.6
1891....	135	2.029	390	240	50	6.5
1892....	131	2.065	408	236	54	6.2
1893....	133	2.084	422	249	57	6.2
1894....	137	2.125	434	249	60	6.7
1895....	135	2.263	460	300	64	7.3
1896....	146	2.400	509	327	70	7.6
1897....	150	2.604	576	358	79	7.6
1898....	156	3.064	674	425	93	7.8
1899....	164	3.400	756	505	105	8.2
1900....	165	3.410	792	524	117	7.4

Entre 1890 et 1900, le capital social des Banques allemandes (comprenant à la fin de 1900 : 8 Banques d'émission, 118 Etablissements de crédit et 39 Banques hypothécaires) a augmenté de 1.383 millions de francs et leurs réserves totales de 413 millions : c'est donc un capital nouveau de 1.796 millions de francs qui est venu se mettre, sous des formes diverses, à la disposition de l'industrie et du commerce allemands.

Les bénéfices nets réalisés par les Banques sont passés de 236 millions de francs en 1890 à 407 millions en 1900. Il semble donc, à première vue, que les actionnaires de ces Etablissements ont largement bénéficié de l'énorme développement des

affaires provoqué par la mise en œuvre des nouveaux capitaux engagés par les Banques : il n'en est rien cependant, car il est facile de démontrer que la proportion des bénéfices nets réalisés par les Banques en 1899 (qui a été l'année la plus brillante de la période) n'a pas été supérieure à celle de l'année 1890.

En ne calculant que sur le capital social, les bénéfices nets de 1899 ont été, en moyenne, de 11,7 pour cent, contre 11,5 0/0 pour 1890. Mais en établissant la proportion sur le capital social et les réserves — qui ont été généralement obtenues par des primes importantes payées par les souscripteurs des actions nouvelles — cette proportion tombe à 9,6 0/0 en 1899, contre 9,8 0/0 en 1890.

Donc, les anciens actionnaires des Banques n'ont pas beaucoup gagné au développement des affaires sociales... et il est à présumer que les nouveaux, qui ont souscrit aux augmentations de capital, ont, au contraire, beaucoup perdu.

Certes, les grandes Banques allemandes de crédit, telles que la *Deutsche Bank*, la *Disconto*, la *Dresdner Bank*, la *Darmstædter*, la *Berliner Handels*, etc... sont parfaitement, administrées, et leur initiative en matière industrielle a été de la plus haute importance pour l'Allemagne.

Elles n'ont pas hésité à prendre la tête du mouvement, et la simple lecture du *Saling's Bœrsen-Jahrbuch* qui correspond à notre *Annuaire des Agents de Change de Paris*, nous indique que toutes ces Banques ont des administrateurs dans 30, 50, 80 et même 100 Sociétés industrielles ou commerciales, ce qui signifie clairement qu'elles

sont plus ou moins directement intéressées à leur exploitation.

Le *Deutsche Œkonomist*, qui suit les affaires des neuf principales Banques berlinoises, comme nous suivons celles de nos grandes Sociétés de dépôts, donne le tableau suivant :

Capital social et Réserves des neuf grandes Banques berlinoises à la fin de 1900 et bénéfices de l'exercice

(*Millions de marks*)

Noms des Banques	Capit. social	Réserves	Bénéf. bruts	Dépense	Bénéf. nets	Dividendes Marks	Dividendes %
Deutsche Bank.	150	49.3	31.1	10.7	20.4	16.50	11
Disconto	130	38.4	19.9	3.9	16.0	11.70	9
Dresdner Bank.	130	34.0	19.5	5.4	14.1	10.40	8
Darmstædter. ..	105	22.3	8.9	2.0	6.9	6.30	6
Berliner Hand..	90	24.8	12.5	3.9	8.6	7.20	8
National Bank..	60	12.0	6.9	2.2	4.7	3.90	6.5
Schaaffhaus. B .	100	20.0	11.3	1.8	9.5	7.50	7.5
Berliner Bank..	42	3.1	4.4	1.1	3.3	2.10	5
Breslau Discont.	50	6.0	5.4	1.6	3.8	2. »	4
Totaux....	857	210.0	120.1	32.9	87.3	67.60	7.9

La décomposition des engagements de ces neuf grandes Banques, à la fin des années 1899 et 1900, présente les variations suivantes :

Désignation	1899	1900	Augmentation
	(Millions de marks)		
Acceptations	582.1	656.9	+ 74.8
Dépôts	421.5	457.4	+ 35.9
Comptes courants créditeurs	929.4	993.0	+ 63.6
Totaux.........	1.933.0	2.107.3	+ 174.3

En regard de ces engagements, les neuf grandes Banques avaient comme ressources liquides :

Désignation	1899	1900	Différence
	(Millions de marks)		
Encaisse	177.3	189.9	+ 12.6
Effets escomptés	664.1	801.6	+ 137.5
Reports	424.8	316.0	— 108 8
Titres	200.8	217.8	+ 17.0
Totaux	1.467.0	1.525.3	+ 58.3
Débiteurs	1.213.0	1.289.0	+ 76.0
Participations	178.0	188.0	+ 10.0
Total des ressources	2.858.0	3.002.3	+ 144.3

Les chiffres précédents indiquent dans quelle mesure les Banques allemandes sont engagées dans les affaires industrielles et commerciales du pays : Ainsi que nos correspondances et nos études spéciales de l'*Economiste Européen* l'ont si souvent constaté, depuis trois ou quatre années elles se sont étroitement associées au mouvement économique qui a transformé l'Allemagne, et elles ont généralisé ce mouvement en plaçant dans le public une masse de valeurs industrielles qui ont facilité la constitution des innombrables affaires métallurgiques, électriques et chimiques dont nous parlerons plus loin et auxquelles, par la force des choses, elles sont restées directement intéressées.

Il est donc rationnel que la crise industrielle et commerciale, dont le second semestre 1900 a marqué le début, se soit répercutée avec une grande intensité sur les affaires des Banques : Ces établissements avaient trop cédé à l'engouement général et elles avaient en portefeuille trop de titres industriels pour échapper aux effets d'une crise qui avait précisément pour point de départ une in-

flation du crédit et une surproduction manifeste de toutes les branches de l'industrie indigène.

* * *

Ce furent les Banques hypothécaires qui ressentirent les premiers effets de la crise : on se souvient de la mémorable chute de la *Preussiche Hypotheken actien Bank* et de sa filiale la *Deutsche Grundschuld Bank* (novembre 1900) et de la panique qui en résulta sur le marché allemand. Ces deux Banques avaient alors une circulation d'obligations de 575 millions de francs ; une intervention énergique de la haute Banque allemande sauva les porteurs de la *Preussiche*, dont la faillite a pu être évitée, mais les créanciers de la *Deutsche Grundschuld* ont dû subir de cruels sacrifices.

On admet aujourd'hui, et le Congrès des valeurs immobilières tenu à l'Exposition universelle de 1900 a prouvé le fait, que la propriété foncière est plus endettée en Allemagne que dans nul autre pays. Cela tient, sans doute, à ce qu'aux dettes particulières de la propriété agricole, surtout très considérables dans l'Allemagne du Nord, sont venues s'ajouter celles de la propriété foncière urbaine que la croissance rapide des grandes villes a provoquées depuis une vingtaine d'années.

Depuis la loi du 13 juin 1899, les Banques hypothécaires sont soumises à des règlements spéciaux qui fixent les conditions d'émission des lettres de gage (obligations hypothécaires) et déterminent les droits des porteurs ; ces établissements sont aujourd'hui placés sous la surveillance directe de l'Etat, qui ne délivre de nouvelles

autorisations qu'après approbation du Bundesrath.

A la date du 30 juin 1900, la valeur de toutes les obligations émises par les Banques hypothécaires allemandes atteignait le montant de 8.120 millions de francs ; à la date du 31 décembre 1900, et après déduction des chiffres relatifs à la *Preussiche Hypotheken Bank* et à la *Deutsche Grundschuld*, les 37 Banques hypothécaires de l'Allemagne avaient consenti pour 7.638 millions de francs de prêts hypothécaires et mis en circulation un capital nominal de 7.363 millions de francs d'obligations ou lettres de gage.

A la même date, le *Crédit Foncier de France* n'avait en circulation que 1.901 millions de francs d'obligations foncières et 1.468 millions de francs d'obligations communales, soit, au total, 3.369 millions de francs d'emprunts, contre 1.885 millions de prêts fonciers et 1.452 millions de prêts communaux, plus 60 millions de prêts réalisés avec le capital et les réserves.

La totalité des prêts du *Crédit Foncier de France* n'atteignait donc, au 31 décembre 1900, que 3.397 millions de francs, soit à peine les 44 0/0 des prêts consentis par les Banques hypothécaires allemandes Cette simple comparaison prouve que l'édifice de la fortune immobilière allemande a également le crédit pour base principale.

Le marché financier allemand commençait à se remettre de la crise des Banques hypothécaires quand la faillite de la *Dresdner Credit Anstalt* remit tout en question. Cet Etablissement, qui était une véritable banque de valeurs industrielles, avait un gros capital engagé dans la *Compagnie Kummer*, grande Société d'electricité dresdoise,

dont la faillite fit perdre plus de 70 millions de francs à la place de Dresde. Puis, vint le tour de la *Leipziger Bank* (juin 1901), qui sombra pour avoir avancé plus de 100 millions de francs (alors que son capital social était à peine de 50 millions) à la *Treber-Trocknungs Gesellschaft*, Société pour le séchage des drèches ou résidus de la fermentation des grains et du malt.

Cette extraordinaire Société, qui avait son siège à Cassel, s'était fondée en 1889 au modeste capital de 350.000 marcks. Forte de l'appui de la *Leipziger Bank*, qui n'exerçait cependant aucun contrôle efficace sur ses affaires sociales, elle se lança dans une foule d'opérations aventureuses, mises en relief par des réclames retentissantes, mais qui ne donnèrent aucun bénéfice industriel.

La faillite de la *Leipziger Bank*, arrivant après celle de la *Dresdner Credit Anstalt*, provoqua une telle panique que la *Dresdner Bank*—dont l'importance en capital social et en réserves vient immédiatement après la *Deutsche Bank* et en même ligne que la *Disconto* — que l'on supposait, à tort d'ailleurs, fortement engagée dans les affaires des deux Etablissements sinistrés, subit un run qui l'obligea à restituer en quelques jours près de 50 millions de francs de dépôts à vue. Hâtons-nous d'ajouter que la *Dresdner Bank* s'est tirée avec honneur de cette redoutable épreuve.

Quoi qu'il en soit, l'expérience de l'exercice 1901 qui vient de s'écouler, a prouvé deux faits importants : 1° La transformation économique de l'Allemagne s'est opérée avec trop de précipitation et un certain nombre de nouvelles entreprises industrielle, sur lesquelles on semblait compter le plus (métallurgie et électricité), ne donneront, pendant

longtemps encore, que des résultats médiocres pour ne pas dire négatifs; 2° Les grandes Banques berlinoises sont solidement constituées et très habilement dirigées, car, malgré la tourmente qui les a un moment menacées, elles ont victorieusement traversé la crise qui a si gravement atteint la plupart de leurs créations.

Nous avons donné le détail des principaux postes des neuf grandes Banques berlinoises à la date du 31 décembre 1900 : Une comparaison de leur situation avec celle des cinq grandes Sociétés françaises de dépôts, dont nous suivons les opérations annuelles dans l'*Economiste Européen*, intéressera nos lecteurs, car elle leur montrera la différence de méthode des deux groupes.

Situation respective des **neuf grandes Banques berlinoises** de crédit et des cinq grandes Sociétés **françaises** de dépôts à la date du 31 décembre 1900 :

Désignation des chapitres	31 décembre 1900	
	Neuf Banques allemandes	Cinq (1) Sociétés françaises
	Millions de francs	
Capital social versé	1.071	515
Ressources :		
Encaisse	237	271
Portefeuille commercial	1.002	1.498
Reports	395	281
Participations et titres	382	173
Avances, prêts, débiteurs divers	1 611	466
Total des ressources	3.627	2 684
Engagements :		
Dépôts et comptes cour. créditeurs	1.812	2.171
Acceptations et effets à payer	822	344
Total des engagements	2.634	2 515

(1) Crédit Lyonnais, Comptoir National d'Escompte, Société Générale, Crédit Industriel, Société Marseillaise.

Ce petit tableau démontre incontestablement que les neuf grandes Banques berlinoises sont beaucoup plus engagées dans les affaires industrielles et commerciales que ne le sont les cinq grandes Sociétés françaises de dépôts.

On a affirmé que l'industrie et le commerce allemands travaillaient surtout avec les capitaux mis à leur disposition par les Banques : cette affirmation est justifiée par les chiffres ci dessus, mais l'expérience de la crise qui sévit à l'heure actuelle chez nos voisins, semble indiquer que ce système a de graves inconvénients, et que le système français, consistant à ne faire demander par les entreprises industrielles et commerciales qu'un concours temporaire aux Etablissements de crédit, sous forme d'escompte à court terme ou de rares avances sur nantissement, est sans doute préférable.

* * *

La grande activité des Banques allemandes s'est surtout manifestée dans les créations et les émissions de valeurs mobilières, dont les statistiques de notre confrère le *Deutsche Œkonomist* nous permet de dresser le bilan annuel.

Voici, d'abord, le tableau des émissions proprement dites — comprenant à la fois les emprunts des Etats et villes de l'Empire, les créations nouvelles et les augmentations de capital des Sociétés anciennes, actions et obligations, et, enfin, les émissions de valeurs étrangères — effectuées en Allemagne pendant la période 1890-1900.

Emissions effectuées en Allemagne de 1890 à 1900
Montant nominal
(*Millions de francs*)

Années	Valeurs allemandes				Valeurs étrangères	Total général
	Fonds d'Etat et Villes	Obligations	Actions	Total		
1890....	449	716	259	1.424	239	1.663
1891....	750	464	77	1.291	348	1.639
1892....	532	569	24	1.125	273	1.398
1893....	604	464	57	1.125	471	1 596
1894....	401	570	119	1.090	495	1.585
1895....	171	682	349	1.202	399	1.601
1896....	201	722	539	1.462	811	2.273
1897....	210	687	463	1.360	898	2.258
1898....	337	508	748	1.593	915	2 508
1899....	872	712	918	2.502	290	2.792
1900....	549	583	606	1.738	350	2.088
Totaux	5.076	6.677	4.159	15.912	5.489	21.401

Il résulte des chiffres ci-dessus, qu'entre 1890 et 1900 il a été offert au public allemand pour 21.401 millions de francs de nouvelles valeurs mobilières; dans ce total, les valeurs allemandes proprement dites figurent pour 15.912 millions de francs et les valeurs étrangères pour 5.489 millions de francs.

Mais, c'est surtout pendant les cinq dernières années que le montant des émissions a été le plus élevé, et voici, à ce sujet, une petite comparaison très significative :

Emissions effectuées en Allemagne par période de cinq années

Périodes	Valeurs allemand.	Valeurs étrangèr.	Total	Moyenne annuelle
	(Millions de francs)			
1885-1889..........	6.143	2 704	8.847	1.770
1890-1895..........	7.257	2.224	9 481	1.580
1896-1900..........	8.655	3.265	11.920	2.384
Tot. p^r 16 années.	22.055	8.293	30.248	1.890

La période quinquennale 1896-1900 a donc jeté sur le marché allemand une quantité de nouvelles valeurs mobilières représentant, chaque année, une moyenne de 2.384 millions de francs et supérieure de 804 millions ou 51 0/0 à la moyenne annuelle de la période 1890-1895.

Or, il ne s'agit ici que de la valeur nominale des titres émis et pour montrer l'extraordinaire engouement du public à l'égard des valeurs nouvelles, il nous suffira de dire que les titres des nouvelles entreprises industrielles, qui n'avaient été souscrits qu'avec une prime moyenne de 20 0/0 en 1891 ; 15 0/0 en 1892 ; 29 0/0 en 1893, etc., ont été demandés avec 68 0/0 de prime en 1895 ; 67 0/0 en 1899 et 55 0/0 en 1900.

Les nouvelles actions des Banques ont, cependant, suivi une progression moins forte, car leur prime à l'émission est passée de 24 et 25 0/0 en 1891 et 1892, à 31 et 27 0/0 en 1899 et 1900. Mais elle a été de 53,5 0/0 en 1897.

La France passe pour être un pays plus riche que l'Allemagne et on suppose que le montant de l'épargne annuelle française est sensiblement plus élevé que celui de l'épargne annuelle allemande. Or, pendant la période 1896-1900, le chiffre des nouvelles émissions effectuées en France n'a pas dépassé 7.185 millions de francs, valeurs françaises et valeurs étrangères réunies, tandis que le total des émissions effectuées en Allemagne a atteint 11.920 millions de francs.

Il est vrai que dans ce dernier chiffre, les emprunts des Etats et Villes de l'Allemagne figurent pour 5.076 millions de francs, et nous verrons, en étudiant les finances de l'Empire et des Etats, que la Dette publique s'est accrue de 4.874 millions de

francs entre 1890 et 1900, alors que, pendant la même période, la Dette publique française est à peu près restée stationnaire : 29.856 millions de francs en 1890, contre 29.843 millions de francs en 1900.

Pendant la période observée, il a été créé en Allemagne pour 4.159 millions de francs, en capital nominal, d'actions de toute nature, et sur ce total, les Sociétés nouvelles représentent une somme de 3.569 millions de francs.

En voici la récapitulation annuelle :

Nombre et Capital des Sociétés par actions
créées en Allemagne de 1890 à 1901

(Milliers de francs)

Années	Sociétés	Capital total	Capital moyen
1890.........	236	338.737	1.435
1891.........	160	112.800	705
1892.........	127	99.775	786
1893.........	96	97.575	1.016
1894.........	92	110.325	1.200
1895.........	161	312.950	1.950
1896.........	182	335.725	1.850
1897.........	254	475.587	1.875
1898.........	329	570.525	1.750
1899.........	364	680.487	1.862
1900.........	261	425.575	1.625
Totaux.....	2.262	3.569.061	1.578
1901.........	158	197.810	1.315

Ce tableau, comparé à celui des émissions totales, nous indique que, sur les 4.159 millions de francs, en capital nominal, d'actions nouvelles, créées en Allemagne de 1890 à 1900, la part des augmentations du capital-actions des Sociétés anciennes atteint seulement 59.) millions de francs. Mais celles-ci ont émis un capital-obligations très important, qu'on évalue à plus de 2 milliards de francs.

Le nombre des Sociétés nouvelles, créées pendant la période 1896-1900, a été beaucoup plus considérable que pendant la période quinquennale précédente, et beaucoup plus considérable aussi que celui de la période 1886-1890, qui fut cependant une période de grande activité financière.

En effet, de 1896 à 1900, il a été créé en Allemagne 1.390 Sociétés par actions, représentant un capital de 2.497 millions de francs, alors qu'entre 1891 et 1895, les créations nouvelles n'avaient porté que sur 636 Sociétés et 733 millions de francs, et entre 1886 et 1890 : 1.061 Sociétés et 1.372 millions de francs de capital nominal.

Les créations nouvelles des cinq dernières années ont surtout visé les industries minières, métallurgiques, chimiques et électriques : le petit tableau suivant est, à ce titre, très curieux à consulter :

Sociétés minières, métallurgiques, chimiques et électriques créées en Allemagne de 1890 à 1900
(*Milliers de francs*)

Années	Mines et Hauts Fourn.		Métallurgie et machines		Industries chimiques et éclairage		Electricité		Totaux des 4 groupes	
	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital
1890.	9	41.000	17	68.757	8	54.900	»	»	34	164.657
1891.	4	7.312	9	13.354	8	6.987	»	»	21	27.653
1892.	2	1.647	8	6.750	7	6.175	»	»	17	14.572
1893.	3	6.937	6	6.225	5	25 550	»	»	14	33.712
1894.	12	5.694	7	31.062	3	5.812	»	»	22	42.568
1895.	12	35.587	18	35.463	10	10.418	»	»	40	81.468
1896.	10	36.538	18	34.662	16	20.275	4	13.812	48	110.287
1897.	3	5.320	47	65.275	14	21.946	11	120.381	75	212.922
1898.	14	37.375	58	85.812	18	26.519	31	58.182	121	207.888
1899.	11	29.186	75	136.525	21	18.756	32	43.237	139	227.704
1900.	14	29.024	58	109.237	11	19.970	15	34.568	93	192.799
Tot.	94	235.620	311	593.122	121	217.288	98	270.200	624	1316.230

Les chiffres précédents donnent une idée très nette des exagérations qui ont été commises pendant les quatre dernières années, relativement à la création des Sociétés industrielles nouvelles, car en même temps qu'on ouvrait de nouvelles fabriques un peu partout, les anciennes usines se développaient, augmentaient leur capital investi et transformaient leur matériel sur une large échelle.

Il en est d'abord résulté la hausse considérable des salaires industriels et des matières premières que nous avons signalée au chapitre précédent; et ensuite une brusque surproduction qui a encombré le marché allemand et finalement provoqué la crise actuelle.

L'industrie du bâtiment fut atteinte la première, puis vint le tour de la métallurgie.

« Les usines métallurgiques nouvellement construites — dit un rapport de M. R. Monod en date du 14 juin 1901 — entraient peu à peu en activité et devaient augmenter la puissance de la production totale infiniment plus que ne le comportait le développement de la consommation intérieure. La proportion pour la première atteignait environ 40 0/0 et ne dépassait guère 15 0/0 pour la seconde : d'où la nécessité d'étendre beaucoup les exportations, sous peine de produire à bref délai un encombrement du marché intérieur. Or, à ce moment précis, un facteur nouveau entrait en scène. Les Etats-Unis avaient, eux aussi, mis à profit la période de prospérité; eux aussi avaient créé un matériel égal sinon supérieur à celui des Allemands et dont la puissance de rendement dépassait de beaucoup les besoins locaux. »

Nous ne reviendrons pas sur les conséquences financières de la crise qui a successivement frappé

toutes les branches de l'industrie allemande, mais nous emprunterons au rapport de M. R. Monod quelques détails relatifs au rôle que les Banques allemandes ont joué dans les créations nouvelles.

. . . .

« La part prise par les Banques dans la constitution du capital des Sociétés sous forme de commandites ou de participations, les rend en quelque sorte solidaires les unes des autres. Pour un grand nombre d'établissements de crédit, la ruine des affaires industrielles ne constituerait pas seulement un ralentissement dans leurs propres opérations financières, elle entraînerait une perte de capital énorme. On touche ici du doigt la hâte presque fébrile avec laquelle l'Allemagne a développé certaines branches de sa productivité et les inconvénients qui peuvent, dans l'avenir, en résulter pour elle.

« La certitude de trouver des souscripteurs pour les titres offerts sur les marchés, a, en effet, contribué dans une large mesure à accroître depuis 1896 les émissions nouvelles. Les Banques y réalisaient des bénéfices considérables, mais les ressources du public n'étaient pas en rapport avec les demandes. Les capitalistes manquaient de fonds disponibles et durent recourir aux Banques pour des avances. Ils déposaient en garantie soit des actions d'anciennes affaires, soit les titres mêmes souscrits. Aux premiers symptômes de crise, les Banques s'inquiétèrent d'une réduction possible dans la valeur de leur gage. . . .

« Elles poussèrent leurs clients à réaliser, et ces ventes plus ou moins volontaires précipitèrent la baisse. L'absence du marché à terme supprimé par la loi de 1896 rendait d'ailleurs difficile le maintien des cours. Des offres relativement minimes entraînaient, faute de contre-partie, de brusques reculs dans une seule séance, et les Banques se virent fréquemment obligées de jouer elles mêmes le rôle d'acheteurs. A l'heure actuelle, le stock des valeurs non classées dans les portefeuilles particuliers représente, de l'aveu de toutes les per-

sonnes bien renseignées, un très gros chiffre. Il est difficile cependant de s'en faire une idée précise et l'examen des bilans publiés par les Banques donne sur ce point des indications tout à fait insuffisantes. »

Les grandes Banques berlinoises ont facilement triomphé des graves difficultés que la crise des Sociétés industrielles leur a suscitées. Le petit tableau suivant, donnant le cours des actions des six principales d'entre elles au commencement de chaque semestre des années 1899, 1900, 1901 et au commencement de mars 1902, va nous le prouver :

Cours des actions des six principales Banques berlinoises de crédit au commencement des mois de :

Banques	1899		1900		1901		1902
	Janv	Juil.	Janv	Juil.	Janv	Oct.	Mars
Deutsche-Bank....	208	210	203	190	197	191	214
Disconto..........	198	197	192	174	178	171	195
Darmstadt Bank...	155	152	145	134	134	114	139
Berliner Handels..	168	172	169	146	152	131	152
Dresdner Bank....	163	164	164	148	147	119	137
National Bank.....	148	146	146	134	133	98	109

Les cours ci-dessus s'entendent par 100 marks de capital. En d'autres termes, les actions de la *Deutsche Bank*, exprimées en actions de 500 francs, auraient valu 1.040 francs en janvier 1899, et 1.070 au commencement de mars 1900.

Les deux Banques qui se sont le mieux défendues sont la *Deutsche Bank* et la *Disconto ;* les deux qui ont le plus souffert sont la *Dresdner Bank* et la *National Bank*, et c'est vers la fin de septembre 1901 que leurs actions ont coté leurs plus bas cours : *Deutsche Bank*, 189; *Disconto*, 168; *Berliner Handels*, 129; *Dresdner*, 116; *National Bank*, 96.

Comme les cours de mars 1902 l'indiquent, les actionnaires des grandes Banques berlinoises ont aujourd'hui repris confiance, et tout fait espérer que l'exercice 1902 sera meilleur pour eux.

A titre de simple comparaison, nous donnerons, pour les mêmes dates que ci-dessus, les cours des actions des grandes Sociétés françaises de crédit, également exprimés en 100 francs de capital.

Cours des actions des cinq principales Sociétés françaises de crédit au commencement des mois de :

(Par 100 francs de capital nominal)

Sociétés	1899		1900		1901		1902
	Janv.	Juill.	Janv.	Juill.	Janv.	Oct.	Mars
Crédit Lyonnais...	173	190	200	210	214	199	211
Banque de Paris ..	193	218	220	222	220	207	202
Comptoir d'Esc....	118	122	123	120	117	114	116
Société Générale...	108	120	120	131	123	123	121
Crédit Industriel ..	122	127	125	122	121	120	119

Ces cours exprimés en actions de 500 fr., signifient que l'action du *Crédit Lyonnais*, par exemple, valait 860 fr. au commencement de janvier 1899 et 1.060 fr. au commencement de mars 1902.

Entre le mois de janvier 1899 et le mois de mars 1902 les cours des actions des grandes Sociétés françaises de crédit ont été évidemment beaucoup plus stables et surtout beaucoup plus fermes que ceux des grandes Banques berlinoises : C'est une preuve indéniable que nos grandes Sociétés ont été moins atteintes par la crise universelle de 1900-1901 que les Banques allemandes prises dans leur ensemble.

VI

L'Agriculture Allemande

Sur une superficie totale de 540.000 kilomètres carrés, les terres labourables, vignobles et cultures diverses de l'Empire allemand représentent 264.000 kilom. carrés, ou 49 0/0; les prairies et pâturages : 88.000 kilom. carrés, ou 16 0/0 ; les bois et forêts : 139.000 kilom. carrés ou 26 0/0; et le sol improductif : 49.000 kilom. carrés ou 9 0/0.

La grande propriété domine dans les Etats du Nord-Est : en Poméranie, en Silésie, dans le grand duché de Posen, dans la Prusse orientale ; le morcellement est plus grand dans la Saxe, dans le Hanovre, dans la Westphalie et la petite propriété l'emporte dans la Prusse rhénane, le grand duché de Bade, le Wurtemberg et même la Bavière. D'après le recensement de 1895, le total des propriétés agricoles exploitées par un seul tenancier était de 5.558.317 unités représentant une surface de 433.000 kilomètres carrés. Elles étaient ainsi réparties : au-dessous d'un hectare : 2.529.132 exploitations ; — entre 1 et 10 hectares : 2.329.367 exploitations ; — entre 10 et 100 hectares : 674.757

exploitations ; — au-dessus de 100 hectares : 25.061 exploitations.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la population agricole de l'Allemagne, qui représentait il y a une cinquantaine d'années les 65 0/0 de la population totale, doit être tombée aujourd'hui au-dessous de 34 0/0 : elle était de 35,7 0/0 en 1895, de 42,5 0/0 en 1882 et de 50 0/0 environ à la veille de la guerre 1870-71.

L'émigration de plus en plus accentuée des travailleurs agricoles vers les centres industriels, ayant pour effet de raréfier la main-d'œuvre dans les campagnes et, par suite, de relever graduellement les salaires agricoles et d'augmenter d'année en année les frais d'exploitation de la propriété rurale, constitue le principal grief des Agrariens contre l'évolution de l'Allemagne vers la grande industrie.

On ne peut dire, en effet, que l'agriculture allemande soit actuellement en décadence, puisqu'elle produit aujourd'hui beaucoup plus qu'autrefois ; mais on peut affirmer que grâce au bas prix des produits agricoles, maintenus sur le marché allemand par la concurrence étrangère, les agriculteurs allemands n'ont point profité de l'augmentation considérable de la consommation survenue dans les dix dernières années, et que leur situation se trouve au contraire compromise par les nouvelles charges qui pèsent sur eux.

Voici d'abord la statistique des grandes productions agricoles allemandes de 1890 à 1900 :

Production des céréales, des pommes de terre et du foin en Allemagne de 1890 à 1900

(*Milliers de tonnes de 1.000 kilogr.*)

Années	Blé	Seigle	Orge	Avoine	Pommes de terre	Foin
1890...	2.831	5.868	2.283	4.914	28.321	18.860
1891...	2.334	4.783	2.517	5.279	18.558	18.715
1892...	3.163	6.828	2.421	4.743	27.981	16.833
1893...	3.405	8.942	2.360	4.180	40.724	13.192
1894...	3.336	8.343	2.849	6.580	33.609	22.645
1895...	3.172	7.735	2.794	6.244	37.786	21.882
1896...	3.420	8.534	2.727	5.969	32.329	23.048
1897...	3.263	8.171	2.664	5.719	33.776	25.303
1898...	3.608	9.032	2.829	6.754	36.721	25.910
1899...	3.847	8.676	2.984	6.883	38.486	23.768
1900...	3.841	8.551	3.002	7.092	40.585	23.116

Comme on le voit, il y a une progression marquée pour toutes les céréales et une augmentation considérable en faveur des pommes de terre dont la production a augmenté de 73 0/0 en dix années, grâce au développement de la consommation alimentaire et au régime des distilleries allemandes qui n'utilisent guère que ces tubercules pour la fabrication de l'alcool.

Mais, pendant l'intervalle, la population de l'Allemagne a augmenté de près de 7 millions d'habitants, soit environ 14 0/0; les dépenses d'exploitation se sont majorées de 15 à 20 0/0, par suite de la hausse des salaires, et le prix du blé sur le marché allemand est tombé de 19 marks 54 le quintal métrique en 1890, à 15 marks 18 en 1900. Le sucre et l'alcool de pommes de terre, bien que soumis à un régime spécial dont nous parlerons plus loin, ont eux-mêmes baissé de 31 marks 90 à 21 marks 90 le quintal métrique et de 56 marks 90 à 48 marks 80 l'hectolitre. D'où la fameuse campagne de la Ligue des Agrariens en faveur d'un

relèvement des droits de douane sur les produits agricoles importés de l'étranger.

Quoi qu'on en ait dit, cette campagne, qui divise actuellement l'Allemagne en deux camps ennemis, a quelque chose de rationnel, car le déficit alimentaire de l'Empire (c'est-à-dire l'excédent des importations de produits d'alimentation sur les exportations de même nature) qui n'était que de 780 millions de francs en 1878, est successivement passé à 1.158 millions en 1890, à 1.217 millions en 1895 et à 1.556 millions de francs en 1900, laquelle année a été cependant une année d'excellentes récoltes.

Voici, d'ailleurs, le solde net des importations de céréales étrangères en Allemagne de 1890 à 1900 :

Importations des céréales en Allemagne : excédent net des importations sur les exportations de même nature

(*Milliers de quintaux métriques*)

Années	Blé	Seigle	Orge	Avoine	Maïs	Totaux
1890 ..	6.745	8.759	7.574	1.949	5 873	30 900
1895 ..	13 238	9.747	8.313	1.730	3 4[illegible]8	38.476
1898 ..	12.501	7.476	11.305	3.883	15.963	51 148
1899 ..	12.646	4.378	10.824	2 024	16 814	46.686
1900 ..	9.064	8 464	7.387	3.583	13.829	42.327

D'après les statistiques officielles allemandes, la consommation du blé sur le territoire de l'Empire s'est élevée de 35 millions de quintaux en 1890, à 47 millions de quintaux en 1900, celle du seigle de 67 millions à 94 millions de quintaux et celle de l'orge de 30 millions à 37 millions de quintaux.

La valeur d'ensemble de l'importation des farines et céréales étrangères en Allemagne a été de 1.165 millions de francs en 1898 ; de 1.071 mil-

lions de francs en 1899 et de 1.066 millions en 1900 : Elle n'avait pas dépassé 555 millions de francs en 1890.

*
* *

En janvier 1901, à l'occasion de la discussion du budget de l'agriculture au Landtag de Prusse, le comte de Limbourg présenta une résolution invitant le Gouvernement prussien à profiter de la revision des traités de commerce, arrivant à expiration, pour faire accorder aux produits agricoles une protection plus efficace. La discussion de cette motion a montré que la grande majorité de la députation prussienne était nettement protectionniste dans le sens agrarien et, bien que la question des tarifs douaniers et des traités de commerce soit du ressort exclusif du Reichstag et du Bundesrath (Conseil de l'Empire), le chancelier, comte de Bülow, fit, au nom du Gouvernement prussien, la déclaration suivante :

« Reconnaissant entièrement la situation difficile dans laquelle se trouve l'agriculture allemande et animé du désir de l'améliorer d'une manière efficace, le Gouvernement royal est résolu d'agir de façon à faire accorder aux produits agricoles une protection douanière suffisante et, conséquemment, plus accentuée que celle actuellement en vigueur. Le Gouvernement royal est, en outre, disposé à hâter de toute manière la présentation d'un nouveau tarif douanier. »

Cette déclaration fut énergiquement applaudie et le Landtag vota, à la majorité de 238 voix contre 43, la résolution du comte de Limbourg.

Il est inutile de revenir sur l'émotion que la

déclaration du comte de Bülow suscita, non seulement dans les cercles industriels de Berlin et dans certains Etats de l'Empire — dont les intérêts économiques sont, par certains côtés, très différents de ceux de la Prusse proprement dite — mais encore en Autriche-Hongrie et en Russie, plus directement visées par les revendications agrariennes allemandes : Il nous suffira de rappeler que cette question de la revision des traités de commerce et du relèvement des tarifs douaniers en faveur des produits agricoles allemands a été, au cours de l'année 1901, l'objet de discussions passionnées au Reichstag, dans la presse, dans les Chambres de commerce, dans les Associations agricoles et commerciales de toute l'Allemagne, et que les nouveaux intérêts qui se sont créés à côté de l'agriculture, et peut-être à son détriment, sont aujourd'hui tellement puissants et ont une telle action sur l'opinion publique, qu'il est presque certain que la campagne des Agrariens n'aboutira pas et que l'ancien *modus vivendi* sera maintenu dans l'Empire.

Quoi qu'il en soit, voici la résolution qui a été adoptée par le Conseil allemand de l'Agriculture dans sa session de mars 1900 :

« Le Conseil allemand de l'Agriculture émet l'avis qu'à l'expiration des traités de commerce actuellement en vigueur un relèvement *notable* des droits sur les produits agricoles est indispensable pour conserver la vitalité de l'agriculture allemande. Il recommande, en outre, l'établissement d'un tarif général et d'un tarif minimum, à l'exemple de la France ; il considère la conclusion des traités à tarifs conventionnels avec la clause de la nation la plus favorisée comme défavorable

aux intérêts de l'agriculture, aussi bien qu'à ceux de l'industrie. »

Le Conseil allemand de l'Agriculture est composé de délégués de presque toutes les Associations agricoles de l'Empire ; il représente officiellement l'industrie agricole et est énergiquement protectionniste. Son adversaire, en matière de doctrine économique, est le Deutsche Handelstag, qui compte comme membres adhérents la presque totalité des Associations industrielles et des Chambres de commerce de l'Allemagne et qui a au contraire voté, dans son Congrès de 1901, une série de résolutions pouvant être ainsi résumées :

« Le Handelstag estime que pour maintenir et développer la puissance économique de l'Empire et conserver un travail rémunérateur à une population qui va toujours en augmentant, il faut maintenir et développer l'exportation des produits allemands par le renouvellement des traités de commerce à longue échéance.

« Que l'adoption d'un double tarif, général et minimum, doit être rejetée ; que la demande d'un relèvement des droits de douane sur les produits alimentaires est contraire aux intérêts du pays, puisque ce relèvement déterminerait un renchérissement des moyens de subsistance au détriment des classes laborieuses qui sont les plus nombreuses ; qu'il faudrait en conséquence élever de nouveau les salaires et que cette élévation rendrait plus difficile, pour l'industrie allemande, la lutte contre la concurrence étrangère. Le Handelstag se déclare donc l'adversaire résolu de tout relèvement des tarifs douaniers sur les articles d'alimentation. »

Nous avons tenu à résumer, aussi fidèlement que

possible, l'opinion des représentants de l'agriculture et celle des représentants du commerce et de l'industrie, pour montrer qu'il ne sera pas facile au Gouvernement impérial — qui doit en outre tenir compte de la situation particulière de certains Etats de l'Allemagne du Sud dont les intérêts économiques sont en opposition avec ceux de l'agriculture prussienne — de trouver un terrain d'entente donnant une satisfaction, même relative, aux deux ordres d'intérêts en présence.

On peut même prévoir que les décisions prises par la Conférence de Bruxelles et consignées dans la Convention du 5 mars 1902, relativement au nouveau régime qui sera imposé à l'industrie sucrière allemande à partir du 1er septembre 1903 — de même, d'ailleurs, qu'à l'industrie sucrière de la France, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique et de tous les pays signataires de ladite Convention — augmenteront encore les difficultés contre lesquelles le Gouvernement impérial se débat depuis huit années.

*
* *

L'industrie sucrière allemande est aujourd'hui la plus importante du monde ; elle a réalisé, au cours des trente dernières années, des progrès que deux simples chiffres vont mettre en relief : la production de la campagne sucrière de l'exercice 1871-1872 n'avait donné que 186.000 tonnes de sucre brut pour toute l'Allemagne ; celle de la campagne 1900-1901 a dépassé 1.979.000 tonnes.

Voici un tableau détaillé de cette production pour la période 1890-1901 :

Production sucrière de l'Allemagne de 1890 à 1901

Campagnes	Nombre de fabriques	Betterav. travaillées	Production		Raffi- de sucre neries
			Sucre brut	Sucre raffiné	
		1.000 T.	1.000 T.	1.000 T.	Nombre
1890-91..	406	10.623	1.234	751	52
1891-92..	403	9.488	1.144	721	51
1892-93..	401	9.812	1.172	765	58
1893-94..	405	10.644	1.317	818	57
1894-95..	405	14.521	1.767	990	56
1895-96..	397	11.673	1.538	1.084	55
1896-97..	399	13.722	1.739	1.005	51
1897-98..	402	13.698	1.755	1.207	50
1898-99..	402	12.151	1.627	1.186	49
1899-00..	399	12.439	1.795	1.215	48
1900-01..	395	13.254	1.979	1.326	47

Ces merveilleux résultats ont été obtenus non seulement grâce à la qualité spéciale des terres de l'Allemagne du Nord, qui se prêtent admirablement à la culture de la betterave sucrière, mais aussi et surtout aux améliorations techniques que les Allemands ont su introduire dans leurs procédés d'exploitation et de fabrication, aux avantages spéciaux qu'ils retirent du bas prix du charbon et des transports intérieurs et, enfin, des bénéfices que la protection douanière et le régime des *Cartels* — qui en est la conséquence directe — procurent aux producteurs de betteraves, aux fabricants de sucre et aux raffineurs allemands.

Dans sa revue du marché allemand pour 1900-1901, M. Arthur Raffalovich donne des détails très intéressants sur ce fameux cartel du sucre dont nous avons déjà parlé et qui embrasse, on peut le dire, la totalité de la production sucrière allemande.

Le principe de ce syndicat, c'est que grâce au droit de douane très élevé qui frappe les sucres étrangers, le prix de vente du sucre indigène peut être maintenu sur le marché intérieur à un taux

relativement élevé, sans crainte de la concurrence extérieure. Pour atteindre ce résultat toutes les fabriques et toutes les raffineries allemandes se sont syndiquées et la direction du cartel ou syncat, ayant fixé le prix de vente à 25 marks 50 les 100 kilogr. (sans l'impôt de consommation qui est de 20 marks) opère de la manière suivante :

Les raffineries s'obligent à verser à la caisse du Syndicat des fabricants, la différence entre les cours du sucre (rendement 88°) à Magdebourg et le prix normal de 25 m. 50. avec une augmentation de 10 0/0 comme différence entre le brut et le raffiné. Grâce à cela, le *Cartel* obtient pour les fabricants un prix à la fois stable, indépendant du marché et rémunérateur. Si le prix par kilogr. à Magdebourg est de 20 marks, le raffineur doit verser 5,50 + 0,55 = 6,05 au Syndicat des fabricants. A la fin de l'exercice, les sommes recueillies, sous défalcation des frais d'administration. sont partagées entre les diverses fabriques au prorata de leur participation dans le total de la production et de l'impôt. Avec la production actuelle, un prix moyen de 20 marks par 100 kilog., le Syndicat a un bénéfice de 2 m. 36 par moitié pour les fabricants.

Plus le prix baisse à Magdebourg, plus le bénéfice par quintal augmente ; plus il monte, plus le bénéfice diminue.

Le prix moyen en 1900 est de 22 m. 16 les 100 kilogr. Les recettes du Syndicat ont été de 27,6 millions, le bénéfice de 1,46 par quintal. Les raffineurs reçoivent pour chaque quintal consommé un bénéfice de 1 mark. Les prix du raffiné sont fixés chaque mois par le Syndicat. Le prix normal se décompose par quintal raffiné :

Prix du brut, 25 m. 50; frais de fabrication et transport, 8; impôt de consommation, 20; bénéfice du Cartel, 1 mark. Total, 54 m. 50. Les grandes fabriques travaillent meilleur marché. Il y a, en outre, la prime d'exportation. Le bénéfice du Syndicat est estimé à 75 millions, plus les 30 millions de francs à l'exportation (1).

Avec le fonctionnement d'un pareil régime — que le Gouvernement allemand tolère comme il tolère d'ailleurs tous les autres cartels — on comprend que l'industrie sucrière allemande puisse augmenter ses exportations d'année en année. Outre la prime de sortie de 3 fr. par quintal qu'elle

(1) Arthur Raffalovich : *Le Marché financier en 1900-1901.*

reçoit directement de l'Etat, elle prélève, en effet, sur la consommation intérieure des bénéfices considérables que la concurrence intérieure ou étrangère ne peut lui disputer, et ces bénéfices, ajoutés aux conditions naturellement avantageuses de sa fabrication (qualité de terres, perfectionnement de l'outillage, bas prix du charbon et des transports), lui permettent ainsi d'offrir sur les marchés étrangers l'excédent de sa production à des prix ruineux pour les pays concurrents.

Voici, d'après la statistique douanière allemande, le détail de l'exportation sucrière de l'Empire pendant les quatre dernières années fiscales :

Exportation sucrière allemande, par pays de destination, de 1897 à 1900 inclus

(Tonnes)

Pays	1897	1898	1899	1900
Angleterre	571.596	639.625	578.948	513.609
Etats-Unis	376.286	219.516	184.516	353.980
Danemark	7.400	8.864	12.010	13.186
Hollande	13.238	7.680	7.876	3.977
Norvège	14.169	18.172	18.459	23.454
Suisse	11.212	14.737	12.051	12.523
Japon	26.515	30 513	14.579	15.901
Canada	21.896	45.821	40.251	21.704
Hambourg	52.154	8.635	33.275	3.900
Pays divers	46.691	38.958	37.342	44.232
Totaux	1.141.097	1.032.521	939.307	1.006.466
Valeur en millions de francs	287	265	254	270

Pendant les mêmes années fiscales l'exportation sucrière de la France, exprimée en sucre brut, a été de 330.083 tonnes pour 1897; de 167.652 tonnes pour 1898; de 396.593 tonnes pour 1899 et de 610.506 tonnes pour 1900. Il s'agit, pour les deux pays, d'années fiscales commençant le 1er janvier et finissant le 31 décembre, et non de campagnes

sucrières qui sont à cheval sur deux années consécutives.

Il est difficile de prévoir les effets que l'application des clauses de la Convention de Bruxelles produira sur l'exportation sucrière allemande, mais il est probable que les sucriers allemands combattront cette Convention quand elle viendra en discussion au Reichstag, surtout si elle contient des dispositions rendant désormais impossible le fonctionnement de leur cartel.

* * *

L'industrie de la bière en Allemagne a également progressé d'une manière très sérieuse depuis une dizaine d'années, non pas à cause du développement de ses exportations à l'étranger, qui se maintiennent au niveau des importations de même nature, mais surtout en raison de l'augmentation de la population allemande et de la consommation moyenne par habitant.

Voici la statistique de la production et de la consommation pendant la période 1890-1900 :

Production de la bière en Allemagne et consommation indigène pendant la période 1890-1900 :

Années	Nombre de brasseries en exploit. dans les pays d'excise	Production de la bière			Consommation totale
		Pays d'excise	Autres pays	Total	
		En milliers d'hectolitres			
1890-91	8.969	32.279	20.551	52.830	52.433
1891-92	8.672	32.632	20.573	53.205	52.871
1892-93	8.460	33.171	21.609	54.780	54.556
1893-94	8.243	34.385	21.238	55.623	55.461
1894-95	8.029	33.974	21.395	55.369	55.258
1895-96	7.847	37.733	22.962	60.695	60.595
1896-97	7.682	38.356	23.265	61.621	61.518
1897-98	7.542	41.436	24.942	66.378	66.306
1898-99	7.312	42.269	25.699	67.968	67.911
1899-1900	7.083	43.209	26.291	69.500	69.449

La consommation générale de la bière, en Allemagne, est donc passée de 52 millions d'hectolitres en 1890, à 61 millions d'hectolitres en 1895 et 69 millions d'hectolitres en 1900. Ce sont les Bavarois qui en boivent le plus, avec une moyenne, par habitant, de 221 litres en 1890 et de 248 litres en 1900. Puis viennent les Wurtembergeois : 172 litres par habitant en 1890, et 193 en 1900. La moyenne de tous les Etats de l'Empire est elle-même passée de 106 litres en 1890 à 125 litres en 1900.

L'industrie de la bière est donc en pleine prospérité, du chef de la consommation allemande proprement dite : en effet, l'exportation de la bière allemande à l'étranger n'a été, en 1900, que de 2 millions 228.000 hectolitres, évalués par la statistique douanière à 28.750.000 francs.

Par contre, l'Allemagne, pendant la même année, a elle-même importé 1.466.000 hectolitres de bières étrangères, dont 1.410.000 de provenance autrichienne.

C'est la France qui tient la tête des pays de destination avec 370.614 hectolitres; puis viennent la Belgique, la Suisse, l'Autriche, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Chine et le Cap.

La production du houblon en Allemagne, loin d'avoir progressé comme la production de la bière, est, au contraire, en recul et on ne peut attribuer la diminution de la production houblonnière à la concurrence étrangère, puisque l'exportation du houblon allemand à l'étranger dépasse très sensiblement les importations du houblon étranger en Allemagne.

Par exemple, en 1895, avec une production indigène de 301.810 quintaux, l'Allemagne a exporté 108.100 quintaux de houblon à l'étranger, contre une importation de 20.360 quintaux, laissant à la consommation nationale un stock de 214.070 quintaux.

Production du houblon en Allemagne de 1890 à 1900

Années	Surface ensemencée	Rendement par hectare	Production totale
	Hectares	Quintaux	
1890	44.505	5.6	247.310
1891	43.640	5.0	219.440
1892	43.634	5.6	245.150
1893	42.065	2.5	106.400
1894	42.203	7.8	331.090
1895	42.074	7.2	301.810
1896	40.700	6.2	253.250
1897	39.525	6.0	238.610
1898	38.740	5.6	218.670
1899	36.143	6.3	227.380
1900	37.191	5.9	217.824

Cette diminution de la surface ensemencée et, par suite, de la production houblonnière elle-même, mise en regard de la progression de la production de la bière, semble indiquer que les brasseurs allemands ont une tendance à moins employer ce produit dans leur fabrication que par le passé. La chimie industrielle a fait de grands progrès en Allemagne depuis une quinzaine d'années, et il est fort possible que les brasseries d'ordre inférieur suivent l'exemple des fabricants de champagne, de bordeaux et de cognac de Hambourg.

En 1900, la production indigène a fourni 217.824 quintaux sur lesquels l'exportation a prélevé 96.480 quintaux, contre une importation de 27.160 quintaux. Le stock laissé à la disposition des brasseries allemandes n'a donc pas dépassé 148.504

quintaux. Cependant, la production totale de ces mêmes brasseries, qui n'avait été que de 60.595.000 hectolitres de bière pendant la campagne 1895-1896, s'est élevée à 69.449.000 hectolitres en 1899-1900.

Voici comment se répartit la culture du houblon en Allemagne :

Culture du Houblon dans les divers Etats de l'Empire allemand en 1898 et 1900

Etats	1898			1900		
	Surface cultiv.	Rendement par hectare	Production totale	Surface cultiv.	Rendement par hectare	Production totale
	Hectar.	Quintaux		Hectar.	Quintaux	
Prusse......	2.635	2.3	6.070	2.425	5.1	12.051
Bavière.....	24.861	5.3	131.04[illegible]	23.635	4.8	112.914
Wurtemberg	5.242	6.6	34.53[illegible]	5.065	7 8	39.442
Bade........	2.172	6.8	14.770	2.048	7.2	14.785
Alsace-Lorr..	3.764	8.4	31.730	3.966	9.7	38.346
Autres Etats.	66	8 1	530	57	5.9	336
Totaux...	38.740	5.6	218.670	37.191	5.9	217.824

C'est la Bavière qui tient la tête de la production houblonnière avec 112.914 quintaux sur une récolte totale de 217.824 quintaux. Puis viennent le Wurtemberg et l'Alsace-Lorraine.

*
* *

La production de l'alcool est favorisée en Allemagne par des tarifs douaniers très élevés qui protègent efficacement, sur le marché intérieur, l'alcool indigène contre la concurrence étrangère, et par un système de primes fort ingénieux qui a pour conséquence de réserver spécialement les betteraves à la fabrication du sucre et de ne faire employer à la distillation de l'alcool que les pommes de terre, les céréales et quelques substances

secondaires telles que les mélasses et les déchets de brasserie.

Voici d'ailleurs la statistique de la production de l'alcool allemand de 1890 à 1900 :

Distilleries et Fabrication de l'Alcool en Allemagne de 1890 à 1900

Années	Nombre des distilleries	Production de l'alcool				
		Pommes de terre	Céréales	Mélasses	Autres produits	Total
		(Milliers d'hectolitres d'alcool pur)				
1890-91	57.766	2.233	511	201	24	2.969
1891-92	59.789	2.125	535	260	28	2.948
1892-93	60.025	2.376	519	106	23	3.029
1893-94	71.503	2.583	532	96	51	3.262
1894-95	65.377	2.172	525	218	37	2.952
1895-96	60.763	2.655	530	122	27	3.334
1896-97	62.108	2.398	546	128	29	3.101
1897-98	60.779	2.551	577	134	26	3.288
1898-99	60.926	3.107	581	103	25	3.816
1899-00	59.024	2.948	599	95	26	3.668

Comme on peut le voir par le tableau ci-dessus, c'est l'alcool de pommes de terre qui constitue la base principale de la production allemande, soit 80 0/0 de cette production; les céréales et les mélasses y entrent de leur côté pour 19 0/0; quant aux autres substances, fruits, raisins, moûts, déchets de brasserie, etc., elles n'y figurent que pour moins de 1 0/0.

Il en résulte que la production et l'exportation sucrières allemandes se trouvent indirectement stimulées par le régime particulier dont bénéficie l'alcool de pommes de terre, car si ce régime n'existait pas, c'est évidemment la betterave qui donnerait la majeure partie de l'alcool fabriqué par les distilleries. En effet, l'alcool est obtenu beaucoup plus économiquement avec la betterave qu'avec la pomme de terre, et nous savons que la betterave a fourni en France, pour l'année 1900 : 973.000 hec-

tolitres d'alcool sur les 2.656.000 hectolitres que notre pays a produit.

Pour leur production de 1899-1900, les distillateurs allemands ont mis en œuvre : 2.502.000 tonnes de pommes de terre; 347.000 tonnes de céréales et 35.000 tonnes de mélasse.

Pour obtenir les 26.000 hectolitres d'alcool non fournis par ces trois substances, ils ont distillé 1.002.000 hectolitres de déchets de brasserie, fruits, raïsins, moûts et produits divers qui ont donné un rendement moyen de 26 litres d'alcool pur par 1.000 litres de substance, soit à peine 2,6 0/0.

L'alcool a son cartel spécial depuis 1899. Déjà un groupe de bouilleurs et de rectificateurs des provinces du nord et du centre s'était formé en 1897 et 1898 pour créer une sorte de syndicat visant tout particulièrement le marché de vente, et ce syndicat ayant réussi à relever le prix de l'alcool en Allemagne pendant la campagne 1897-1898 — car le prix moyen, qui n'avait été en 1896 que de 54 marks 40 par hectolitre d'alcool pur, était progressivement monté à 58 marks 70 en 1897 et à 64 marks en 1898 — devint le noyau du cartel fondé en 1899, pour une période de neuf années, sous le nom de Centrale ou *Ring* et ayant pour objet le contrôle de la production, de la rectification et du commerce de l'alcool.

Le *Ring* a en quelque sorte associé les bouilleurs aux rectificateurs ; comme pour le cartel du sucre, il achète aux bouilleurs et rectificateurs l'alcool d'après un prix de base convenu à l'avance, en assure l'écoulement sur le marché intérieur et à l'étranger, et partage ensuite les bénéfices réalisés entre tous les adhérents, au prorata de leurs li-

vraisons, après avoir déduit un pourcentage appli qué aux frais de direction.

Pour l'année 1900, les bouilleurs, en outre du prix de base de 39 marks, ont ainsi touché une bonification supplémentaire de 2 marks 50, soit un prix total de 52 fr. par hectolitre. Pendant la même année, le prix moyen de l'alcool pur en France n'a été que de 35 fr. 33. On voit, par ce simple exemple, les avantages que le régime des cartels procure à l'agriculture allemande.

Il faut d'ailleurs rendre cette justice aux directeurs du *Ring* qu'ils s'efforcent, par tous les moyens, d'augmenter les emplois industriels de l'alcool allemand. Le tableau suivant, donnant le détail de la consommation de l'alcool sur tout le territoire de l'Empire (sauf les ports francs) de 1890 à 1900, va nous montrer les résultats obtenus :

Consommation de l'Alcool en Allemagne

(Alcool mis en circulation après acquittement des droits)

Campagne	Alcool national	Alcool étranger	Total	Alcool employé par l'industr.	Total général
	(Milliers d'hectolitres d'alcool pur)				
1890 1891..	2.150	47	2.197	519	2.716
1891-1892..	2.159	31	2.190	551	2.741
1892-1893..	2.212	40	2.252	606	2.859
1893-1894..	2.223	37	2.660	664	2.925
1894-1895..	2.183	37	2.220	718	2.938
1895-1896..	2.248	38	2.286	808	3.094
1896-1897..	2.244	36	2.280	867	3.148
1897-1898..	2.259	36	2.295	889	3.184
1898-1899..	2.409	37	2.446	990	3.436
1899-1900..	2.375	75	2.449	1.043	3.492

Il s'agit ici de l'alcool mis en circulation après acquittement des droits en vigueur dans l'Empire et non de la production totale, qui est un peu supérieure aux chiffres du tableau précédent.

En dix années, l'alcool industriel a doublé d'importance ; il représente aujourd'hui 30 0/0 de la consommation totale contre seulement 19 0/0 en 1890-1891. L'alcool de boisson a augmenté dans une proportion beaucoup moins considérable.

En ce qui concerne l'exportation, le *Ring* a été moins heureux, car la statistique officielle nous indique qu'en 1900, l'Allemagne n'a expédié à l'étranger que 25.435 tonnes d'eau-de-vie, contre 37.271 tonnes en 1899 et 38.202 tonnes en 1898. En 1900, la valeur de l'eau-de-vie allemande exportée n'a pas dépassé 9.352.000 francs, soit 368 fr. la tonne. Par contre, les Allemands ont importé, pendant la même année, 11.719 tonnes d'eau-de vie étrangère, valant 18.886.000 fr. Sur ce dernier chiffre, les eaux-de-vie françaises figurent pour 4.154 tonnes, représentant une valeur de 11.577.500 francs, c'est-à-dire 2.787 francs la tonne.

*
* *

L'élevage allemand est en assez bonne posture, car la statistique officielle relève une augmentation notable du nombre des chevaux, bœufs, porcs et moutons recensés sur le territoire de l'Empire en 1883, 1892, 1897 et 1900.

Situation de la production animale en Allemagne d'après les recensements officiels
(Nombre de têtes)

Désignation	1883	1892	1897	1900
Chevaux........	3.522.000	3.836.000	4.038.000	4.180.000
Bœufs et vaches.	15.787.000	17.556.000	18.491.000	19.011.000
Porcs...........	9.206.000	12.174.000	14.274.000	16.692.000
Moutons........	2.640.000	3.091.000	3.105.000	3.207.000
Chèvres	19.190.000	13.589.000	10.867.000	9.682.000

La valeur de ces animaux est ainsi estimée pour l'année 1900 : Chevaux : 2,436 millions de francs ;

bœufs et vaches : 4.542 millions de francs ; porcs : 1.025 millions de francs ; moutons : 62 millions de francs ; chèvres : 247 millions de francs

Toutes les espèces sont en progression, sauf l'espèce caprine, qui a diminué de 50 0/0 depuis 1883. Il est cependant certain que la production animale allemande ne suffit pas aux besoins du pays et le tableau suivant, tiré de la statistique douanière de l'Empire, va nous montrer dans quelle mesure l'élevage étranger est mis à contribution par l'Allemagne :

Mouvement des animaux vivants entre l'Allemagne et l'étranger pour les quatre dernières années :

Années	Nombre		Valeur en milliers de francs		
	Importés	Exportés	Importations	Exportations	Déficit ou excédent
		Chevaux			
1897	120.334	9.050	105.625	12.397	— 93.228
1898	121.806	8.760	114.190	12.141	—102.049
1899	118.796	9.591	110.989	12.982	— 98.007
1900	111.336	10.912	96.945	12.909	— 84.036
		Bœufs et vaches			
1897	125.070	6.789	51.879	3.994	— 47.885
1898	107.315	5.973	48.909	3.509	— 45.400
1899	122.464	3.339	54.701	1.939	— 52.762
1900	135.630	4.007	60.714	2.330	— 58.384
		Porcs			
1897	89.826	4.592	8.948	587	— 8.361
1898	73.787	3.115	7.451	426	— 7.025
1899	70.287	4.685	6.170	596	— 5.574
1900	68.563	3.462	6.360	416	— 5.944
		Jeune bétail (Moutons et veaux)			
1897	71.923	4.936	18.824	1.995	— 16.829
1898	56.236	3.520	15.252	1.420	— 13.832
1899	56.721	1.666	15.163	679	— 14.484
1900	58.484	2.125	14.771	860	— 13.911
		Chèvres			
1897	1.988	199.295	202	6.087	+ 5.885
1898	1.642	154.751	216	4.772	+ 4.556
1899	1.462	128.264	200	4.680	+ 4.480
1900	1.038	147.247	159	5.610	+ 5.451

Les quatre pays qui ont le plus importé de chevaux en Allemagne pendant l'année 1900, sont : la Russie, 33.906 ; le Danemark, 20.963 ; la Belgique, 19.582 et l'Autriche-Hongrie, 16.492. D'après la valeur de ces importations spéciales, le prix moyen des chevaux russes a été de 556 fr. ; celui des chevaux austro-hongrois de 670 fr. ; celui des chevaux danois de 962 fr., et celui des chevaux belges de 1.220 fr. Pendant cette même année, il a été importé 6.445 chevaux français en Allemagne, d'une valeur globale de 7.326.000 fr., ce qui porte la valeur moyenne des chevaux français à 1.420 francs.

Le gros bétail de boucherie vient surtout de l'Autriche-Hongrie, qui a fourni, en 1900, 60.204 bœufs et 40.554 vaches d'une valeur totale de 46.685.000 fr. La Suisse a également expédié 11.861 vaches laitières.

Les moutons et les veaux sont demandés à l'Autriche (34.971 têtes) et au Danemark (19.514 têtes) ; quant aux porcs, ils sont presque exclusivement de provenance russe.

La plus grande partie des chèvres exportées d'Allemagne est dirigée sur l'Angleterre et la Belgique. Mais cette exportation a une tendance à diminuer, car le nombre des chèvres dirigées sur ce dernier pays est successivement tombé de 78.209 têtes en 1897, à 63.645 têtes en 1898, à 56.446 en 1899 et à 55.094 en 1900.

Indépendamment du bétail vivant, l'Allemagne a importé, en 1900 : 51.242 tonnes de viandes fraiches d'une valeur totale de 56.716.000 fr., dont 20.265 tonnes ont été fournies par les Etats-Unis d'Amérique, 13.889 tonnes par la Hollande et 10.342 tonnes par le Danemark. Il convient, cependant, de constater que la consommation de ce genre

de viande est en recul très sérieux en Allemagne, puisqu'après avoir atteint le chiffre de 83.596 tonnes en 1898, les importations se sont réduites à 73.883 tonnes en 1899 et 51.242 tonnes en 1900.

C'est sur les viandes américaines que la réduction a surtout porté, car en 1898 les Etats-Unis en avaient importé 47.243 tonnes d'un valeur globale de 49.586.000 fr. En 1899, l'importation des mêmes viandes fléchissait à 34.467 tonnes valant 35 millions 689.000 fr. et en 1900 à 20.265 tonnes valant 22.316.000 francs.

* * *

En résumé, l'étude impartiale de l'agriculture allemande conduit à cette double conclusion : que sa situation actuelle est moins mauvaise que ne l'affirment les Agrariens, mais que les craintes de ces derniers sont parfaitement fondées en ce qui concerne l'avenir.

Les agriculteurs allemands ont certainement fait des efforts considérables pour améliorer leurs procédés de culture et les résultats qu'ils ont obtenus sont très appréciables, ainsi qu'en témoignent les tableaux précédents ; mais il est incontestable, d'une part, que leurs frais d'exploitation ont sérieusement augmenté du chef de la hausse des salaires agricoles et que, d'autre part, la concurrence étrangère a notablement diminué, sur le marché intérieur, les prix de vente de leurs principales récoltes.

Ils n'ont donc guère à se louer de la politique des traités de commerce et le simple tableau des importations et des exportations alimentaires allemandes de la période 1893 à 1900, démontre que la campagne agrarienne est au moins explicable.

Importations et exportations d'objets d'alimentation en Allemagne (commerce spécial) de 1893 à 1900

(*Millions de francs*)

Années	Importat. d'objets d'alimentation				Exportations totales d'objets d'alimentat.	Déficit alimentaire
	Animaux vivants	Produits alimentaires		Importations totales		
		Bruts	Fabriq.			
1893 ..	277	1.078	291	1.646	533	1.113
1894 ..	350	1.178	268	1.796	518	1.278
1895 ..	257	1.216	264	1.737	520	1.217
1896 ..	197	1.393	262	1.852	564	1.288
1897 ..	225	1.512	281	2.018	645	1.373
1898 ..	223	1.724	322	2.274	631	1.643
1899 ..	233	1.592	335	2.160	598	1.562
1900 ..	223	1.607	373	2.203	647	1.556

Ainsi, entre 1893 et 1900, le déficit alimentaire de l'Allemagne a augmenté de 443 millions de francs, soit environ 40 0/0, alors que pendant la même période de huit années, la population allemande n'a progressé que de 12 0/0.

On peut dire, il est vrai — et c'est précisément la thèse du Handelstag représentant les associations industrielles et commerciales de l'Allemagne — que l'exportation des produits manufacturés allemands est passée, entre les deux dates, de 2.498 millions à 3.728 millions de francs. Mais les Agrariens objectent que l'agriculture indigène n'a retiré aucun profit de cet accroissement d'exportations industrielles, et que rien ne prouve, d'ailleurs, qu'il constitue une source réelle et permanente de bénéfices pour le pays.

La question de savoir si l'Allemagne, dans l'ensemble de ses intérêts économiques, a gagné ou perdu par la conclusion de ses traités de commerce de 1893 et 1894, n'est donc pas résolue et s'il fallait demander quelques éclaircissements à

la statistique douanière impériale, voici ce qu'elle pourrait répondre :

Décomposition du Commerce extérieur de l'Allemagne (commerce spécial) en 1893 et 1900

(*Millions de francs*)

Catégories	1893 Import.	1893 Export.	1893 Déficit ou excéd.	1900 Import.	1900 Export.	1900 Déficit ou excéd.	Différ. entre 1893 et 1900
1° Mat. prem..	2.180	835	—1.345	3.504	1.389	—2.115	— 770
2° Obj. d'alim.	1.646	533	—1.113	2.203	647	—1.556	— 443
Totaux....	3.826	1.368	—2.458	5.707	2.036	—3.671	—1.213
3° Prod. fabriq.	1.126	2.498	+1.372	1.500	3.728	+2.228	+ 856
Commerce total	4.952	3.866	—1.086	7.207	5.764	—1.443	— 357

Il faut évidemment se garder de demander à la statistique douanière plus de renseignements qu'elle n'en peut logiquement fournir ; mais enfin les chiffres ci-dessus établissent, sans contestation possible, que si l'Allemagne, en 1900, a reçu pour ses exportations nettes de produits fabriqués, 856 millions de francs de plus qu'en 1893 ; par contre, elle a payé à l'étranger un tribut supplémentaire de 770 millions de francs pour ses matières premières et de 443 millions de francs pour son alimentation nationale, soit, en fin de compte, un solde déficitaire plus élevé de 357 millions de francs que celui de 1893.

Donc, la politique des traités de commerce n'a pas donné à l'Allemagne que des profits ; elle lui a imposé des sacrifices de diverse nature et il n'est pas douteux que ces sacrifices pèsent plus lourdement sur l'agriculture que sur les autres branches de l'activité nationale

VII

Les Finances de l'Allemagne : Budgets, Dettes

Le mécanisme financier de l'Empire allemand est certainement l'un des plus compliqués de l'Europe, non seulement à cause du double budget (Empire et Etats particuliers) qui s'y élabore annuellement, mais, aussi, en raison des catégories spéciales de recettes et de dépenses qui figurent à la fois dans les deux budgets.

Le budget de l'Empire est alimenté par des ressources qui lui sont propres : 1° douanes et impôts indirects sur le tabac, le sucre, le sel, l'alcool, la bière, etc., et dont le montant a été prévu pour 1.013 millions de francs dans le budget de 1901-1902 ; 2° droits de timbre sur les valeurs, les transactions, les effets de commerce, les loteries d'Etat, loteries privées et les cartes à jouer, évalués à 143 millions de francs pour le budget de 1901-1902 ; 3° recettes des administrations impériales : postes et télégraphes, chemins de fer et imprimerie de l'Empire et recettes diverses, prévues dans le même budget pour 803 millions de francs ; 4° quotes-parts matriculaires des Etats, soit 714 millions de francs ; 5° enfin, recettes extraordinaires d'emprunts et diverses, comptées pour 270 millions de francs.

Soit une prévision globale de 2.943 millions pour le budget en cours.

Dans l'étude qui va suivre, nous n'examinerons que les budgets de prévision votés pendant la période 1891-1901, par le Reichstag pour l'Empire, et par les Diètes locales pour les Etats particuliers. Ces budgets de prévision donnent d'ailleurs fidèlement la mesure des charges qui pèsent sur les contribuables allemands, car les recettes sont établies, pour chaque exercice nouveau, d'après le rendement moyen des trois années précédentes.

Voici d'abord le chiffre global des budgets de prévision votés depuis onze ans :

Budgets de prévision des Etats et de l'Empire d'Allemagne :
(*Millions de francs*)

Exercices	Budgets d'ensemble			Contributions matriculaires à déduire	Total réel
	Empire	Etats	Total		
1891-92	1.697	3.331	5.028	396	4.632
1892-93	1.854	3.527	5.381	401	4.980
1893-94	2.016	3.591	5.607	483	5.124
1894-95	1.966	3.653	5.619	497	5.122
1895 96	1.921	3.685	5.606	495	5.111
1896-97	1.953	3.769	5.722	513	5.209
1897-98	2.120	3.922	6.042	544	5.498
1898-99	2.234	4.540	6.774	588	6.186
1899-00	2.418	4.387	6.805	612	6.193
1900 01	2.583	4.907	7.490	659	6.831
1901-02	2.943	5.202	8.145	714	7.431

Les chiffres ci-dessus demandent quelques explications : Le montant de la quote-part matriculaire à fournir par chaque Etat particulier au budget impérial est fixé toutes les années par le Reichstag. Pour l'exercice 1901-1902, dont nous avons le détail, la quote-part de la Prusse a été exactement de 437 millions de franes, soit 61.2 0/0

de la contribution matriculaire totale, qui s'est élevée à 714 millions de francs; celle de la Bavière a atteint 77 millions de francs, ou 10.8 0/0; celle de la Saxe 54 millions ou 7.5 0/0; celle du Wurtemberg 27 millions ou 3.9 0/0; celle du Grand-duché de Bade 24 millions ou 3.3 0/0; celle de l'Alsace-Lorraine 22 millions ou 3.1 0/0, et celle de tous les autres Etats réunis 73 millions de francs ou 10.2 0/0.

Ces quote-parts matriculaires ne constituent pas des charges, dans le vrai sens du mot, pour les budgets des divers Etats qui les versent au Trésor impérial, parce que chacun de ces Etats effectuant directement sur son territoire particulier, la perception, pour le compte de l'Empire, des droits de douane, de consommation et du timbre, reçoit, en retour, une remise proportionnelle aux recettes impériales ainsi réalisées et cette remise est généralement égale à sa quote-part matriculaire.

Nous devons cependant constater que les contribuables allemands commencent à se plaindre sérieusement de l'augmentation graduelle des contributions matriculaires, qui n'étaient inscrites que pour une somme totale de 86.212.000 francs dans le budget de 1875. Ils ont, en effet, observé que si ces contributions ont, depuis cette date, progressé de plus de 627 millions de francs, les droits de douane et les impôts de consommation qui les alimentent ont eux-mêmes augmenté de 727 millions de francs.

Plusieurs Diètes, ou Parlements des Etats, ont récemment adressé des réclamations au Conseil fédéral et la moins-value budgétaire survenue pendant le premier semestre de l'exercice 1901-1902, ne peut qu'augmenter le mécontentement des petits Etats dont les ressources sont moins

importantes, et surtout moins élastiques, que celles des grands Etats tels que la Prusse, la Bavière, la Saxe et le Wurtemberg, où les contributions directes et le produit des chemins de fer couvrent plus de la moitié des dépenses publiques.

*
* *

Le budget de prévision de l'Empire, pour l'exercice 1901-1902, se balance par 2.943 millions de francs en recettes et en dépenses ; il a augmenté de 1.246 millions ou environ 72 0/0 depuis 1891-1892 Les deux tableaux suivants, donnant la décomposition des recettes et des dépenses aux deux dates observées, nous montreront la nature et l'importance des augmentations survenues :

Budgets de l'Empire d'Allemagne
(*Milliers de francs*)
RECETTES

	1891-1892	1901-1902	Augment. en 1901-1902
Recettes ordinaires			
Douanes et impôts de consommation..............	723.442	1.012.914	289.472
Droits de timbre...........	43.132	142.525	99.393
Postes et télégraphes.......	295.007	525.204	230.197
Imprimerie de l'Empire....	6.012	9.721	3.709
Chemins de fer............	68.703	117.095	48.392
Banq. de l'Empire et autres.	3.365	18.392	15.027
Fonds des invalides.........	31.817	38.062	6.245
Excédent des recettes des exercices précédents......	3.150	40.757	37.607
Quotes-parts matriculaires.	395.749	713.666	317.917
Recettes diverses...........	12.351	33.569	21.218
Supplément du budget extraordinaire..............	»	20.510	20.510
Recettes extraordinaires			
Emprunts pour dépenses extraordinaires.............	97.638	254.320	156.682
Autres recettes.............	17.150	15.916	(—) 1.234
Total	1.697.516	2.942.651	1.245.135

DÉPENSES

	1891-1892	1901-1902	Augment. en 1901-1902
Parlement, Chancellerie, etc.	714	1.517	803
Affaires étrangères.........	17.370	45.011	27.641
Intérieur	63.200	74.556	11.356
Postes et télégraphes :			
Ordinaires	265.286	455.337	190.051
Extraordinaires	10.881	22.657	11.776
Imprimerie de l'Empire....	4.531	7.017	2.486
Chemins de fer............	43.459	81.269	37.810
Administration militaire :			
Ordinaires	516.397	698 894	182.497
Extraordinaires	80.478	142.512	62.034
Administration de la marine :			
Ordinaires	53.523	99.871	46.348
Extraordinaires	51.723	159.485	107.762
Justice	3.268	2.667	(—) *601*
Trésorerie	425.640	722.870	297.230
Dettes de l'Empire.........	67.327	123 128	55.801
Pensions....................	51.132	88.743	37.611
Fonds des invalides........	31.817	38.062	6.245
Dépenses diverses..........	10.770	24.903	14.133
Expédition dans l'Asie Orientale	»	154.152	154.152
Total........	1 697.516	2.942.651	1.245.135

Aux recettes, ce sont les contributions matriculaires qui ont donné la plus forte augmentation avec 317.917.000 fr. de plus qu'en 1891-1892; puis viennent les droits de douanes et les impôts de consommation avec 289.472.000 fr. et les postes et télégraphes avec 230.197.000 fr. Mais on remarquera, qu'aux dépenses, les frais de trésorerie, qui comprennent les remises faites aux Etats sur la perception des recettes revenant au budget de l'Empire, ont également augmenté de 297.230.000 francs, c'est-à-dire d'une somme sensiblement égale à la moyenne de l'augmentation des contributions matriculaires et des droits de douanes et impôts de consommation.

Cela revient à dire que le Trésor impérial a

bénéficié de la totalité de l'augmentation des droits de douanes et des impôts de consommation, car la remise supplémentaire qu'il fait aux Etats, percepteurs de ces droits et impôts, n'est pas supérieure à la quote-part supplémentaire que ces mêmes Etats doivent lui verser comme contributions matriculaires.

L'année 1900 comptera dans les annales financières de l'Empire en ce sens qu'elle a été marquée par une nouvelle étape dans la voie du développement des forces navales de l'Allemagne. Pour faire face aux nouvelles dépenses du programme adopté par le Reichstag, et dont nous parlerons plus loin, il a fallu non seulement demander d'importantes sommes à l'emprunt, mais aussi imposer de nouvelles charges aux contribuables allemands. L'impôt du Timbre a été augmenté de 57 millions de francs, les droits de douane de 6 millions, l'impôt sur les vins mousseux de 7.500.000 fr., et celui de la saccharine de 1.250.000 fr. : soit environ 73 millions de recettes nouvelles permanentes qui viendront s'ajouter à celles dont le budget impérial disposait déjà.

Les dépenses de l'Empire, abstraction faite des frais de Trésorerie, ont progressé en dix années de 947.905.000 fr. Sur ce chiffre, les dépenses qui peuvent être qualifiées de productives, telles que celles relatives aux postes et télégraphes, aux chemins de fer et à l'imprimerie de l'Empire, ne figurent que pour 242.123.000 fr., et elles sont contrebalancées par une augmentation de recettes correspondantes de 282.298.000 fr. ; mais la plus forte majoration de dépenses revient à l'armée et à la marine militaire qui ont respectivement augmenté, dans cette même période, de 244.531.000 fr. et 154.110.000 fr. ; soit au total 398.641.000 fr., non

compris les 154.152.000 fr. prévus pour l'expédition de Chine.

*
* *

La fièvre coloniale et d'expansion extérieure, qui s'est manifestée avec une intensité extraordinaire en Allemagne, surtout depuis une dizaine d'années, a été la cause principale de l'augmentation des dépenses d'ordre militaire constatée entre le budget 1891-1892 et 1901-1902.

En voici la progression annuelle :

Dépenses militaires de l'Empire
(*Milliers de francs*)

Exercices	Guerre	Marine	Total
1891-1892	596.875	105.246	702.121
1892 1893	715.972	106.760	822.732
1893-1894	817.699	99.746	917.445
1894-1895	763.854	92.404	856.258
1895-1896	688.150	102.099	790.249
1896-1897	676.884	120.300	797.184
1897-1898	731.478	146 281	877.759
1898-1899	760.253	152.568	912.821
1899-1900	803.491	167.187	970.678
1900-1901	837.647	190.873	1.028.520
1901-1902	841.406	259.356	1.100.762

Entre 1875-1876 et 1891-1892, c'est-à-dire pendant une période de seize années, les dépenses de la Guerre sont passées de 444.120.000 fr. à 596 millions 875.000 fr., soit une augmentation annuelle de 9.800.000 fr., et celles de la Marine militaire de 33.928.000 fr. à 105.246.000 fr., représentant un accroissement annuel de 4.450.000 fr. Mais au cours des dix dernières années, la progression annuelle s'est brusquement élevée à 24.453.000 fr. pour la Guerre et à 15.415.000 fr. pour la Marine. En effet, entre 1891-1892 et 1901-1902, les dépenses de la Guerre ont augmenté de 244.531.000, ou 41 0/0, et celles de la Marine militaire de 154 mil-

lions 152.000 fr., ou 146 0/0. Pour l'ensemble, l'augmentation totale a été de 398.641.000 fr., soit environ 57 0/0.

Pour expliquer cette majoration, il nous suffira de comparer les effectifs de l'armée et de la marine pour les années 1891 et 1901.

En 1891, sous l'empire des lois militaires des 27 janvier et 15 juillet 1890, l'armée allemande sur le *pied de paix* comprenait 20.440 officiers, 486.983 sous-officiers et soldats et 93.908 chevaux. En 1901, par application de la loi du 25 mars 1899, l'effectif sur *pied de paix* s'élevait à 24.139 officiers, 574.993 sous-officiers et soldats et 104.885 chevaux.

Mais l'augmentation a été plus importante encore pour la flotte militaire allemande, qui ne disposait que de 76 bâtiments de guerre en 1891 (non compris les torpilleurs), avec 511 canons, 186.252 tonneaux de jauge, 194.390 chevaux-vapeur et 18.051 hommes d'équipage, alors qu'en 1901 elle pouvait mettre en ligne : 107 bâtiments de guerre ayant 1.705 canons, 392.109 tonneaux de jauge, 503.330 chevaux-vapeur et 32.210 hommes d'équipage.

En outre, il restait en construction à la fin de 1901 : 6 grands vaisseaux de ligne, 2 grands croiseurs, 3 petits croiseurs et une canonnière.

Depuis la guerre sino-japonaise, Guillaume II a eu la ferme volonté de développer d'une manière considérable les forces navales de l'Empire. La majorité du Reichstag était absolument opposée à ce projet, mais avec une persévérance et une habileté vraiment remarquables, l'Empereur a su vaincre toutes les résistances et obtenir une première fois, en 1898, le fameux *septennat maritime* qui devait porter à la fin de 1905 le nombre des vaisseaux de ligne allemands à 17, les gardes-côtes

cuirassés à 8, les grands croiseurs à 19 et les petits croiseurs à 26.

Mais, à la suite des augmentations des flottes anglaise, russe et française, décidées après le vote du *septennat maritime* allemand, et après l'écrasement de la flotte espagnole par la flotte américaine, le programme de 1898 a été jugé insuffisant et l'Empereur, d'accord avec l'opinion publique allemande, a saisi le Reichstag, en janvier 1900, d'un nouveau plan de constructions navales échelonné sur une période de 17 années et devant en quelque sorte doubler les forces navales de l'Allemagne.

D'après ce nouveau programme, finalement voté par le Reichstag par 201 voix contre 103, la marine militaire allemande coûtera au budget impérial de 1900 à 1917 une dépense totale de 5.440 millions de francs, ainsi décomposés : 2.200 millions de francs pour la construction des nouveaux navires, chantiers, forts et armements ; 2.587 millions pour les dépenses permanentes annuelles; 508 millions pour l'intérêt des emprunts à contracter et 145 millions pour les nouvelles retraites de la marine.

Par contre, à la fin de 1917, la flotte de guerre allemande comprendra : 2 vaisseaux amiraux, 32 vaisseaux de ligne, 8 grands croiseurs et 24 petits croiseurs ; la flotte destinée aux eaux étrangères : 3 grands croiseurs et 10 petits croiseurs, et la flotte de réserve : 4 vaisseaux de ligne, 3 grands croiseurs et 4 petits croiseurs.

Toute la question est maintenant de savoir si, après la guerre du Transvaal, l'Angleterre n'augmentera pas de nouveau ses forces navales et si le

Gouvernement impérial allemand ne suivra pas encore son exemple.

*
* *

Le domaine colonial allemand comprend aujourd'hui un territoire de 2.597.180 kilomètres carrés, presque cinq fois plus vaste que le territoire de l'Empire, et une population de 12.333.000 indigènes. Il se décompose ainsi :

Afrique : La petite possession de *Togo*, d'une superficie territoriale de 87.200 kilomètres carrés, avec 2 millions d'habitants, limitrophe du Dahomey français et de la Guinée anglaise. Le *Cameroun*, situé entre le Soudan anglais et le Congo français : territoire 493.600 kil. c. et 3.500.000 habitants. Le *Sud-Ouest Africain*, limitrophe de la colonie anglaise du Cap et de la colonie portugaise d'Angola : territoire 830.960 kil. c.; population 200.000 habitants. L'Afrique Orientale Allemande, ou *Est Africain*, limitée au Nord par l'Afrique Orientale anglaise, à l'Ouest par l'Etat indépendant du Congo et au Sud par les possessions portugaises de l'Afrique Orientale : territoire 941.100 kil. c.; population 6.106.000 habitants.

Océan Pacifique : Les îles de la Nouvelle-Guinée comprenant l'île de l'*Empereur-Guillaume*, l'archipel *Bismarck* et les îles *Salomon*, *Carolines* et *Mariannes*. La superficie de ces possessions est de 240.826 kilomètres carrés avec 401.000 habitants indigènes. Les îles *Marshall*, avec une superficie de 405 kil. c. et 15.000 habitants. Les îles *Samoa*, avec un territoire de 2.588 kil. c. et une population indigène de 33.000 individus.

Chine : Territoire affermé de *Kiaotchéou*, de 501 kilom. c. et 84.000 habitants; soit, au total, 2.352.860 kilomètres carrés et 11.800.000 habitants indigènes en Afrique; 243.819 kil. carrés et 449.000

naturels en Océanie et le territoire chinois affermé de Kiaotchéou.

Mais le plaisir de la colonisation est aujourd'hui un plaisir coûteux qui ne convient qu'aux pays riches. L'Allemagne peut évidemment se payer le luxe de l'entretien d'un grand domaine colonial, mais l'impartialité nous oblige à constater que les résultats pratiques qu'elle en retire ne répondent guère aux espérances des cercles coloniaux berlinois et hambourgeois, dont l'ardente propagande en faveur de l'expansion extérieure de l'Allemagne a si utilement servi les projets du Gouvernement impérial relativement à la marine militaire.

Ainsi, par exemple, pour l'ensemble des possessions africaines, dont le commerce extérieur est d'environ 40 millions de francs aux importations et de 16 millions aux exportations, la part de l'Allemagne n'est pas supérieure à 10 millions de francs, dont 6 millions aux importations et 4 millions aux exportations. Et cependant, le budget de l'Empire pour l'exercice 1901-1902 comporte pour ces colonies une subvention de 21.780.000 francs, non compris les frais d'occupation militaire qui sont à la charge de la métropole.

Les subventions coloniales, visibles dans le budget de 1901-1902, atteignent le chiffre total de 36.648.000 fr. sur lesquelles le territoire de Kiaotcheou figure à lui seul pour 13.440.000 fr. et les îles de l'Océan Pacifique pour 1.428.000 fr. C'est une subvention de 3 francs par indigène; mais il ne faut pas trop nous moquer de ces résultats négatifs, car les indigènes de l'Algérie nous ont longtemps coûté plus de 10 fr. par tête..... et la population de certaines de nos colonies nous coûte encore actuellement beaucoup plus cher.

*
* *

En 1875-1876 les budgets de tous les Etats de l'Allemagne s'équilibraient en dépenses et en recettes, par 1.804.909.000 fr., dont 86 millions 212.000 fr. de contributions matriculaires ; et celui de l'Empire par 643.773.000 fr. Le total d'ensemble s'élevait donc exactement à 2.362.470.000 francs.

Le tableau suivant nous donne les chiffres des exercices 1891-1892 et 1901-1902 :

Détail des Budgets par Etats
(*Milliers de francs*)

	1891-1892	1901-1902	Augment. en 1901-1902
Empire	1.697.016	2.942.651	1.245.635
Alsace-Lorraine	62.489	84.018	21.529
Anhalt	22.316	35.663	13.347
Bade	207.858	215.465	7.607
Bavière	350.365	541.150	190.785
Brême	28.389	46.388	17.999
Brunswick	18.993	25.657	6.664
Hambourg	69.861	148.595	78.734
Hesse	34.497	103.334	68.837
Lippe	1.332	3.613	2.281
Lübeck	4.410	7.989	3.579
Mecklembourg Schwerin	26.321	33.394	7.073
— Strelitz	3.125	3.125	»
Oldenbourg	12.977	16.857	3.880
Prusse	2.151.044	3.311.268	1.160.224
Reuss aînée	1.352	2.167	815
— cadette	2.193	3.414	1.221
Saxe	154.937	456.983	302.046
— Altenbourg	4.154	5.715	1.561
— Cobourg	7.392	10.928	3.536
— Meiningen	7.145	9.861	2.716
— Weimar	9.620	14.679	5.059
Schaumbourg Lippe	982	1.366	384
Schwarzbourg Rudolstadt	3.179	3 846	667
— Sondershaus.	3.077	4.227	1.150
Waldeck	1.485	1.932	447
Wurtemberg	81.565	110.862	29.297
Total	5.028.074	8.145.147	3.117.073
Moins les contributions matriculaires	395.749	713.666	317.917
Dépenses et recettes nettes	4.632.325	7.431.481	2.799.156

Entre 1875-1876 et 1891-1892, le budget de l'Empire s'est accru de 1.053.243.000 fr., soit une augmentation moyenne annuelle de 65.820.000 fr. Entre 1891-1892 et 1901-1902, l'augmentation a atteint 1.245.635.000 fr., représentant une moyenne annuelle de 124.563.000 fr.

Sur ce total, les contributions matriculaires ont fourni 309.537.000 fr. d'augmentation pendant la première période, c'est-à-dire une augmentation moyenne annuelle de 19.345.000 fr., et 317.917.000 francs entre 1891-1892 et 1901-1902, portant ainsi l'augmentation moyenne annuelle à 31.792.000 fr.

Quant à l'ensemble des budgets particuliers des Etats, abstraction faite des contributions matriculaires déjà comptées dans le budget de l'Empire, il est passé de 1.718.697.000 fr. en 1875-1876, à 2.935.309.000 fr. en 1891-1892 et à 4.488.830.000 fr. en 1901-1902.

Cela revient à dire que pendant la première période de seize années, l'augmentation totale de ces budgets a été de 1.216.612.000 fr., soit une progression moyenne annuelle de 76.038.000 fr., et que pendant la dernière période décennale l'augmentation totale a atteint 1.553.521.000 fr., relevant brusquement l'augmentation moyenne annuelle à 155.352.000 fr.

Pour la totalité des budgets (Empire et Etats réunis), l'augmentation moyenne annuelle a donc atteint 141.858.000 fr. pendant la première période et 279.915.000 fr. pendant les dix dernières années.

Pendant la période 1891-1901, les recettes publiques ordinaires de la France n'ont progressé, en moyenne, que de 30 millions de francs par année, mais les budgets français ne sont comparables aux budgets allemands, ni en recettes, ni en

dépenses, parce que ces derniers comprennent généralement — qu'il s'agisse du budget de l'Empire ou des budgets particuliers des principaux Etats, tels que la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, etc... — l'exploitation des chemins de fer, des mines et de certaines industries appartenant en propre à l'Empire ou aux Etats.

Nous avons vu, en effet, au chapitre des chemins de fer, que sur 51.850 kilomètres de voies ferrées en exploitation en Allemagne au 1er avril 1901 : 46.784 kilomètres étaient la propriété des Etats ou de l'Empire, et seulement 5.066 kilomètres la propriété de Compagnies privées.

Dans la première catégorie, les chemins d'Etat de la Prusse et de la Hesse figurent pour 30.918 kilomètres; les chemins de l'Etat bavarois pour 5.883 kilomètres ; ceux de l'Etat saxon pour 3.036 kilomètres; ceux du Wurtemberg pour 1.843 kilomètres ; ceux du Grand-duché de Bade pour 1.552 kilomètres ; le réseau Alsacien-Lorrain appartenant à l'Empire pour 1.661 kilomètres, etc...

Ainsi, par exemple, le budget de prévision de l'Etat prussien pour l'exercice 1901-1902 porte en recettes 1.801 millions de francs pour ses chemins de fer et 240 millions pour ses mines, usines et salines. Les dépenses prévues pour les chemins de fer, pendant le même exercice, sont évaluées à 1.095 millions de francs et celles des mines, usines et salines à 198 millions, laissant en faveur des recettes nettes, un solde de 748 millions de francs.

Dans le budget prussien de 1891-1892, les recettes brutes des chemins de fer n'étaient évaluées qu'à 1.164 millions de francs et celles des mines, usines et salines à 175 millions de francs ; les dépenses d'exploitation figuraient de leur côté pour 697 et

160 millions, ne constituant qu'un solde net de 482 millions.

Le budget total des recettes et des dépenses de l'Etat de Prusse ayant augmenté de 1.160 millions de francs entre l'exercice 1891-1892 et l'exercice 1901-1902, on voit déjà que sur cette majoration, il faut déduire l'augmentation des recettes d'exploitation des chemins de fer, mines, usines et salines, qui ne sont pas des recettes fiscales proprement dites, et qui atteignent à elles seules 702 millions de francs, c'est-à-dire les 60 0/0 de l'augmentation constatée entre les deux dates.

Ce sont ces faits, qu'on retrouve, d'ailleurs, dans tous les budgets particuliers des Etats propriétaires de chemins de fer et d'exploitations industrielles : Bavière, Saxe, Wurtemberg, Grand-Duché de Bade, Mecklembourg et Oldenbourg, qui rendent si difficile le calcul des charges contributives annuelles qui pèsent, en moyenne, sur chaque citoyen allemand et leur comparaison avec les années antérieures.

Un laborieux travail de compilation entre les budgets de l'Empire et des Etats nous permet cependant d'estimer les recettes non fiscales à 34 0/0 du montant total des recettes prévues dans les évaluations de l'exercice 1891-1892 (Empire et Etats réunis) ; pour l'exercice 1901-1902, cette proportion s'élèverait à 38 0/0.

Dans ces conditions, et en tenant compte du chiffre de la population allemande en 1891 et 1901, on pourrait admettre que chaque citoyen allemand a payé comme droits, impôts et charges fiscales de toute nature : 62 fr. en 1891 et 81 fr. en 1901.

* * *

Les mêmes observations doivent être faites pour les dettes de l'Empire et des Etats.

En voici le total respectif depuis 1891 :

Dettes de l'Empire et des Etats allemands
(*Milliers de francs*)

Années	Empire	Etats	Total
1891............	1 617 431	11.081.734	12.699.165
1892............	1.617.431	11.339.331	12.956.762
1893.....	2 107.537	11.620.791	13.728.328
1894............	2.176.053	11.834.273	14.010.326
1895......	2.727.560	12.528.883	15 256.443
1896...........	2.789 047	12.749.731	15 538.778
1897............	2 806.591	12.950.544	15.757.135
1898............	3.106.250	13.095.377	16.201.627
1899...........	2.965 330	13.213 206	16.178.536
1900............	3 084.960	13.484.344	16.569.304
1901............	3.084.960	13 693.953	16.778.913

La dette de l'Empire a augmenté de 1.467 millions de francs entre 1891 et 1901. Elle atteint aujourd'hui la somme de 3.084.960.000 fr., représentant un service d'arrérage de 111 millions de francs, contre 67 millions en 1891. Le taux d'intérêt qui s'établissait à 4.2 0/0 en 1891 a été ramené, en 1901, à 3.5 0/0 grâce à la conversion de l'ancienne dette 4 0/0 et aux nouveaux emprunts émis en 3 0/0.

Sur ce chiffre de 3.084.960.000 fr., les dépenses extraordinaires de la guerre ont absorbé environ 70 0/0; celles de la marine militaire environ 15 0/0; 5 0/0 sont allés aux chemins de fer d'Alsace-Lorraine appartenant à l'Empire et environ 10 0/0 à la construction du canal de la mer du Nord et à divers travaux publics.

La dette particulière des Etats a également augmenté de 2.612.219.000 fr. pendant la même période et le tableau ci-après va nous indiquer dans quelle mesure chaque Etat a participé à cette augmentation :

Dettes de l'Empire et des Etats allemands
(*Milliers de francs*)

	1891	1901	Différences entre 1891 et 1901
Empire	1.617.431	3.084.960	+ 1.467.529
Alsace-Lorraine	32.248	28.709	— 3.539
Anhalt	6.748	1.584	— 5.164
Bade	428.011	444.672	+ 16.661
Bavière	1.777.589	1.825.217	+ 47.628
Brême	50.547	225.593	+ 175.046
Brunswick	80.725	71.374	— 9.351
Hambourg	292.450	527.853	+ 235.403
Hesse	44.061	369 466	+ 325.405
Lippe	1.012	1.610	+ 598
Lübeck	16.581	39.442	+ 22.861
Mecklembourg Schwerin	101.905	139.524	+ 37.619
— Strelitz	»	»	»
Oldenbourg	45.560	71.814	+ 26.254
Prusse	7.316.102	8.254.753	+ 938.651
Reuss aînée	210	»	— 210
— cadette	1.300	1.301	+ 1
Saxe	791.967	1.037.278	+ 245.311
— Altenbourg	1.104	1.109	+ 5
— Cobourg Gotha	4.322	5.894	+ 1.572
— Meiningen	15.727	10.379	— 5.348
— Weimar	7.155	2.260	— 4.895
Schaumbourg Lippe	640	602	— 38
Schwarzbourg Rudolstadt	5.022	5.038	+ 16
— Sondershaus.	4.490	7.142	+ 2.652
Waldeck	2.771	2.378	— 393
Wurtemberg	58.487	618.961	+ 564.474
Total	12.699.165	16.778.913	+ 4.079.748

De même que pour la question des recettes et des dépenses publiques, la question des chemins de fer a été le principal facteur de l'accroissement des dettes particulières des Etats.

En effet, sur l'augmentation totale de 2 milliards 612.219.000 fr. constatée entre 1891 et 1901, les dettes de la Prusse et de la Hesse ont augmenté de 1.264 millions de francs, mais le réseau d'Etat prussien-hessois s'est lui-même accru de 5.804 kilomètres. Pour la Bavière, la Saxe et le Wurtemberg, l'augmentation des dettes particulières à

ces Etats n'a progressé que de 658.600.000 fr., mais leurs chemins de fer ont ouvert à l'exploitation 1.791 kilomètres de nouvelles lignes. Dans les deux cas, la valeur des nouvelles voies, et du nouveau matériel mis en service entre 1891 et 1901, est de beaucoup supérieure au montant des nouvelles dettes contractées pendant la même période.

En ce qui concerne les villes de Hambourg et de Brême, dont la dette particulière a augmenté respectivement de 235 et de 175 millions de francs, ce sont les travaux d'amélioration et d'agrandissement des ports de ces deux villes qui ont provoqué cette augmentation.

On peut donc en conclure que l'augmentation des dettes particulières des Etats allemands, survenue entre 1891 et 1901, a eu comme contre-partie un accroissement des recettes nettes d'ordre spécial qui entrent dans leurs budgets respectifs, et que cet accroissement a été lui-même notablement supérieur au service de l'intérêt et de l'amortissement des nouvelles dettes.

VIII

Conclusions

En résumé, l'Allemagne vient de traverser une période décennale très brillante, au cours de laquelle son commerce extérieur a augmenté de 3.627 millions de francs, soit 40 0/0 (dont 2.021 millions aux importations et 1.606 millions aux exportations); sa production houillère (houille et lignite) de 60 millions de tonnes ou 67 0/0, sa production sidérurgique, de 3.862.000 tonnes pour la fonte ou 83 0/0, et de 4.097.000 t. pour l'acier ou 184 0/0.

Pendant la même période, la longueur de ses voies ferrées en exploitation a progressé de 9.143 kilomètres ou 21 0/0, et les recettes totales de ses chemins de fer de 696 millions de francs ou 42 0/0.

Sa marine marchande à vapeur a augmenté son tonnage de 532.000 tonnes ou 86 0/0 et le mouvement général de la navigation maritime allemande (entrées et sorties réunies) est passé de 21.109.000 tonneaux en 1890 à 29.111.000 en 1899, soit une augmentation de 8.002.000 tonneaux ou 38 0/0.

Ce sont des résultats prodigieux, si on les compare à ceux de la période 1875-1890, mais nous devons reconnaître qu'ils ont été obtenus beaucoup trop rapidement, car la production manufacturière allemande, développée à l'excès, dépassait, au commencement de l'année 1900, non seulement les besoins réels de la consommation intérieure du pays, mais aussi la capacité de consommation

des marchés étrangers que l'industrie allemande avait réussi à enlever à l'industrie anglaise.

La Russie, qui était l'un des meilleurs débouchés de l'industrie métallurgique allemande, a été dotée par les capitaux belges et français de puissantes usines sidérurgiques qui n'ont certes pas encore procuré à leurs créateurs les bénéfices qu'ils en espéraient, mais qui ont eu pour conséquence un brusque arrêt des importations étrangères.

Les marchés de l'Extrême-Orient, sur lesquels l'industrie métallurgique allemande semblait le plus compter, lui ont au contraire donné les plus graves mécomptes, d'abord à cause des événements de 1900 qui ont complètement arrêté les demandes de ces marchés, ensuite par la concurrence que les produits métallurgiques américains y font actuellement aux produits similaires allemands.

C'est qu'en effet, l'industrie métallurgique allemande, qui a été une si redoutable ennemie pour la sidérurgie anglaise pendant la période 1890-1896, est aujourd'hui battue en brèche par l'industrie métallurgique américaine dont la production sidérurgique est brusquement passée : pour la fonte, de 8.623.000 t. en 1896 à 13.789.000 t. en 1900, et pour les lingots d'acier de 5.282.000 t. en 1896 à plus de 10 millions de tonnes en 1900. Entre ces deux dates, la production sidérurgique allemande n'a elle-même augmenté que de 2.148.000 t. pour la fonte et de 2.366.000 t. pour les lingots d'acier.

La concurrence américaine, dont les effets ont été sérieusement ressentis en Allemagne dès le commencement de l'année 1900, est donc le grand danger d'avenir de la nouvelle industrie allemande, et nul ne peut prédire quelles en seront les conséquences finales pour l'ensemble des intérêts économiques de l'Empire.

Quoi qu'il en soit, l'année 1901, sur laquelle nous n'avons d'ailleurs que des résultats provisoires, a été beaucoup moins favorable que l'année 1900, dont le second semestre laissait déjà fort à désirer.

Le commerce extérieur a réactionné de 659 millions de francs, dont 226 millions aux exportations et 433 millions aux importations. Depuis l'année 1894, c'est la première fois que le commerce extérieur allemand est en recul et il est probable que les évaluations définitives accentueront encore ce recul, car le prix moyen des marchandises a sensiblement baissé entre 1900 et 1901. Mais il est à supposer que sans l'action énergique des *cartels* — qui ont limité la production et soutenu les prix sur le marché intérieur — la crise aurait pu prendre les proportions d'une catastrophe.

La production de la fonte a été ramenée à 7 millions 786.000 tonnes, contre 8.520.000 t. en 1900 ; celle de la houille a diminué de plus de 2 millions de t. et celle du coke de 3.789.000 ; la consommation intérieure du fer s'est réduite de 1.283.000 t., celle du cuivre d'environ 27.000 t. et les recettes de toutes les lignes de chemins de fer, pour le transport des marchandises, sont inférieures d'environ 5 0/0 à celles de l'année précédente.

Enfin, le budget des recettes de l'Etat prussien, qui avait toujours eu des excédents depuis 1895, se soldera par un déficit de 50 millions de francs pour l'exercice 1901-1902, et le projet de 1902-1903 s'équilibre à 3.268 millions de francs, contre 3.311 millions l'exercice précédent, parce qu'on a prévu une diminution de 43 millions de francs sur le produit des chemins de fer de l'Etat.

FIN DE L'ALLEMAGNE

ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

I

Régime économique

Dans une brochure, qu'il publiait en 1852, un libre-échangiste anglais, M. W. P. Adam, écrivait les lignes suivantes :

« L'Amérique est le pays de l'avenir : aucune mesure législative, prise par nous, n'arrêtera son développement qui sera bien plus rapide et bien plus décisif qu'il n'a été jusqu'ici. Avec d'énormes territoires inoccupés ; avec une population augmentant du double tous les vingt ans ; avec un courant d'émigration partant de tous les points du vieux monde ; avec le peuple le plus entreprenant et le plus énergique qu'il soit, il est impossible de ne pas prévoir le brillant avenir qui attend ce pays et ce serait folie que vouloir arrêter le mouvement qui emporte ce peuple et qui le mettra bientôt au moins au même rang que nous, parmi les nations commerciales de la terre. »

Si M. W. P. Adam était encore de ce monde, il pourrait constater aujourd'hui jusqu'à quel point sa prophétie s'est réalisée : il verrait même que, dépassant ses prévisions, le développement économique des Etats-Unis a été tel, que ce pays a pris la première place parmi les nations productrices, et que la suprématie commerciale de l'Angleterre se trouve sérieusement menacée.

A ce développement, M. W. P. Adam donnait

plusieurs causes, toutes choisies parmi les conditions physiques ou ethniques. Comme il le constatait, les Etats-Unis ont pu mettre en exploitation une étendue presque illimitée de sol vierge desservie par de magnifiques cours d'eau ; leur richesse minérale, d'une valeur fabuleuse, s'est trouvée facilement accessible ; leur population, par le fait même qu'elle vit dans un pays neuf, a été affranchie de cette tyrannie des vieilles coutumes qui paralyse souvent les progrès des nations anciennes : elle a été recrutée parmi les éléments les plus actifs des nations européennes; les conditions ethniques ont donc concouru autant que les conditions physiques pour assurer l'établissement de la puissance économique de ce pays.

Ces conditions n'auraient cependant pas suffi à assurer le degré de prospérité que nous constatons aujourd'hui, si le législateur américain, conscient des nécessités imposées par la mise en valeur de cet immense territoire, n'avait su adopter la politique propre à son organisation industrielle et susceptible de lui assurer la prédominance sur les marchés du monde.

Depuis la cession de l'Alaska par la Russie (1872), les Etats-Unis occupent une étendue de 9.300.000 kilomètres carrés, dont 1.400.000 pour l'Alaska et 7.900.000 pour le quadrilatère allongé compris entre le Dominion, le Mexique et les deux océans : ce quadrilatère représente quinze fois la surface de la France et plus des trois quarts du continent européen.

Sur cette vaste étendue, il existe 45 Etats (communautés politiques entièrement indépendantes en tout ce qui concerne leurs affaires intérieures), un district fédéral et 6 territoires (communautés politiques en voie de formation et placées sous la

dépendance directe du Gouvernement central de Washington). Or, si ces Etats sont indépendants les uns des autres, au point de vue administratif, ils ne forment qu'un tout au point de vue économique, les échanges s'effectuant entre eux aussi librement qu'entre nos départements.

La partie centrale de cette immense nation est une plaine unie, presque partout cultivable, sillonnée de voies ferrées et possédant un des plus grands systèmes fluviaux du monde. Les massifs montagneux qui la séparent des régions extrêmes, et qui ont été longtemps un obstacle à la circulation, sont aujourd'hui traversés par des chemins de fer qui mettent en communication les deux océans. Les Etats du Pacifique envoient ainsi facilement leurs minerais à ceux du Centre et les échanges sont constants entre les Etats du Sud, où fleurit l'industrie textile, avec ceux du Nord-Ouest, qui s'adonnent à l'agriculture. Il y a, entre ces différents territoires aux climats variés, aux richesses si diverses, un mouvement incessant de produits : les uns récoltent les matières premières qui alimentent l'industrie des autres et ces derniers, à leur tour, équipent le pays.

Ayant dans son sol toutes les richesses que les nations européennes se disputent, la politique économique des Etats-Unis devait donc tendre à entourer la Fédération d'une barrière douanière qui empêchât les pays étrangers d'y importer un outillage que l'industrie nationale pouvait créer.

De tout temps le commerce extérieur des Etats-Unis a donc été régi par une législation nettement protectionniste, et cette politique économique est toujours allée en s'accentuant. Le régime modéré voté en 1883 a été sérieusement aggravé en 1890 par le tarif Mac-Kinley, puis atténué, en 1895, par

le tarif Wilson ; il a enfin trouvé son expression la plus violente dans le tarif Dingley, voté en 1897 par le parti républicain, sorti vainqueur de la grande lutte électorale de 1896.

Le tableau suivant établit une comparaison entre les tarifs Mac-Kinley, Wilson et Dingley. On verra, en le consultant, dans quelles proportions les divers droits ont été progressivement élevés:

Droits de douane à payer par les marchandises étrangères importées aux Etats-Unis :

Objets	1890 Mac-Kinley	1895 Wilson	1897 Dingley
—	—	—	—
	%	%	%
Drogueries........	31.07	27.99	31.33
Poteries...........	51.20	35.00	52.62
Métaux	57.21	37.58	46.54
Bois...............	14.93	22.87	16.58
Sucres	14.55	40.94	71.10
Tabacs............	117.82	109.06	164.05
Céréales...........	33.17	23.28	39.94
Spiritueux,........	69.78	61.54	77.01
Chanvres..........	55.25	43.75	54.14
Cotons	43.68	40.38	49.52
Soieries...........	80.50	47.62	81.75
Papier et livres....	23.85	22.18	29.82
Divers	26.06	23.63	30.57

La moyenne du tarif Mac-Kinley est donc de 49,58 0/0 ; celle du tarif Wilson de 39,94 0/0 ; celle du tarif Dingley de 57,03 0/0.

Les recettes des douanes, sous l'empire du bill Mac-Kinley, se sont élevées, en 1893, à 991.867.160 francs ; sous le bill Wilson en 1896, à 780.522.990 francs. Avec le bill Dingley elles ont été en 1900-1901, de 1.193.933.705 francs.

Le régime douanier quasi prohibitif mis en vigueur aux Etats-Unis depuis 1890 a favorisé le développement économique de cette puissante nation : d'abord, en assurant à l'industrie nationale naissante la possession du marché intérieur amé-

ricain, qui est le plus grand marché du monde ; ensuite, en rendant possible la monopolisation des principales industries, l'organisation de ces *trusts* qui inquiètent tant l'Europe industrielle et auxquels nous consacrerons un chapitre spécial.

C'est surtout pendant les cinq dernières années que la politique économique des Etats-Unis a donné de grands résultats. Jusque-là les dépenses nécessitées par leur équipement, les exagérations commises dans l'allocation des pensions et les tentatives malheureuses faites au point de vue monétaire avaient souvent compromis leurs finances et, à plusieurs reprises, le Gouvernement s'était vu obligé de faire appel au crédit étranger pour combler les déficits ou fournir au pays les capitaux dont il manquait.

Mais le changement radical survenu, depuis 1896, dans sa balance commerciale, a modifié cette situation car les énormes ressources extérieures que les excédents d'exportations créent actuellement aux Etats-Unis ont non seulement permis à ce pays de racheter une partie considérable de sa dette contractée à l'étranger, mais encore de devenir pays prêteur. On sait, en effet, qu'en 1900 les capitalistes américains ont émis un emprunt de 80 millions de marks en faveur de l'Allemagne et souscrit pour plus de 10 millions de livres sterling aux emprunts anglais.

Ces résultats sont d'autant plus remarquables qu'ils ont été obtenus pendant une période où la fièvre de l'impérialisme a sévi : Voulant avoir le contrôle de la mer des Antilles, les Etats-Unis ont saisi un prétexte quelconque pour mettre la main sur Cuba et Porto-Rico ; dans la direction de l'Australie et de l'Extrême-Orient ils ont savamment préparé l'annexion d'Hawaï et conquis les Philip-

16

pines à grand frais : leur politique d'expansion s'arrêtera-t-elle là ?

« L'avenir, écrivait l'année dernière M. Emile Levasseur, verra sans doute éclore d'autres ambitions dont la doctrine de Monroë n'est que le prélude. Les Etats-Unis viennent, à l'ouest, d'assurer trois escales à leur marine sur la route du Japon et de la Chine et, confiants dans le succès de leur commerce, ils construisent à San-Francisco des navires d'un audacieux tonnage ; ils desservent depuis des années le sud du Pacifique, notamment l'Australie, dont le rôle économique grandit aussi ; c'est par paquebot américain que d'ordinaire les Français gagnent Tahïti. Les Américains n'ont-ils pas aussi des prétentions dans cette région maritime ? A l'est, sur l'Atlantique, qui oserait affirmer que nul, en voyant sur la carte la position des Bermudes, n'éprouve pas une secrète convoitise dont la puissance britannique contient l'expression ? En tout cas, à l'est, tous ont les yeux fixés sur le canal de Suez, dont ils sont devenus des clients importants. Le Gouvernement n'a-t-il pas décidé tout récemment d'entretenir une escadre dans la Méditerranée ?

« On pouvait dire naguère que la République des Etats-Unis était un jeune géant dont le corps robuste avait une croissance merveilleuse. On pourrait aujourd'hui la comparer à une pieuvre gigantesque étendant ses bras et ses ventouses sur le Mexique et l'Amérique du sud, sur le Japon et la Chine, sur l'Afrique et l'Europe. Ce n'est pas que je veuille suggérer par cette comparaison qu'elle menace de nous dévorer ; je cherche à donner l'idée de l'ampleur de son expansion. »

..... Mais nous n'avons pas à étudier ici les futures conséquences de l'ambition politique américaine, nous constaterons cependant que, contrairement à ce qui se produit en Angleterre avec la guerre du Transvaal, la guerre contre l'Espagne n'a nullement entravé le développement économique des Etats-Unis.

II

Population, Territoire et Moyens de Transport

Il ne faut pas attribuer uniquement au régime économique des Etats-Unis la rapide progression que nous avons à constater dans leurs moyens de production et leur commerce extérieur. D'autres éléments y ont contribué : ce sont l'augmentation rapide de la population (sans parler des aptitudes particulières de cette race nouvelle) ; la perfection de l'outillage industriel ; l'énorme développement donné aux voies de communications ; enfin, les richesses naturelles du sol.

Il n'y a pas de pays en Europe où la population augmente plus vite qu'aux Etats-Unis.

En 1870, le nombre total des habitants de l'Amérique du Nord était de 38.558.371 habitants. Au recensement de 1900, ce nombre s'élevait à 76 millions 388.288. Ce qui revient à dire que la population des Etats-Unis a doublé en 30 années.

En 1890, les Etats-Unis comptaient 62.622.250 habitants : entre 1890 et 1900 l'accroissement de leur population a donc été de 13.766.038 individus, soit une augmentation moyenne annuelle d'environ 2,19 0/0. L'accroissement de la population européenne, pendant la dernière période décennale, a été d'environ 30 millions d'individus, soit

0,88 0/0 d'augmentation annuelle. Cette simple comparaison suffit pour donner une idée de la rapidité avec laquelle les vastes territoires de l'Union se peuplent.

Superficie et Population des Etats et Territoires de la Confédération (*1er juin 1900*)

Noms des Etats	Superficie	Population	Accroissement entre 1890 et 1900	Densité par kilomèt. carré
	kil. c.	habitants	%	habit^ts
Alabama	135.320	1.828.697	20.8	14
Arkansas	139.470	1.311.564	16.3	9
Californie	410.140	1.485.053	22.9	4
Caroline du Nord	135.320	1.893.810	17.0	14
— du Sud	79.170	1.340.316	16.4	17
Colorado	269.150	539.700	30.9	2
Connecticut	12.925	908.420	21.7	70
Dakota du Nord	183.350	319.146	74.7	1.7
— du Sud	201.110	401.570	22.1	2
Delaware	5.310	184.735	9.6	35
District de Colombie	180	278.718	21.0	1.543
Floride	151.980	528.542	35.0	3
Géorgie	154.030	2.216.331	20.6	14
Idaho	219.620	161.772	91.7	0.7
Illinois	146.720	4.821.550	26.0	33
Indiana	94.140	2 516.462	14.8	27
Iowa	145.100	2.231.853	16.7	15
Kansas	212.580	1.470.495	3.0	7
Kentucky	104.630	2.147.174	15.5	20
Louisiane	126.180	1.381.625	23.5	11
Maine	85.570	694.496	5.0	8
Maryland	31.620	1.188.044	14.2	38
Massachusetts	21.540	2.805.346	25.3	130
Michigan	152.585	2.420.982	18.6	16
Minesota	215.910	1.751.394	82.1	8
Mississipi	121.230	1.551.270	20.3	13
Missouri	179.780	3.106.665	16.0	17
Montana	378 330	243.329	84.1	0.7
Nébraska	200.740	1.066.300	0.9	5
Névada	286.700	42.335	— 7.5	0.1
New-Hampshire	24.100	411.588	9.3	17
New-Jersey	20.240	1.883.669	30.4	93
New-York	127.350	7.268.894	81.2	57
Ohio	106.840	4.157.545	13.2	39
Orégon	248.710	413.536	31.8	1.7
Pensylvanie	117.100	6.302.115	19 9	54
Rhode Island	3.240	428.556	24.0	132

(*Suite*)	kil. c.	habitants	0/0	habitts
Tennessee	108.910	2.020.616	24.3	18
Texas	688.340	3.048.710	36.4	4
Utah	220.060	276.749	33.1	7.3
Vermont............	24.770	343.641	3.3	14
Virginie	109.940	1.854.184	12.0	17
Virginie Occidentale.	64.180	518.103	48.3	3
Washington	179.170	958.800	25.7	15
Wisconsin..........	145.140	2.069.042	22.7	14
Wyoming........ ..	253.530	92.531	52.4	0.4
Total des Etats..	7.041.550	74.885.943	20.5	10.6

Territoires

Noms des territoires	Superficie	Population	Acroissement entre 1890 et 1900	Densité par kilre carré
	Kil. car.	Habitants	%	Habitants
Arizona.........	292.710	122.931	104.9	0.4
N. Mexique.....	317.470	195.310	27.2	0.6
Oklahoma	101.080	398.331	544.2	4
Territ. indiens..	81.320	392.060	117.5	5
— d'Alaska.	1.530.327	84.901	— *40.9*	»
— d'Hawaï.	16.702	63.592	98.5	0.04
Eaux des côtes..	1.870	154.001	71.1	9
Armée et marine hors des Etats-Unis	»	91.219	»	»
Territoires..	2.341.479	1.502.345	211.1	0.64
Etats	7.041.550	74.885.943	20.5	10.6
Total général...	9.383 029	76.388.288	21.1	8

Villes ayant plus de 125.000 habitants en 1900

Noms des villes	Etats où les villes sont situées	1880	1890	1900
		habitants	habitants	habitants
New-York et Brooklyn ...	New-York	1.773.279	2.321.644	3.437 202
Chicago.......	Illinois	503.304	1.099.850	1.698.575
Philadelphie ..	Pensylvanie ..	846.984	1.046.964	1.293.697
Saint-Louis....	Missouri......	350.522	451.770	575.238
Boston	Massachussets	362.585	448 477	560.892
Baltimore.....	Maryland.....	332.190	434.439	508.957
Cleveland	Ohio	160.142	261.353	381.768
Buffalo........	New-York	155.137	255.664	352 387
San Francisco.	Californie	233.956	298.997	342.782
Cincinnati	Ohio	255.708	296.908	325.902
Pittsburg	Pensylvanie...	156.381	238.617	321 616
New Orléans..	Louisiane.....	216.140	242.039	287.104
Détroit........	Michigan	116.342	205.876	285.704
Milwaukee....	Wisconsin....	115.578	204.486	285.315

(*Suite*)		habitants	habitants	habitants
Washington...	Colombie	147.307	230.392	278.718
Newark	New Jersey...	136.400	181.830	246.070
Jersey City....	New Jersey...	120.728	163.003	206.433
Louisville.....	Kentucky	123.645	161.129	204.731
Minneapolis...	Minnesota	46.887	164.738	202.718
Providence....	Rhode Island..	104.850	132.146	175.597
Indianopolis ..	Indiana.......	75.074	105.436	169 164
Kansas City...	Missouri	55.813	132.716	163.752
Saint-Paul	Minnesota	41.498	133.156	163.065
Rochester.....	New-York	89.363	133 896	162.608
Denver........	Colorado......	35.630	106.713	133.859
Toledo	Ohio	50.143	81.434	131.822
Alleghany City	Pensylvanie ..	78.681	105.287	129.896
Columbus.....	Ohio	51.665	88.150	125.560

L'immigration joue, naturellement, un grand rôle dans cet accroissement de la population : on calcule que, de 1821 à 1900, 19.498.900 étrangers sont venus s'établir aux Etats-Unis et, sur ce total, l'Europe a fourni 17.613.838 immigrants.

Dans ce dernier chiffre, les Anglais, Irlandais et Ecossais figurent pour 7.063.140 individus; l'Allemagne pour 5.097.869; la Suède et la Norwège 1.280.276; l'Italie 1.057.918; l'Autriche 1.050.732; la Russie d'Europe 932.615; la France 405.454; la Suisse 207.532, etc...

On peut admettre que l'une des principales causes de l'énergie et de la puissance d'expansion actuelles du peuple américain provient de cette formidable immigration. En effet, l'homme qui se décide à abandonner sa famille et son pays natal, pour aller chercher fortune dans une contrée lointaine, est généralement un homme jeune, vigoureux et énergique.

Or, les 17.613.838 Européens, absorbés, depuis 1821, par la population américaine — qui ne comptait elle-même que 5.308.483 individus au commencement du siècle — ont été les véritables éléments créateurs de cette race de sélection, qui n'est par conséquent ni la race anglaise, ni la race

allemande, mais une race nouvelle, acceptant orgueilleusement la qualification de *Yankee* dont les Anglais l'ont jadis gratifiée, et qui n'ayant pas d'histoire proprement dite, n'est par cela même embarrassée, ni des préjugés sociaux, ni des obligations politiques, ni des charges fiscales qui pèsent sur les nations de la vieille Europe.

Voici le total de la population des Etats-Unis depuis le premier recensement fait après la proclamation de l'Indépendance jusqu'à nos jours.

Population des Etats-Unis de 1790 à 1900

Années	Habitants	Années	Habitants
1790..........	3.929.214	1850..........	23.191.876
1800..........	5.308.483	1860..........	31.443.321
1810..........	7.239.881	1870..........	38.558.371
1820..........	9.633.822	1880..........	50.155.783
1830..........	12.866.020	1890..........	62.622.250
1840..........	17.069.453	1900..........	76.388.288

1901 (recensement) 78.437.000

L'Europe compte actuellement une population de 370 millions d'habitants pour 10.032.148 kil. c. de superficie, soit une densité moyenne de 37 habitants par kil. carré. En 1875, la densité de population des Etats-Unis était à peine de 5 habitants par kil. carré: mais comme cette population a augmenté de 2,9 0/0 par année depuis 1875, on peut admettre, si cette progression se maintient dans l'avenir, qu'en l'an 1950 elle dépassera 225 millions d'individus.

Un de nos confrères de Chicago va beaucoup plus loin : partant de ce fait que la population de la Confédération double tous les 30 ans il arrive à cette conclusion que les citoyens de la libre Amérique dépasseront le milliard au commencement du vingt-et-unième siècle.

Comme hypothèse, ce chiffre n'a rien d'exagéré, car il ne représente qu'une densité moyenne de 108 habitants par kilomètre carré, alors que la densité actuelle de l'Italie dépasse 111.

* * *

Les Etats-Unis possèdent le plus vaste réseau de chemins de fer du monde. A la fin de l'année 1900, le nombre de kilomètres exploités y était de 314.004, alors qu'il atteignait 280.000 kilomètres pour l'ensemble des pays européens.

Voici, d'ailleurs, en remontant à 1890, le développement de ce réseau :

Années	Kilomètres	Années	Kilomètres
—	—	—	—
1890	268 370	1896	294.075
1891	274.920	1897	297.007
1892	282.040	1898	300.577
1893	285.730	1899	307.050
1894	288.640	1900	314.004
1895	290.930		

Entre 1890 et 1900, l'augmentation du réseau américain a été de 45.634 kilomètres, soit 17 0/0. Pendant la même période, le réseau d'intérêt général français est passé de 33.556 kilomètres en 1890 à 38.183 kilomètres en 1900, soit une augmentation de 4.627 kilomètres ou 13.80 0/0.

Au 30 juin 1900, d'après les statistiques du *Poor's Manual*, qui font autorité en cette matière, le capital engagé dans les entreprises de chemins de fer aux Etats-Unis, en comptant le dollar à 5 fr., était évalué à :

	Francs
	—
Capital : Actions ordinaires	22.611.459.190
— — de préférence	6.616.438.775
— Dette consolidée	28.227.276.835
Total	57.455.174.800

Pendant l'exercice 1900-1901, les recettes brutes de toutes les Compagnies américaines, contrôlées par l'*Interstate Commerce Commission*, se sont élevées à 7.890 millions de francs contre 6.568 millions de francs en 1899-1900 et 6 milliards 236.500.000 francs en 1898-1899. En France, les recettes brutes totales de toutes nos Compagnies de chemins de fer d'intérêt général, y compris le réseau de l'Etat, ont été de 1.503 millions de francs en 1900, de 1.408 millions en 1899 et de 1.377 millions en 1898.

La multiplicité des voies ferrées facilite le mouvement des échanges à l'intérieur; il est impossible d'évaluer le montant de ces échanges, mais nous savons que les américains en estiment la valeur à vingt fois celle du commerce extérieur : soit environ 230 milliards de francs pour l'année 1900.

Pour certains de ces échanges, les cours d'eau ont conservé leur importance, malgré les chemins de fer. Sur les grands lacs, une flotte de plus de 2.000 navires alimente une centaine de ports; on évalue à plus de 27 millions de tonnes par an le mouvement de la navigation par la rivière Détroit et à plus de 20 millions le mouvement sur l'Hudson, entre New-York et Albany. La plupart des canaux ont été construits de 1800 à 1850, sauf l'Illinois-Mississipi dont l'ouverture date de 1895; leur longueur totale atteint 4.150 kilomètres.

* * *

La marine marchande américaine est peu importante. Après avoir été l'une des grandes nations maritimes du monde, les Etats-Unis ont perdu

leur prédominance, quand les progrès de la navigation à vapeur ont fait passer à l'Angleterre les avantages dont, jusque-là, les Américains avaient bénéficié. La guerre de Sécession acheva leur décadence maritime, et malgré les grands efforts faits, depuis quelque temps, pour constituer une marine marchande nationale, par un système de primes, cette décadence s'accentue d'année en année : En 1870, la proportion du tonnage américain, dans le total de leur commerce extérieur était encore de 35 0/0; elle a fléchi à 26 0/0 en 1875, à 18 0/0 en 1880, à 15 0/0 en 1885, à 12 0/0 en 1890; elle n'est plus, aujourd'hui, que de 10 0/0.

Le tableau de la flotte marchande des États-Unis présente cependant des totaux qui, à première vue, pourraient faire illusion sur l'importance de cette flotte :

Années	Vapeurs		Voiliers		Total	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
		Milliers de tx		Milliers de tx		Milliers de tx
1890 ..	5.965	1.857	17.502	2.565	23.467	4.424
1891 ..	6.216	2.016	17.683	2.669	23.899	4.685
1892 ..	6.392	2.074	17.991	2.691	24.383	4.765
1893 ..	6.561	2.183	17.951	2.642	24.512	4.825
1894 ..	6.526	2.189	17.060	2.495	23.586	4.684
1895 ..	6.554	2.213	16.686	2.423	23.240	4.636
1896 ..	6.595	2.307	16.313	2.397	22.908	4.704
1897 ..	6.599	2.359	16.034	2.410	22.633	4.769
1898 ..	6.712	2.372	15.993	2.378	22.705	4.750
1899 ..	6.837	2.476	15.891	2.388	22.728	4.864
1900 ..	7.053	2.657	16.280	2.507	23.333	5.164
1901 ..	7.414	2.921	16.643	2.603	24.057	5.524

Ce tableau nous montre, d'abord, que la situation, qui était restée stationnaire depuis 1890, s'est améliorée en 1900 : le nombre et le tonnage des vapeurs, autant que celui des voiliers, ont bénéficié, pendant cette année, d'une amélioration assez sen-

sible. Or ces chiffres comprennent non seulement les navires engagés dans le commerce extérieur, mais aussi ceux du cabotage. Le tableau suivant nous montre les diverses destinations de ces navires :

Années	Navires engagés dans			Total
	le commerce extérieur	le cabotage	les pêches	
	Tonneaux	Tonneaux	Tonneaux	Tonneaux
1861........	2.496.894	2.704.544	338.375	5.539.813
1871........	1.363.652	2.764.600	154.355	4.282.607
1881........	1.297.035	2.646.011	114.688	4.057.734
1891........	988.719	3.609.876	86.164	4.684.759
1896........	829.833	3.790.296	83.751	4.703.880
1897........	792.870	3.896.826	79.324	4.769.020
1898........	726.213	3.959.702	63.823	4.749.738
1899........	837.229	3.965.313	61.696	4.864.238
1900........	816.795	4.286.516	61.528	5.164.839
1901........	879.595	4.582.645	61.978	5.524.218

On voit donc que la progression est tout entière au bénéfice des navires engagés dans le cabotage et la navigation côtière et intérieure; le tonnage des navires engagés dans le commerce extérieur, n'a cessé, au contraire, de diminuer jusqu'en 1898 et, en 1901, il est encore inférieur de 109.124 tx à celui de 1891.

Mais la situation va très probablement se modifier du tout au tout d'ici à quelques années : Les Américains sont, en effet, bien décidés à avoir une flotte marchande à vapeur en rapport avec l'importance de leur nouveau commerce extérieur.

Dans le dernier discours qu'il a prononcé (Buffalo : 5 septembre 1901), M. Mac-Kinley, après avoir constaté que la marine marchande américaine ne répondait pas aux besoins du pays, a dit : « Nous devons encourager notre marine mar-
« chande; nous devons avoir un plus grand nom-

« bre de navires battant pavillon américain, cons-
« truits et équipés par les Américains et leur
« appartenant ! » Ces paroles, considérées comme l'acte testamentaire du populaire Président, ont été entendues ; un *shipping bill* destiné à favoriser le développement rapide de la marine marchande des Etats-Unis est actuellement en discussion devant le Congrès de Washington : Mais le fameux *Trust de l'Océan*, récemment constitué par M. Pierpont-Morgan, le roi des *trustees* américains, laisse prévoir que la spéculation et la toute puissance du dollar obtiendront des résultats plus immédiats et plus décisifs que ceux de la future loi.

Voici le mouvement général de la navigation :

	Entrées		Sorties		Totaux	
	Nombre	Milliers de tx	Nombre	Milliers de tx	Nombre	Milliers de tx
1890 ..	33.448	18.107	33.297	18.148	66.745	36.255
1891 ..	32.578	18.204	32.703	18.260	65.283	36.464
1892 ..	33.144	21.013	33.385	21.161	66.529	42.164
1893 ..	31.755	19.581	31.635	19.760	63.390	39.341
1894 ..	30.005	19.989	30.344	20.271	60.349	40.260
1895 ..	28.928	19.294	29 078	19.750	58.006	39.044
1896 ..	31.320	20.989	31.794	21.414	63.114	42.403
1897 ..	31.548	23.760	31.651	23.709	63.199	47.469
1898 ..	32.426	25.579	32 253	25.748	64.679	51.327
1899 ..	31.800	26.110	32.083	26 265	63.883	52.375
1900 ..	34.014	28.163	34.067	28.281	68.081	56.444
1901 ..	34.517	29.768	34.222	29.819	68.738	59.587

Nous retrouvons, ici, les effets du développement du commerce extérieur du pays depuis 1895. En six ans, le tonnage général a progressé de 39.044.000 tonneaux à 59.587.000. L'augmentation est donc de 20.543.000 tx., soit 52,6 0/0. Pendant la même période l'augmentation du tonnage de tous les ports anglais et allemands réunis n'a pas dépassé 18 millions de tonneaux.

III

Commerce extérieur des États-Unis

C'est dans les résultats du commerce extérieur que nous trouvons la preuve la plus évidente du rapide développement des Etats-Unis et l'explication la meilleure de leur prospérité financière.

Comme nous l'avons écrit au commencement de cette étude, leur politique économique a tendu de tout temps, et surtout depuis la guerre de Sécession, à établir une barrière contre les produits étrangers afin d'assurer l'exploitation des richesses naturelles du pays et d'organiser son industrie. Sous le régime de 1883, les marchandises figurant sur la *free list*, c'est-à-dire importées en franchise, étaient des matières premières ou des denrées alimentaires que le sol des Etats-Unis ne produit pas et la liste des articles taxés était des plus variée. Aucune coordination systématique n'existait dans l'établissement du tarif qui avait été tant de fois remanié depuis la fondation de la République, et chaque fois qu'une industrie réclamait protection au Congrès, de nouveaux droits étaient votés.

Le tarif Mac-Kinley (1890) conserva la franchise à quelques articles, mais, par contre, augmenta les droits existants sur un grand nombre de produits, sur ceux, notamment, qui affectaient les importations anglaises. Le tarif Wilson (1895), qui atténua pour quelques parties les taxations du tarif précédent, maintint cependant la même tendance, et le tarif Dingley (1897) ne fit qu'aggraver les droits établis par le tarif Mac-Kinley.

Sous le régime de ces tarifs, le commerce des exportations des Etats-Unis a montré, surtout pendant les six dernières années, une progression remarquable : D'abord sensiblement égales aux importations, elles ont rapidement dépassé ces dernières, puis, après avoir subi un ralentissement dû à la crise économique de 1893 et 1894, elles se sont brusquement relevées en 1895 pour enregistrer chaque année un *record* nouveau et dépasser, en 1900, de 68 0/0 leur chiffre de 1890.

Cette augmentation est d'autant plus remarquable qu'elle présente des éléments sérieux de durée ; en effet, le commerce extérieur des Etats-Unis ne dépend plus uniquement, comme autrefois, des ventes de produits agricoles. Les vastes plaines du Minnesota, du Kansas, de l'Ohio et les Etats du Sud, fournissent toujours à l'Europe le blé, le maïs et le coton qui lui manquent, mais l'Europe reçoit aussi les produits industriels fabriqués en Pennsylvanie, dans l'Illinois, le Massachussetts, etc... ; le tableau suivant des exportations des dix dernières années nous permettra d'apprécier exactement cette transformation :

Commerce extérieur des Etats-Unis de 1890 à 1900

EXPORTATIONS

(Millions de francs)

Années	Produits agricoles	Produits manufacturés	Produits divers	Réexportations	Total des exportations
1890.......	3.143.9	635.6	300.5	147.0	4.277.0
1891.......	3.650.4	843.0	284.3	73.6	4.851.3
1892.......	3.562.7	762.0	291.5	73.9	4.690.1
1893.......	3.095.3	887.1	291.3	105.5	4 379.2
1894.......	2.868.4	888.9	279.2	89.0	4.125.5
1895.......	2.728.6	1.005.8	304.4	87.5	4.126.3
1896.......	3.324.8	1.268.4	341.0	95.0	5.029.2
1897.......	3.651.5	1.398.1	349.6	99.3	5.498.5
1898......	4.259.6	1.539.6	368.6	109.9	6.277.7
1899.......	3.910.7	1.903.9	450.1	112.7	6.377.4
1900.......	4.523.3	2.207.0	534.7	125.2	7.390.2

De 1890 à 1900, les exportations ont donc augmenté de 3.113 millions de francs, soit 68 0/0, et les sorties de produits agricoles, qui figuraient en 1890 pour 73 0/0 dans les exportations totales, ne forment plus, en 1900, que 61 0/0 de ce total; par contre, les sorties de produits manufacturés, qui ne représentaient en 1890 que 16 0/0 du total, y figurent pour 30 0/0 en 1900. En onze ans, la valeur des exportations de produits agricoles a passé de 3.143 millions à 4.523 millions, soit une augmentation de 44 0/0, mais la valeur des exportations de produits manufacturés, qui n'était que de 685 millions en 1890, s'est élevée avec une progression soutenue jusqu'à 2.207 millions en 1900 : l'augmentation est ici de 1.522 millions ou 222 0/0.

Ainsi, tout en restant grands exportateurs de produits agricoles, les Etats-Unis sont aussi devenus grands exportateurs de produits manufacturés, et la rapidité avec laquelle le développement de ces dernières sorties s'est manifesté est le fait qui préoccupe le plus justement l'Europe.

*
* *

Le développement de la production manufacturière américaine a été certainement activé par le fonctionnement des *trusts*, dont la rigueur du tarif Dingley de 1897 a provoqué la généralisation aux Etats-Unis depuis cette année. Grâce à ce tarif quasi-prohibitif, les *trusts* ont pu conserver le bénéfice du marché intérieur et augmenter en quatre années (1896 à 1900) la valeur des exportations américaines de 2.361 millions de francs ou 47 0/0. Le détail des importations et la balance commerciale sont d'ailleurs caractéristiques :

Commerce extérieur des Etats-Unis de 1890 à 1900

IMPORTATIONS

(Millions de francs)

Années	Articles alimentaires	Produits manufacturés	Matières premières	Total des importations	Excédent des exportations sur les importations
1890......	1.298.6	1.403.7	1.414.2	4.116.5	160.5
1891......	1.500.1	1.156.1	1.485.6	4.141.8	709.5
1892......	1.436.9	1.257.0	1.510.6	4.204.5	485.6
1893......	1.375.5	1.152.1	1.353.6	3.881.2	498.0
1894......	1.317.7	913.7	1.150.2	3.381.6	743.9
1895......	1.157.8	1.240.5	1.610.0	4.008.3	116.0
1896......	1.170.9	994.9	1.242.1	3.407.9	1.621.3
1897......	1.102.5	1.010.8	1.599.7	3.713.0	1.785.5
1898......	939.2	943.8	1.291.8	3.174.8	3.102.9
1899......	1.150.1	1.134.0	1.715.1	3.999.2	2.378.2
1900......	1.096.7	1.222.8	1.825.8	4.145.3	3.241.9

Nous constaterons d'abord qu'au moment où les exportations enregistraient l'énorme progression que nous venons de signaler, les importations restaient stationnaires. Partie de 4.116 millions de francs en 1890, leur valeur atteignait 4.204 millions de francs en 1892, puis descendait au-dessous de 3.175 millions en 1898, pour se relever en 1900 à 4.145 millions, ce qui représente pour les onze années une augmentation de 0,7 0/0 seulement. Pendant cette période, les entrées de produits alimentaires ont sensiblement diminué : elles représentaient, en 1890, 31,5 0/0 des importations totales et n'en représentent plus que 26,5 0/0 en 1900; de 1.298 millions de francs, elles sont tombées à 1.096, soit une diminution de 202 millions ou 15,6 0/0; il en est de même des produits manufacturés : en 1890, leurs entrées figuraient pour 34,1 0/0 dans les importations totales; en 1900, elles n'en représentent plus que 29,5 0/0 : leur montant est revenu de 1.403 millions à 1.222 millions, soit une diminution de 181 millions ou

12,9 0/0. Ainsi les Etats-Unis ont restreint de plus en plus leurs achats de produits étrangers pouvant venir en concurrence avec les leurs ; par contre, le développement de leur industrie a déterminé un relèvement des importations de matières premières. Ces dernières ont progressé de 1.414 millions à 1.825 millions, soit une augmentation de 411 millions, ou 29,1 pour 100.

Pour montrer la transformation qui s'est produite dans la balance commerciale des Etats-Unis, le *Bankers' Magazine* de Washington a donné le tableau suivant des mouvements nets des marchandises et espèces, pendant les dix dernières années, divisées en deux périodes :

Balance commerciale des Etats-Unis de 1891 à 1900 inclusivement
(Millions de francs)

Années	Exportations nettes de marchandises	Exportations d'argent	Exportations de marchandises et d'argent	Or	Exportations de marchandises et de métaux précieux
1891	711	»	711	Exp. 169	880
1892	487	24	512	» 292	804
1893	499	93	592	» 34	626
1894	744	147	891	» 403	1.294
1895	116	149	265	» 353	618
5 années ..	2.557	413	2.971	Exp. 1.251	4.222
Moyenne ..	511	82	594	» 250	844
1896	1.621	169	1.790	Imp. 232	1.558
1897	1.786	128	1.914	Exp. 1	1 915
1898	3.103	123	3.226	Imp. 710	2.516
1899	2.382	113	2.495	» 29	2.466
1900	3.245	132	3.377	» 63	3.314
5 années ..	12.137	665	12.802	Imp. 1.033	11.769
Moyenne ..	2.427	133	2.560	» 207	2.534
1901 (1)....	2.925	122	3.047	Exp. 15	3.062

(1) Chiffres provisoires.

Pendant la période 1891-1895, le solde net des exportations sur les importations a été de 2.971 millions de francs pour les marchandises et le métal argent qui peut être considéré comme une marchandise ordinaire: soit une augmentation annuelle de 594 millions. Cette somme n'était certainement pas suffisante pour couvrir toutes les dépenses d'ordre extérieur des Etats-Unis puisque l'exportation du métal or, pendant cette période quinquennale, a, elle-même, atteint la somme de 1.251 millions de francs.

Au contraire, pendant la période 1896-1900, le solde net des exportations de marchandises et métal argent s'est brusquement élevé au chiffre formidable de 12.802 millions de francs, portant la moyenne annuelle à 2.560 millions, contre 594 millions pour la période précédente; et non seulement les Américains ont pu alors payer toutes leurs dépenses d'ordre extérieur sans envoi d'or en couverture, mais ils ont, en outre, racheté une notable partie de leur dette placée en Europe, souscrit à plusieurs emprunts étrangers et reçu de l'extérieur 1.033 millions de francs d'or qui sont venus s'ajouter à leur production aurifère indigène dont ils ont conservé la totalité.

*
* *

Les Etats-Unis sont donc incontestablement passés, aujourd'hui, au rang des grands pays créditeurs de l'étranger, tels que l'Angleterre et la France, et on s'est déjà demandé quelle pouvait être la balance nette laissée à leur crédit par ces excédents d'exportations, après paiement de toutes leurs charges extérieures.

Un de nos confrères de Washington, *The American*, a essayé de calculer cette balance : Il a en-

visagé trois catégories de charges extérieures : 1° l'intérêt des titres américains entre les mains des étrangers; 2° les frets perçus par les Compagnies de navigations étrangères pour le transport du commerce extérieur; 3° les dépenses des Américains voyageant au dehors. Nous allons résumer ses évaluations :

1° *Intérêt des valeurs américaines entre les mains des étrangers.* — Depuis plusieurs années, notre confrère estime à 5 milliards de dollars, soit 25 milliards de francs, la valeur de ces titres en capital, et calculant à 4 0/0 leur intérêt moyen, il estime à 1 milliard de francs les sommes payées annuellement de ce chef par les Etats-Unis. Mais cette somme a dû diminuer considérablement, en raison des nombreux rachats effectués pendant les derniers exercices, pour compte américain, sur les Bourses européennes et nous croyons que la statistique suivante, empruntée à la *Yale Review*, est plus près de la vérité.

D'après ce journal, qui a fait une enquête chez les principaux banquiers des centres financiers européens, la dette des Etats-Unis, vis-à-vis de l'étranger, serait la suivante :

Pays créditeurs	Francs
—	—
Angleterre	12.500.000.000
Hollande	1.200.000.000
Allemagne	1.000.000.000
Suisse	375.000.000
France	250.000.000
Belgique	100.000.000
Autres pays européens	75.000.000
Cuba	150.000.000
Amérique et Chine	75.000.000
Sommes dues par les Compagnies d'assurances sur la vie	925.000.000
	16.650.000.000

Par contre, l'étranger doit aux Etats-Unis :

Pays débiteurs	Francs
Europe	50.000.000
Canada	750.000.000
Mexique	925.000.000
Cuba	250.000.000
Autres Antilles	50.000.000
Amérique latine	225.000.000
Pacifique, Chine, Japon	25.000.000
Placements de garantie faits par les Compagnies d'assurances	225.000.000
	2.500.000.000

Le montant net de la dette des Etats-Unis, vis-à-vis de l'étranger, serait donc de 14.150 millions de francs. Nous avons dit que notre confrère *The American* calcule à 4 0/0 l'intérêt dû sur cette somme, la *Yale Review* propose 3,2 0/0; prenant une moyenne, soit 3,50 0/0, nous voyons que la charge annuelle imposée par cette dette, c'est-à-dire le montant des paiements à faire à l'étranger serait de 495 millions de francs ;

2° *Frets perçus par les Compagnies de navigation :*

Les marchandises reçues par mer représentent 95 0/0 des importations totales soit, pour 1900, 3.938 millions de francs. Le fret perçu par les Compagnies de navigation étrangères pour le transport de 80 0/0 de ce total ou 3.150 millions de francs, comporte, d'après *The American*, une charge égale à 8 0/0 de la valeur de ce dernier chiffre, soit, pour 1900, une somme de 252 millions de francs. Mais il faut déduire de ce montant le fret perçu par les Compagnies de navigation américaines sur le transport de 5,34 0/0 des exportations faites par mer, exportations calculées à 95 0/0 du

total général, soit, pour 1900, 7.020 millions de francs. Ces 5.34 0/0 équivalent, en 1900, à 403 millions de marchandises, et la part revenant de ce chef aux Etats-Unis peut être calculée à 12 0/0 de cette valeur, soit 50 millions de francs.

Le montant net des frets payés par les Etats-Unis, en 1900, aurait donc été de 202 millions de francs, mais il faut considérer ce chiffre comme un maximum, car les Compagnies de navigation américaines s'efforcent de prendre une part de plus en plus importante du commerce maritime de leur pays ;

3° *Dépenses des Américains voyageant ou demeurant à l'étranger :*

D'après *The American,* ces dépenses s'élèveraient à 375 millions de francs ; d'après la *Yale Review*, elles ne seraient que de 300 millions ; prenons une moyenne, soit 340 millions, et nous pouvons établir le résumé suivant des charges extérieures des Etats-Unis, non mentionnées dans le bilan commercial :

	Millions de francs
1° Intérêts sur les titres placés au dehors.....	495
2° Frets perçus par les Compagnies de navigation étrangères........................	202
3° Dépenses des Américains à l'étranger.......	340
Total.....................	1.037

L'excédent net des exportations de marchandises et de métaux précieux ayant été, en 1900, de 3.314 millions de francs, il serait resté, après déduction de ces charges supplémentaires, et indépendamment des 63 millions de francs d'or reçus de l'étranger, une somme nette de 2.277 millions de francs qui a pu être appliquée soit à réduire la

dette extérieure des Etats-Unis, soit à souscrire à des emprunts étrangers.

Il ne faudrait pas beaucoup de résultats annuels de cette importance pour rendre le marché financier américain plus puissant que le marché financier anglais lui-même.

* * *

L'*Economiste Européen* a publié, en 1899, une interview de M. James R. Keene, l'un des hommes les plus influents de Wall Street, nous croyons devoir en reproduire les passages essentiels, car ils établissent d'une façon lumineuse, les conséquences financières de la transformation économique des Etats-Unis et nous font connaître l'état d'esprit du peuple américain :

« Pour moi, disait M. Keene, le commerce extérieur des Etats-Unis est le facteur fondamental de la situation. Bien des personnes n'ont, sans doute, pas encore apprécié comme il convient sa signification.

« Il y a eu, depuis trois ans, une addition de plus de 1 milliard de dollars à la richesse du pays, addition provenant du surplus de la production américaine.

« Les ventes nettes du surplus de nos produits doivent être payées de quelque façon. Les nations étrangères n'ont pas eu 1 milliard de dollars d'or à nous remettre, mais elles nous ont envoyé de l'or et des titres. Aujourd'hui elles nous doivent, sous différentes formes, d'importants capitaux. Cette dette grossira dans l'avenir au lieu de décroître.

« Un fait satisfaisant de notre commerce extérieur est l'augmentation de nos exportations de produits manufacturés. En dix-huit ans, elles ont presque triplé ; il y a toute perspective pour la continuation de cette augmentation. Nous avons importé moins de produits manufacturés parce que nous avons appris à les fa-

briquer ; avec l'amélioration de l'industrie, des matières premières abondantes, des ouvriers expérimentés et nombreux, nous luttons comme jamais avec le monde, au point de vue manufacturier. L'ouverture de la Chine et des autres marchés orientaux nous fournira des occasions nouvelles et presque illimitées.

« C'est cette dette énorme des nations étrangères vis-à-vis de nous qui a rendu l'argent si facile à travers le pays, fourni des capitaux en abondance à l'Ouest, comblé les caisses des Banques occidentales et amené les habitants de ces provinces à placer leurs fonds dans nos propres valeurs.

« Il y a à peine un homme sur mille aux Etats-Unis qui comprend ce changement. Nul ne peut nier que la puissance de ces excédents d'exportations a augmenté la richesse de la nation. Les chiffres sont si formidables et la logique si irrésistible, que celui qui les étudie reste frappé d'étonnement.

« Peu de personnes ont compris ces chiffres et même les écrivains financiers de la presse, quelque instruits et capables qu'ils soient, n'ont pas saisi leur ampleur ni l'irrésistible mouvement de placement et d'opérations spéculatives qu'ils ont provoqué.

« On doit aussi rappeler qu'au moment où se produisit cette augmentation de richesse, du fait des exportations, le pays lui-même s'enrichissait dans de plus grandes proportions : Il n'y a rien eu de pareil à notre développement du commerce extérieur dans l'histoire de n'importe quel pays. »

Quant à la manifestation matérielle de cette richesse, le rapport du Trésor des Etats-Unis nous en donne l'indice : il nous montre qu'en douze ans, c'est-à-dire du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1902, le stock disponible d'or a augmenté de 2.433 millions et, sur ce montant, 2.074 millions ont pénétré dans la circulation sous forme de monnaie ou de certificats d'or.

IV

Circulation Monétaire, Banques d'émission et Épargne Publique

L'augmentation extraordinaire de la circulation monétaire américaine, constatée depuis douze années, est due autant à l'expansion commerciale des Etats-Unis qu'à la production indigène d'or et à l'extension du système des banques nationales.

Le 1er janvier 1902, la circulation totale s'élevait à 11.253 millions de francs et ce chiffre représentait, par rapport au 1er janvier 1890, une augmentation totale de 4.102 millions de francs.

Depuis la suspension des achats d'argent par le Gouvernement, les seules sources pour l'augmentation de la circulation sont l'importation et la production de l'or, l'émission des billets des banques nationales, et le seigneuriage sur les lingots d'argent frappés par le Trésor.

Ces sources ont été excessivement prolifiques. Le tableau suivant nous indique, depuis 1890, augmentation des disponibilités d'or du pays et la circulation or, argent et papier.

Circulation monétaire des Etats-Unis du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1901

(*Millions de francs*)

1er janvier	Disponibilité totale d'or	Monnaies en circulation			
		Or et certificat d'or	Argent et certificat d'argent	Billets et certificat	Total
1890.......	3.448	2.493	1.995	2.663	7.151
1891.......	3.521	2.776	2.172	2.696	7.644
1892.......	3.434	2.781	2.230	2.934	7.945
1893.......	3.257	2.650	2.261	3.142	8.053
1894.......	3.335	2.930	2.266	3.449	8.645
1895.......	3.126	2.694	2.258	3.180	8.132
1896.......	2.990	2.673	2.298	2.924	7.895
1897.......	3.465	2.778	2.387	3.086	8.251
1898.......	3.725	2.920	2.520	3.165	8.605
1899.......	4.748	3.515	2.641	3.331	9.487
1900.......	5.080	3.896	2.711	3.296	9 903
1901.......	5.543	4.310	2.909	3.648	10.867
1902.......	5.881	4.567	3.039	3.647	11.253

Du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1902, la disponibilité totale d'or des Etats-Unis a donc augmenté de 2.433 millions de francs, soit une augmentation d'environ 70 0/0 en douze ans.

Le pays n'a, en réalité, presque pas gagné d'or par l'importation pendant les trois dernières années et son stock de métal jaune a cependant progressé de près 1.133 millions de francs. Cela tient, en grande partie, à la production des mines américaines que les Etats-Unis conservent entière, ment. Cette production a été de 355.267.000 fr. en 1899; elle a atteint 397 millions en 1900 et 401 millions en 1901.

L'augmentation des disponibilités d'or a fortement consolidé la situation financière du Gouvernement. Le stock du Trésor a grossi considérablement et l'accumulation des espèces métalliques dans les caisses de l'Etat a été l'un des phénomènes les plus curieux de ces derniers temps.

La loi sur la réforme des Banques d'émission votée le 14 mars 1900 par le Congrès a eu deux effets importants : celui de refondre une partie de la dette publique et celui d'augmenter le volume de la circulation des Banques. Nous examinerons plus tard le premier de ces effets; nous constaterons seulement ici qu'il n'existe plus, pour trois années, d'obligations rachetables; si le Gouvernement veut en amortir, il sera obligé d'en demander au marché et, comme il devra se conformer aux exigences du fonds d'amortissement, il lui faudra retirer 250 millions de titres par an.

La loi du 14 mars 1900 a provoqué, en outre, l'expansion de la circulation fiduciaire des Banques nationales et augmenté le nombre de ces institutions. Elle leur permet, en effet, de se constituer avec un capital minimum de 125.000 francs au lieu de 250.000 francs exigés auparavant, et tandis qu'elles ne pouvaient émettre de billets que jusqu'à concurrence de 90 0/0 de la valeur des obligations nationales déposées par elles en garantie dans les caisses du Trésor, elles peuvent, dorénavant, en émettre pour le montant intégral de ces titres. En outre, comme elles ont reçu en titres la soulte de conversion afférente aux obligations ainsi déposées, leur capital de garantie, et, par suite, leur pouvoir d'émission, se sont trouvés majorés de 10 0/0 environ.

En résumé, 687 Banques ont été créées depuis la loi : le montant de leurs billets en circulation s'est accru de 570 millions de francs. Le 1er juillet 1891, cette circulation était tombée à son minimum : 835 millions de francs; elle s'éleva à 1.045 millions le 1er novembre 1893, sous l'influence des nouvelles émissions d'obligations du Gouvernement; elle baissa à 1.025 millions le

1er mars 1895 pour se relever à 1.175 millions le 1er juin 1897, revenir à 1.120 millions le 1er avril 1898 et atteindre 1.801 millions le 1er janvier 1902.

Voici un tableau de la situation de ces Banques et de leur circulation :

Situation des Banques Nationales des Etats-Unis pendant les dix dernières années

(Millions de francs)

Années 1er janvier	Nombre de banques	Capital	Surplus et bénéfices	Dépôts individuels	Ressources totales	Circulation fiduciaire
1891 ..	3.601	3.313	1.582	7.417	15.325	830
1892 ..	3.711	3.390	1.653	8.511	17.183	950
1893 ..	3.806	3.444	1.743	8.757	17.299	1.025
1894 ..	3.777	3.393	1.667	7.934	16.624	1.030
1895 ..	3.728	3.311	1.650	8.339	16.893	1.035
1896 ..	3.699	3.270	1.671	8.240	16.739	1.065
1897 ..	3.634	3.112	1.669	8.346	17.230	1.175
1898 ..	3.594	3.144	1.673	9.913	19.735	1.145
1899 ..	3.579	3.042	1.669	11.161	22.019	1.219
1900 .	3.604	3.065	1.819	12.409	23.375	1.231
1901 ..	3.999	3.173	1.997	13.770	27.180	1.700
1902 ..	4.291	3.328	2.244	14.822	28.610	1.801

Une prospérité se manifestant ainsi dans toutes les branches de l'activité devait avoir une influence sur la Bourse. Les trois années : 1898, 1899 et 1900, ont marqué, en effet, un changement complet dans la physionomie de Wall-Street. Le fait, que 427 millions de titres (unités) y ont été vendus pendant cette période, alors que les ventes des six années antérieures à 1898 n'atteignaient que 412 millions, est significatif par lui-même.

L'année 1900 marquera encore dans l'histoire financière du pays, en raison de la situation prise par les Etats-Unis, comme nation créancière. Une grande quantité de capitaux a été placée, pendant cette année, en fonds d'Etat étrangers. Des emprunts ont été émis pour compte de la Grande-Bre-

tagne, l'Allemagne, la Russie et la Suède. Et les trois principaux facteurs qui ont agi pour élever ce pays au rang de banquier du monde sont : l'énorme expansion commerciale, l'extraordinaire inflation de la circulation monétaire et l'accroissement progressif de l'épargne publique.

* * *

La première Caisse d'épargne fut fondée à Boston, en 1816, mais ce n'est que plusieurs années après que ces établissements furent reconnus d'utilité publique.

Voici les variations constatées dans leur situation depuis 1830 :

Caisses d'Epargne des Etats-Unis

Années	Nombre de banques	Nombre de dépôts	Montant) des dépôts (Milliers de fr.
1830	36	38.085	34.877
1840	61	78.701	70.258
1850	108	251.354	217.156
1860	278	693.870	746.388
1870	517	1.630.846	2.749.372
1880	629	2.335.582	4.095.535
1890	921	4.258.893	7.624.223
1891	1.011	4.533.217	8.615.399
1892	1.059	4.781.605	8.503.845
1893	1.030	4.830.599	8.925.755
1894	1.024	4.777.687	8.739.856
1895	1.017	4.875.519	9.052.985
1896	988	5.065.494	9.535.781
1897	980	5.201.132	9.696.880
1898	979	5.885.746	10.328.196
1899	942	5.687.818	11.151.835
1900	1.002	6.107.083	12 247.789
1901	1.007	6.373.098	13.005.946

A l'origine, les gouverneurs des Etats leur imposèrent simplement un Conseil d'administration

gérant gratuitement les affaires sociales; mais, quand les sommes versées en dépôts prirent une certaine importance, on modifia le caractère de l'institution et les anciennes Caisses devinrent des Banques spéciales fonctionnant sous le contrôle et la surveillance de l'Etat.

L'autorisation préalable leur est donnée dans les conditions déterminées par les législations locales et l'emploi de leurs fonds doit être fait, pour les deux cinquièmes au moins, en prêts hypothécaires.

La principale difficulté pour ces établissements, dans l'état actuel de la législation, est le placements des capitaux qu'ils reçoivent. Les plus riches se procurent des obligations d'Etats ou de villes ; mais les petites Caisses souhaiteraient une plus grande latitude dans leurs placements.

Entre 1890 et 1901 le nombre de Caisses n'a augmenté que de 86 mais le nombre des déposants s'est accru de 2.114.205 unités, soit une augmentation de 50 0/0 et le montant des dépôts de 5.381.723.000 de francs, ou 70 0/0. Il est superflu d'ajouter qu'un pareil résultat n'a jamais été constaté à aucune époque et dans aucun pays du monde.

V

L'Agriculture aux États-Unis

Les Céréales. Les Etats-Unis occupent aujourd'hui le premier rang pour la production agricole et notamment pour celle des céréales. En 1850, la sortie de ces produits constituait l'unique exportation du pays : leur valeur ne cessa d'augmenter pendant les années suivantes, et si le mouvement s'arrêta pendant la guerre de Sécession, il reprit de plus belle après 1866.

Pendant la période 1882-1890, les agriculteurs américains eurent à subir une crise intense provoquée par la baisse générale du prix des céréales en Europe ; cette crise prit fin en 1891, année de superbe récolte pour les Etats-Unis qui coïncida avec une très mauvaise récolte pour les grands pays européens. Cette année-là la France ne produisit que 77 millions d'hectolitres de blé, contre 116 millions l'année précédente, et dut importer pour sa consommation plus de 27 millions d'hectolitres de blé, chiffre le plus élevé de la période 1880-1900. Le prix moyen de l'hectolitre sur le marché français s'établit à 20 fr. 58, prix moyen qui n'avait jamais été atteint depuis 1882 et qu'on n'a plus revu depuis.

A partir de 1891, la prospérité de l'agriculture américaine s'est constamment améliorée, car nous avons vu que si, pendant les dix dernières années, les exportations de produits agricoles ont subi quelques reculs par suite de mauvaises récoltes,

et si la valeur de ces exportations, qui formait, en 1890, les 73 0/0 des sorties totales américaines, n'en représentent plus, en 1900, que les 61 0/0, cela n'indique point qu'il y ait eu diminution : bien au contraire, la valeur de ces exportations a dépassé, en 1900, de 1.379 millions de francs celle de 1890.

Les Etats-Unis sont loin, en effet, d'avoir mis en valeur tout leur territoire : Si l'on considère l'ensemble des terres comprises dans les propriétés rurales et divisées en fermes, on trouve un total de 280 millions d'hectares, mais sur cette étendue 150 millions d'hectares seulement sont en culture et nous savons que la superficie entière du pays est de 923 millions d'hectares. On comprend, dans ces conditions, que les Etats-Unis puissent encore accroître considérablement leur production agricole.

Le tableau suivant nous montre, pour les trois principales cultures, le développement pris depuis dix ans dans l'étendue des surfaces cultivées :

Surfaces cultivées aux Etats-Unis de 1890 à 1900

Années	Blé	Maïs	Avoine
	(En milliers d'hectares)		
1890...........	14.615	29.148	10.583
1891...........	16.166	30.863	10.361
1892...........	15.615	28.604	10.961
1893...........	14.025	29.175	11.046
1894...........	14.127	25.346	10.945
1895...........	13.789	33.241	11.291
1896...........	14.021	32.816	11.164
1897...........	15.983	32.438	10.421
1898...........	17.842	31.477	10.440
1899...........	18.060	33.254	10.668
1900...........	17.210	33.745	11.083

En 1865, la surface ensemencée en blé n'était que de 6.075.000 hectares ; en 1890, elle s'élevait

à 14.615.000 hectares, soit une augmentation de près de 145 0/0 ; elle atteint aujourd'hui 17.210.000 hectares, ce qui représente, pour les dix dernières années, une nouvelle augmentation de 17,8 0/0.

La surface cultivée en maïs, qui était de 13 millions 770.000 hectares en 1865, s'élevait à 29 millions 148.000 hectares en 1890, soit une augmentation de 111,6 0/0; elle est aujourd'hui de 33 millions 745.000 hectares, l'accroissement pour ces dix dernières années a donc été de 13,7 0/0. Pour l'avoine, nous trouvons 3.240.000 hectares en 1865, 10.583.000 hectares en 1890 et 11.083.000 hectares en 1900.

Nous rapprocherons du tableau des surfaces ensemencées celui de la production des mêmes céréales. Voici, pour les dix dernières années, les résultats obtenus :

Production des céréales aux Etats-Unis, de 1890 à 1900

Années	Blé	Maïs	Avoine
	(En milliers d'hectolitres)		
1890	145.122	541.610	190.338
1891	222.021	748.878	268.409
1892	187.549	591.953	240.252
1893	143.995	588.693	232.226
1894	167.309	440.847	240.671
1895	169.793	781.947	299.688
1896	155.465	830.198	257.123
1897	192.711	691.732	254.732
1898	245.419	699.449	265.687
1899	198.983	755.414	289.413
1900	189.832	765.213	294.120

En 1901 la surface cultivée en blé aux Etats-Unis a atteint 18.507.000 hectares et la production 256.042.000 hectolitres. Mais il ne faut accueillir les statistiques américaines, relativement à la production des céréales, qu'avec une extrême réserve car les évaluations du tableau précédent faites

par le département de l'Agriculture sont différentes et généralement inférieures en valeur aux évaluations du Bureau des Statistiques.

L'exportation du blé, du maïs et de l'avoine varie naturellement chaque année suivant l'état de la récolte, mais le rapide accroissement de la population n'a pas eu pour conséquence, comme on aurait pu le supposer, de diminuer le chiffre des exportations. On calcule à 150 millions d'hectolitres environ la consommation actuelle du blé aux Etats-Unis ; à 545 millions d'hectolitres celle du maïs et à 218 millions d'hectolitres celle de l'avoine. On voit qu'il reste encore une disponibilité considérable pour l'exportation.

C'est surtout depuis 1870 que les sorties de blé ont commencé à être importantes, car l'Europe s'est progressivement habituée à compter sur les Etats-Unis pour suppléer à sa propre récolte que l'augmentation de sa population rend de plus en plus insuffisante; et on a même observé ce phénomène curieux que la récolte américaine est très favorable chaque fois que celle de l'Europe est déficitaire.

Jusqu'en 1895 l'exportation du maïs s'élevait à peine à 5 0/0 de la récolte : elle a subitement grossi pendant les cinq derniers exercices et atteint maintenant 10,9 0/0.

Le même fait s'est produit avec l'avoine, dont l'exportation n'a pris de l'importance que pendant les dernières années : elle représente actuellement les 9,9 0/0 de la récolte.

La production des trois principales céréales a atteint, en 1900, un total de 1.249.165.000 hectolitres; elle était, en 1890, de 877.070.000 hectolitres; en onze ans l'augmentation a donc été de 372.095.000 hectolitres ou 42,4 0/0. Ces récoltes représentent,

dans leur ensemble, une valeur totale supérieure à 10 milliards de francs.

*
* *

Le Jardinage. Les produits de jardinage, fruits et légumes, sont longtemps restés inférieurs à ceux d'Europe en quantité et en qualité, mais des progrès considérables ont été réalisés, depuis quelques années, dans cette branche de culture : les Etats atlantiques, notamment la Californie, sont rapidement devenus de très grands producteurs de fruits pour les conserves et de légumes secs. Nous trouvons là une nouvelle preuve de la tendance qui n'a cessé de prévaloir, depuis dix ans, dans la grande République américaine : demander au sol et à l'industrie indigènes tous les produits pour lesquels le pays était jadis tributaire de l'étranger.

Le grand développement de la culture des fruits aux Etats-Unis, spécialement dans les Etats du Pacifique, a d'ailleurs exercé, pendant les dix dernières années, une influence significative sur l'importation des fruits étrangers On en trouve la preuve dans le tableau suivant :

Importation des fruits étrangers aux Etats-Unis en 1890 et 1900

	1890	1900	Diminution
	(En milliers de francs)		
Raisins de Corinthe........	6.230	4.585	1.645
Dattes......................	3.070	2.050	1.020
Oranges....................	9.585	5.435	4.150
Prunes et pruneaux	8.945	235	8.710
Raisins secs................	9.985	2.655	7.330
Tous autres en franchise ...	6.955	3.315	3.640
Tous autres payant droit...	8.885	6.635	2.250

La diminution totale, à dix années d'intervalle, se chiffre par 28.745.000 francs.

En dépit des merveilleux résultats de la production indigène, les importations de produits agricoles sont encore considérables aux Etats-Unis. Les principales concernent les sucres, qui viennent des Indes orientales, des îles Hawaï, de Cuba et de l'Allemagne; le café, dont la plus grande partie est demandée au Brésil; le thé, qui vient de la Chine, du Japon et des Indes anglaises; les fibres végétales, achetées au Mexique; les fruits frais et les noix, expédiés par les Antilles anglaises, l'Espagne, la France et l'Italie; les tabacs, fournis par Cuba et la Hollande; les vins, dont la France et l'Allemagne sont les principaux fournisseurs; enfin, les huiles d'olive et le cacao.

Malgré leurs ressources et la variété de leur climat, les Etats-Unis sont donc encore tributaires, sous le rapport de certains produits, d'un grand nombre de contrées étrangères : mais certaines productions, telles que celles du vin, du sucre et du tabac, font de rapides progrès dans le pays et l'on peut entrevoir le jour où, pour les qualités ordinaires, l'importation étrangère aura perdu toute importance.

*
* *

Le Coton. Pendant les vingt années qui ont précédé la guerre de Sécession, la production du coton a constitué pour les Etats-Unis un véritable monopole. Aujourd'hui, bien que d'autres pays, tels que l'Inde et l'Egypte, aient développé la culture du cotonnier, l'Amérique reste le grand centre d'approvisionnement pour cette matière première.

Peu de temps après la guerre civile, la production avait retrouvé le niveau auquel elle se tenait précédemment et, pendant les dix dernières années, elle n'a cessé de progresser : Elle était de 1.647

millions de kilogrammes en 1890 ; elle a atteint 2.405 millions de kilogrammes en 1900, après avoir même dépassé 2.600 millions de kilogrammes en 1899.

Voici, d'ailleurs, un tableau de la production, de la consommation et du commerce du coton aux Etats-Unis pendant la dernière période décennale :

Production, Consommation et Commerce du Coton

Années	Production	Importation	Exportation	Consommation
	(Millions de kilogr.)			
1890...........	1.647	13	1.122	538
1891...........	1.959	9	1.320	648
1892...........	2.046	22	1.360	708
1893...........	1.539	2	1.004	537
1894...........	1.710	13	1.218	505
1895...........	2.287	22	1.597	712
1896...........	1.631	25	1.060	596
1897...........	1.996	24	1.409	611
1898...........	2.577	24	1.748	853
1899...........	2.631	23	1.713	941
1900...........	2.160	31	1.408	783
1901...........	2.405	21	1.512	914

Il est bon d'observer qu'en raison de la baisse constante des prix, cette grande augmentation de production ne correspond pas à une augmentation semblable de sa valeur; il n'en est pas moins vrai qu'en calculant le coton à 0 fr. 90 cent. le kilogr., l'exportation réelle de 1900 représente une valeur de 1.400 millions de francs environ.

Les demandes indigènes de ce produit ne cessant d'ailleurs de s'accroître : la lutte est vive entre les Etats du Nord et ceux du Sud pour s'assurer une partie de cette production : En 1900, les filatures du Nord ont augmenté de 50.000 le nombre de leurs broches et les filatures du Sud, qui n'étaient que de 321 en 1895 avec 2.167.000 broches et 52.195 métiers, sont aujourd'hui au nombre de

420 avec près de 4 millions de broches et 100.000 métiers.

En présence de la consommation particulière des Etats du Nord, qui donne du travail aux usines, non seulement le jour, mais encore une partie de la nuit, les avantages qu'ont les filateurs du Sud sur ceux du Nord perdent toute leur valeur; il en serait autrement si cette consommation venait à diminuer sensiblement, mais, « pour le moment, du moins, dit le *Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce française de New-York*, un ralentissemont dans la consommation des Etats du Nord n'est pas à craindre, tandis que dans l'avenir les avantages que le Sud possède actuellement sur le Nord sont appelés à disparaître, en raison même de leur nature. Par exemple, l'abondance de la main-d'œuvre dans le Sud est un facteur dont l'importance diminue tous les jours par suite de l'augmentation constante des filatures. Il est douteux que le travail des gens de couleur donne des résultats aussi satisfaisants que celui des ouvriers de race blanche et l'industrie cotonnière dans le Sud entraînera inévitablement l'expansion des organisations ouvrières. »

*
* *

L'Élevage. Les résultats du recensement annuel des animaux des fermes et des élevages aux Etats-Unis, à la date du 1er janvier 1900, accusent, par rapport aux années précédentes, une diminution du nombre des chevaux et des mules et un accroissement, au contraire, assez considérable, du nombre des moutons, qui serait dû aux taxations élevées du dernier tarif sur les laines brutes. Voici, en nombre, les chiffres du 1er janvier 1900 comparés à ceux de 1899 et de 1890 :

	1890	1899	1900
Chevaux..........	14.213.837	13.665.307	13.537.524
Mules............	2 331.027	2.134.213	2.086.027
Bestiaux divers...	52.801.907	43.984.340	44.102.414
Moutons	44.336.072	39.114.453	41.883.065
Porcs	51.602.780	38.651.631	50.675.465

Le nombre des chevaux a une tendance à décroître faute d'emploi, la traction mécanique ayant remplacé, dans nombre de villes, la traction animale. Le prix moyen du cheval est fixé à 233 fr., avec ces deux extrêmes : 82 fr. dans les montagnes de la Nevada et 432 fr. dans les fermes du Rhode-Island. Il est à noter que les statistiques de l'exportation attribuent à ces mêmes animaux une valeur ordinaire de 750 fr.

Le Texas, l'Illinois, le Visconsin sont les Etats les plus riches en production chevaline.

Le mouton, encouragé par le tarif Dingley, qui taxe la laine brute 50 0/0 de sa valeur, a pris, depuis l'application de ce tarif (1897), une extension considérable surtout dans les pays de montagnes, où aucune culture n'est encore possible. La production de la laine est actuellement d'environ 115 millions de kilogrammes.

Nous aurons terminé cette revue de la production agricole en disant que les richesses forestières des Etats-Unis ayant été absolument saccagées, le Gouvernement fédéral et nombre d'Etats ont dû prendre des mesures de protection ; la superficie forestière est fixée, par la statistique officielle, à 283.500.000 hectares, dont 16.200.000 hectares déclarés réserves publiques. La valeur de la production forestière a été évaluée, par le recensement de 1890, à 2.230.170.000 fr.

VI

L'industrie et la production minière

La Houille. — Dans l'enquête qu'il fit, en 1896, sur le commerce anglais et la concurrence étrangère, sir Courtenay-Boyle, secrétaire permanent du *Board of Trade*, constatait que, d'après les chiffres officiels, l'augmentation de la population urbaine en Allemagne et aux Etats-Unis commençait à devenir plus importante qu'elle ne pouvait l'être dans le Royaume-Uni. « A bref délai, disait-il, ces deux pays posséderont donc une population non agricole plus considérable que celle de l'Angleterre, population qui ne pourra manquer de s'accroître ». Et il arrivait à cette conclusion : « que les conditions de la suprématie manufacturière et industrielle du Royaume-Uni devenaient différentes de ce qu'elles étaient à l'époque où la population non agricole des autres nations se trouvait être moins importante que la sienne ».

La grande préoccupation du secrétaire permanent du *Board of trade* était de rechercher, dans les productions de la houille et du fer (ces deux principaux éléments de l'industrie moderne), si la prédominance de l'Angleterre était gravement menacée. Son enquête portait sur les statistiques de 1895 qui montraient déjà cette suprématie sérieusement compromise par les Etats-Unis: Si la même enquête était faite aujourd'hui, avec les chiffres de 1900, les Anglais devraient reconnaître que les

Etats-Unis ont pris décidément le premier rang parmi les nations industrielles.

Nous examinerons d'abord le rendement des mines de charbon. En 1870, la production des Etats-Unis représentait à peine le tiers de celle de l'Angleterre et, en 1881, la moitié. En 1890, le total des Etats-Unis était encore inférieur mais, d'année en année, l'écart allait en diminuant et, en 1899, la grande République américaine prenait la tête des pays producteurs de houille; il est à supposer qu'elle conservera longtemps cette place. Voici, pour les dix dernières années, quels ont été les résultats obtenus :

Production carbonifère des Etats-Unis de 1890 à 1900
(En milliers de tonnes)

Années	Charbons bitumineux	Anthracite	Total	Exportations
1890..........	99.393	41.490	140.883	1.933
1891..........	105.269	45.237	150.506	2.400
1892..........	113.265	46.850	160.115	2.509
1893..........	114.620	48.185	162.805	2.847
1894..........	106.090	46.358	152.448	3.616
1895..........	120.641	51.785	172.426	3.871
1896..........	122.893	48.523	171.416	3.775
1897..........	131.795	46.814	178.609	3.820
1898..........	148.743	47.663	196.406	4.221
1899..........	179.966	53.945	233.911	5.752
1900..........	183.795	51.307	235.102	7.918

Ce rapide développement de la production carbonifère américaine est un des faits qui préoccupent le plus les centres métallurgiques européens.

Jusqu'ici tous les pays industriels de l'Europe dépendaient plus ou moins de la production anglaise et l'on a reconnu, en 1899-1900, quelles fâcheuses conséquences pouvait entraîner cette situation. La perspective de voir arriver sur nos marchés le charbon des Etats-Unis a été bien accueillie par notre industrie, qui a immédiate-

ment voulu savoir, eu égard aux qualités de ce combustible, si son prix de revient, augmenté des frais de transport, lui permettrait de faire une concurrence utile à la houille anglaise.

Dans un rapport rédigé en mars 1900, notre consul général à New-York, M. Ed. Bruwaert, a fourni à ce sujet des renseignements du plus haut intérêt :

« La production carbonifère des Etats-Unis, a-t-il dit, est à l'heure actuelle la plus considérable du monde. Les variétés sont nécessairement très diverses, les prix restant très bas puisque l'Administration donne à ces produits une valeur moyenne qui ne dépasse pas 4 fr. la tonne au carreau de la mine. C'est peut-être en raison de ces bas prix, qui dénotent des qualités médiocres, que le commerce étranger n'est venu que faiblement s'approvisionner ici.

« Depuis quelques mois, néanmoins, il existe une demande française très pressante. C'est Marseille qui, tout d'abord, a commencé les démarches, il y a deux ou trois mois, sans doute à cause de la rareté de l'article, soit que les grèves d'Angleterre ou de France aient tari les sources d'approvisionnements ordinaires, soit que la guerre de l'Afrique du Sud ait enlevé des bras dans les mines anglaises ou des navires sur les lignes de navigation. Tout récemment, la Bretagne, la Normandie, le Nord, ont envoyé ici de nombreuses demandes, probablement pour la même cause : la diminution des fournitures anglaises.

« De l'enquête que j'ai faite et des renseignements que le consulat possède, il résulte qu'il existe aux Etats-Unis d'excellentes sortes de charbons qui répondent à tous les besoins de ce grand pays, besoins aussi variés que les nôtres et à des prix généralement fort raisonnables. Toutefois, en ce moment même, le pays passe par une période d'activité industrielle telle que, mal préparés pour des demandes aussi considé-

rables, les charbonnages ne sont pas en état de les accueillir pour des dates fixes et à des prix certains. »

Depuis que ce rapport a été publié, la situation s'est modifiée car nous savons qu'en 1900 l'exportation du charbon américain a atteint près de 8 millions de tonnes. C'est bien peu comparativement aux exportations du Royaume-Uni (46.846.000 tonnes en 1900) et surtout si l'on considère l'immense étendue des mines de charbon de la République américaine, mais c'est énorme si l'on observe que l'exportation carbonifère américaine n'était que de 1.933.000 t. en 1890 : les Etats-Unis occupent aujourd'hui la troisième place, après l'Angleterre et l'Allemagne, mais avant la Belgique, sur la liste des pays exportateurs de houille et tout nous indique qu'ils n'en resteront pas là.

*
* *

La Fonte et l'Acier. — La production de la fonte et de l'acier marche parallèlement à celle du charbon. L'extraction du minerai de fer qui avait donné 11 millions de tonnes en 1885 et 15.000.000 de tonnes en 1890, s'est élevée à 20.700.000 tonnes en 1898, c'est-à-dire qu'elle a doublé en 13 ans. En 1899, elle a atteint 24.683.173 tonnes et, en 1900, 27.553.161 tonnes.

En Angleterre, cette production a été de 21 millions 293.000 tonnes en 1898 ; de 23.185.000 tonnes en 1899 et de 22.175.000 tonnes en 1900. Comme pour le charbon, la production du minerai de fer anglais se trouve donc aujourd'hui fortement distancée par la production similaire américaine.

La conséquence du développement de la production du minerai de fer se traduit, naturellement, par une progression constante de la production de

la fonte et de l'acier. Le tableau suivant est significatif :

Production sidérurgique des Etats-Unis de 1891 à 1900

Années	Fourneaux en feu	Fonte produite	Fonte consommée	Rails produits		Acier en lingots
				Fer	Acier	
	Nombre	*(En milliers de tonnes)*				
1891....	313	8.280	8.367	8	1.299	3.904
1892....	253	9.157	9.303	10	1.541	4.928
1893....	137	7.125	6.983	6	1.130	4.020
1894....	185	6.657	6 694	5	1.017	4.412
1895....	242	9.446	9.629	6	1.300	6.115
1896....	159	8.623	8.276	4	1.118	5.282
1897....	191	9.653	9.382	3	1.645	7.157
1898....	202	11.774	12.006	3	1.878	8.933
1899....	289	13.621	13.779	2	2.271	10.640
1900....	232	13.789	14.100	1	2.424	10.382

De 1894 à 1900, la production de la fonte américaine a donc augmenté de 107 0/0 ; pour l'Angleterre, pendant la même période, cette augmentation n'a été que de 20 0/0 ; pour l'Allemagne, de 77 0/0 ; pour la France, de 60 0/0. En somme, la production moyenne par haut fourneau ressort en 1900 à 59.450 tonnes, mais il faut tenir compte de ce fait qu'il existe encore aux Etats-Unis un nombre relativement considérable de hauts fourneaux au bois et à production nécessairement très faible.

Si l'on considère la production de fonte fabriquée au coke et à la houille crue, on trouve 190 hauts fourneaux pour une production de 12.717.444 tonnes, soit une moyenne de 66.932 tonnes, et si l'on prend la Pensylvanie seule, où existent les hauts fourneaux à grande production, on constate que 59 hauts fourneaux y ont produit en 1900 un total de 5.371.537 tonnes, soit une production moyenne par haut fourneau de 91.043 tonnes annuellement.

La production moyenne par haut fourneau est

donc à peu près double en Pensylvanie de la moyenne du pays entier, et elle est quatre fois plus forte que celle de l'Angleterre.

C'est ainsi que 90 hauts fourneaux semblables à ceux de la Pensylvanie auraient suffi pour produire toute la fonte fabriquée en Angleterre par près de 400 hauts fourneaux pendant le cours de l'année dernière. Il va de soi que la richesse des minerais employés aux Etats-Unis est un facteur très important de cette forte production.

Toutes les branches de l'industrie métallurgique se sont développées comme la production de la fonte. On en a la preuve dans le tableau suivant :

Produits métallurgiques des Etats-Unis de **1891** à **1899**
(*En milliers de tonnes*)

Années	Rails acier et fer	Barres et machines brutes	Fils	Plaques	Clouterie	Total
1891...	1.307	2.645	537	679	223	5.391
1892...	1.552	3.033	628	751	201	6.165
1893...	1.136	2.492	537	674	136	4.975
1894...	1.022	2.156	673	683	108	4.642
1895...	1.306	3.006	791	991	95	6.189
1896...	1.122	2.732	624	966	72	5.516
1897...	1.648	3.082	971	1.207	94	7.002
1898...	1.981	3.942	1.072	1.448	70	8.513
1899...	2.273	4.997	1.099	1.903	85	10.357
1900...	2.424	4.421	860	1.823	71	9.629

Les résultats de 1900 sont un peu inférieurs à ceux de 1899, mais ils représentent encore une avance énorme sur ceux de 1896.

C'est au développement prodigieux de l'industrie du fer et de l'acier — lui-même provoqué par la création des *trusts* et des groupements financiers dont nous parlerons plus loin — que l'on doit surtout attribuer l'augmentation de l'exportation

des objets manufacturés américains. Nous avons déjà analysé cette exportation, en étudiant le commerce extérieur. Nous croyons devoir compléter nos chiffres en reproduisant le tableau suivant des sorties de produits métallurgiques américains pendant les deux dernières années :

Exportation des produits métallurgiques américains en 1899 et 1900

	1899	1900
Ferro-manganèse....Tonnes	13	32
Fontes....................	228.265	286.783
Mitrailles................	76.633	49.283
Barres de fer..............	10.898	13.285
Feuillards	2.869	3.021
Barres d'acier..............	30.429	81.366
Fils télégraphiques.........	16.992	10.652
Demi-produits en acier.....	25.487	107.476
Clous.....................	9.974	11.163
Verges pour fils...........	33.517	27.404
Pointes et clous spéciaux...	2.067	1.807
Tôles en fer...............	6.196	9.331
— en acier.............	50.635	45.554
Rails en fer..	6.442	5.374
— en acier.............	271.272	356.245
Fils......................	116.317	78.014
Charpentes et poutres rivées	54.244	67.714
Totaux.....Tonnes	942.659	1.154.504
Locomotives......... Unités	434	436
Minerais de fer......Tonnes	40.665	51.460

Ainsi que nous avons eu l'occasion de le constater à propos de l'Angleterre, c'est l'invasion des fontes, barres d'acier, demi-produits et rails en acier américains, que les métallurgistes anglais semblent redouter le plus : Le tableau ci-dessus démontre que leurs préoccupations d'avenir sont parfaitement justifiées, car, en une seule année, cette exportation a progressé de 58.498 tonnes ou 25 0/0 pour les fontes ; de 50.937 tonnes ou 169 0/0 pour les barres d'acier; de 81.989 tonnes ou 319 0/0 pour les demi-produits en acie

et de 84.973 tonnes ou 31 0/0 pour les rails d'acier.

C'est à cette brusque et formidable augmentation de l'exportation sidérurgique américaine, plus encore qu'à la hausse du prix du charbon, qu'il faut, d'ailleurs, attribuer la crise qui sévit actuellement sur l'ensemble de l'industrie métallurgique européenne.

*
* *

Dans une savante étude récemment publiée par un ingénieur, M. Godfernaux, dans la *Revue Scientifique*, nous trouvons exposées d'une manière très précise les causes du succès de l'industrie métallurgique américaine. L'auteur en cite trois principales : elles sont, dit-il, la clef de la question, car elles régissent le prix de revient de tout produit manufacturé : 1° le prix de la matière première, 2° les dépenses de main-d'œuvre et 3° les frais généraux.

1° *Le prix de la matière première* dépend de la richesse naturelle du sol et des méthodes plus ou moins perfectionnées appliquées à leur extraction et à leur transport. De la richesse du sol nous n'avons rien à dire, car elle est trop connue; quant aux procédés d'extraction il n'est pas de pays qui ait poussé plus loin que les Etats-Unis l'emploi des machines. Une question délicate se posait cependant : celle des moyens de transport; il y avait là une dépense supplémentaire qu'il importait de réduire à son extrême limite, car elle pouvait majorer considérablement le prix des produits et en rendre le commerce impossible : les Américains l'ont compris et sont arrivés à la ramener à son minimum.

Grâce à leur outillage, continue M. Godfernaux, grâce aussi aux dépenses de premier établissement peu

élevées des chemins de fer américains, résultant du bas prix des terrains, d'une réglementation plus libérale qu'en Europe sur les signaux, les stations, les clôtures, etc., grâce surtout à la durée illimitée des concessions et à la concurrence des Compagnies américaines entre elles, on a pu abaisser le prix moyen des transports des matières pondéreuses à grandes distances à *un centime* par tonne kilométrique.

En résumé, on peut dire que la tonne de minerai de fer extraite des mines de la région du Lac supérieur et amenée aux hauts fourneaux du district, soit de Pittsburg, soit de Gellowstone, après un parcours de 1.800 kilomètres, est revenue, en 1899, tous frais de transport et de manutention compris, à 15 fr. 80, tandis qu'en Angleterre, par exemple, la même tonne de minerai, moins riche, puisqu'elle ne contient guère que 56 0/0 de fer, revient à 18 fr. 95.

M. Godfernaux ajoute :

Dans les grandes usines métallurgiques de Pittsburg et de la région avoisinante, tous les perfectionnements les plus récents ont été appliqués, dans le but de réduire à son extrême limite les frais de production de la fonte ou de l'acier, tout en lui conservant les qualités physiques et chimiques indispensables.

L'abondance et la richesse du minerai, l'énorme production et le bas prix du coke, la puissance de l'outillage de transport et de manutention créé dans ces dernières années, firent qu'en 1899, les usines de la Pensylvanie ont pu produire la fonte à un prix, par tonne, inférieur de 25 francs à celui auquel revient la même tonne de fonte à Middlesborough en Angleterre, région qui, cependant, avait toujours été considérée comme susceptible de produire la fonte à des prix très avantageux. C'est cet écart de 25 francs qui a permis, en 1899, aux Américains, de venir faire une concurrence heureuse sur les marchés d'Angleterre, même à Liverpool, et qui a été la cause d'un si grand émoi parmi les métallurgistes anglais.

2° *Les dépenses de main-d'œuvre* sont régies par les principaux facteurs suivants : le salaire des ouvriers, d'une part, et leur valeur professionnelle, de l'autre ; la perfection plus ou moins grande de l'outillage ; enfin la division du travail et les méthodes employées.

Les Américains ont tout fait pour réduire ces dépenses. Ils ont tiré de l'ouvrier le plus grand parti possible en développant le travail à la tâche et en l'intéressant, par suite, à un maximum de production ; ils ont employé un outillage spécial supprimant autant que possible le travail manuel pour le remplacer par le travail mécanique. Grâce à cet outillage, ils ont cherché à toujours obtenir le rendement maximum en spécialisant chaque machine et la faisant produire vite et en grande quantité.

Cette spécialisation des machines-outils a conduit à la *fabrication en séries* que les Américains ont développée en grand dans toutes les branches de l'industrie, et qui a eu pour conséquence la création des *types normaux :* ce sont là les causes principales de la supériorité américaine au point de vue du prix de revient.

Pour un outillage pareil et à grande production, il faut un écoulement considérable et de grands capitaux. Cet écoulement, les Américains l'ont obtenu en venant offrir leurs produits sur les marchés étrangers à des prix rémunérateurs pour eux et bien inférieurs à ceux de leurs concurrents européens. Quant aux capitaux, les *trusts* les ont aidés à les trouver.

3° *Les frais généraux.* — Les mêmes considérations que nous venons de développer pour expliquer la diminution des dépenses de matières premières et de main-d'œuvre, nous pourrions les renouveler pour expliquer la diminution des frais

généraux. Là aussi, la concentration par les *trusts* a été d'une grande utilité.

En somme, d'après M. Godfernaux, les principales causes de la supériorité de l'industrie métallurgique américaine peuvent se résumer ainsi :

a L'abondance et la richesse des matières premières (houille, coke et minerai) ;

b La puissance de l'outillage destiné au transport et à la manutention de ces matières premières, ainsi que la perfection de l'outillage de production de la fonte et de l'acier ;

c Le développement du travail à la tâche, comme correctif du prix élevé des salaires ;

d L'outillage puissant et très perfectionné des usines de production mécanique, outillage permettant de fabriquer les différentes pièces mécaniques en grande quantité, rapidement et économiquement ;

e Comme corollaire, la méthode de *production par série*, entraînant, comme conséquence, l'usage presque général de *types normaux ;*

f L'organisation financière des grandes entreprises sidérurgiques et mécaniques qui disposent de capitaux énormes.

Il serait puéril de chercher à discuter l'avenir réservé à l'industrie métallurgique américaine, mais il est un fait incontestable : c'est que cette industrie menace aujourd'hui tous les pays producteurs du monde.

*
* *

Les Produits textiles. — A côté de l'industrie métallurgique, l'industrie textile a pris, aux Etats-Unis, un développement considérable : on prévoit même le moment où la consommation américaine cessera d'être tributaire de la production euro-

péenne, et où les produits textiles américains viendront faire concurrence aux produits similaires européens sur leurs marchés d'origine.

La preuve de ce fait nous est fournie par la statistique ci-après, publiée dernièrement par un journal de New-York, le *Textile World*, donnant l'augmentation de l'outillage pour certaines industries textiles des Etats-Unis pendant la période décennale 1890-1900 :

Outillage mécanique	Année 1900	Année 1890	Augm. %
Broches pour coton	21.057.983	14.188.103	84.4
Métiers à tisser pour le coton	490.398	324.866	50.9
Assortiments de cardes pour laine cardée	7.806	7.245	7.9
Peigneuses à laine	1.510	855	76.6
Métiers à tisser pour laine cardée et pour laine peignée	80.759	67.817	19.0
Métiers de bonneterie	75.721	36.462	107.6
Broches à filer et à retordre la soie	1.426.245	718.360	98.5
Métiers à tisser la soie	48.246	20.822	131.7

L'augmentation moyenne est de 50,9 0/0 pour l'ensemble de l'outillage mécanique des industries textiles, ce qui semble indiquer que la production a augmenté dans une proportion au moins équivalente.

Un fait est à remarquer dans l'industrie de la laine : alors que dans la branche de la laine cardée, l'accroissement a été très modéré pendant les dix ans, il a été très accentué dans la branche des laines peignées.

Dans l'industrie de la soie, l'augmentation, jugée d'après le nombre des métiers et des broches. a été plus grande que dans toutes les autres branches des industries textiles.

*
* *

Produits miniers divers. — En analysant le

développement de la production sidérurgique et métallurgique des Etats-Unis, nous avons négligé toute une branche de l'industrie minière d'une importance cependant considérable : celle des mines de cuivre, de plomb, d'or et d'argent.

Sans doute le minerai de fer et le charbon constituent les principales richesses minérales du pays, mais la valeur du premier ne représente que la moitié des produits minéraux et celle du second le tiers des substances non métalliques. La valeur de la production minière totale, qui avait été calculée en 1887 à 2.700 millions de francs par le service géologique, a subi de 1891 à 1900 les variations suivantes :

Valeur annuelle de la production minière américaine de 1891 à 1900

Années	Produits métalliques	Produits non métalliques	Total
	(En millions de francs)		
1891	1.512	1.770	3.282
1892	1.519	1.853	3.372
1893	1.250	1.616	2.866
1894	1.091	1.502	2.593
1895	1.410	1.699	3.209
1896	1.436	1.671	3.107
1897	1.511	1.646	3.157
1898	1.717	1.767	3.484
1899	2.627	2.227	4.854
1900	2.762	2.583	4.345

Les chiffres officiels de 1901, par catégorie, n'ont pas encore été publiés et les statistiques particulières présentent de trop grandes différences pour que nous puissions nous en servir.

Des totaux officiels de la période 1890-1900, nous sortirons cependant les chiffres de la production du cuivre et du plomb :

Production du cuivre et du plomb aux Etats-Uuis de 1890 à 1900

Années	Cuivre		Plomb	
	Production	Valeur à New-York	Production	Valeur à New-York
	Tonnes métriques	Millions de francs	Tonnes métriques	Millions de francs
1890	120.097	154.2	128.241	63.3
1891	134.003	192 3	159.423	77.7
1892	159.896	189.9	158.620	69 5
1893	153.905	160.1	146.412	59.2
1894	165.285	165.7	142 260	49.7
1895	177.866	193.4	151.786	56.1
1896	208.408	247.3	167.857	52.6
1897	223.817	270.4	189.289	74.4
1898	238.510	309.3	198.214	83.2
1899	265.160	523.0	186.821	94.2
1900	279.223	500.8	203.941	110.0

En quantité, l'augmentation de la production du cuivre a donc été de 132,5 0/0 et celle du plomb de 57,5 0/0.

La production de l'or et de l'argent présente également un grand intérêt à cause de sa valeur, qui égale presque celle du cuivre et du plomb :

Production de l'or et de l'argent aux Etats-Unis de 1890 à 1901

Années	Or		Argent		
	Production	Valeur monétaire	Production	Valeur monétaire	Valeur commerciale
	Onces de fin	Millions de francs	Onces de fin	Millions de francs	Millions de francs
1890......	1.588.880	164.2	54.500.000	352.3	286.1
1891......	1.604.840	165.9	58.330.000	377.1	288.1
1892......	1.596.375	165.0	63.500.000	410.5	277.8
1893......	1.739.323	179.8	60.000.000	387.8	234.0
1894......	1.910.813	197.5	49.500.000	320.0	157.1
1395......	2 254.760	233.0	55.727.000	360.3	182.2
1896......	2.568.132	265.4	58.835 000	380.3	198.3
1897......	2.774.935	286.8	53.860.000	348.2	161.6
1898......	3.118.398	332.3	54.438.000	351.9	160.6
1899......	3.437.210	355.3	54.764.500	354.0	164.3
1900......	3.837.215	396.6	59.610.543	385.4	184.8
1901......	3.880.578	401.1	59.653.788	386.0	179.0

Le tableau précédent démontre que la production de l'or aux Etats-Unis a toujours augmenté depuis 1892 : le chiffre de l'année 1901 est de 143 0/0 supérieur à celui de 1892 et il représente environ le tiers de la production aurifère universelle.

La production de l'argent est restée à peu près stationnaire en quantité, mais elle a subi une sérieuse réduction en valeur, par suite de la baisse du prix de vente de l'argent métal.

*
* *

Le pétrole. — En 1890, la production pétrolifère des Etats-Unis était de 6.048.593 tonnes métriques, représentant les 60 0/0 de la production universelle, évaluée elle-même à 10.304.449 tonnes.

En 1900, la production prétrolifère américaine a atteint 8.329.279 tonnes. Mais comme pendant cette période de dix années la production universelle s'est elle-même élevée à 19.504.526 tonnes, la proportion de la production américaine par rapport à la production universelle a été ramenée à 42 0/0.

Cet énorme développement de la production étrangère n'a, d'ailleurs, porté aucune atteinte à l'exportation pétrolifère américaine, puisque sa valeur a atteint le chiffre de 378 millions de francs en 1900, contre seulement 257 millions en 1890.

C'est en 1859, près de Titusville en Pensylvanie, qu'on pratiqua le forage du premier puits à pétrole ; il fournit un débit journalier de 48 hectolitres. Cette découverte provoqua de nombreuses recherches dans la fameuse vallée de l'Oil-Creek et dans toute la région située à l'ouest des monts Alleghanys. Il en résulta une spéculation effrénée qui porta à la fois sur les titres des Sociétés constituées, les terrains pétrolifères, les immeubles et les Compagnies de transport. La création, en 1882, de l'*Oil Standard,* sur lequel nous reviendrons

plus en détail au chapitre des *Trusts,* mit fin à la période d'agiotage.

L'*Oil Standard* centralisa, sous une direction unique, toutes les exploitations de la Pensylvanie, construisit un vaste réseau de conduites spéciales pour amener le pétrole des puits d'extraction aux raffineries installées à Cleveland, Pittsbourg, Buffalo et New-York et réglementa, en quelque sorte, le prix de vente du pétrole non seulement aux Etats-Unis, mais aussi dans tous les Etats de l'Europe occidentale.

Il existe encore aux Etats-Unis d'autres sources pétrolifères, moins importantes que celles de la Pensylvanie, dans le Kentucky, l'Ohio, l'Indiana, le Colorado et la Californie. Le pétrole fourni par ces Etats, généralement désigné sous le nom de pétrole de Lima, est plus lourd et d'une qualité plus irrégulière que celui de la Pensylvanie ; il donne une très forte proportion de résidus, utilisés par les hauts fourneaux et la navigation à vapeur des grands lacs, tandis que le pétrole de la Pensylvanie, dont le traitement est beaucoup moins coûteux, fournit la presque totalité de l'exportation pétrolifère américaine : La production du pétrole de Lima est à l'ensemble de la production des Etats-Unis comme 35 est à 100.

Jusqu'en 1896 la production pétrolifère américaine a été supérieure à la production de tous les autres pays du monde réunis. En 1897 la production russe, concentrée dans la région de Bakou, a presque atteint la production américaine, qu'elle a fortement dépassé depuis.

Le tableau suivant, tiré du *Vierteljahrshaft zün statistik des Deutschen Reichs 1901* (publication officielle) est intéressant à consulter :

Production pétrolifère universelle de 1890 à 1900 :
Pétrole brut
(En tonnes métriques)

Années	Etats-Unis	Russie	Autres pays	Production totale
1890	6.048.593	3.979.510	276.346	10.304.449
1891	7.166.541	4.756.568	306.171	12.229.280
1892	6.667.206	4.896.327	336.017	11.899.550
1893	6.390.472	5.792.668	410.146	12.593.286
1894	6.513.476	5.161.707	453.952	12.128.135
1895	6.981.780	7.056.537	553.812	14.592.129
1896	8.046.768	7.106.220	705.674	14.858.662
1897	7.982.768	7.831.636	897.850	16.712.254
1898	7.308.079	8.226.828	1.011.869	16.546.776
1899	7.654.928	8.961 067	1.318.005	17.934.000
1900	8.329.279	9.833.820	1.341.427	19.504.526

Parmi les pays dont la production pétrolifère s'est le plus développée dans ces dernières années, nous citerons notamment la Roumanie, qui fournit actuellement 315.000 tonnes, contre 53.300 en 1890; l'Autriche-Hongrie, qui est passée de 92.640 tonnes en 1890 à 326.334 en 1900; les Indes néerlandaises, dont la production n'a commencé qu'en 1893 avec 70.000 tonnes et qui dépasse aujourd'hui 350.000 tonnes ; les Indes anglaises, qui donnent 132.000 tonnes, contre 20.455 tonnes en 1891 ; l'Allemagne, qui a progressé de 15.226 tonnes en 1890, à 50.375 tonnes en 1900; seule la production du Canada a reculé de 107.020 tonnes en 1890, à 95.933 tonnes en 1900.

Enfin, parmi les pays produisant moins de 50.000 tonnes par année, nous indiquerons le Japon, l'Italie, la Perse, l'Algérie, le Transvaal, le Mexique, le République Argentine, le Pérou, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'ensemble de la production de tous ces pays réunis est d'ailleurs négligeable, car elle n'atteint peut-être pas 200.000 tonnes par année, c'est-à-dire à peine 1 0/0 de la production universelle.

Le tableau précédent démontre que la production pétrolifère des Etats-Unis a représenté, en 1900, les 42 0/0 de la production universelle et celle de la Russie les 50 0/0 environ. Depuis 1898, la Russie occupe donc, au point de vue du volume de la production, la première place des pays pétrolifères : mais il y a une grande distinction à établir entre la valeur des huiles brutes russes et celle des huiles américaines. Le rendement du produit brut américain, en huile d'éclairage ou essence, est deux fois plus élevé que celui du produit brut russe, et les statistiques russes établissent que l'exploitation des résidus dans la région de Bakou tend à devenir la branche principale de l'industrie pétrolifère indigène, car, pendant les dernières années, il a été expédié de Bakou une quantité de résidus deux fois et demie plus importante que celle des huiles d'éclairage.

Le tableau suivant, extrait du rapport du commerce des Etats-Unis, publié par le Bureau de statistique du Trésor fédéral, va nous montrer, en effet, que la production pétrolifère américaine a conservé, en valeur, la prépondérance de l'exportation, malgré le prodigieux développement, en volume, de la production pétrolifère russe :

Valeur des Huiles minérales de toutes sortes exportées annuellement des Etats-Unis et de la Russie

Années	Etats-Unis (En francs)	Russie
1890	257.015.000	77.480.000
1891	260.135.000	81.670.000
1892	224.030.000	66.125.000
1893	210.710.000	57.340.000
1894	207.500.000	51.830.000
1895	233.300.000	72.065.000
1896	311.915.000	74.935.000
1897	313.175.000	65.685.000
1898	280.625.000	67.165.000
1899	281.365.000	81.440.000
1900	378.060.000	118.380.000

Entre 1890 et 1900, la production pétrolifère américaine est passée de 6.048.593 tonnes à 8 millions 329.279 tonnes, soit une augmentation de 37 0/0; mais la valeur des huiles minérales exportées des Etats-Unis a progressé de 121.045.000 fr., soit 47 0/0 de plus qu'en 1890.

Pendant la même période, la production pétrolifère russe a été progressivement portée de 3 millions 979.510 tonnes à 9.833.820 tonnes, soit une augmentation de 147 0/0. Mais la valeur de l'exportation pétrolifère russe n'a pas suivi la même progression, car elle ne se traduit, en 1900, que par une plus-value de 40.900.000 francs sur le chiffre de 1890, soit une simple majoration de 52 0/0.

Ce rapprochement confirme ce que nous disions plus haut quant à la différence de qualité des huiles minérales américaines et russes, et il explique, avec l'augmentation générale de la consommation, pourquoi la puissante organisation de l'*Oil Standard* est restée maîtresse du marché universel et comment ce *trust*, qui n'avait donné qu'un dividende de 12 0/0 en 1889, peut actuellement servir 33 0/0 à ses associés, malgré la concurrence du pétrole russe.

VII

Les Trusts américains

Un *trust* est l'association permanente, la fusion sous une direction et une raison sociale uniques, de toutes les entreprises, ou du plus grand nombre possible d'entreprises, appartenant à une même industrie.

Le but avoué du *trust* est de monopoliser le produit en vue duquel il se forme, qu'il s'agisse d'une matière première telle que la houille, ou d'un produit manufacturé quelconque : Si les fondateurs du *trust* atteignent ce but, c'est-à-dire s'ils peuvent grouper les principales sources de production indigène de la marchandise visée par eux, ils obtiennent immédiatement un double résultat : 1° ils réduisent à son extrême minimum le prix de revient du produit monopolisé ; 2° ils fixent à leur gré les conditions de sa vente sur le marché intérieur, car toute concurrence indigène est désormais supprimée.

Ce dernier point du problème ne peut être réalisé que grâce à l'existence de tarifs douaniers protecteurs très élevés, rendant la concurrence des produits similaires étrangers en quelque sorte impossible. Le régime douanier américain se prête donc admirablement à toutes les combinaisons des *trusts*, et on s'explique ainsi que leur nombre ait

augmenté d'une manière si considérable depuis 1897, date de la mise en vigueur du fameux tarif Dingley.

La création et le bon fonctionnement des *trusts* aux Etats-Unis sont d'ailleurs facilités par la législation très libérale, relativement aux Sociétés, de quelques-uns des Etats du Nord-Est où le plus grand nombre de ces « combinaisons » ont aujourd'hui leur siège social ; par l'existence de puissants capitaux toujours en mouvement, toujours en quête de placements plus avantageux, et surtout par la hardiesse et l'esprit aventureux des financiers américains qui ne conçoivent l'industrie et le commerce que comme des matières à spéculation.

Les promoteurs et bénéficiaires des *trusts* ont réussi à en faire accepter le principe par la population américaine — car il ne faut pas s'y tromper : les deux dernières élections présidentielles ont été des victoires pour eux — en propageant cette idée, en partie exacte, que les *trusts* sont particulièrement destinés à accroître la puissance commerciale et industrielle des Etats-Unis à l'extérieur.

Les défenseurs des *trusts*, c'est-à-dire presque toute la grande presse américaine plus ou moins alliée au monde capitaliste, affirment, en effet, que ces puissantes combinaisons — en supprimant les intermédiaires parasites qui s'interposent, dans les autres pays, entre le producteur et le consommateur ; en réduisant les frais généraux, les frais de transport et d'acquisition des matières premières ; en perfectionnant et en spécialisant les procédés de fabrication, etc., — peuvent, d'une part, payer des salaires plus élevés à leurs ouvriers et employés

et, d'autre part, livrer à la consommation indigène la marchandise *trustée* à des prix inférieurs à ceux que donnait l'ancienne concurrence.

Ils soutiennent, en outre, que les produits manufacturés obtenus par les *trusts* à un prix de revient (minimum auquel les industries similaires étrangères ne peuvent jamais descendre) constituent des articles d'exportation incomparables et que leur vente sur les marchés étrangers — même lorsqu'elle se fait au-dessous des prix du marché intérieur — a pour résultat d'augmenter la puissance économique et financière des Etats-Unis et le bien-être du peuple américain.

Ce qui est d'ailleurs certain, c'est que le formidable accroissement de l'exportation américaine, constaté pendant les trois dernières années, a coïncidé à la fois avec la mise en vigueur du tarif quasi prohibitif Dingley (1897) et un développement extraordinaire des *trusts*. C'est surtout à ce dernier facteur qu'on peut attribuer les récents succès des fers et aciers américains sur les marchés européens; et, si les centres métallurgiques anglais, allemands, français et belges redoutent tant cette concurrence, c'est non seulement parce qu'elle est puissamment organisée pour la production intensive et à prix réduit, mais aussi parce qu'elle représente une formule économique nouvelle dont l'application serait à peu près impossible dans les grands pays industriels de l'Europe eu égard aux ois, aux mœurs politiques et sociales, et aux conditions générales de milieu qui règlent, dans nos vieux pays, les rapports du capital et du travail.

Pour étudier le développement des *trusts* aux

Etats-Unis, nous avons à notre disposition le rapport que le Département du Travail, à Washington, a publié l'année dernière.

L'origine des *trusts* remonte à une quarantaine d'années, mais ce n'est guère que depuis quatre ou cinq ans qu'ils ont pris l'importance colossale que l'on sait.

A l'origine, toutes les entreprises englobées dans un *trust* conservaient leur existence légale distincte — comme cela se passe pour les *cartels* allemands — ; elles se bornaient à déposer leurs actions entre les mains d'un groupe d'administrateurs ou *trustees* qui géraient les affaires sociales en leur nom et qui répartissaient ensuite les bénéfices au prorata du capital de chaque entreprise, ou selon certains accords convenus d'avance. Un arrêt de la cour suprême de New-York ayant déclaré que l'abandon par les actionnaires des entreprises syndiquées de tout droit de contrôle sur les affaires sociales, était un acte illégal et contraire aux statuts desdites sociétés, les *trusts* adoptèrent une autre forme et se constituèrent : soit en opérant la fusion complète, par voie d'apport ou d'achat, de toutes les entreprises syndiquées en une société unique, soit en s'assurant, d'une manière permanente, la majorité des actions dans chacune d'elles et en les laissant alors subsister sous leur forme primitive.

Mais, dans les deux cas, le but poursuivi par les fondateurs des *trusts* reste celui que nous avons indiqué au commencement de ce chapitre.

L'enquête effectuée l'année dernière par le Département du Travail de Washington, conjointe-

ment avec la *Commission industrielle* nommée par le Congrès, a été dirigée par le colonel Carroll D. Wright qui a été invité à faire « des recherches statistiques destinées à révéler les faits concernant le capital engagé dans les *trusts*, la force de leur monopole sur le marché intérieur, le degré de leur contrôle sur les prix, leur influence sur les salaires et les emplois ».

Le rapport a été rédigé par le professeur Jenks de la Cornell University, et nous allons suivre pas à pas ce document pour exposer la situation actuelle de ces organisations puissantes qui font la loi sur les marchés financiers, industriels et commerciaux des Etats-Unis.

Le rapport constate d'abord qu'il ne s'est pas écoulé un laps de temps assez grand, depuis la formation des nouveaux *trusts*, pour que l'on puisse se rendre un compte exact de leurs effets. Les renseignements recueillis doivent donc simplement servir de matériaux pour une étude future, sans que l'on cherche, d'ores et déjà, à tirer des faits observés des conclusions certaines.

L'enquête a porté sur 39 combinaisons, dont 24 ont été fondées en 1898 et 1899, 5 en 1891, une en 1865 ; les autres ont été constituées à différentes périodes, principalement pendant les cinq dernières années. Le capital total de ces 39 combinaisons est de 6.977.751.625 francs. La plus grande partie de ce capital est répartie entre des mains nombreuses ; une certaine quantité appartient cependant à un petit nombre d'individus, et les titres de ces derniers ne sont sur aucun marché.

Quelques-unes des plus importantes de ces combinaisons ne sont que des compagnies mères qui

ne font que détenir les actions de sociétés filiales et ne dirigent elles-mêmes aucune entreprise. C'est là l'exception ; dans la plupart des cas, le *trust*, aussitôt formé, achète des propriétés distinctes, émet ses propres titres pour couvrir ce prix d'achat et prend la direction de tout ce qui a trait à ses affaires, qu'il s'agisse de la production, d'établissement de comptoirs de vente ou d'élargissement des débouchés. Les titres sont divisés en actions ordinaires et actions de préférence ; ces dernières prennent la place d'obligations, pour qu'en cas de cessation de paiements la direction de l'entreprise reste entre les mains des actionnaires, au lieu de passer entre celles d'un liquidateur. Ces deux catégories de titres ont une voix égale dans l'élection des administrateurs et la conduite des affaires, mais les actions de préférence reçoivent un dividende fixe avant toute répartition aux porteurs d'actions ordinaires.

Trente-trois des *trusts* examinés ayant publié leur bilan en 1900, ont payé les répartitions suivantes : 2, 5 0/0 ; 7, 6 0/0 ; 19, 7 0/0 ; 4, 8 0/0 ; 1, 12 0/0.

En cas de liquidation, les actions de préférence sont remboursées au pair avant les actions ordinaires : les 39 combinaisons avaient émis 57,3 0/0 de leur capital en actions ordinaires et 42,7 0/0 en actions de préférence ; les obligations proprement dites ne représentaient que 3,5 0/0 du capital total.

Les renseignements fournis par ces compagnies sont assez complets sur la question des salaires et du nombre des employés ; nous groupons ces renseignements dans le tableau suivant qui nous donne, pour 13 compagnies transformées en *trusts*,

le nombre des ouvriers employés et le chiffre de leur salaire avant et après la formation du *trust* :

	Ouvriers formés		Ouvriers non formés		Employés	
Salaire par semaine	Compagnies	Trusts	Compagnies	Trusts	Compagnies	Trusts
Au-dessous de 25 fr...	1.477	1.429	4.902	6.959	6.500	8.553
De 25 à 30 fr.	2.342	2.252	2.720	2.394	5.160	4.792
30 à 35	2.351	2 118	5.332	5.195	7.810	7.502
35 à 40	1.256	1.285	12.698	5.389	14.039	6.884
40 à 45	924	751	7.717	13.477	8.808	14.480
45 à 50	1.565	1.514	7.310	11.258	9.172	13.103
50 à 65	14.122	14.344	2.971	9.371	18.373	25.334
65 à 100	4.839	8.108	77	171	5.469	9.141
100 à 125	1.606	2.807	2	»	1.804	3.087
125 à 150	1.245	1.677	»	»	1.368	1.249
150 à 175	933	1.562	»	»	994	1.634
175 à 200	92	1.332	»	»	131	1.387
200 à 225	694	281	»	»	709	306
225 à 250	63	970	»	»	81	997
Au-dessus de 250 fr.....	128	387	»	»	176	492
Totaux.	33.637	40.217	43.669	54.214	80.594	98.941

Le peu de changement dans le nombre des *ouvriers formés* recevant jusqu'à 65 fr. par semaine et la forte augmentation du nombre des ouvriers payés de 65 à 250 fr. sont les points les plus saillants de ce tableau. Il faut encore remarquer la forte augmentation constatée dans le nombre des *ouvriers non formés* de la première et de la dernière catégorie.

La progression du nombre des *ouvriers formés* recevant de 65 fr. à 250 fr. par semaine, nombre qui passe de 9.600 dans les compagnies primitives à 16.524 dans les *trusts* qu'elles ont créés, montre le développement pris par les machines ; il montre aussi que les *trusts* ont une tendance à employer de plus en plus la main-d'œuvre intelligente

et fortement payée, en même temps que les manœuvres proprement dits.

Il est certain que toutes les catégories d'ouvriers et d'employés ont bénéficié d'une augmentation de salaire, ce n'est là qu'une conséquence de la prospérité provoquée par les opérations des *trusts*. Si l'on veut se rendre compte de l'importance de cette augmentation on peut consulter *l'index-number des salaires*, établi par le rapport que nous analysons et où l'année 1891, prise comme point de comparaison, est représentée par le chiffre 100 :

Index-number des salaires aux Etats-Unis de 1891 à 1900 :

1891.......	100.00	1896.......	97.93
1892.......	100.30	1897.......	98.96
1893.......	99.32	1898.......	99.79
1894.......	98.06	1899.......	101.54
1895.......	97.88	1900.......	103.43

Pour établir cet *index-number*, on a pris non seulement les salaires payés par les *trusts*, mais aussi ceux de grandes sociétés et de divers établissements qui ne sont entrés dans aucune de ces combinaisons. On constatera que le relèvement des prix s'est produit sans arrêt depuis 1897, c'est-à-dire dans la période où la constitution des *trusts* s'est généralisée, et que ce relèvement représente 4,5 0/0 pour les trois années suivantes, soit une progression annuelle de 1,5 0/0.

Jusqu'à ces derniers temps, les diverses combinaisons sentant tous les dangers que présenterait pour elles une grève, ont eu une tendance à s'assurer le concours de leurs ouvriers en les augmentant ; le grave conflit qui s'est récem-

ment élevé entre la *Steel corporation* et les ouvriers métallurgistes a d'ailleurs démontré que. malgré leur puissance, les organisations ouvrières américaines ne peuvent encore lutter contre les combinaisons de capitaux.

* * *

Vingt-huit des *trusts* consultés par le comité d'enquête ont répondu à cette question : « Fixez-vous les prix auxquels les détaillants doivent vendre aux consommateurs? » Deux ont déclaré fixer ces prix sous peine de cesser leurs fournitures; vingt-six ont dit s'en désintéresser : Le rapport constate, en effet, que l'action des *trusts* n'a pas eu, sur les prix intérieurs, l'influence néfaste que l'on aurait pu craindre. Ces combinaisons ont maintenu les cours de leurs produits à un niveau peut-être supérieur à celui qui aurait existé s'il y avait eu libre concurrence ; mais, par contre, elles ont apporté à la fabrication desdits produits des améliorations de qualité qui, sans elles, eussent été difficiles à réaliser et, dans ces conditions, il est difficile de dire s'il y a réellement eu hausse des prix.

Le rapport prend un exemple typique : celui du prétrole ou huile d'éclairage, représenté par la grande *Standard Oil Company*.

« Sous sa forme actuelle, dit le rapport, cette combinaison remonte à 1882, mais longtemps avant cette époque, on la considérait déjà comme le parfait exemple d'un *trust*. Comme elle a pu, dans les dernières années, étendre sa puissance sur les marchés étrangers, tandis qu'elle contrôle aux Etats-Unis le 82 0/0 de la

production du pétrole, on ne peut choisir exemple meilleur. Voici donc un tableau du prix moyen annuel de l'huile raffinée exportée, de la matière entrant dans sa fabrication et de la marge existant entre ces deux prix, c'est-à-dire du bénéfice de fabrication, par période quinquennale depuis 1866 :

Prix moyen annuel de l'huile raffinée exportée des Etats-Unis, de la matière entrant dans sa fabrication et de la marge existant entre ces deux prix :

Années	Prix de l'huile raffinée exportée	Prix de la matière mise en fabrication	Marge ou différence
—	—	—	—
	(En francs et par hectolitre)		
1866..........	46.66	9.81	36.85
1871..........	26.68	11.53	15.15
1876..........	21. »	6.76	14.24
1881..........	8.89	2.23	6.66
1886..........	7.83	1.86	5.97
1891..........	7.62	1.75	5.87
1896..........	7.68	3.12	4.56
1899..........	8.77	3.40	5.37

« La réduction progressive du prix et du bénéfice d'un produit important, resté si longtemps sous le contrôle absolu d'un *trust*, est des plus intéressante à constater. Elle s'est produite sous diverses influences : la découverte de nouveaux champs pétrolifères ; l'épuisement de sources anciennes ; la présence ici ou là d'une concurrence; les efforts faits pour la vaincre et, par-dessus tout, les progrès accomplis dans les méthodes scientifiques destinées à traiter ce produit naturel. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que ces améliorations sont dues à la puissante organisation de la *Standard Oil Company* qui est, en réalité, maîtresse du marché universel, et le consommateur indigène et étranger a obtenu en définitive, grâce à cette organisation, plus d'avantages et plus de bénéfices que si le développement de cette industrie avait été laissé aux soins de particuliers et de petites Compagnies. Le prix du pétrole, qui était de 46 fr. 66 par hectolitre en janvier

1866 est tombé à 8 fr. 77 en 1899 et ce fait est peut-être plus frappant encore que la baisse des bénéfices de fabrication de 36 fr. 85 à 5 fr. 37 par hectolitre.

« Malgré cela, les dividendes payés par la *Standard Oil Company* ont passé de 5 1/4 0/0 en 1882 à 6 0/0 en 1883 et 1884, 10 0/0 en 1885, 11 1/2 0/0 en 1888, 12 0/0 en 1889, 17 0/0 en 1895, 31 0/0 en 1896, 33 0/0 en 1897, 30 0/0 en 1898 et 33 0/0 en 1899.

« Nous pourrions multiplier ces exemples en examinant d'autres *trusts*, notamment ceux du sucre et des plaques d'étain, mais nous pensons que celui de la *Standard Oil* est suffisant. »

Le professeur Jenks en conclut que les *trusts* cherchent surtout à abaisser le coût de la matière première. Les statistiques fournies sont trop incomplètes et couvrent une trop courte période de temps pour que l'on puisse en tirer des conclusions précises. Un fait cependant lui paraît certain : c'est la grande influence que ces combinaisons ont eues sur le développement de l'industrie américaine, sans que le consommateur ait subi de sérieux préjudices. En réalité, ceux qui se trouvent menacés, ce sont les producteurs étrangers qui, n'ayant pas à leur service les ressources énormes dont disposent ces coalitions de capitaux, voient grossir chaque jour une concurrence dangereuse.

Le *Bankers' Magazine*, de Washington, évaluait dernièrement à 5.530 millions de francs le capital des *trusts* constitués en 1898, à 12.715 millions celui des *trusts* constitués en 1899, à 4.725 millions celui des *trusts* constitués en 1900. Ces chiffres sont déjà éloquents par eux-mêmes, mais nous les croyons au-dessous de la vérité. Voici, en effet, pour la seule industrie sidérurgique, un relevé complet des 433 combinaisons existant à la fin de 1900 et concentrées en 30 *trusts* directeurs.

Trusts de l'industrie sidérurgique aux Etats-Unis à la fin de 1900 :

Nom des Trusts	Nombre de Sociétés englobées	Genre d'exploitation	Capital — Millions Fr.
Alabama Consol. Cy....	5	Charbons, fers..	25
American Bicycle Cy...	49	Bicycles, autom.	150
American Bridge Cy....	1	Ponts métalliq..	350
American Foundry Cy..	14	Wagons et pièces de rechange...	300
American Manufact. Cy.	5	Pièces forgées..	100
Americ. Sheet Steel Cy..	35	Plaques d'acier.	125
American Ship Build. Cy	8	Navir^{s}, ancr^{s}, etc.	150
American Smelting and Refining Company....	13	Métaux et produits chimiq..	325
Americ. Steel Hoop Cy..	12	Feuillards, profilés en acier..	165
Amer. Steel and Wire Cy.	35	Fils, billettes, clous, etc.....	450
American Tin Plate Cy..	39	Fer blanc......	250
Central Foundry Cy....	25	Tuyaux et acces.	70
Empire Steel and Iron Cy	18	Fontes, fers, ac^{rs}	50
Federal Stel Company..	5	Charbon, fonte, fer, acier.....	1.000
International Heater Cy	5	Poêles..........	9
International Silver Cy.	13	Coutellerie	100
Intern. Steam Sump. Cy.	5	Pompes, compt^{rs}	140
National Enamelling and Stamping Company...	7	Fils galvanisés, objets émaillés	150
National Steel Cy......	13	Aciéries........	295
National Tube Cy......	15	Fontes, tuyaux, projectiles....	400
Niles Cement Bond Cy..	4	Machines-outils.	40
Pressed Steel Car Cy...	2	Wagons........	125
Pittsb. Stove a. Range Cy	8	Poêles..........	10
Republic Iron a. Steel Cy	29	Barres fer, fonte	275
Shelby Steel Tube Cy ..	6	Tuyaux	75
Sloss-Sheffield Steel Cy.	4	Fonte, houille, Rcoke..........	100
Stand. Sanit. Manuf. Cy	9	obinetterie....	22
United States Cast Iron Pipe Foundry Cy.....	9	Moulage, tuyaux	150
Virginia Iron, Coal and Coke Company.......	35	Fer et fonte....	50
Magnus Metal Company	5	Accessoires de matériel roul.	15
Totaux.........	433		5.466

Ce tableau a été dressé d'après une liste publiée par l'*Iron Age* et ne comprend pas le grand *trust* de l'acier, l'*United States Steel,* formé en mars 1901 et qui, en même temps que les usines Carnegie, a absorbé huit des *combinaisons de la liste.*

Voici donc une industrie qui se trouvait, à la fin de 1900, concentrée entre 30 organisations puissantes, ayant elles-mêmes absorbé 433 sociétés.

En mars 1901, huit de ces organisations ont passé, à leur tour, entre les mains d'une *combinaison* nouvelle qui s'est immédiatement constituée au capital de 5 milliards et demi de francs.

Jamais on n'aurait cru pouvoir imaginer une affaire de cette envergure, et puisque nous avons ici l'exemple d'une industrie qui a poussé la *combinaison* jusqu'à l'extrême limite, nous pouvons, en l'analysant dans tous ses détails, nous rendre un compte exact de l'évolution formidable qui s'accomplit actuellement aux Etats-Unis.

* * *

La modeste entreprise de minime importance disparaît d'abord dans la petite combinaison qui est appelée bientôt à se fondre dans une plus grande organisation, et cette dernière est destinée, à son tour, à fusionner avec une puissante société qui groupera autour d'elle toutes les branches de l'industrie la concernant. C'est ainsi que toutes les compagnies absorbées en 1901 par l'*United States Steel Corporation* étaient elles-mêmes des *trusts.*

Comme l'a écrit notre collaborateur G. Bourgarel en annonçant cette création : c'étaient des sociétés déjà très importantes possédant les mines d'où elles tiraient la houille et le minerai de fer ;

ayant leur flotte et leur chemin de fer pour amener la matière première dans leurs établissements et transporter ensuite leurs produits manufacturés dans les centres de consommation ou les ports d'embarquement. Un dernier pas restait à franchir : Il s'agissait de les réunir sous une seule direction, mais les tentatives faites en ce sens avaient toujours échoué, à cause de l'obstination du « roi de l'acier », M. Carnegie, qui n'avait jamais voulu renoncer à lutter contre ses concurrents. La crise qui se produisit sur le marché du fer et de l'acier, après la forte hausse de 1899, lui fit cependant comprendre qu'il y aurait danger à accentuer cette lutte et il appartint à M. John Pierpont-Morgan -- qui a fondé, depuis, le fameux *Trust de l'Océan* — de mettre sur pied la combinaison nouvelle.

Pour permettre à nos lecteurs d'apprécier l'importance de cette colossale entreprise, nous laisserons à M. Bruwaert, notre éminent consul général de New-York, le soin d'en faire lui-même l'historique (1) :

« Depuis longtemps fonctionnent aux Etats-Unis plusieurs Syndicats dont l'organisation semble être parfaite et les résultats des plus prospères. Les deux plus remarquables sont le Syndicat des pétroles et le Syndicat des raffineurs de sucre, Syndicats qui ont constitué des monopoles, à peu près inattaquables, pour les produits qu'ils traitent et placent sur le marché.

« Leur organisation a servi d'exemple pour la création de groupes industriels, fort puissants, dans différentes branches, notamment de la production du fer et de l'acier. C'est ainsi que le juge W.-H. Moore, de Chicago, qui s'était fort occupé, en 1895, de créer une

(1) Rapport publié par le *Moniteur officiel du Commerce* le 20 juin 1901.

sorte de monopole des allumettes chimiques, s'attacha à grouper les différents établissements sidérurgiques du nord-ouest, qui pouvaient, se faire concurrence et compromettre une situation déjà fort belle et pleine d'avenir.

« Il fusionnait, en 1898, dans une vaste Société au capital de 250 millions de francs, 35 Compagnies et 10 usines qui s'occupaient de la fabrication du fer blanc. Il réglait les vendeurs, avec 91 millions de francs d'actions privilégiées, devant rapporter 7 0/0 et, à ce principal, représentant sans doute la valeur vraie de l'acquisition, il ajoutait, à titre de boni, des actions ordinaires, dites libérées, pour 140 millions de francs qui prendraient l'excédent des profits, s'il en restait, une fois le dividende de 7 0/0 payé aux privilégiés.

« Après cette Compagnie, appelée l' « American Tin Plate C° », la « National Steel C° » fut constituée, en février 1899, au capital de 295 millions de francs, dont 135 millions d'actions privilégiées, qui embrassait une quinzaine de hauts fourneaux et d'aciéries produisant peut-être 1.800.000 tonnes d'acier par an. Puis, au mois d'avril 1899, le juge Moore organisait, au capital de 265 millions (70.000.000 privilégiés) l' « American Steel Hoop C° », une Société qui groupait les fabriques de lamelles d'acier pour l'emballage des cotons, fabriques qui produisaient 250.000 tonnes de fonte et livraient 700.000 tonnes de bandes et de produits finis. En mars 1900, il fusionnait 29 fabriques de tôle dans une Société, l' « American Steel C° », au capital de 260 millions de francs, en actions moitié privilégiées, moitié ordinaires.

« En même temps que M. Moore et son frère procédaient à ces groupements industriels qui, organisant ou limitant la production, diminuant ou élevant les prix selon les nécessités du moment, assuraient des profits aux détenteurs des titres et des valeurs émises, d'autres promoteurs se livraient, sur d autres points du pays, à la même œuvre. C'est ainsi que furent constituées, sous l'impulsion de la plus grande maison de banque de New-York, celle de M. John Pierpont

Morgan, trois grandes Compagnies sidérurgiques : 1° en septembre 1898, la « Federal Steel C° » au capital de 1 milliard, dont la moitié seulement fut émise, et embrassant la plupart des forges et aciéries des environs de Chicago ; 2° en janvier 1899, l' « American Steel and Wire » au capital de 450 millions, embrassant la plupart des usines de fil de fer, ébarbé ou non ; 3° en mai 1899, la « National Tube C° » au capital de 400 millions, embrassant la plupart des établissements de tuyauterie en fonte, fer ou acier. Même division du capital à peu près par moitié, les actions privilégiées recevant la promesse de 7 0/0, sans omissions, ou avec cumul, suivant l'expression locale, les actions ordinaires se partageant le reste des bénéfices éventuels.

« En dehors du groupe Moore, du groupe Morgan, nombre de fusions s'opéraient en Pensylvanie, en Ohio, en Virginie, en Alabama, en Colorado, d'après les mêmes méthodes et avec les mêmes objets en vue ; capitalisation large des profits acquits ou espérés, entente pour la fixation et le maintien des prix, accord pour limiter la production.

« Il arriva, et c'était fatal, que ces nouvelles entreprises puissantes par leur capital, par leurs affaires, par leur direction, cherchèrent à économiser sur les contrats, parfois léonins, que les petites usines dont elles étaient formées avaient été obligées d'accepter pour l'achat, le transport de leur matière première ou pour la vente de leurs produits finis ; et, faute d'obtenir les concessions demandées, s'organisèrent pour s'approvisionner directement elles-mêmes. De tous les fournisseurs, le mieux achalandé était certainement M. André Carnegie, de Pittsburg, dont les 19 hauts fourneaux livrent 2.700.000 tonnes de fonte et les convertisseurs et fours Martin, 3.400.000 tonnes d'acier par an.

« L'entreprise de cet habile industriel écossais, naturalisé américain, est capitalisée à 1.600 millions de francs; 800 millions d'actions et 800 millions d'obligations, dont il possède plus de la moitié : elle présente donc une force énorme et l'expérience a

montré que les projets de M. Carnegie ne s'arrêtent devant aucune difficulté. Il s'en était déjà pris au groupe Moore en ordonnant la construction de laminoirs qui devaient lui permettre de concurrencer « l'American Sheet Steel Company ». Au mois de janvier dernier, il s'attaquait à la plus belle propriété du groupe Morgan, la « National Tube Company » et ordonnait à ses ingénieurs de lui construire à Conneaut, au bord du lac Erié, des ateliers de tuyauterie au prix de 60 millions de francs.

« Les actions ordinaires de la « National Tube », qui faisaient à la Bourse de New- York 355 fr. (elles rapportaient 30 fr.), tombaient le 2 janvier, sous cette menace, à 220 fr. De leur côté, les groupes menacés s'organisaient pour la lutte : des ordres étaient donnés pour construire des usines rivales de celles de Carnegie; des négociations s'engageaient pour s'emparer des mines de fer, pour louer à son détriment, les navires transporteurs de minerai disponibles; pour faire supprimer par les chemins de fer les tarifs de faveur dont jouit le grand maître de forges de Pittsbourg. En même temps des pourparlers pacifiques étaient entamés pour amener M. Carnegie, soit à accepter les conditions nouvelles, soit à se retirer des affaires.

« C'est à ce dernier parti que tout a abouti; et la conséquence naturelle du départ de l'élément belliqueux a été la fusion de tous les établissements engagés dans la lutte. Les établissements Carnegie, le groupe Morgan, le groupe Moore, allaient se consolider en une Société nouvelle aux proportions colossales, encore inconnues dans l'histoire économique du monde. Le contrat d'abandon était signé par M. Carnegie le 11 février 1901, la constitution de la nouvelle Compagnie « The United States Steel Corporation », « Corporation américaine de l'Acier » était proposée à l'acceptation des actionnaires des deux groupes, le 1er mars, et l'acceptation obtenue le 20 mars à la presque unanimité, les statuts étaient déposés à Trenton, au New-Jersey,

le 1er avril; la cote de la Bourse de New-York, sollicitée, était assurée le 4 du même mois.

« Voici, en y comprenant la Compagnie des Ponts, l'American Bridge Company, récemment acquise au syndicat, quels sont les éléments et la force productive de la nouvelle corporation de l'acier.

Combinaisons	Ancien capital social	Puissance de production	
		Fonte	Acier
	Millions fr.	Milliers de tonnes	
Carnegie	1.600	2.600	3.000
Federal Steel	1.135	1.300	2.250
National Tube	400	600	1.100
Steel Wire	478	500	1.500
American Bridge	350	»	800
National Steel	309	1.100	1.700
Am. Steel Hoop	165	250	900
Am. Tin Plate	230	»	450
Am. Steel Sheet	260	»	450
Totaux	4.927	6.350	12.150

« La nouvelle combinaison dispose, désormais, de 78 hauts fourneaux dont quelques-uns sont des modèles de perfection, comme les deux types qu'on vient d'ériger à Rankin et qui donnent chacun 700 tonnes de fonte par jour; elle possède 146 aciéries, dont quelques-unes tiennent le record de la production, comme celle d'Edgard Thompson qui, ces jours derniers, livrait 1,995 tonnes d'acier en 133 chauffées, soit 15 tonnes à la fournée pour une commande urgente de 3.195 rails de 9 mètres pesant 40 kilogrammes le mètre. Elle a des usines diverses pour la production des fers en barre, des fers de charpente, des tôles épaisses ou minces et aussi des tréfileries pour le travail du fil de fer ébarbé pour clôtures, uni pour câbles ou pour la clouterie.

« Elle n'a pas d'embarras à redouter au sujet du minerai. Pour sa production de fonte, qui représente la moitié, exactement, du produit total américain, elle est maîtresse de mines au Lac Supérieur, d'une puissance de 500 millions de tonnes peut-être qui rendent, déjà, 11 millions 1/2 de tonnes, notamment celles de la

Minnesota Iron C° (2.900.000 tonnes), de l'*Olivir Iron Mining C°* (4.500.000 tonnes), du *Lac Superior Consolidated C°* (1.400.000 tonnes), dont M. John D. Rockfeller, le président du Syndicat du Pétrole, est le plus fort actionnaire.

« Elle n'a pas d'avantage de difficultés à prévoir du côté du chauffage: elle a 18.309 fours à coke et elle est propriétaire de 28.000 hectares de mines de charbon, outre 12.000 hectares des meilleures mines de houille à coke connues aux Etats-Unis. Pour ses transports, elle a également un excellent outillage. Deux lignes de chemins de fer entre les mines et Duluth, le port d'embarquement, à l'extrémité occidentale du Lac Supérieur, une ligne du lac Erié à Pittsburg, centre principal de la fabrication, outre toute une flotte de 125 navires de gros tonnage pouvant transporter, durant les huit mois que la navigation des lacs reste ouverte avant l'arrivée des glaces, jusqu'à 12 millions de tonnes. Elle occupe déjà 125.000 ouvriers.

« Elle s'est constituée au capital de 5 milliards 1/2 de francs, divisé en 5 millions 1/2 d'actions privilégiées de 500 francs, rapportant 7 0/0, dividendes cumulatifs, et 5 millions 1/2 d'actions ordinaires, le tout grevé de 1 milliard 1/2 d'obligations 5 0/0. Les deux tiers de ces obligations, soit 1 milliard, ont été la prime de sortie payée à M. Carnegie, à ses adieux. Le capital n'est pas, du reste, entièrement émis encore, la plus grosse partie des titres ont été échangés contre les titres des anciennes Compagnies : privilégiées contre privilégiées, ordinaires contre ordinaires, à raison de 125 nouvelles contre 100 anciennes, sauf dans le cas des actions ordinaires du groupe Moore, qui n'ont obtenu, en général, que l'échange au pair. La situation antérieure des anciennes Compagnies ne se trouve donc pas trop altérée, du fait de la transformation, l'accroissement du capital fictif n'étant pas aussi considérable qu'il l'avait été dans les fusions précédentes.

« En tous cas, la transformation financière s'est opérée sans aucune secousse et sans que les banques, qui s'étaient prêtées à la réorganisation, aient été appe-

lées à verser plus d'un quart du capital de garantie d'un milliard de francs qu'elles s'étaient engagées à fournir, s'il était nécessaire. Il s'en faut pourtant que les titres soient déjà classés dans les portefeuilles de l'épargne. Ils doivent, à l'heure actuelle, constituer une grosse masse flottante qui ne trouvera à se placer que si les revenus sont bien ceux que l'on espère et que l'on annonce. »

M. Bruwaert écrivait les lignes précédentes au mois de mai dernier, or, le premier bilan que l'*United States Steel Corporation* vient de publier, pour son premier exercice de six mois, prouve que malgré la crise industrielle européenne, qui a momentanément paralysé l'essor extérieur de la nouvelle combinaison, malgré la tentative de grève qui a failli compromettre son fonctionnement normal, l'*United States Steel Corporation* a largement réalisé les prévisions que ses organisateurs émettaient le jour même de sa constitution.

En effet, pour les six premiers mois d'exercice, allant du 1er avril au 30 septembre 1901, les bénéfices nets obtenus par le *trust* ont été de 274.774.355 francs, ainsi répartis :

Avril..................	*Francs*	36.783.720
Mai........................	—	48.061.745
Juin	—	46.973.735
Juillet	—	47.900.755
Août........................	—	49.054.400
Septembre (évaluations)....	—	46.000.000
Total........	—	274.774.355

L'intérêt semestriel des obligations ayant absorbé 38 millions de francs, il est resté un solde de 236.774.355 francs (soit 8.60 0/0 par an pour un capital social de 5.500 millions de francs) dont voici l'affectation : 35.298.525 fr. réservés pour

l'amortissement; 69.785.140 fr. distribués aux actions pour le dividende trimestriel déclaré en juillet; 70.056.980 fr. pour le deuxième dividende déclaré le 1er octobre et le solde disponible de 61.633.710 fr. reste applicable soit à une répartition supplémentaire aux actions, soit à de nouvelles constructions, selon ce que décidera le Conseil d'administration à la fin de l'année.

*
* *

On sait que la constitution de l'*United States Steel Corporation* a provoqué, dans les centres métallurgistes européens, les craintes les plus vives et a soulevé, aux Etats-Unis même, de très sérieuses protestations. C'est que jamais la question de la concentration et du monopole n'avait été posée sur des bases aussi larges : défenseurs et adversaires de la *machine*, comme on l'appelle de l'autre côté de l'Atlantique, ont eu beau jeu pour lutter à coups d'arguments.

« La concurrence industrielle, disaient les premiers, est aujourd'hui si générale, et elle s'exerce sur tous les points du monde, dans des conditions telles, qu'on ne peut lutter avec avantage qu'en produisant au plus bas prix de revient.

« La constitution et le fonctionnement des combinaisons semblables à celles de l'*United States Steel Corporation*, permettent d'arriver à des résultats décisifs, car en possédant directement les matières premières, en les transportant avec ses propres moyens, en spécialisant leur production, en les produisant sur une grande échelle, par les procédés les plus perfectionnés et en les revendant aux consommateurs sans aucun intermédiaire : la *combinaison* réalise une telle économie dans son prix de revient, que tous les intérêts en présence :

capital, ouvriers, consommateurs, en tirent profit.

« Dans des limites raisonnables, de tels arranges ments ne sont donc pas opposés au bien-être public ; ils lui sont, au contraire, très favorable- puisqu'il est démontré que les consommateurs achètent aujourd'hui les produits nécessaires à leur existence, à meilleur marché qu'avant la généralisation des *trusts*.

« Quant aux salariés, les faits sont là pour prouver que leur situation s'améliore au fur et à mesure de l'augmentation des combinaisons. »

A cela les adversaires des *trusts* ont répondu :

« Si la constitution de puissantes associations de capitalistes, en vue de monopoliser un produit naturel ou manufacturé, a pour effet d'en faire baisser momentanément le prix sur le marché intérieur, cette baisse n'est que provisoire et seulement destinée à écraser la concurrence qui pourrait encore se produire. Mais le jour où le *trust* restera absolument maître de la situation, il pourra relever, à sa convenance, le prix de vente de la marchandise monopolisée et les consommateurs seront alors sacrifiés à l'intérêt des actionnaires.

« Les salariés des *trusts* n'ont pas plus de garantie que les consommateurs, car si leurs salaires ont été momentanément améliorés, rien n empêchera plus tard les administrateurs des *trusts* de les réduire si, pour une raison imprévue, leur production vient à excéder sensiblement les besoins du marché intérieur et les demandes de l'étranger.

« Alors les administrateurs des *trusts* s'entendront pour ralentir le travail des usines afin de di minuer les stocks et ce sont leurs ouvriers qui subi-

ront, les premiers, les effets de ce ralentissement. »

Jusqu'à l'heure actuelle, il ne semble point que les consommateurs américains aient admis les arguments des adversaires des *trusts*, car ils n'ont guère protesté contre ce système qui élargit de jour en jour son cadre d'opérations. Il n'en est pas tout à fait de même pour les ouvriers qui commencent à se demander si l'action collective de leurs groupements professionnels, de leurs associations syndicales, ne sera pas annulée par ces vastes coalitions de capitaux, et si la puissance des combinaisons patronales ne va pas les ramener au contrat isolé, à l'individualisme atomique d'autrefois.

Telle a été la cause de la récente grève provoquée par l'Union des mécaniciens amalgamés américains, contre l'*United States Steel Corporation*.

Cette grande association ouvrière avait fini, après plusieurs années de lutte, par obtenir des principales entreprises, aujourd'hui englobées par le nouveau *trust*, un certain nombre d'avantages dont les deux principaux étaient : 1° l'engagement pris par les administrateurs de n'employer que des ouvriers syndiqués ; 2° une conférence annuelle obligatoire dans laquelle les délégués de l'Union ouvrière avaient le droit de discuter et de fixer de gré à gré, avec les représentants des actionnaires, le taux des salaires et les conditions générales du travail pour l'année à venir.

Le comité directeur de l'Union des mécaniciens amalgamés a voulu faire confirmer ce *modus vivendi* par le nouveau *trust ;* le conseil d'administration du *trust* s'y est énergiquement refusé et, après six semaines de grève inutile, l'Union ouvrière a dû subir les conditions des adminis-

trateurs, qui ont ainsi profité de leur victoire pour enlever à l'Union ouvrière les principaux des avantages qu'elle avait acquis avant la fusion.

On ne saurait cependant affirmer qu'il ne restera rien de ce conflit : Par leur caractère menaçant pour la petite et moyenne industrie et pour tous les intermédiaires qui s'interposent habituellement entre le producteur et le consommateur, les *trusts* — et c'est là leur point véritablement faible — appartiennent au domaine de la politique.

Leur organisation et leur tendance finale représentent une formule économique nouvelle qui lèse un grand nombre d'intérêts privés, et chacun sait qu'ils ne peuvent subsister qu'à l'abri d'un tarif douanier très élevé. Les bénéficiaires du système ne peuvent donc en défendre le principe fondamental qu'en s'immisçant dans la politique active du pays et en intervenant, d'une manière plus ou moins directe, dans le vote des bills d'ordre économique ou social.

Ils possèdent aujourd'hui la majorité dans le Congrès, c'est un fait incontestable et personne n'ignore qu'aux élections de 1896 et de 1900, le parti démocrate a été battu par eux. Il est probable que malgré ses idées personnelles le nouveau Président, le colonel Roosevelt, deviendra leur protecteur, comme l'était le major Mac Kinley, ou restera simplement leur allié forcé, car ils ont réussi à faire pénétrer dans l'opinion publique américaine, grâce aux puissants journaux dont ils disposent, cette croyance que les Etats-Unis doivent aux *trusts* leur grande prospérité actuelle.

Mais une crise industrielle modifierait rapidement cet état de choses, et il est à supposer que plusieurs incidents de la nature de la grève de l'acier, activeraient la dislocation de « la machine ».

VIII

Recettes et dépenses budgétaires
Dette publique

Les dépenses budgétaires annuelles de la Confédération de l'Amérique du Nord n'ont atteint le chiffre de 2 milliards de francs qu'à partir de l'exercice 1897-1898, exercice qui a supporté la première partie des frais de la guerre contre l'Espagne.

Avant cette époque, les dépenses publiques fédérales oscillaient annuellement entre 1.600 et 1.900 millions de francs, malgré la progression extraordinaire des pensions accordées aux anciens combattants de la guerre de Sécession, ou à leurs familles, dont le montant s'est élevé en dix années (1883 à 1893) de 277 à 796 millions de francs.

En 1875, les dépenses publiques des Etats-Unis furent exactement de 1.596 millions de francs, représentant en moyenne 35 fr. par habitant; dans e chiffre, la marine et la guerre figuraient à peine pour 365 millions. En 1890-91, commencement de la période décennale que nous allons examiner, ces mêmes dépenses s'élevèrent à 1.775 millions de francs, dont 623 millions pour les pensions, 244 millions pour la guerre et 131 millions pour la marine. Les dépenses d'ordre militaire n'avaient donc

dépassé que de 10 millions de francs celles de 1875, alors que pendant la même période, elles avaient progressé de plus de 1.800 millions pour l'ensemble des Etats de l'Europe.

La moyenne annuelle des dépenses publiques par citoyen américain s'était d'ailleurs abaissée à 28 fr. 39, grâce à l'augmentation de la population survenue entre les deux dates.

Le tableau suivant va nous indiquer les modifications introduites dans les budgets américains depuis 1890-91 :

Budgets des Etats-Unis pendant les dix dernières années
(Millions de francs)

Années	Recettes		Dépenses					Excédents ou déficits
	Douanes	Totales	Civiles	Guerre	Marine	Pensions	Totales	
1890-1891	1.098	1.963	550	244	131	623	1.777	+ 186
1891-1892	887	1 775	499	234	146	673	1.725	+ 50
1892-1893	1.017	1.929	518	248	151	797	1.917	+ 12
1893-1894	659	1.48[illegible]	510	273	159	706	1.838	— 349
1894-1895	761	1.567	466	259	144	707	1.781	— 214
1895-1896	800	1.63[illegible]	436	254	136	698	1.761	— 126
1896-1897	883	1.739	452	245	173	705	1.829	— 90
1897-1898	748	2.027	483	460	294	737	2.217	— 190
1898-1899	1.031	2.58[illegible]	596	1149	320	697	3.025	— 445
1899-1900	1.167	2 844	529	670	284	704	2.438	+ 406
1900-1901	1.149	2.929	612	723	303	697	2.550	+ 379

Le tableau ci-dessus ne comprend, bien entendu, que les dépenses et les recettes fédérales, votées par le Congrès et centralisées par le Trésor de Washington. Chacun des Etats confédérés — dont l'administration est autonome — a son budget particulier alimenté par des ressources locales, absolument comme cela se passe pour la Suisse ou l'Allemagne.

En ce qui concerne les recettes fédérales, le tableau précédent nous montre que jusqu'à l'exercice 1897-98, les droits de douanes représentaient, à eux seuls, la moitié environ des ressources budgétaires de la Confédération.

Le triomphe de Mac Kinley aux élections présidentielles de 1896 eût une double conséquence : 1° le relèvement du tarif douanier mis en vigueur à la fin de 1897, avec le bill Dingley, qui porta les droits d'importation à 1.031 millions de francs en 1898-99, contre 748 millions en 1897-1898 ; 2° la guerre contre l'Espagne, qui éleva les dépenses à 2.217 millions de francs pour l'exercice 1897-98 et à 3.025 millions pour l'exercice suivant.

De 1883 à 1893, les budgets de la Confédération s'étaient soldés par des excédents considérables ayant atteint jusqu'à 557 millions de francs en 1887-88 ; ce qui permit aux Etats-Unis de réduire leur Dette portant intérêt du chiffre de 7.319 millions de francs en 1882 au chiffre de 2.925 millions en 1893 : Mais à partir de cette année, une crise économique, sans précédent aux Etats-Unis depuis la guerre de Sécession, ouvrit la période des déficits, et la Dette portant intérêt s'augmenta, en quatre années, d'un total de 1.312 millions de francs.

C'est précisément pour remédier à cette situation, et relever les recettes, que le bill Dingley fut adopté en 1897, mais le nouveau tarif ne donna pas des résultats immédiats et le Trésor fédéral se trouvait dans une situation financière assez délicate quand la guerre contre l'Espagne éclata.

* * *

L'exercice 1896-97 s'était soldé par un déficit de 90 millions et les premiers mois de l'exercice

1897-98 présentaient, sur les prévisions, une moins-value considérable quand la fameuse explosion du *Maine* se produisit. Pour faire face aux éventualités commencées avec l'action diplomatique, le Congrès vota immédiatement un crédit de 250 millions à mettre à la disposition du Président.

Cette somme fut jugée insuffisante le jour où les hostilités s'engagèrent définitivement, et le Gouvernement soumit alors à la Chambre des représentants divers projets comportant un emprunt supplémentaire de 1 milliard de francs et la création de nouvelles ressources budgétaires. Ces projets, remaniés par le Sénat, furent définitivement adoptés le 13 juin 1898.

L'exercice 1896-97 n'avait donné que 1.739 millions de francs de recettes, dont 883 millions de droits de douane et 856 millions d'impôts intérieurs ; le Congrès s'était vu dans la nécessité de relever ces derniers dès le commencement de l'année 1898 et, sous la double influence de ce relèvement et des nouveaux impôts créés à la fin de l'exercice en vue de la guerre, les recettes intérieures de l'exercice 1897-98 progressèrent à 1.279 millions, soit une augmentation de 423 millions sur l'exercice précédent.

L'exercice 1898-99 bénéficia donc à la fois de la totalité des nouveaux impôts intérieurs et d'un fort relèvement des recettes douanières. Les recettes intérieures atteignirent 1.549 millions de francs, soit une augmentation de 693 millions par rapport à l'exercice 1896-97, et les droits d'importation 1.031 millions, contre 883 millions en 1896-1897, soit une plus-value de 148 millions.

Par contre, sous l'influence des dépenses de guerre, les dépenses totales des Etats-Unis, qui n'avaient été que de 1.829 millions de francs en

1896-97, s'élevèrent à 2.217 millions en 1897-98 et à 3.025 millions en 1898-99.

En ce qui concerne spécialement les dépenses occasionnées par la guerre de 1898, les communications officielles faites au Congrès par le département du Trésor les fixent à la somme globale de 615 millions de francs. La division de cette somme par principales catégories de dépenses intéressera certainement nos lecteurs :

Etat général des dépenses occasionnées aux Etats-Unis par la guerre de 1898

Nature des dépenses	Francs
Transport et mobilisation des troupes......	85.000.000
Subsistance de l'armée du général Shafter...	2.500.000
Envoi de secours aux Cubains.............	7.500.000
Augmentation des forces navales...........	100.000.000
Munitions et armes......................	65.000.000
Approvisionnements pour l'armée mobilisée.	50.000.000
Campement...............................	45.000.000
Chevaux et mulets.......................	20 000.000
Solde des officiers et soldats...............	100.000.000
Défense des côtes........................	40.000.000
Torpilles................................	7.500.000
Câbles et télégraphe.....................	10.000.000
Augmentation du personnel des bureaux ...	5.000.000
Service secret et entretien des prisonniers..	2.500.000
Munitions pour le bombardement de Santiago	20.000.000
Dépenses pour les préparatifs de guerre ...	32.500.000
Dépenses diverses non comprises dans les chapitres précédents..................	22.500.000
Total...............	615.000.000

Les crédits votés ayant été de 1.250.000.000 de francs il est resté au Trésor un solde disponible de 635 millions qui a été appliqué à l'amortissement de la Dette portant intérêt et aux besoins généraux du budget fédéral.

La guerre était finie bien avant la clôture de l'exercice financier 1898-1899, puisque le Traité de

Paris, enlevant à l'Espagne ses colonies de Cuba, de Porto-Rico et des Philippines, fut signé le 10 décembre 1898, et, pourtant, les dépenses de l'exercice 1899-1900, commencé le 1er juillet 1899, et celles de l'exercice suivant, allant du 1er juillet 1900 au 30 juin 1901, sont restées sensiblement supérieures aux dépenses des exercices antérieurs à la guerre.

C'est que l'impérialisme décidément a marqué de sa griffe les budgets fédéraux. Les dépenses du budget 1896-97, élaboré avant l'arrivée au pouvoir de Mac Kinley, s'élevaient à la somme totale de 1.829 millions de francs sur laquelle la guerre figurait pour 245 millions et la marine pour 173 millions, soit 418 millions de dépenses d'ordre militaire, et 1.411 millions de dépenses civiles, y compris le service de la Dette et des pensions.

Les dépenses du budget 1900-1901 ont atteint le chiffre de 2.550 millions de francs, dont 1.524 millions de dépenses civiles et 1.026 millions de dépenses d'ordre militaire : 723 millions pour la guerre et 303 millions pour la marine. A quatre ans d'intervalle, cette dernière catégorie de dépenses a donc augmenté de 245 0/0... et ce n'est là qu'un commencement, car les journaux américains ont annoncé que dans le prochain budget fédéral — celui de 1902-1903 — les seules dépenses relatives à la marine de guerre américaine atteindront la somme de 98 millions 910.984 dollars, soit environ 495 millions de francs.

La Dette fédérale des Etats-Unis est proportionnellement beaucoup moins importante que celle des grands pays de l'Europe. Elle s'élevait, au

30 juin 1901, au capital nominal de 10.717 millions de francs ainsi décomposé :

	Millions fr.
1° Dette proprement dite (rapportant intérêt)..	4.936
2° Dette sans intérêt	7
3° Greenbacks et billets du Trésor............	5.774
Total de la Dette	10.717

La Dette rapportant intérêt exige un service annuel de 149 millions de francs, ce qui représente un taux d'intérêt de 3.02 0/0. La portion de la Dette représentée par les greenbacks et les billets du Trésor en circulation (5.774 millions de francs) peut être pratiquement négligée car, d'une part, cette Dette ne comporte aucune charge pour l'Etat, et, d'autre part, l'encaisse du Trésor lui servant de couverture, atteignait, à la même date du 30 juin 1901, la somme de 5.493 millions de francs.

La Dette des Etats-Unis n'est d'ailleurs que la conséquence des guerres que ce pays a soutenues depuis plus d'un siècle et des réserves qu'il a dû constituer pour défendre, à certains moments, sa circulation monétaire.

Les emprunts contractés pendant la guerre de l'Indépendance furent consolidés en 1791 et la Dette fédérale se trouva ainsi portée à 375 millions de francs ; elle subit diverses oscillations puis, à partir de 1806, elle diminua progressivement chaque année pour ne plus être que de 226 millions de francs en 1812. La guerre contre l'Angleterre la releva pendant les années suivantes : elle atteignit 636 millions en 1816, mais dès que la paix fut rétablie, le Gouvernement s'appliqua à l'amortir.

Il y parvint en vingt ans : en 1836, la Dette totale ne figurait plus au grand livre que pour la somme infime de 187.565 fr., c'est-à-dire qu'elle avait été

complètement remboursée, parce que le Trésor possédait, à la même époque, 140 millions de francs d'excédents accumulés qu'il répartit proportionnellement entre les divers Etats sous forme de dépôts.

Cette prospérité ne fut pas de longue durée. Une crise économique et financière intense fit succéder les années de déficit aux années de plus-value et le Trésor, appauvri, dut demander des ressources à l'emprunt. Une nouvelle Dette fut ainsi formée qui atteignit son maximum (163 millions de francs) en 1843.

La guerre du Mexique la fit monter à 341 millions en 1851 : elle eut ensuite diverses fluctuations avec une tendance à diminuer et nous la trouvons à 292 millions en 1859, à la veille de la guerre de Sécession.

Cette terrible guerre civile, qui mit la Confédération de l'Amérique du Nord à deux doigts de sa perte, obligea le Gouvernement fédéral à contracter une série d'emprunts qui constituèrent une Dette formidable, laissant bien loin derrière elle tous les chiffres que nous venons d'indiquer et, en 1865 toutes les opérations financières de la guerre étant terminées, les Etats-Unis se trouvèrent devoir 14.230 millions de francs répartis comme suit :

Dette des Etats-Unis en 1865 :

Nature de la Dette	Millions de francs
Dette consolidée 6 et 5 0/0	7.830
Bonds à 7,30 0/0 d'intérêts	4.150
Greenbacks	2.250
Total	14.230

Dans ce total, la Dette portant intérêt figure pour 11.980 millions de francs; quant aux *Greenbacks*, billets de crédit fédéraux créés par la loi

du 25 février 1862, et ayant valeur légale, leur montant fut augmenté, puis diminué par diverses lois : Ils représentent, avec les certificats d'or et d'argent émis plus tard, une Dette sans intérêt ayant, comme nous l'avons déjà expliqué, sa contre-partie métallique dans les caisses du Trésor fédéral.

La Dette portant intérêt était donc de 11.980 millions au lendemain de la guerre de Sécession : elle figurait alors, dans le budget fédéral, pour une charge annuelle de 755 millions. Tous les efforts du Gouvernement tendirent, au cours des années suivantes, à diminuer le capital nominal de cette Dette par des amortissements facilités par les excédents du Trésor, et à réduire progressivement par des conversions successives, le taux d'intérêt du capital non remboursé.

Les *bonds* 7,30 0/0 disparurent en 1868, remplacés par des titres 6 et 5 0/0 dont la conversion fut elle-même réalisée en 1870. En 1877, on convertit les titres 5 0/0 et le solde des 6 0/0 en 4 1/2 et 4 0/0. En 1882, les deux types 6 et 5 0/0 étaient complètement rayés du grand livre américain et la Dette fédérale ne comportait plus alors que des titres 4 1/2, 4 et 3 1/2 0/0. Enfin, l'année suivante, le Trésor, qui avait dû emprunter au-dessus de 6 0/0 pendant la guerre de Sécession, put émettre un emprunt de conversion de 1.500 millions de francs à 3 0/0.

En 1890, la Dette portant intérêt se composait uniquement de titres 4 1/2 0/0 remboursables en 1891, de titres 4 0/0 remboursables en 1907, titres dont le Gouvernement avait racheté une partie importante sur le marché en payant une forte prime, enfin de 125 millions de 3 0/0.

La Dette fédérale rapportant intérêt, qui s'élevait en 1865 à 11.980 millions de francs en capital nominal, représentant une charge annuelle de 755 millions de francs, avait donc subi les réductions suivantes :

Dette des Etats-Unis de 1865 à 1890

Années	Dette portant intérêt	
	Capital nominal	Intérêts
	(En millions de francs)	
1865	11.980	755
1870	10.232	593
1875	8.613	484
1880	8.619	398
1885	5.980	235
1890	3.627	147

Voici, maintenant, les variations subies chaque année par l'ensemble de la Dette américaine, du 30 juin 1890 au 30 juin 1901 :

Dette totale des Etats-Unis du 30 juin 1900 au 30 juin 1901

Années — (30 juin)	Dette ne portant plus d'intérêt	Greenbacks et billets du Trésor	Dette proprement dite portant intérêt	Total général de la Dette	Intérêts annuels	Encaisse du Trésor
	(En millions de francs)					
1890	9	4.125	3.627	7.761	147	3.306
1891	8	4.669	3.053	7.730	118	3 470
1892	14	5.003	2.925	7.942	114	3.735
1893	10	4.794	2.925	7.730	114	3.535
1894	9	4.977	3.175	8.161	127	3.665
1895	9	4.794	3.581	8.381	146	3.872
1896	8	4.604	4.237	8.849	172	4.073
1897	7	4.845	4.237	9.088	172	4.155
1898	6	4.740	4.237	8.983	172	3.847
1899	6	4.723	5.230	9.9[illegible]0	202	4.183
1900	6	5.562	5.117	10.685	168	5.146
1901	7	5.774	4.936	10.717	149	5.493

Un examen des variations subies par la Dette portant intérêt nous permet de constater deux faits significatifs : 1° l'élévation du crédit américain qui lui permet d'emprunter à des conditions sans cesse meilleures; 2° l'influence que la politique monétaire des Etats-Unis et la guerre contre l'Espagne ont eues sur le montant total de cette Dette.

Nous avons vu qu'en 1890 la Dette portant intérêt, s'élevant à 3.627 millions de francs, se composait des éléments suivants : emprunts 4 1/2 0/0, 4 0/0 et 3 0/0; elle représentait pour le Trésor une charge annuelle de 147 millions de francs, soit 4,06 0/0 d'intérêt. Sous l'influence de la loi Sherman, influence dont nous avons déjà vu les effets en examinant les résultats budgétaires des dix dernières années, le Trésor se trouva aux prises avec de nouvelles difficultés; il lui fallut avoir recours à l'emprunt pour combler les déficits et faire face aux demandes de remboursement d'or dont il avait assumé la charge. C'est ainsi qu'après être descendu à 2.925 millions de francs en 1892 et 1893, le montant de la Dette se releva à 3.175 millions l'année suivante, puis à 3.581 millions en 1895 et à 4.237 en 1896, 1897 et 1898.

La guerre avec l'Espagne fut cause, l'année suivante, d'une nouvelle augmentation : Nous avons déjà dit qu'elle nécessita une émission de 1 milliard à 3 0/0 en juin 1898. Nous voyons figurer cette émission dans les chiffres de l'exercice 1898-1899 et la Dette se trouva ainsi portée, cette année-là, à 5.230 millions, entraînant une charge annuelle de 202 millions.

Grâce à la fermeté donnée au crédit des Etats-Unis par leurs succès contre l'Espagne, par leurs plus-values budgétaires, par le développement

extraordinaire de leur prospérité agricole, industrielle et commerciale : tous les emprunts non encore remboursés au commencement de 1900 purent être convertis en rente 2 0/0, amortissable en trente années.

Cette opération a été accomplie en vertu de la loi du 14 mars 1900 qui abrogea le *Sherman Act*, institua l'étalon d'or aux Etats-Unis et augmenta la puissance de circulation des Banques nationales américaines. Les différents types 5, 4 et 3 0/0 à échéances diverses furent partiellement convertis par cette loi en un type 2 0/0 remboursable en 1930. On offrit aux anciens porteurs une soulte, en espèces ou en titres à leur choix, représentant, en capital, la différence entre le revenu réel de leurs titres, d'après les cours du marché, et le nouveau revenu. La grande majorité des porteurs a accepté cette conversion qui n'a pas augmenté, grâce à divers amortissements, le capital nominal de la Dette, mais qui a cependant diminué l'intérêt dans une proportion sensible. Ce capital, qui s'élevait à 5.230 millions en 1899, n'était plus, en effet, que de 5.117 millions en 1900, tandis que la charge en intérêts se trouvait ramenée de 202 millions à 168 millions.

La diminution nouvelle constatée en 1901, et dans le chiffre du capital et dans celui des intérêts, est due uniquement aux amortissements que les excédents du Trésor ont permis d'effectuer ; le Trésor fait ainsi rentrer ses plus-values dans la circulation et maintient l'aisance sur le marché monétaire.

Au 30 juin 1901, les 4.936 millions de francs de la Dette américaine, portant intérêt, se décomposaient ainsi :

Décomposition de la Dette américaine portant intérêt au 30 juin 1901 :

Nature de la Dette	**Millions de francs**
2 0/0	2.230
3 0/0	498
4 0/0	2.099
5 0/0	109
Total	4.936

La Dette totale des Etats-Unis s'élevait, à la même date, à la somme globale de 10.717 millions de francs. En déduisant de ce total l'encaisse du Trésor, soit 5.493, il reste un solde de 5.224 millions de francs, représentant une dette moyenne de 68 fr. 20 par citoyen américain, et une charge moyenne d'intérêt annuel de 1 fr. 97.

Pour être rigoureusement exact, nous devons cependant ajouter qu'en dehors de la Dette fédérale proprement dite, il existe aux Etats-Unis — comme en Allemagne, en Suisse, en Angleterre et en France — des dettes particulières pour les Etats, comtés et municipalités. Le relevé de ces dettes n'est fait que tous les dix ans : en 1890, leur ensemble atteignait 5.675 millions de francs ; les chiffres de 1900, qui paraîtront avec les résultats définitifs du recensement, n'ont pas encore été publiés ; ils enregistreront probablement une augmentation considérable sur ceux de 1890, mais cette augmentation doit être largement compensée par l'accroissement des revenus des diverses parties contractantes.

IX

Conclusions

Quelques jours avant sa fin tragique, M. Mac Kinley prononçait à Buffalo (5 septembre 1901) un discours qui peut être considéré comme le nouveau programme économique du parti républicain, parce que M. Roosevelt, successeur de M. Mac Kinley à la présidence des Etats-Unis, a déclaré formellement en prenant le pouvoir (17 septembre) qu'il en approuvait tous les termes et qu'il s'efforcerait de le suivre à la lettre.

« Notre puissance de production — avait dit M. Mac Kinley — a pris un développement si considérable, et la variété de nos produits s'est multipliée à un tel point, que le problème de nouveaux marchés extérieurs réclame notre attention pressante et immédiate.

« A cette époque de merveilleuse énergie dans les affaires et de concurrence universelle, il nous faut songer à l'avenir et nous devons, pour conserver ce que nous avons déjà acquis, fortifier les points faibles de notre régime industriel et commercial, afin d'être prêts à résister à toutes les tourmentes, à surmonter toutes les difficultés.

« Par des arrangements commerciaux intelligents, qui ne porteront aucune atteinte à notre production nationale, nous créerons des débouchés à l'excédent toujours croissant de cette production. Un système de réciprocité qui assurerait un échange constant de marchandises entre les Etats-Unis et les pays étrangers serait manifestement essentiel pour l'augmentation continue et bienfaisante de notre commerce extérieur.

« Ne gardons pas cette croyance erronée que nous pourrons toujours tout vendre et n'acheter que peu ou rien au dehors. Si une telle chose était possible, elle ne serait bonne ni pour nous, ni pour nos clients étrangers. Nous devons prendre à ces derniers tous ceux de leurs produits que nous pouvons consommer sans nuire à nos industries et à notre main-d'œuvre.

« La période de l'exclusivisme et des mesures de représailles a fait son temps; la réciprocité est maintenant la conséquence rationnelle de notre merveilleux développement industriel, et l'expansion de notre commerce et de nos affaires à l'étranger ne se poursuivra qu'à l'aide de traités de réciprocité, par lesquels nous pourrons vendre notre excédent de production dans les pays où nos propres achats augmenteront nos ventes, ce qui entraînera une plus forte demande pour la main-d'œuvre nationale. »

C'est la doctrine d'Adam Smith, sur les avantages de la liberté des échanges internationaux..., mais interprétée à l'américaine. Voici, d'ailleurs, les conclusions de M. Mac Kinley :

« S'il en est, parmi nos tarifs, qui ne soient plus nécessaires au Trésor, ou à l'encouragement et à la protection de notre industrie, pourquoi ne les emploierions-nous pas à étendre et à développer nos marchés à l'extérieur?

« Or, nous avons un service de bateaux à vapeur qui ne répond pas à nos besoins. Il devrait y avoir des lignes directes des côtes orientales des Etats-Unis à l'Amérique du Sud. Il nous faut des lignes commerciales qui nous relient directement aux champs de consommation que nous avons à peine touchés.

« Nous devons encourager notre marine marchande; nous devons avoir un plus grand nombre de navires battant pavillon américain, construits et équipés par des Américains et leur appartenant. Nous devons ouvrir le canal interocéanique et nous ne devons pas différer davantage l'établissement du câble du Pacifique. »

Les Américains appartiennent à l'école de ces habiles calculateurs qui posent zéro et retiennent tout. Ils l'ont montré à l'Europe en surtaxant ses sucres de 3 fr. par quintal métrique, sous prétexte que la prime de 3 fr. accordée à chaque quintal de sucre exporté de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Russie, etc., lésait les intérêts particuliers de leur industrie et de leur commerce sucriers, en diminuant, d'autant, le tarif douanier qui protège cette industrie aux Etats-Unis.

Et l'Europe a accepté cette manière de procéder sans se demander si tous les produits de l'industrie américaine, transformée par les puissantes combinaisons et les gigantesques *trusts* qui se sont constitués aux Etats-Unis depuis cinq années, ne jouissaient pas, en fait, de primes d'exportation beaucoup plus importantes que celle dont bénéficie actuellement le sucre de betterave européen, et si ce nouveau régime — appliqué avec le consentement tacite du Gouvernement fédéral — ne plaçait pas l'industrie européenne dans un état d'infériorité absolue, vis-à-vis de l'industrie américaine monopolisée.

Les nations industrielles de l'Europe ont laissé s'organiser aux Etats-Unis, sans protestation d'aucune sorte, un régime économique tout différent de celui qui régit leur production respective, et qui a modifié radicalement la base de leurs échanges avec ce pays. Aujourd'hui, les Etats-Unis parlent de réciprocité dans le but avoué d'élargir leurs débouchés à l'étranger et d'augmenter encore leur puissance de production. Qu'entendent-ils par réciprocité ? Offriront-ils, par exemple à la France, de recevoir en franchise, aux Etats-Unis, sa fonte, son acier, ses machines et son blé, à la condition

de recevoir sur le territoire francais, également en franchise, la fonte, l'acier, les machines et le blé américains ?

Grâce à leur organisation industrielle actuelle, au perfectionnement de leur outillage manufacturier et de transport, à la richesse incomparable de leurs gisements miniers et à la fertilité naturelle de leur immense territoire agricole : les Etats-Unis n'ont aujourd'hui à craindre, chez eux, et même sans tarif douanier protecteur, la concurrence européenne et sud-américaine que pour quelques produits secondaires. Ils ne risquent donc rien en demandant des traités de réciprocité à l'Europe et aux Etats de l'Amérique du Sud, car, s'ils les obtiennent, ces fameux traités, les nations contractantes s'apercevront bien vite que l'Oncle Sam ayant posé zéro, aura tout retenu.

*
* *

En 1890 la marine militaire américaine ne disposait que de 18 navires blindés, de 34 vapeurs à hélice, de deux vapeurs à roues, de 12 navires à voiles, de 2 torpilleurs et de 13 remorqueurs, soit en tout 81 bâtiments armés de 385 canons, ayant comme personnel actif : 800 officiers, 549 officiers du pont et 8.508 hommes d'équipage.

Pas un de ces navires n'est actuellement en service et cependant en 1901 la flotte de guerre américaine comprenait : 11 grands cuirassés d'escadre d'une capacité moyenne de 11.000 tonnes ; 2 croiseurs cuirassés de 9.400 tonnes ; 9 monitors à tourelles de 4.000 tonnes ; 1 vapeur à éperon cuirassé ; 17 croiseurs rapides de 4.500 tonnes et 63 canonnières-torpilleurs, contre-torpilleurs ou vaisseaux spéciaux, c'est-à-dire un effectif total de

103 bâtiments de guerre, ayant 304.382 tonnes, 538.445 chevaux-vapeur, 723 canons, 173 tubes lance-torpilles et 19.542 hommes d'équipage.

Mais ce n'est pas tout; en 1901 il y avait sur chantiers aux Etats-Unis : 7 cuirassés d'escadre d'une puissance moyenne de 14.700 tonnes et 18.100 chevaux-vapeur; 6 grands croiseurs-cuirassés de 13 850 tonnes en moyenne; 9 croiseurs rapides; 1 monitor à tourelle, 10 contre-torpilleurs, 1 torpilleur et 7 sous-marins : soit au total 41 nouveaux bâtiments de guerre avec 247.019 tonnes, 441.060 chevaux-vapeur, 452 canons, 57 tubes lance-torpilles et 13.870 hommes d'équipage.

Dans quatre ans, les Etats-Unis pourront mettre en ligne une flotte redoutable, composée de navires perfectionnés et qui se développera encore, car on peut avoir la certitude que le Congrès fédéral votera, chaque année, de nouveaux crédits pour la marine de guerre.

Dans un récent banquet donné à Pittsburg pour célébrer l'anniversaire du général Grant (27 avril 1902), M. Swan, le nouveau secrétaire du Trésor, après avoir rappelé l'écrasement de la marine espagnole par les escadres américaines, a ajouté :

« A cette époque, nous avons fait savoir à l'univers que nous nous préparions à faire la police de la rue où nous habitons. Si la porte laissée entr'ouverte au printemps 1898 vient jamais à se rouvrir toute grande, les Etats-Unis feront non seulement la police de la rue dans laquelle ils vivent, mais dans l'hémisphère occidental et dans tous pays baignés par le Pacifique.

Il faut que les Etats-Unis aient la flotte marchande la plus considérable qui ait jamais navigué sur l'Océan et que la richesse et l'énergie américaines, en possession d'Hawaï et du canal isthmique, transfèrent la souveraineté du Pacifique à l'étendard étoilé. »

Cette déclaration de l'homme d'Etat récemment choisi par le Président Roosevelt, pour remplir les hautes fonctions de secrétaire du Trésor fédéral, synthétise nettement la nouvelle tendance de l'impérialisme américain. La fameuse doctrine de Monroë est devenue un article d'exportation, et M. Emile Levasseur avait singulièrement raison quand il écrivait l'année dernière :

« On pouvait dire naguère que la République des Etats-Unis était une jeune géante dont le corps robuste avait une croissance merveilleuse. On pourraît aujourd'hui la comparer à une pieuvre gigantesque étendant ses bras et ses ventouses sur le Mexique et l'Amérique du Sud, sur le Japon et la Chine, sur l'Afrique et l'Europe. »

Les tentacules de cette pieuvre ce sont les *Trusts*, qui ont exalté l'impérialisme et provoqué la guerre contre l'Espagne, et qui, après avoir transformé le régime économique américain, en monopolisant les principales productions des Etats-Unis, vont essayer de transformer en monopoles internationaux, au profit des milliardaires américains, les principales industries de l'univers.

La création du *Trust de l'Océan*, qui vient de faire passer la navigation commerciale du Nord-Atlantique sous le contrôle du groupe Pierpont-Morgan, est symptomatique en ce sens qu'elle élargit le cadre des prévisions formulées par M. Swan à Pittsburg — qui ne parlait que de la souveraineté américaine sur le Pacifique — et qu'elle semble indiquer que les dollars de l'oncle Sam seront peut-être plus dangereux pour l'Europe que les canons de ses nouveaux cuirassés.

FIN DES ÉTATS-UNIS.

LA FRANCE

ET LE PROTECTIONNISME

LA FRANCE ET LE PROTECTIONNISME

Sur l'initiative de l'honorable M. W. C. Robertson, président de la Chambre de Commerce britannique à Paris, une Conférence contradictoire a été faite le 25 octobre 1901 à Paris, par MM. Yves Guyot et Edmond Théry, devant les membres de cette Chambre.

Le *Travail National*, organe officiel de l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises a publié le compte rendu in extenso de cette conférence, compte rendu que l'honorable M. J. Méline, président de l'Association, a fait précéder de la *Préface* ci-après.

La France et le Protectionnisme

PRÉFACE

Nous livrons aux méditations du public impartial et aux réflexions de tous les hommes sincères qui veulent se faire une opinion raisonnée en matière économique deux documents d'une importance décisive. Ce qui en double la valeur, c'est leur origine même.

La Chambre de Commerce anglaise de Paris, désireuse de faire éclater à tous les yeux les avantages de la doctrine libre-échangiste et de démontrer aux Français eux-mêmes combien ils avaient tort de ne pas s'y rallier, a eu l'idée originale et très heureuse d'instituer, sous forme de Conférence contradictoire, un tournoi économique où on mettrait en présence un champion du libre-échange et un champion de la protection.

Il faut rendre cette justice à la Chambre de Commerce anglaise que les deux champions ont été excellemment choisis.

L'un était M. Yves Guyot, le plus ardent, le plus véhément défenseur du libre-échange, l'apôtre convaincu de la liberté commerciale absolue ; l'autre était M. Edmond Théry, directeur de l'*Economiste Européen*, un économiste de la nouvelle école, de l'école qui ne se paie pas de mots et de formules abstraites, qui procède par l'étude des faits et qui déduit des faits les lois applicables à chaque pays. Elle proclame que ni le libre-échange ni la protection ne sont des principes absolus et intangibles, mais uniquement des systèmes relatifs, bons ou mauvais selon les temps et les circonstances et qui dépendent de la situation particulière de chaque pays. Jusqu'à ces dernières années, le libre-échange a profité à l'Angleterre grâce à sa situation géographique, aux avantages exceptionnels que la nature lui a dépar-

tis et à l'avance industrielle qu'elle avait sur toutes les nations du monde ; celles-ci la serrent aujourd'hui de plus près et commencent à lui faire mordre la poussière sur plus d'un marché où elle régnait autrefois en maîtresse souveraine. Aussi est-elle prise, en ce moment, d'une inquiétude vague, de doutes instinctifs sur l'excellence de son régime économique, et c'est sans doute ce qui explique la résolution de la Chambre de Commerce anglaise de Paris.

Elle a voulu mettre face à face les deux systèmes, les deux doctrines, et les étudier à la lueur des faits ; car il faut rendre cette justice aux libre-échangistes anglais, c'est qu'il ne font pas de sentiment en matière économique et qu'ils ne cherchent pas, comme les nôtres, à faire le bonheur de l'humanité avant celui de l'Angleterre. Pour eux, l'intérêt de la patrie anglaise prime tout et on peut être certain que le jour où il leur serait démontré que le protectionnisme, qu'ils ont, du reste, pratiqué pendant deux cents ans, est plus conforme à la situation actuelle de leur pays que le libre-échange, ils passeraient, sans hésiter, d'un camp dans l'autre.

Nous ne nous faisons pas l'illusion de penser que les membres de la Chambre de Commerce anglaise en soient venus là, après la conférence magistrale de M. Edmond Théry, mais nous sommes bien convaincus qu'elle a été pour eux une véritable révélation. C'est probablement la première fois qu'on mettait sous leurs yeux le bilan exact de ce régime douanier de 1892 qu'on leur présente tous les jours comme un recul économique pour la France.

La comparaison établie par M Edmond Théry entre les résultats donnés par ce régime, qui fonctionne en France depuis huit années entières, et ceux de la période antérieure, régie par les lois libre-échangistes de l'Empire, est d'une vérité saisissante et écrasante qui défie toute contradiction.

L'éminent Directeur de l'*Economiste Européen* a donné à son argumentation une base scientifique bien faite pour lui mériter la confiance des hommes d'affai-

res devant lesquels il parlait. A la différence des orateurs libre-échangistes, qui assoient d'habitude leurs raisonnements sur des années exceptionnelles et habilement choisies, sur des faits isolés et des chiffres soigneusement triés, il a fait rouler toute sa discussion sur l'ensemble même de notre production depuis dix-sept ans, en mettant en regard les huit années qui ont précédé l'établissement de notre nouveau régime économique de 1892 et les huit années qui ont suivi et en dégageant les moyennes qui représentent le mouvement général des affaires en France pour chaque période.

Une pareille méthode n'est faite pour aucun parti et elle ne peut donner que des résultats infaillibles, puisqu'elle repose sur le bilan exact de la production nationale, sur l'inventaire fidèle de la fortune de la France.

Jamais ce bilan n'avait été dressé, avant M. Edmond Théry, d'une façon aussi complète, aussi approfondie ; le savant conférencier n'a rien voulu laisser dans l'ombre. Après avoir étudié dans leur ensemble la marche et le développement de toutes nos branches de production agricole et industrielle, de tous nos moyens de transport : chemins de fer et navigation fluviale ou maritime, et prouvé ainsi de la façon la plus éclatante, contrairement aux affirmations audacieuses de l'école libre-échangiste, l'immense profit tiré par la production nationale de notre nouveau régime économique, il a tenu à compléter sa preuve par l'étude du mouvement financier de la France pendant les mêmes périodes.

Il a successivement passé en revue les opérations de la Banque de France et de nos grandes Sociétés de Crédit, celles des principales industries parisiennes et dressé ensuite un tableau de l'accroissement de la fortune publique ; cette étude comparative est certainement ce qu'on a fait de plus complet, de plus saisissant, de plus indiscutable.

Après un pareil exposé, la conclusion se déduisait d'elle-même et M. Edmond Théry n'avait qu'à l'enre-

gistrer ; il l'a fait aux applaudissements de ses adversaires eux-mêmes, obligés de rendre justice à cette dialectique irrésistible et à la passion de vérité qui se faisait sentir dans toutes les paroles et dans l'accent de l'orateur.

A notre tour, nous ne demandons plus qu'une chose au public et aux hommes de bonne foi, c'est de faire comme la Chambre de Commerce anglaise : d'écouter les deux orateurs en les lisant attentivement. Pour cela, nous mettons sous leurs yeux, avec une impartialité absolue, les deux thèses, et nous les instituons avec confiance juges du camp.

Nous espérons que nos adversaires économiques voudront bien aussi en faire autant, et nous attendons avec curiosité leur réponse à l'argumentation de M. Edmond Théry et aux documents qu'il a versés dans le débat.

Il y a quelques jours, la Société d'Economie Politique, qui tient le drapeau du libre-échange, nous faisait savoir qu'elle était prête à recommencer la bataille contre le régime protectionniste, qu'elle allait « descendre dans l'arène électorale et susciter partout des candidats partisans du libre-échange ». Elle nous apprenait, en même temps, « que, pour que cette campagne atteigne véritablement son but, il ne faut pas qu'elle soit nationale, il faut qu'elle ait un caractère nettement international », et c'est en faisant ressortir l'utilité de la fédération libre-échangiste internationale comme centre et point d'appui des idées libérales en matière de commerce, que M. Yves Guyot a terminé son allocution.

Il faut remercier la Société d'Economie Politique de cet aveu dénué d'artifice. Il n'est pas possible de montrer plus clairement au pays ce qui se cache derrière chaque doctrine : d'un côté, la défense de notre travail national, c'est-à-dire du pain de nos agriculteurs et de nos ouvriers, de la richesse et de la fortune de la France ; de l'autre, le sacrifice de tous ces grands intérêts à l'humanité et à son bonheur problématique, comme si l'humanité ne commençait pas d'abord et avant tout par la patrie elle-même.

J. Méline

La France et le Protectionnisme

CONFÉRENCE CONTRADICTOIRE

Faite le 25 Octobre 1901, par MM. Yves GUYOT et Edmond THÉRY, devant la Chambre de Commerce britannique de Paris

DISCOURS DE M. YVES GUYOT

Monsieur le Président, Messieurs. Je vous remercie de l'invitation que vous avez bien voulu m'adresser.

Je l'ai acceptée sans me dissimuler la difficulté de donner une réponse précise à la question posée : « La France a-t-elle amélioré sa situation commerciale par suite de sa politique protectionniste ? »

Il faut surtout se garder, en abordant un tel problème, de l'erreur de méthode encore si fréquente. « Post hoc, ergo propter hoc ». « Après, donc, parce que... »

MOUVEMENT PROTECTIONNISTE

Les protectionnistes ne s'avouèrent pas vaincus par les traités de commerce de 1860 qui, cependant, avaient fait leurs preuves, quoiqu'ils fussent encore loin du libre-échange absolu. Toutefois, l'Assemblée nationale de 1871 avait repoussé le projet d'impôt de M. Thiers, sur les matières premières ; et lorsque les Institutions républicaines entrèrent en vigueur, M. Teisserenc de Bort, ministre du Commerce, déposa, le 9 février 1877, un projet de tarif général qui n'était que la reproduction du tarif conventionnel en vigueur. Il ne faisait qu'une seule exception. Il relevait de 10 0/0 les droits sur les fils et cotons. Mais le Seize-Mai survient ; les maîtres de forges, les cotonniers en profitent pour faire sous la direction de M. Pouyer-Quertier des manifestations protectionnistes. L'entreprise du Seize-Mai subit un échec complet. M. Teisserenc de Bort redevient ministre de l'Agriculture et du Commerce, — et que fait-il ? Il adopte le programme protectionniste des hommes

qui venaient d'être battus politiquement. Il majore de 24 0/0 le tarif sur presque toutes les marchandises fabriquées. C'est ce projet que le Gouvernement républicain prend comme base de discussion en 1880, pour le renouvellement des traités de commerce. Bien plus. En convertissant les droits *ad valorem* en droits spécifiques, il charge de droits triples et quadruples les objets bon marché et de grande consommation.

Car là est le caractère de la politique protectionniste. Dans un pays de suffrage universel elle réalise ce paradoxe : surcharger la très grande majorité au profit d'une minorité; et cette majorité accueille avec enthousiasme, les candidats qui lui promettent d'augmenter son fardeau, ses privations, les difficultés de la vie pour chacun.

Sous ce rapport, les électeurs ont dépassé toutes les espérances des protectionnistes. Je me rappelle leur timidité quand, il y a vingt-cinq ans, M. Pouyer-Quertier méritait le surnom de marquis de « Pain-Cher ». On n'osait point proposer un relèvement du droit de 0 fr. 60 par quintal de blé, ni un relèvement de droit sur le bétail. Seulement les industriels qui avaient besoin du concours des agriculteurs, ou plutôt des propriétaires fonciers, qui usurpent cette qualification, conclurent avec eux ce marché : — Donnez-nous des relèvements de droits : nous placerons les produits agricoles en dehors des traités de commerce; c'est ce que nous appellerons « la liberté des tarifs »; et quand nous aurons obtenu ce que nous demandons, nous vous ferons bénéficier de relèvements de droits de douanes ».

Marché conclu. Les cotonniers s'apitoyèrent sur les souffrances de l'agriculture qui, en 1882, avait eu la plus forte récolte de blé qu'elle eût obtenue avec celle de 1874. On menaça, en dépit des faits, la France de famine; et on établit en 1883 le droit de 3 fr., qui est devenu en 1887 le droit de 5 fr. et en 1894 le droit de 7 fr., lequel n'empêche point l'agriculture de se plaindre et de crier à la ruine comme le prouvent les discussions et les projets récents sur les admissions temporaires.

LA PROTECTION DE L'AGRICULTURE

Est-ce que la majorité des agriculteurs est intéressée aux droits de douanes sur les blés et sur le bétail?

L'enquête agricole de 1892 nous démontre qu'ils n'ont été établis qu'au profit d'une minorité.

Relativement au territoire agricole, la culture des céréales représente 29 0/0 en moyenne, par conséquent moins du tiers de la superficie; dans les départements qui viennent en tête, elle représente la moitié, 52 0/0 dans l'Ille-et-Vilaine, 51 0/0 dans l'Eure-et-Loir, 48 0/0 dans la Somme, 47 0/0 dans le Pas-de-Calais, etc. Il y a des départements qui ne cultivent pas de céréales.

Mais est-ce que les petites exploitations au-dessous d'un hectare vendent du blé? Ceux qui les exploitent en achètent. Par conséquent, le droit de 7 fr. pèse sur leurs propriétaires.

Ces exploitations sont au nombre de 2.235.000. Celles de 1 à 10 hectares ne vendent guère de blé, et leurs propriétaires ou leurs fermiers sont susceptibles d'en acheter. Avec l'assolement triennal, elles ne sont pas susceptibles, en moyenne, d'avoir plus de deux hectares de blé. D'après la moyenne de 17 hectolitres à l'hectare, équivalant à 76 kilos, chacune des ces exploitations peut obtenir 26 quintaux et demi.

Or, d'après la formule, un kilo de blé pour un kilo de pain, la consommation d'une famille de cinq personnes étant de 200 ou 300 kilos par tête et par an, ne laisserait pour le marché qu'une douzaine de quintaux, et j'exagère, car ce ne sont pas ces petites exploitations qui produisent du blé. Ce n'est point pour leurs propriétaires et pour leurs fermiers que le droit de 7 fr. est établi : c'est pour les 711.000 propriétaires de la moyenne propriété de 10 à 40 hectares, pour les 138.000 propriétaires de la propriété au-dessus de 40 hectares.

Si la petite propriété compte 4.800.000 propriétaires, sa contenance n'est que de 12.571.000 hectares.

La propriété moyenne représente 14.313.000 hectares, grande : 22.493.000. Total : 36.806.000 hectares.

Par conséquent, si les petites exploitations occupent 100 hectares, la grande en occupe 292 — près des deux tiers en plus. Relativement au nombre, la proportion est renversée — pour 100 propriétés au-dessus de 10 hectares, il y en a 565 au-dessous. Et la prétendue protection agricole s'exerce en fait au détriment de ces 565 petits propriétaires et au profit de cette centaine.

De même pour les droits sur le bétail. Les petites propriétés de 1 à 5 hectares ont 942.000 hectares de prairies; celles de 5 à 10, 977.000; total 1.919.000.

La moyenne propriété de 10 à 40 hectares représente 2.388 hectares; la grande 2.039; total : 4.300 de prairies.

La part des prairies dans la grande propriété est relativement à cette part dans la petite propriété comme 223 est à 100.

Par conséquent, les droits sur le bétail n'ont été établis qu'au profit des moyens et des grands propriétaires qui forment une petite minorité.

LES VINS

Partout nous retrouvons le protectionnisme établi au détriment de la majorité et au profit d'une minorité. La question se pose de nouveau à propos des vins. Ici nous pouvons constater l'échec complet de la politique protectionniste.

D'après l'enquête de 1892, il y avait une superficie de 1.900.300 hectares cultivée en vigne, représentant par conséquent moins de 4 0/0 du territoire agricole. On ne trouve que 8 départements où elle dépasse 9 0/0.

Autrefois, la France avait le monopole naturel du commerce des vins. Pour l'étranger, tout vin, digne de ce nom, devait avoir passé par Bordeaux. Or, les protectionnistes ont crié aux étrangers qu'il y avait d'autres pays où on pouvait trouver du vin dans de meilleures conditions puisque la France était obligée de se protéger contre leur concurrence.

En même temps, les protectionnistes disaient aux viticulteurs : Produisez, produisez ! n'importe quel

vin. Faites-le dans n'importe quelles conditions, sans vous inquiéter de la qualité. Les Français seront obligés de le boire, puisque nous empêchons les vins étrangers d'entrer.

Autrefois, l'Hérault, l'Aude, produisaient des vins forts et colorés qui servaient à couper les petits vins du Centre. Les viticulteurs ont choisi l'Aramon comme cépage, ont adopté la taille longue qui donne des récoltes abondantes, mais des vins faibles et peu alcooliques ; on a dû faire venir des vins d'Espagne pour les couper ; et alors, le Midi a crié à la mévente des vins, sans vouloir en reconnaître la cause. Les protectionnistes ont détourné les viticulteurs des vins qu'ils devaient produire. En même temps, l'écoulement à l'étranger ne se développe pas : en 1891, nous avons exporté 2.350.000 hectolitres ; en 1900, 2.190.000 seulement.

LE COTON

Le propre de la politique protectionniste est de détourner les capitaux de leur emploi naturel pour les jeter dans des occupations factices. Elle entraîne des ouvriers vers des industries qui n'existent que par suite de ce privilège, elle prépare des crises et elle fait des recrues pour le socialisme.

Les filateurs de coton ont toujours été, en France, à la tête du mouvement protectionniste ; et cependant ils se servent d'une matière première qui n'est pas un produit national ; et ils n'ont pas été assez logiques pour soutenir la pétition qu'un spirituel commissionnaire en marchandises, M. Jacquot, présenta en 1886 à la Chambre des députés, en demandant qu'on protégeât le coton national dont la culture dans les Flandres serait un débouché pour la houille, pour la verrerie et pour la métallurgie, puisqu'elle exigerait la construction de vastes serres.

Les cotonniers ne sont jamais satisfaits, surtout les cotonniers normands, qui avaient pris la douce habitude, à l'abri des droits protecteurs, de ne pas amortir leur outillage. Aussi, gênés par les cotonniers des Vos-

ges, ce sont eux qui ont réclamé la réglementation du travail des femmes, l'interdiction du travail de nuit. Quand M. Richard Waddington était le rapporteur de cette loi, ce n'était point l'intérêt des ouvrières qu'il prenait : c'étaient les filatures normandes qui voulaient gêner les filatures des Vosges. Je l'ai dit à la tribune de la Chambre : et on n'a pu le contester.

Le rehaussement des droits n'avait pas suffi aux cotonniers. Ils ont obtenu les nouveaux tarifs de 1894. On peut mesurer le développement d'une industrie à sa consommation de matière première. Eh bien ! qu'est-ce que je constate ? en 1891, une importation de 1 million 764.000 quintaux de coton en laine; et en 1900, une importation de 1.334.000 quintaux. Par conséquent, voilà donc le grand résultat auquel aurait abouti ce relèvement de droits : 200.000 quintaux de matière première en plus ; mais ce chiffre n'est pas exact, car je vois qu'on a exporté 362.000 quintaux de coton en laine, par conséquent du coton qui n'a pu être absorbé par les filatures : donc leur consommation a été inférieure à ce qu'elle était en 1891 ; donc il y a un ralentissement dans leur production. Mais cette industrie factice frappe d'une augmentation de frais une industrie qui n'a besoin que de liberté pour se développer, celle des rubans de Saint-Etienne et des tissus mélangés de Lyon. Je sais qu'on a établi un drawback, mais dont l'application est une telle entrave à la fabrication et au commerce qu'on préfère généralement ne pas s'en servir. Si nous prenons sur le fait, le vice du régime protectionniste : écraser une industrie qui peut vivre par elle-même au profit d'une industrie qui n'existe qu'au détriment des consommateurs, mettra-t-on à l'actif du protectionnisme la charge que paient les rubaniers de Saint-Etienne et les tisseurs de Lyon aux cotonniers français ?

Si nous poursuivions les diverses industries, nous verrions partout le même phénomène : *la subordination des industries viables par elles-mêmes aux industries qui n'existent que grâce à leurs privilèges.*

M. Jules Fleury, qui a une compétence toute parti-

culière sur la question des constructions navales, vous dira sans doute le résultat que la politique protectionniste a eu pour cette industrie, en dépit des primes qu'on lui a données.

UN SUR VINGT

Si nous prenons la répartition des professions, nous constatons que la population protectionniste ne constitue qu'une infime minorité.

D'après le recensement des professions établi en 1896 et que vient de publier le Ministère du Commerce, l'agriculture qui représentait en 1866, avec le droit de 0 fr. 60, 52 0/0 de la population active n'en représente plus maintenant que 47 0/0, en dépit du droit de 7 francs, mais nous avons vu que la plus grande partie des chefs d'exploitation n'était pas intéressée à la protection. Les établissements agricoles ne comptant plus que de 1 à 4 salariés, par conséquent les plus petits, non vendeurs de blé, représentent 92 0/0 du total. Ils n'ont pas intérêt au droit de 7 francs. Reste donc 8 0/0 des agriculteurs.

L'industrie représente 35 0/0 de la populaiion active ; mais la petite industrie qui transforme des matières secondes n'a pas intérêt à la protection : et le nombre des établissements ne comprenant que de 1 à 4 salariés compte pour 85 0/0.

Le commerce compte pour 5 0/0 : et le grand aussi bien que le petit commerce, a intérêt à la liberté des échanges ainsi que la banque. Il en est de même pour les professions libérales, qui comptent pour 7 0/0.

Qui a donc intérêt à la protection ? 8 0/0 des agriculteurs, soit 3 0/0 environ du total de la population active ; la moitié peut-être des 15 0/0 qui représentent l'industrie comptant plus de 4 ouvriers, ce qui fait 4 ou 5 0/0 du total de la population active.

Vous voyez donc qu'il n'y a pas 10 0/0 de la population active de la France qui ait intérêt à la protection.

Mais ce chiffre, si modeste, qui ne monte pas à 10 0/0 est encore exagéré : car il comprend les salariés aussi bien que les salariants.

Or, tous les salariés, sans exception, qu'ils appartiennent à des industries protégées ou non, ont intérêt à la vie à bon marché.

Avec le système de la protection, il y a un salaire nominal et un salaire réel. Le salaire réel est la part que laisse la protection ; mais, auparavant, sur le pain, sur la viande, sur le vêtement, sur la chaussure, sur le chauffage, sur l'éclairage, elle a commencé par prélever un certain nombre de quarts d'heure et quelquefois des heures de travail.

Ces quarts d'heure, ces heures de travail sont dérobés à l'ouvrier, non pas pour rémunérer des services généraux, mais pour payer un impôt privé à des propriétaires et à des manufacturiers : c'est l'impôt féodal perçu non dans l'intérêt public, mais au profit de particuliers.

Ce n'est que parce que le salarié français n'a pas conscience de cet état de choses qu'il reste indifférent à la question douanière : mais elle pèse sur lui et elle a sa part de responsabilité dans le malaise qu'il manifeste. Le jour où il comprendra, il réclamera son salaire intégral : mais, en attendant, son intérêt n'en est pas moins en opposition avec toute protection.

Or, sur les 18.467.000 personnes des deux sexes qui représentent la population active de la France, les salariants comptent pour 4.281.000, les salariés pour 13.858.000. Donc, dans la population active de la France, voilà les salariés comptant pour 75 0/0 ayant des intérêts opposés à la protection : le commerce représente salariants et salariés compris, 5 0/0; qu'on y ajoute les petits agriculteurs qui représentent plus des neuf dixièmes de la profession : les petits industriels ayant moins de quatre salariés qui représentent plus des quatre cinquièmes de la profession, si on y ajoute encore les rentiers, les retraités, les hommes des professions libérales, les officiers qui ont intérêt à vivre à bon marché, les soldats qui ont intérêt aussi,

eux, au bon marché, nous ne trouverons pas 5 0/0, *pas une personne sur vingt ayant intérêt à la protection.*

Et *cette personne sur vingt a persuadé aux dix-neuf autres qu'il était de leur intérêt de se laisser spolier par elle;* et son excuse, c'est qu'elle le croit peut-être.

LES SUCRES

Partout nous trouvons que la politique protectionniste, dans notre démocratie française, n'est établie qu'au profit d'une petite minorité. Il y en a un exemple flagrant, indiscutable, qui nous est fourni par la législation sur les sucres de 1884, que nous devons à M. Méline, comme les tarifs de 1892.

De 1884 à 1900, le contribuable français a alloué 764 millions de francs de bonis et de primes aux fabricants de sucre, qui sont actuellement au nombre de 334, pour un outillage qui ne vaut pas plus de 320 millions de francs, et 150 millions aux producteurs coloniaux pour un outillage qui ne vaut pas 50 millions. Jamais personne n'a contesté ces chiffres que j'ai produits dans mon petit volume, la *Question des sucres.*

Pour soutenir la loi, on a dit que de la culture de la betterave dépendait la culture du blé : or, elle comprend 260.000 hectares, sur 7 millions d'hectares cultivés en froment; sur 35 millions de terres labourables, soit 1 hectare sur 700.

Si les 260.000 hectares ont reçu, comme le prétendenles fabricants de sucre, les 764 millions de primes qu'on leur a donnés, ils auraient reçu chacun plus de 2.500 francs, soit à peu près leur valeur. Si chacun des 35 millions d'hectares de terres labourables avait reçu un boni semblable, les contribuables français auraient dû payer aux propriétaires fonciers 89 milliards 425 millions de francs.

Si ce chiffre ainsi généralisé est fou, quand il est réduit à la culture de la betterave est-il donc plus raisont nable?

Les protectionnistes, tous ceux qui veulent dépecer

à leur profit l'intérêt général ont une abondance de prétextes vraiment admirable. On avait invoqué aussi en faveur de la loi de 1884 l'intérêt des ouvriers agricoles.

Or, d'après la statistique des contributions indirectes qui présente, comme garantie d'exactitude, son côté fiscal, il y avait, en 1884, 43.886 hommes employés dans les fabriques de sucre, 6.749 femmes, 6.080 enfants; en 1899-1900, il n'y a plus que 42.812 hommes, 3.426 femmes, 2.489 enfants. Leur salaire était, en 1884, de 3 fr. 90 pour les hommes, de 1 fr. 92 pour les femmes, de 1 fr. 73 pour les enfants; en 1899-1900, il n'était plus que de 1 fr. 87 pour les hommes et de 1 fr. 66 pour les enfants. Il s'était élevé seulement à 2 fr. 06 pour les femmes.

Relativement à nos exportations, le sucre n'est jamais arrivé à compter pour 4 0/0 dans l'ensemble de nos exportations.

En 1899, nous avons payé 86.781.000 francs de bonis, de primes, de détaxe pour en exporter pour moins de 102 millions, soit 85 0/0; en 1900, nous avons payé 103 millions pour exporter 158 millions, soit 61 0/0!

Voilà un des profits les plus caractéristiques que retire la France de sa politique protectionniste.

En même temps, comme le sucre est chargé d'un droit de consommation de 60 francs, d'une taxe de raffinage de 4 francs, d'une prime d'exportation et encore d'un petit droit qui donnent une constante de 67 francs par quintal de sucre, il en résulte que le con sommateur au détail ne peut bénéficier de la baisse du prix du sucre.

En même temps, la prime mange l'impôt. L'année dernière, le droit de consommation de 60 francs n'a rapporté au Trésor que 40 fr. 33. Vous voyez, cette année, les sucres présenter un déficit de 40 millions.

LE BLÉ

La charge que la politique protectionniste met sur le consommateur a un double résultat : elle augmente

les difficultés de la vie et, en même temps, restreint son pouvoir d'achat.

M. des Essars a fait à la *Société de Statistique*, dans la séance du 16 octobre, une intéressante communication sur la répercussion des droits de douanes.

Il a comparé les prix du blé sur les trois marchés de Paris, Londres, Bruxelles, droit de douane déduit :

Blé, droit déduit :

	Paris	Londres	Bruxelles
	—	—	—
1895.........	11 86	13 33	13 20
1896.........	12 13	15 91	15 60
1897.........	18 32	18 17	18 16
1898.........	19 42	20 67	20 80
1899.........	13 02	15 74	16 16
1900.........	12 96	16 44	16 83
Moyenne ...	14 61	16 71	16 74

Avec le droit de 7 fr., cela fait 21 fr. 61 à Paris, avec une différence de 4 fr. 90 sur le prix de Londres et de 4 fr. 82 sur le prix de Bruxelles.

Dans une brochure qui a paru en 1886 dans la collection des publications du Cobden Club, j'avais montré à l'aide d'un graphique que lorsque les récoltes étaient abondantes le droit de douanes n'avait jamais son plein effet et qu'il l'avait, au contraire, quand les récoltes étaient mauvaises : de sorte qu'on arrive à ce résultat : le droit de douanes est impuissant pour relever le prix du blé quand les agriculteurs en ont beaucoup à vendre et il ne joue pleinement que quand ils n'en ont pas à vendre. Du reste, ils continuent à se plaindre. N'avons-nous pas assisté cette année même aux discussions relatives à l'admission temporaire où les agriculteurs ont répété leurs lamentations ? Hier, la Chambre des députés a enlevé à la meunerie la liberté d'approvisionnement de matière première. Les grands propriétaires, les membres de la Société des Agriculteurs continueront à demander de nouvelles faveurs au Gouvernement de la République et à se plaindre qu'elle les ruine.

Pendant ce temps, l'ouvrier, le mangeur de pain, qui,

dans beaucoup de localités ne consomme pas encore du pain de froment pur et suffisamment bluté, ne proteste pas qu'on lui fasse payer un droit de 60 ou 70 0/0 du prix de revient du blé : et cependant cet impôt est effroyable.

En 1900, nous avons importé 8 millions de quintaux de blé. Le contribuable français a payé 56 millions à la douane; mais, à côté, si le droit de 7 fr. a joué sur les 70 millions de quintaux qui ont passé sur les marchés, c'est 490 millions à ajouter. Voilà donc un impôt indirect de plus de 500 millions, dont neuf dixièmes sont prélevés au profit de 15 0/0 des propriétaires fonciers sur les consommateurs de pain. Admettons que le droit ne se soit élevé qu'à la moyenne dégagée par le calcul de M. des Essars, soit 4 fr. 90, c'est 343 millions d'impôt au profit d'une minorité sur le plus grand nombre.

Ah ! dans notre démocratie, nous avons une singulière manière de comprendre la formule d'Helvetius, importée en Angleterre par Friestley, popularisée par Bentham : notre politique économique consiste à sacrifier le plus grand nombre des moins aisés au plus petit nombre des plus aisés.

Il n'y a qu'une chose plus admissible, c'est la facilité avec laquelle les intéressés acceptent cette situation et refusent de s'en rendre compte. Ils demandent toutes sortes d'impossibilités, et ils négligent la chose la plus simple, l'application de cette maxime : « On ne doit l'impôt qu'à l'Etat. »

LES PRIX DE DÉTAIL

Mon collaborateur et ami M. Macquart a comparé les chiffres du catalogue de Spiers et Spons, contrôlés par une dame anglaise qui nous a déclaré qu'ils représentaient bien la moyenne des prix de la vie à Londres, à ceux de la maison Potin. Il pourra vous donner les résultats de son travail.

M. des Essars a relevé pour *46 articles* le prix de catalogue des grandes maisons d'épicerie à Paris et à

Londres et, supposant que l'acheteur eût acheté une unité de chacun des articles qu'il a pu identifier, il a trouvé qu'il aurait dépensé 109 fr. 95 à Paris et 84 fr. 09 à Londres. Soit exactement 30,18 0/0 de plus à Paris qu'à Londres, mais dans les prix français il faut compter 11 fr. 34 de prix de douane et d'octroi et seulement 1 fr. 57 dans les prix anglais, de sorte que finalement à Paris le prix net de la marchandise est de 98 fr. 61 et de 82 fr. 52 à Londres, soit encore un écart de 16 fr. ou de 19 0/0 au détriment de Paris.

Il est certain que dans l'écart de 30,78 0/0 entre les prix de Paris et de Londres il y a autre chose que les 11,66 0/0 des droits de douane et d'octroi, mais on ne peut pas affirmer que la protection n'agisse pas dans l'espèce en gênant le commerce et en faisant prendre aux marchandises le chemin des marchés libres de préférence à celui des marchés protégés et en obligeant les détaillants à faire une avance de droits sur laquelle il prennent leur bénéfice, tout comme sur la marchandise elle-même.

Les protectionnistes doivent se réjouir de cette cherté puisque leur politique a pour but de la provoquer : mais les consommateurs ne l'inscrivent pas à leur actif.

CE QUE NOUS ACHETONS ET CE QUE NOUS VENDONS

Je sais l'argument que donnent les protectionnistes. Ils ne peuvent contester ces vérités, mais ils disent que la politique protectionniste convient à la France.

Pourquoi ?

Il suffit de comparer le poids et le prix de la tonne des objets que nous importons et le prix de la tonne des objets que nous exportons pour comprendre l'incohérence de cette politique.

Pendant la période de 1887-1891, il y avait entre la tonne importée et la tonne exportée une différence de prix en faveur de cette dernière de 376 fr.; pendant la période de 1892-1896, une différence de près 312 francs

Voici les chiffres pour 1899 :

Si nous divisons le total des valeurs par le total des poids, nous trouvons les prix suivants :

	Prix de la tonne
Exportation..................Fr.	495
Importation	178
	317

Quand la tonne importée vaut 100 fr., la tonne exportée vaut 278 fr.

Cette différence se produit même dans les objets fabriqués. Tandis que la tonne d'objets fabriqués importés ne vaut que 928 fr., celle des objets fabriqués que nous exportons vaut 2.048 fr., soit une différence de 1.120 francs.

Quand la tonne d'objets fabriqués que nous importons vaut 100 fr., la tonne que nous exportons vaut 220 francs.

Que prouvent ces chiffres ? C'est que nous exportons des objets chers : mais comment obtenons-nous ces objets chers? Nous les obtenons avec des matières premières dont nous nous procurons une grande partie à l'étranger ; et ces industries ont pour matières premières, quantités d'objets qui sont soumis aux droits de douanes et dont le prix est relevé d'autant sur le marché.

Quels sont les dix objets qui viennent en tête de nos importations ? ce sont des matières premières ou des objets d'alimentation : laine en masse, vins, soies, café, houille, coton en laine, bois commun, graines et fruits oléagineux, peaux brutes, céréales, selon l'état des récoltes.

Qu est-ce que nous exportons ? des tissus de laine, est-ce que la laine a intérêt à la protection ? cette industrie a un outillage triple de ce qu'il faut pour pourvoir à la consommation française et elle prouve tous les jours qu'elle peut affronter toutes les concurrences. Des soies ? et la protection ne peut que gêner cette industrie. Des vins ? j'en ai parlé. De la tabletterie, de la bimbeloterie, des ouvrages en bois. Quel est

le besoin de cette industrie ? S'approvisionner à bon marché et avoir de larges débouchés.

Des vêtements, de la lingerie ? Tous les droits sur les tissus ne peuvent que frapper cette industrie d'arrêt de développement. De même pour les outils et ouvrages en métaux, industries qui ont besoin d'avoir la liberté du choix et le bon marché de la matière première. De même encore pour les peaux préparées.

Il est vrai que dans les dix principaux objets de notre exportation, comptent les tissus de coton, industrie protégée ; mais quelquefois il y a des exportations qui sont des liquidations.

Le protectionnisme provoque la surproduction en même temps qu'il ferme les débouchés. Vous savez que l'année dernière les cotonniers des Vosges ont dû liquider leurs stocks en les vendant à Manchester au-dessous du prix, par conséquent, de la fabrication anglaise.

Ces dix marchandises qui représentent 40 0/0 du total de nos exportations, caractérisent notre commerce.

Et quels sont nos clients ? Nous avons sept grands clients : la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Espagne, l'Italie, la Suisse. Sur ces sept clients, les trois premières absorbent la moitié du total de nos exportations. La Grande-Bretagne, en 1899, a absorbé 1.238 millions de nos exportations sur un total de 4.152 millions, soit 29 0/0 ; et il y a d'autres années où la proportion dépasse 30 0/0, comme en 1897.

Quel est le but de la politique protectionniste ? rendre plus difficile les approvisionnements qui sont indispensables à nos industries ; élever le prix de la vie de manière que nos industriels soient placés dans cette alternative ou payer des salaires élevés ou n'avoir que des ouvriers obligés à des privations.

Nous nous appliquons à accumuler sur nos produits des surcharges de toutes sortes, comme si nous trouvions que la concurrence est trop facile sur le marché du monde où notre protection ne peut plus suivre nos produits. Nous arrivons à une monomanie protectionniste : chaque fois qu'un objet parvient à traverser la

frontière, vite une augmentation des droits de douane. Cette année, on a protégé le chou national destiné à la choucroute. Quelle victoire!

Nous donnons un bien mauvais exemple aux autres peuples; et quand un peuple se protège, c'est à son détriment, d'abord, mais c'est aussi au détriment des autres.

Certes, je ne suis pas pessimiste.

Les protectionnistes considèrent que tout étranger est un ennemi. Ils se servent d'une foule de métaphores guerrières. Ils redoutent l'invasion des produits étrangers, à moins que ce ne soit l'inondation, un autre genre de fléau.

Les libre-échangistes ont au moins une supériorité. Ils considèrent que les hommes de nations différentes doivent plutôt essayer d'échanger des produits que de mauvais procédés; au lieu de les traiter en adversaires, ils les considèrent comme des fournisseurs et des clients; et ils répètent le mot de Quesnay : « Les marchands des autres nations sont nos propres marchands. » (*Applaudissements prolongés.*)

La France et le Protectionnisme

RÉPONSE DE M. EDMOND THÉRY

Monsieur le Président, Messieurs,

En acceptant l'aimable invitation de votre honorable Président, je n'ai obéi qu'à une seule préoccupation : Expliquer aux membres de la Chambre de Commerce britannique de Paris c'est-à-dire à des citoyens anglais, les véritables motifs qui ont poussé la France à la Réforme douanière de 1892, et leur montrer, par des chiffres irrécusables, les avantages économiques que notre pays a retirés de cette réforme.

J'ai, personnellement, une réelle sympathie et une profonde admiration pour la grande nation anglaise dont je connais le sens pratique, l'esprit de suite et l'énergique persévérance. C'est dans l'histoire économique de l'Angleterre que j'ai puisé mes principales notions d'économie politique et je serais très heureux si je pouvais, par de loyales explications, contribuer à dissiper les préventions que vous avez contre le protectionnisme français.

Mais je ne me suis pas un instant dissimulé que j'assumais une tâche extrêmement lourde, et particulièrement délicate, en consentant à venir discuter devant vous la question proposée, parce que je savais que vous étiez tous, par origine et par profession, de fervents adeptes de la liberté commerciale, et que j'aurais pour contradicteur mon ami M. Yves Guyot, dont j'apprécie le grand talent et

qui jouit de la réputation méritée d'être le champion français du libre-échange.

J'ai donc besoin de votre indulgence et de toute votre attention pour suivre, point par point, la démonstration que je vais essayer de vous faire. Il est d'ailleurs utile, je dirai même nécessaire, de connaître les arguments de ses contradicteurs. M. Yves Guyot a parlé selon vos idées, et il l'a fait d'une manière réellement éloquente; je vous demande d'écouter avec la même bienveillance la thèse contraire. Mais, avant d'aborder le fond de notre sujet, je tiens à vous déclarer que mon but n'est pas de vous rallier à la doctrine protectionniste. Cette formule économique, pour des raisons que je pourrais vous expliquer scientifiquement, peut en effet servir les intérêts généraux de notre pays, mais rien ne prouve qu'elle donnerait les mêmes résultats à l'Angleterre, si elle y était appliquée. Je veux simplement tenter de détruire cette double légende : 1° que la Réforme douanière de 1892 a été un acte d'agression à l'égard des pays étrangers; 2° que les protectionnistes sont constamment animés de sentiments hostiles pour leurs concurrents du dehors, notamment pour les Anglais.

C'est une double erreur! Le régime protectionniste français de 1892 n'a été qu'un acte de sauvegarde, de préservation économique, car il ne faut pas oublier, Messieurs, que la France a été précédée dans cette voie par les Etats-Unis, l'Allemagne, la Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, pour ne citer que ces grandes puissances commerciales.

Les protectionnistes français ont voulu profiter des transformations de législation douanière qui s'opéraient autour d'eux pour régulariser notre tarif douanier et le mettre en harmonie avec les conditions générales que les pays étrangers adoptaient

successivement ; mais, je puis vous l'affirmer, il n'y a eu de leur part aucune pensée agressive ni contre l'Angleterre, ni contre aucun autre pays.

La France, vous le savez, est, avant tout, un pays agricole ; c'est son agriculture qui est la base de sa puissance économique, qui constitue sa principale richesse, et qui lui a permis de traverser victorieusement toutes les crises qu'elle a subies depuis deux siècles. La Réforme de 1892 la concernait tout particulièrement et M. Yves Guyot a eu raison de vous dire que ce sont les centres agricoles qui l'ont réclamée avec le plus d'énergie et qui l'ont fait aboutir au Parlement. Il s'agit maintenant, après huit années d'expérience pratique, de savoir non seulement si la Réforme de 1892 a bien donné les résultats qu'on en espérait pour l'agriculture française, mais de savoir aussi si ces résultats ont été obtenus sans porter atteinte à l'industrie et au commerce français considérés dans leur ensemble.

M. Yves Guyot, au commencement de son discours, a déclaré qu'il ne suivrait peut-être pas complètement le programme tracé par votre Président, programme que je résume d'un mot : « *La France a-t-elle amélioré sa situation économique par la protection?* et il n'a, en effet, examiné que quelques questions particulières, telles que celles du blé, du sucre, du vin et de la marine marchande, sans présenter des chiffres d'ensemble. Je me propose, quant à moi, de rester strictement dans le cadre du sujet proposé : Mais pour rendre la discussion plus complète, j'élargirai un peu ce cadre pour y faire entrer les questions spécialement traitées par M. Yves Guyot.

1. MÉTHODE D'EXAMEN

Pour savoir si la Réforme douanière de 1892 a eu des résultats économiques favorables ou défavorables pour la France, il faut nécessairement consulter notre statistique nationale et établir des comparaisons. Mais pour éviter toute critique et toute contestation, je me garderai bien de prendre — comme on le fait souvent dans les discussions de cette nature — les chiffres isolés d'une année quelconque pour les opposer aux chiffres d'une autre année quelconque.

Ces comparaisons partielles ne sont pas en effet des preuves décisives, car les résultats d'une année prise isolément (qu'il s'agisse de commerce, d'agriculture ou d'industrie) peuvent avoir été influencés par des circonstances particulières ou anormales, qui n'existaient pas pendant les années précédentes, ou qui ne se retrouveront plus par la suite.

Ce n'est qu'en prenant pour termes de comparaison des moyennes annuelles, résultant de périodes suffisamment longues, qu'on peut discuter avec certitude et discerner la vérité.

Notre nouveau régime douanier date de 1892. Huit années se sont accomplies depuis sa mise en vigueur, abstraction faite de l'année de la Réforme. Si nous observions, d'une part, tous les éléments de l'activité économique de la France pour chacune de ces huit années : 1893 à 1900 inclus, et si nous les totalisions pour en dégager la moyenne annuelle générale ; puis, d'autre part, si nous dressions la même statistique pour la période des huit années qui ont précédé l'année 1892, la période 1884-1891 : nous obtiendrions évidemment des résultats comparables entre eux.

Cette méthode d'examen aurait le triple avantage : 1° d'être rationnelle, car il n'y a pas de moyen de comparaison plus rigoureux ; 2° d'être indiscutable, car elle s'appuierait sur les chiffres de notre statistique officielle ; 3° d'être, enfin, aussi équitable que possible, car chaque période observée comprendrait une année d'Exposition.

C'est ce travail que j'ai préparé pour vous, mais avant de m'en servir je tiens à savoir si vous en acceptez le principe et s'il correspond bien au programme que votre honorable Président m'a tracé.

M. W.-C. Robertson, président de la Chambre de Commerce britannique de Paris. — Parfaitement !

M. Edmond Théry. — Je commence alors par l'examen de notre commerce extérieur.

2. LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE DE 1884 A 1900

En 1884, la valeur totale de nos importations s'élevait à 4.343 millions de francs, comprenant 2.227 millions de matières premières nécessaires à l'industrie ; 678 millions d'objets fabriqués et 1.438 millions de produits alimentaires. La valeur de nos exportations ne dépassait pas 3.232 millions de francs, décomposés ainsi : matières premières, 762 millions ; objets fabriqués, 1.674 millions ; produits alimentaires, 783 millions, et colis postaux, 13 millions. Le déficit de notre balance commerciale, c'est-à-dire l'excédent des importations étrangères en France sur les exportations françaises à l'étranger, atteignait 1.111 millions de francs.

En procédant ainsi, année par année, de 1884 à 1900 inclus, nous avons le tableau suivant :

Commerce extérieur de la France de 1884 à 1900
(Millions de francs)

Années	Importations (Commerce spécial)				Exportations (Commerce spécial)					Déficit commercial
	Matières premières	Objets fabriqués	Objets d'alimentation	Total des importations	Matières premières	Objets fabriqués	Objets d'alimentation	Colis postaux	Total des exportations	
1884	2227	678	1438	4343	762	1674	783	13	3232	1111
1885	2041	592	1455	4088	710	1609	750	19	3088	1000
1886	2100	568	1541	4209	775	1715	732	27	3249	960
1887	2036	567	1423	4026	807	1703	703	33	3246	780
1888	2058	542	1507	4107	816	1666	727	38	3247	860
1889	2303	572	1442	4317	943	1884	838	39	3704	613
1890	2383	609	1445	4437	899	1951	855	48	3753	684
1891	2457	658	1653	4768	846	1863	809	62	3570	1198
Moyennes	2201	598	1488	4287	818	1758	775	35	3386	901
1892	2173	615	1400	4188	823	1821	759	58	3461	727
1893	2220	573	1061	3854	784	1669	711	73	3237	617
1894	2104	548	1198	3850	755	1578	666	79	3078	772
1895	2101	583	1035	3719	873	1793	591	117	3374	345
1896	2174	618	1007	3799	836	1767	652	146	3401	398
1897	2319	608	1029	3956	944	1770	721	163	3598	358
1898	2349	618	1506	4473	932	1708	663	207	3510	963
1899	2840	727	951	4518	1210	2078	675	190	4153	365
1900	3036	843	819	4698	1085	2039	769	216	4109	589
Moyennes	2339	640	1076	4109	927	1800	681	149	3557	552
1901 (1)	*3124*	*789*	*802*	*4715*	*1091*	*2063*	*778*	*234*	*4166*	*549*

Les exportations contiennent une division qui ne figure pas aux importations : il s'agit des *colis*

(1) Chiffres provisoires.

postaux, dont la valeur déclarée est passée de 13 millions de francs en 1884, à 216 millions en 1900. D'après les renseignements recueillis par la Commission des valeurs en douane, il résulte que ces colis sont répartis d'une manière à peu près égale en *objets fabriqués* et en *produits alimentaires*, les objets fabriqués comprenant surtout des articles de Paris, et les produits alimentaires : des fruits, des primeurs, des volailles, du beurre, du fromage, etc...

Donc, en augmentant la valeur respective de l'exportation de nos *objets fabriqués* et de nos *produits alimentaires* de la moitié de la valeur des *colis postaux* exportés de France, nous serons dans la vérité des choses et, en tous les cas, nous ne modifierons point les résultats d'ensemble.

En dégageant la moyenne annuelle des deux périodes respectives pour chacune des catégories de notre commerce extérieur, nous trouvons les résultats ci-après :

Décomposition du Commerce extérieur de la France

Millions de francs.

Désignation	Moyennes annuelles		Différences pour 1893-1900
	1884-91	1893-1900	
Importations			
Matières premières.....	2.201	2.393	+ 192
Objets fabriqués.......	598	640	+ 42
Produits alimentaires..	1.488	1.076	— 412
Totaux..........	4.287	4.109	— 178
Exportations			
Matières premières.....	818	927	+ 109
Objets fabriqués.......	1.775	1.875	+ 100
Produits alimentaires..	793	755	— 38
Totaux..........	3.386	3.557	+ 171
Déficit commercial...	901	552	— 349

Cette première comparaison nous démontre déjà que la Réforme douanière de 1892 n'a pas été pour la situation commerciale de la France, prise dans son ensemble, aussi défavorable que les partisans du libre-échange absolu l'affirment journellement, puisque, en fin de compte, nos exportations ont augmenté en valeur de 171 millions de francs.

3. LES PRODUITS ALIMENTAIRES

Il est vrai que l'importation des produits alimentaires étrangers a diminué de 412 millions de francs entre les deux périodes et que les adversaires de la Réforme douanière de 1892 s'emparent de ce fait pour nous dire : « Vous voyez bien que le « régime protecteur ruine le commerce extérieur de « la France, puisqu'il y a diminution dans la va- « leur d'ensemble de ce commerce ! »

Il faut nous entendre : Nous savons que la Réforme de 1892 a eu surtout pour objectif la défense de notre production agricole, sérieusement compromise par la concurrence des pays nouveaux. Or, je suis bien à mon aise pour examiner cette question devant vous, puisque l'Angleterre n'est pas un pays d'exportation agricole et que ce n'est ni contre votre blé, ni contre votre sucre, ni contre votre vin, ni contre vos alcools que nous avons voulu protéger les produits similaires français.

Pendant la période 1884-1891, la différence moyenne entre la valeur des produits alimentaires que nous tirions de l'étranger et des produits de même nature que nous y exportions, a été de

695 millions de francs à notre détriment. Pour l'année 1891, qui a immédiatement précédé la Réforme de 1892, ce préjudice s'est même élevé à 819 millions de francs. Pendant la période 1893-1900, le préjudice moyen annuel n'a plus été que de 321 millions, et, pour l'année 1900, la dernière de la période observée, année d'Exposition au cours de laquelle nous avons dû nourrir une population étrangère certainement plus importante que celle des années précédentes, la valeur de nos exportations alimentaires à l'étranger, a, au contraire, *dépassé* de 58 millions de francs la valeur de toutes nos importations étrangères de même nature.

Il est donc évident, qu'en ce qui touche spécialement l'agriculture française, la Réforme douanière de 1892 a complètement atteint son but puisque, malgré les objets d'alimentation d'origine exotique, tels que le café, le cacao, le thé, les épices, etc... que le sol français ne peut produire et qui entrent cependant chaque année dans notre consommation alimentaire pour plusieurs centaines de millions de francs, notre agriculture suffit actuellement à tous les besoins de la population résidant en France, car ses exportations particulières à l'étranger compensent les importations de tous les produits alimentaires qui nous viennent du dehors, y compris ceux que nous pouvons récolter chez nous.

Mais est-il vrai que ces résultats n'ont pu être obtenus qu'au détriment des consommateurs français eux-mêmes, de notre production industrielle, et de notre activité commerciale, ainsi que M. Yves Guyot l'a affirmé devant vous? Je vais ici me

placer sur le terrain choisi par mon éloquent adversaire et vous démontrer — toujours en m'appuyant sur les chiffres de notre statistique officielle, les seuls d'ailleurs que l'on puisse utiliser dans une semblable étude — 1° que la Réforme douanière de 1892 n'a porté aucun préjudice aux consommateurs français, car l'arrêt des importations alimentaires étrangères a eu pour contrepartie une augmentation plus considérable encore de la production agricole française; 2° que tous les éléments de notre, activité industrielle, commerciale et financière de la période 1893-1900, comparés aux mêmes éléments de la période 1884-1891, sont également en progression.

J'ai préparé, spécialement à votre intention, une série de tableaux dont je ne vous donnerai — pour ne pas vous fatiguer — que les moyennes et résultats d'ensemble : Mais vous en trouverez les détails, année par année de 1884 à 1900, dans le compte rendu in-extenso de mon discours.

4. LA QUESTION DU BLÉ

M. Yves Guyot vous a d'abord parlé de la question du blé. C'est, en effet, la question qui intéresse le plus l'agriculture française et, pour vous en prouver l'importance, il me suffira de vous établir, d'après la statistique officielle de notre Ministère de l'Agriculture, l'état de nos récoltes annuelles, de nos besoins, de nos demandes à l'étranger et le prix moyen annuel du blé en France pour les deux périodes considérées :

Production, importations nettes, consommation et prix du blé en France de 1884 à 1900

Années	Production française	Excédents des importatio^s sur les exportatio^s	Quantités mises à la disposition de la consomm.	Prix moyen annuel de l'hectolitre en France
	Millions d'hectolitres			Francs
1884	114.2	14.8	129.0	17.76
1885	109.9	8.9	118.8	16.80
1886	107.3	9.8	117.1	16.94
1887	112.4	12 2	124.6	18.13
1888	98.7	15.5	114.2	18.37
1889	108.3	15.6	123.9	18.45
1890	116.9	14.5	131.4	19.05
1891	77.3	27.3	104.6	20.58
Moyennes.	105.7	14.8	120.5	18.26
1892	109.5	25.7	135.2	17.87
1893	97.8	13.3	111.1	16.55
1894	122.5	16.5	139.0	15.21
1895	120.0	6.4	126.4	14.40
1896	119.7	2.2	121.9	14.82
1897	86.9	6.9	93.8	18.85
1898	128.0	26.2	154.2	19.90
1899	128.4	1.7	130.1	15.35
1900	114.9	1.6	116.5	14.77
Moyennes.	114.8	9.3	124.1	16.23
Diff. entre les 2 périodes..	+ 9.1	— 5.5	+ 3.6	—2.03
1901 (1).......	*107.2*	*1.6*	*108.8*	*15.21*

Ce tableau relève quatre faits : 1° la production annuelle du blé en France a augmenté en moyenne de 9.100.000 hectolitres pendant la seconde période ; 2° l'importation nette (c'est-à-dire les importations de blés et de farines, déduction faite des exportations de même nature : le tout converti en

(1) Chiffres provisoires.

hectolitres de blé) a diminué de 5.500.000 hectolitres; 3° les quantités disponibles mises à la disposition de la consommation indigène ont augmenté en moyenne de 3.600.000 hectolitres; 4° le prix moyen de l'hectolitre de blé, à l'intérieur de la France, a diminué de 2 fr. 03.

Cela revient à dire que si, pendant la seconde période, on a importé en France beaucoup moins de blé étranger que pendant la première, c'est simplement parce que notre production nationale a sensiblement progressé. La double conséquence de cette progression, c'est que la quantité de blé mise annuellement à la disposition de la consommation française a augmenté, et cela signifie qu'on a mangé en France plus de pain blanc, malgré la diminution des importations étrangères, et que le prix moyen de l'hectolitre de blé, c'est à-dire le prix moyen du pain blanc, a lui-même diminué de plus de 11 0/0 par rapport à la période précédente.

Voilà comment se traduit cette fameuse *politique du pain cher* qu'on lance à tout instant à la tête des protectionnistes.

Il est vrai que le droit de douane à payer par le blé étranger importé en France — droit qui était de 3 fr. par 100 kilos en 1883, de 5 fr. en 1887 et qui a été porté à 7 fr. par la loi du 27 février 1894 — relève, dans notre pays, le prix du blé par rapport au prix des pays où l'importation de ce produit de première nécessité est libre. M. Yves Guyot vous a cependant dit que ce relèvement n'atteignait la valeur du droit que quand les récoltes étaient mauvaises et que, dans le cas contraire, avec des récoltes abondantes, il était impuissant à maintenir le prix du blé en France à la parité du droit. C'est exact ! Mais ce phénomène,

que M. Yves Guyot critique, est précisément la justification du droit de douane français et sa raison d'être.

On a voulu protéger la culture du blé en France parce qu'on savait pertinemment que si, par suite de la concurrence des pays nouveaux — pouvant, grâce à la fertilité naturelle de leur sol, produire le blé à un très bas prix de revient —, nos agriculteurs se trouvaient dans la cruelle nécessité de sacrifier cette culture primordiale : la moitié au moins de nos terres à blé devraient être abandonnées, car il serait impossible d'y faire pousser d'autres récoltes que du blé.

« Qu'importe, répondent les libre-échangistes, le préjudice de cet abandon ne pèserait que sur une petite minorité : les grands propriétaires terriens. Les petits cultivateurs continueraient à produire du blé pour leur consommation personnelle et l'ensemble des consommateurs français — qui sont la grande majorité — paierait le pain moins cher ! » Est-ce bien vrai ? Qui peut en effet prouver que si la production du blé français diminuait du tiers ou de la moitié, comme cela est arrivé en Angleterre, le prix du blé en France, malgré la suppression de tout droit protecteur, baisserait sensiblement ? Personne ne peut apporter cette preuve, parce qu'il faudrait d'abord démontrer que cette diminution de la production française ne ferait pas hausser le prix du blé aux Etats-Unis.

« Le droit de douane, a dit M. Yves Guyot, n'a jamais son plein effet lorsque les récoltes sont abondantes. » C'est exact : Si l'on compare le prix du blé sur le marché de Paris (qui est à peu de chose près le prix moyen du marché français) au prix moyen du marché de Londres ou de Liverpool, on constate que, depuis le 27 février 1894, date de l'ap-

plication du droit de 7 fr. par quintal métrique, jusqu'à l'époque actuelle, ce droit n'a pleinement joué que sous l'influence de la mauvaise récolte de 1897, c'est-à-dire du mois de juin 1897 au 4 mai 1898, jour où le droit fut complètement suspendu.

Du 4 mai 1898 au 1er juillet suivant, jour où il fut rétabli, le prix du quintal se traita, en moyenne, entre 3 et 5 fr. plus cher à Paris qu'à Liverpool ; cet écart moyen s'est maintenu jusqu'en juin 1899 (3 fr. 90 par quintal), mais l'excellente récolte de 1899, arrivant après celle de 1898, le fit progressivement diminuer et nous ne le trouvons plus qu'à 1 fr. 87 au commencement de 1900.

Le jeudi 4 janvier 1900, le quintal de blé valait, en effet, 16 fr. 38 à Liverpool et 18 fr. 25 à Paris, droit payé.

La récolte française de 1900 ayant été moins bonne que celle de 1899 (114.900.000 hectolitres, contre 128.400.000) l'écart s'est légèrement tendu dans le second semestre 1900: nous le trouvons à 2 fr. 62 le jeudi 3 janvier 1901. La perspective d'une récolte déficitaire pour 1901 l'a porté à 3 fr. 46, au commencement de juin. La statistique officielle du Ministère de l'Agriculture ayant confirmé ces prévisions (107.200.000 hectol., contre 114.900.000 en 1900), l'écart s'est relevé et il était, hier 24 octobre 1901, exactement de 4 fr. 77 (1).

Cela démontre que le droit de 7 fr. ne jouera plus du tout le jour prochain où le but du protectionnisme sera atteint, c'est-à-dire quand la production française dépassera, même légèrement, les besoins de la consommation nationale. Ce jour-là, le droit ne pèsera plus sur la consommation indi-

(1) Au 1er Mai 1902 l'écart était de 5 fr. 39.

gène, parce que le prix du quintal de blé, en France, sera identique au prix de Liverpool, mais son maintien permettra à l'agriculture française, quoique il advienne à l'étranger, de rester à la hauteur des besoins de la consommation nationale et de conserver la clientèle de notre marché intérieur, pour le plus grand bien du pays.

5. LA QUESTION DU SUCRE

M. Yves Guyot a été particulièrement dur pour la législation sucrière de 1884 et pour la loi du 7 avril 1897, accordant une prime de 3 fr. par 100 kilogrammes au sucre français exporté à l'étranger. M. Yves Guyot a oublié de vous dire que la législation de 1884 a été le salut de notre industrie sucrière et que, sans elle, la France, aujourd'hui, ne produirait probablement pas plus de sucre que l'Angleterre.

En effet, ce n'est pas notre pays qui a inventé le régime de la protection sucrière; il a été devancé par plusieurs pays de l'Europe, et notamment par l'Allemagne, qui protège cette industrie depuis quarante années et qui a renforcé, au lendemain de la guerre, cette protection par des mesures indirectes dont il est inutile de parler ici. Qu'il me suffise de vous dire que la production sucrière allemande. qui n'était que de 186.000 tonnes en 1871-72, atteignait 1.746.000 tonnes en 1884-85, et que, sous l'influence de la concurrence allemande, la production française, pendant la même période, était tombée de 337.000 à 273.000 tonnes.

La législation sucrière de 1884 a été maintenue en 1892 et, avant de vous parler de la loi du 7 avril 1897, relative à la prime de 3 fr., laissez-moi vous

donner le tableau de la production sucrière française pendant les deux périodes observées :

Production du Sucre en France de 1883-84 à 1900-1901
(Quantités exprimées en sucre raffiné)

Campagnes	Tonnes
Moyenne de 1877 à 1884	342.845
1884-85	272.962
1885-86	265.084
1886-87	434.043
1887-88	344.744
1888-89	412.523
1889-90	699.365
1890-91	615.242
1891-92	577.821
Moyenne	452.723
1892-93	523.966
1893-94	514.788
1894-95	704.454
1895-96	593.646
1896-97	668.545
1897-98	730.067
1898-99	737.902
1899-1900	869.260
1900-1901	1.040.294
Moyenne	732.370
Différence entre les deux périodes	+ 301.124

Vous le voyez, Messieurs, la législation sucrière de 1884 a pleinement rempli son but, car notre production indigène, exprimée en sucre raffiné, qui n'avait été en moyenne que de 342.845, tonnes pendant la période 1877-1884, et qui, sous l'influence

de la concurrence allemande, était tombée à 272.962 tonnes pour la campagne 1884-85, et même à 265.084 tonnes pour la campagne 1885-86, s'est progressivement relevée jusqu'à 1.040.294 tonnes, chiffre de la dernière campagne 1900-1901, finie le 31 août dernier. La moyenne de la production annuelle, pour les deux périodes comparées, a été de 452.723 tonnes pour 1884-92 et de 732.370 tonnes pour 1893-1901, soit une augmentation de 301.124 tonnes, ou de 66 0/0.

La production indigène se calcule par *Campagne*, commençant le 1er septembre et finissant le 31 août de l'année suivante.

La campagne sucrière est ainsi à cheval sur deux exercices fiscaux ; mais pour examiner le mouvement sucrier entre la France et l'étranger, nous sommes obligés d'utiliser notre statistique douanière qui est établie d'après l'année fiscale allant du 1er janvier au 31 décembre.

Le tableau suivant, nous donnant le mouvement annuel de nos importations, de nos exportations et de notre balance sucrières, le prix moyen annuel du quintal de sucre en France (en raffiné et tous droits payés) et le produit net que les impôts payés par les consommateurs ont fait entrer au Trésor — déduction faite de tous les bonis et primes abandonnés aux producteurs et aux exportateurs — est donc établi d'après les résultats des années fiscales, contrairement au précédent tableau qui résume simplement les résultats, en production, des campagnes sucrières des deux périodes 1884-1891 et 1893-1900 :

Mouvement sucrier entre la France et l'Etranger
de 1884 à 1900
(Milliers de tonnes)

Années	Importations			Exportations françaises à l'étranger	Balance sucrière de la France	Prix moyen du sucre raffiné (Droits payés)	Produit *net* de l'impôt sur le sucre
	Etrangères	Coloniales françaises	Importations totales			100 k. en fr.	Mil^ons de fr.
Moyen. de 1877 à 83.	109.3	74.2	183.5	180.3	— 3.2	129 44	167 2
1884.......	155.8	66.5	222.3	133.7	— 88.6	103 33	176.7
1885.......	146.3	98.7	245.0	75.6	—169.4	103 64	171.6
1886.......	51.9	88.2	140.1	138.2	— 1.9	95 45	137.5
1887.......	40.0	107.3	147.3	158.9	+ 11.6	97 55	131.5
1888.......	69.4	113.4	182.8	155.2	— 27.6	105 88	158.6
1889.......	45.6	99.4	145.0	255.0	+110.0	114 43	144.0
1890.......	47 4	92.3	139 7	324.5	+184.8	105 21	171.6
1891.......	64.7	87.3	152.0	265.1	+113.1	106 09	196.3
Moyennes.	77.6	94.1	171.7	188.2	+ 16.5	103 95	161.0
1892.......	66.0	90.9	156.9	213.8	+ 56.9	104 17	204.0
1893.......	31.6	100.3	131.9	246.5	+124.6	112 84	194.9
1894.......	61.1	99.7	160.8	291.4	+130.6	104 16	196.0
1895.......	44.8	86.3	131.1	214.8	+ 83.7	98 56	189.3
1896.......	32.4	112.7	145.1	107.2	— 37.9	100 32	192.7
1897.......	2.2	109.5	111.7	307.1	+195.4	96 19	185.5
1898.......	20.4	88.5	108.9	150.9	+ 42.0	103 29	184.3
1899.......	3.3	92.7	96.0	357.0	+261.0	104 61	196.0
1900.......	»	82.8	82.8	549.5	+466.7	104 20	185.6
Moyennes.	24.5	96.5	121.0	279.3	+158.3	103 02	190.5
Diff. entre les deux périodes.	—53.1	+ 2.4	—50.7	+91.0	+141.8	—0 93	+29.5

Ce tableau nous indique, Messieurs, qu'avant la législation de 1884, la production sucrière indigène suffisait tout juste à la consommation métropolitaine, puisque, pendant la période 1877-1883, l'ensemble de nos exportations annuelles à l'étranger a été, en moyenne, inférieure de 3.200 tonnes à

l'ensemble des importations de même nature : étrangères et coloniales françaises réunies. Les années 1884 et 1885, sur lesquelles la législation de 1884 n'a pu avoir d'effet immédiat, ont même présenté un déficit beaucoup plus considérable, puisque l'excédent des importations sur les exportations a été respectivement de 88.600 et 169.400 tonnes. Mais, sous l'influence de la législation nouvelle, la culture betteravière se transforme, la fabrication sucrière se perfectionne et, à partir de 1889, la production indigène, définitivement maîtresse du marché intérieur, s'ouvre de sérieux débouchés à l'étranger.

Voilà donc le grand crime de la législation de 1884 : Grâce à elle, la France se suffit aujourd'hui pour sa consommation sucrière et elle est enfin devenue exportatrice de sucre.

« — Oui, répondent les libre-échangistes, mais elle n'a obtenu ce résultat qu'à l'aide de bonis et de primes qui écrasent les consommateurs français au seul profit d'une petite minorité : 334 fabricants de sucre. »

Ceci est une question à discuter entre nous, contribuables français, mais il est extraordinaire que cette critique de notre régime sucrier soit applaudie par vous, Messieurs les Anglais, puisque vous êtes les premiers à en bénéficier.

De 1884 à 1897, date de la loi relative à la prime d'exportation de 3 francs, nous avons payé, en France, le sucre raffiné 1 fr. 03 le kilog en moyenne, tous droits compris. Vous pouvez consulter vos statistiques : pendant la même période, vous avez payé en Angleterre le même sucre raffiné environ 40 centimes le kilog.

La différence a été exactement égale au montant de l'impôt de consommation de 60 centimes, et de la taxe de raffinage de 4 centimes, que nous acquittons par kilog de sucre consommé en France, sous la forme de raffiné.

Depuis 1897, je le reconnais, le prix du sucre, en France, non compris les droits, est plus élevé que celui de l'Angleterre, à cause de la prime de 3 fr. accordée par la loi du 7 avril 1897 à chaque quintal de sucre exporté. Si je prends la cote d'hier, 24 octobre, je constate, en effet, que le sucre roux 88°, pris comme unité de comparaison, valait, le quintal, 19 fr. 50 à Paris et 17 fr. 66 à Londres, soit une différence en moins de 1 fr. 84 en faveur de ce dernier marché. Cette différence, qui a été en moyenne de 3 fr. 50 à 6 fr. pendant les années 1899 et 1900, est, aujourd'hui, sensiblement inférieure à la prime de sortie : cela tient, sans doute, à notre grande récolte de la campagne 1900-1901, et peut-être à l'impôt de 125 millions de francs, qui frappe le sucre consommé en Angleterre (un peu plus de 0 fr. 10 par kilogramme), depuis le mois d'avril dernier.

Quoi qu'il en soit, les consommateurs français payent le sucre beaucoup plus cher que les consommateurs anglais. Mais est-il vrai que cette différence existe au seul profit des 334 fabricants de sucre dont parlait M. Yves Guyot ? En 1899, la consommation indigène française a absorbé environ 448.000 tonnes de sucre, exprimé en raffiné, et le Trésor a encaissé sur cette consommation — déduction faite des bonis et de toutes les primes payées aux fabricants et exportateurs — une somme nette de 196.044.000 fr. Ce sont des chiffres

officiels. Donc le Trésor a perçu *net*, par chaque kilogramme de sucre consommé, exprimé en raffiné, environ 0 fr. 44. S'il avait perçu les 0 fr. 64 pleins, la somme encaissée par lui aurait été de 286.720.000 fr. La différence, soit 90.676.000 fr., représente l'ensemble des bonis abandonnés à l'industrie sucrière (ou plus exactement à la culture betteravière, car c'est surtout elle qui profite de ces bonis), soit environ 80 millions de francs, et 10.650.000 fr. environ de primes à l'exportation.

En 1900, cette exportation s'est élevée à 610.506 tonnes de sucre brut, représentant à peu près 550.000 tonnes de raffiné : le montant des primes à l'exportation a dû s'élever à 16.400.000 fr. environ. Cette année-là, le Trésor a perçu *net* une somme de 185.622.100 fr. sur la consommation indigène de sucre, évaluée à 455.000 tonnes. A 0 fr. 64 d'impôt par kilogramme, il aurait dû percevoir 291.200.000 fr., soit une différence de 105.578.000 francs, contre 90.676.000 fr. en 1899. En 1900, les bonis consentis par la loi de 1884 en faveur de la culture betteravière et de la fabrication sucrière auraient donc représenté environ 89 millions de francs, et la prime à l'exportation, accordée par la loi de 1897, environ 16.400.000 fr.

En calculant les 610.506 tonnes de sucre brut exportées en 1900, au prix moyen de l'année, soit 30 fr. 14 par quintal, sans impôt, on voit déjà que la valeur réelle de cette exportation représente 184 millions de francs. C'est une somme très appréciable dont notre agriculture profite d'une manière presque exclusive.

En 1900, les consommateurs français ont payé,

en moyenne, leur sucre raffiné 1 fr. 04 le kilog., tous droits et impôts compris. Sur ce prix, la part nette du Trésor a été de 0 fr. 41 cent., et celle des bonis et primes 0 fr. 23.

Cela revient à dire que s'il n'y avait eu cette année-là ni primes ni bonis, le prix moyen du kilogramme de sucre en France aurait pu n'être que de 0 fr. 81 cent. le kilog., malgré les 185.622.100 fr. nets prélevés par le Trésor.

Entre 1880 et 1883, il n'y avait ni primes ni bonis. L'impôt sur le sucre, qui s'élevait à 73 francs 32 par 100 kilog, depuis 1874-1875, avait été réduit à 40 fr. par la loi du 19 juillet 1880, et cependant le prix moyen du sucre raffiné en France, de 1880 à 1883 inclus, a été de 116 fr. 50 le quintal, droit de 40 fr. compris ; or, nous avons vu que, pendant la période 1884-1891, le prix moyen du même quintal de sucre raffiné n'a été que de 103 francs 95, droit de 64 fr. compris, et de 103 fr. 02 pour la moyenne de la période 1893-1900.

Ce que j'ai déjà dit pour le blé s'applique exactement à la question du sucre : Qui donc peut prouver que si la législation de 1884 n'était pas intervenue, le prix du sucre en France — n'ayant à subir que l'impôt de consommation de 40 francs prévu par la loi de 1880 — serait inférieur au prix actuel ? Qui peut établir que si la production sucrière française retombait au niveau de 1884, le prix du sucre en France, dégagé des bonis et des primes, et ne subissant que le simple impôt de consommation de 40 fr. payé en 1880-1883, ne remonterait pas très rapidement aux cours de cette époque, et peut-être même à des cours supérieurs ?

Personne ne peut fournir cette preuve et il est par conséquent téméraire d'affirmer — comme le font journellement les libre-échangistes — que la législation sucrière de 1884 a aggravé la situation des consommateurs français, puisqu'en fin de compte, ils payent leur sucre moins cher qu'avant l'application de cette législation

Quant à la situation particulière du Trésor, il me suffira de vous rappeler que pendant la période 1880-1883 le sucre ne lui rapportait, en moyenne, que 152.400.000 fr. par année. Pendant la période 1884-1891 il a perçu net 161 millions de francs en moyenne... et 190.500.000 fr. pendant la période 1893-1900 : déduction faite, je le répète, de tous les bonis à la fabrication et des primes à l'exportation.

Je n'admets certes pas le principe de la loi du 7 avril 1897 relative à la prime d'exportation : C'est, en effet, un principe absurde en lui-même, puisqu'il a pour résultat singulier de faire payer le sucre aux consommateurs des pays qui n'en produisent pas, moins cher que ne le paient — abstraction faite des impôts — les consommateurs des pays exportateurs. Mais, en critiquant cette loi, M. Yves Guyot a négligé de vous dire, Messieurs, que nous n'avions fait que suivre l'exemple de l'Allemagne.

Nos puissants rivaux pensaient que nos divisions d'ordre économique, et les furieuses attaques dont la législation de 1884 était l'objet en France, nous empêcheraient de les suivre sur ce terrain, et ils espéraient ainsi nous enlever notre clientèle sucrière étrangère. Nous nous sommes donc défendus, à armes égales, mais je suis certain que la France ne demanderait pas mieux que de revenir

sur cette mesure de circonstance, qui n'a été adoptée qu'à regret par son Parlement (1).

On dit encore que notre législation sucrière a dépassé le but qu'elle se proposait, puisque la France est aujourd'hui dans la nécessité d'exporter plus de la moitié de sa production. Messieurs, quand on adopte un régime spécial pour favoriser le développement d'une industrie quelconque, on ne peut pas chiffrer, d'avance, l'importance des résultats que ce régime procurera. Dans l'espèce, on visait d'abord la défense du marché intérieur, la possession de la clientèle indigène.

L'industrie sucrière est actuellement exercée en France par un tout petit nombre de raffineries, par 334 fabricants de sucre brut qui vendent leurs produits aux raffineries, et par la masse des agriculteurs des 40 départements français qui fournissent la matière première, c'est-à-dire la betterave sucrière, aux fabricants de sucre... et qui en ont produit 87 millions de quintaux pendant la campagne 1900-1901, représentant le chargement complet de 870.000 wagons à marchandises.

Le raffineur et le fabricant ne sont que des transformateurs; la clé de voûte de l'industrie, c'est l'agriculteur, et ce sont les paysans (dont le nombre est si considérable en France et dont la loi de 1884 ne pouvait limiter l'effort individuel ou collectif) qui, en améliorant fort intelligemment leurs procédés de culture, ont finalement qua-

(1) La récente Convention de Bruxelles a justifié cette prévision ; mais il est probable que le Parlement français n'en acceptera les diverses stipulations que lorsqu'on sera nettement fixé sur le intentions des Parlements allemand et austro-hongrois.

druplé la production sucrière indigène, depuis 1884.

Nous exportons aujourd'hui plus de sucre à l'étranger que nous n'en consommons nous-mêmes ; c'est un fait parfaitement exact, mais nous croyons qu'il est de l'intérêt supérieur de notre pays de conserver, autant que possible, cette exportation, parce que nous estimons qu'elle est nécessaire pour maintenir notre culture betteravière — qui est elle-même très étroitement associée à notre production de céréales et à la prospérité générale de notre agriculture — à son niveau actuel.

Et à ce propos, Messieurs les Anglais, consommez-vous, vous-mêmes, tous les produits que vous fabriquez dans la mère patrie ? et votre industrie indigène ne travaille-t-elle pas surtout avec l'exportation pour objectif ?

Chaque pays exporte ce qu'il peut : Vous avez l'immense avantage de posséder le charbon et d'être les maîtres de la mer, et vous tirez de ces deux éléments des profits considérables qui vous permettent de négliger votre production agricole : Ce n'est pas le cas de la France, qui est un pays essentiellement agricole et où la défense de l'agriculture, croyez-moi, y est une véritable raison d'Etat.

6. LA QUESTION DU VIN

Tout ce que je viens de dire pour le sucre et pour le blé peut s'appliquer à notre production vinicole. La crise phylloxérique, qui a atteint sa période aiguë entre 1878 et 1882, avait détruit notre vignoble ; le régime protecteur en a facilité la reconstitution et nous avons produit, chaque année, pendant la période 1893-1900, en moyenne 14.596.000 hectolitres de vin de plus que pendant la période 1884-1891, soit une augmentation de 25 0/0.

Voici le tableau détaillé de cette production :

Production, importation, exportation et consommation du Vin en France, de 1884 à 1900

Années	Production indigène	Importation	Exportation à l'étranger	Reste pour la consommation indigène	Valeur annuelle des Importations	Valeur annuelle des Exportations
	Milliers d'hectolitres				Milliers de francs	
1884....	34.781	8.115	2.470	40.426	344.226	237.325
1885....	28.536	8.182	2.580	34.138	388.625	235.907
1886....	25.063	11.011	2.704	33.370	517.746	259.627
1887....	24.333	12.277	2.402	34.208	443.690	233.728
1888....	30.102	12.064	2.118	40.048	437.900	242.481
1889....	23.224	10.470	2.166	31.528	383.742	251.038
1890....	27.416	10.830	2.162	36.084	349.846	268.841
1891....	30.140	12.280	2.043	40.377	401.119	245.712
Moyennes	27.949	10.653	2.330	36.272	408.326	246.832
1892....	29.082	9.400	1.840	36.642	305.627	213.573
1893....	50.070	5.895	1.569	54.396	183.033	188.617
1894....	39.053	4.495	1.724	41.824	144.807	232.735
1895....	26.688	6.336	1.696	31.328	211.856	222.379
1896....	44.656	8.814	1.783	51.687	293.815	242.268
1897....	32.350	7.531	1.775	38.106	280.309	232.508
1898....	32.282	8.603	1.636	39.249	309.884	218.336
1899....	47.908	8.465	1.713	54.660	267.446	210.217
1900....	67.353	5.215	1.905	70.663	155.276	227.871
Moyennes	42.545	6.919	1.725	47.739	230.803	221.866
Diff. entre les 2 périodes.	+14.596	−3.734	− 605	+11.467	−177.559	−24.966
1901 (1)..	*57.964*	*3.710*	*2.012*	*59.662*	*104.571*	*227.858*

Nous sommes donc arrivés à une période de surproduction et le prix du vin en France a baissé dans des proportions considérables. M. Yves Guyot s'empare de ce fait pour attaquer la politique pro-

(1) Chiffres provisoires.

tectionniste. Je suis moi-même viticulteur, et cependant je ne me plains ni de la surproduction, ni de la mévente, parce que ce sont des phénomènes rationnels qui se corrigeront l'un par l'autre.

Jusqu'à nos jours, en effet, le vin était considéré par plus de la moitié de la population française comme un article de luxe, dont elle n'usait que dans les grandes occasions. Les classes laborieuses des régions non vinicoles n'en buvaient presque jamais, et nous avons des départements, comme celui de M. Yves Guyot par exemple (Ille-et-Vilaine) où l'on consommait moins de vin que dans certaines villes de l'Angleterre. Dans tout le nord de la France, on ne buvait que de la petite bière de pays, parce que cette bière ne valait que 25 à 30 centimes le litre, alors que le vin, très ordinaire et souvent falsifié, ne s'y vendait pas moins de 1 fr. à 1 fr. 25 la bouteille.

Le vin naturel, garanti de raisins frais, ne vaut aujourd'hui que 15 à 20 centimes le litre à Paris ; les consommateurs du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de la Seine-Inférieure, etc., peuvent s'en procurer d'excellent à 20 ou 25 centimes le litre. Conséquence : on boit déjà en France beaucoup plus de vin naturel qu'autrefois... et on y boira, sans doute, beaucoup moins d'alcool.

La moyenne annuelle de la consommation du vin en France a naturellement suivi la production indigène : elle est passée de 36.250.000 hectolitres pour la période 1884-1891 à 47.650.000 hectolitres pour la période 1893-1900. Qui peut aujourd'hui s'en plaindre ? Ne dit-on pas que c'est à leur vin que les Français doivent la meilleure partie de leur vivacité d'esprit ? En tous les cas, ce que je peux vous affirmer, c'est que l'augmentation de la consommation du vin en France n'y a pas

accru la mortalité, puisque pendant la période 1885-1891, la moyenne annuelle des décès survenus sur notre territoire continental a été de 871.234, soit 22,8 par mille habitants, tandis que pendant la période 1893-1899 (je n'ai pas encore le chiffre de 1900), elle s'est abaissée à 812.049, représentant seulement 21,1 pour mille habitants.

Mais il me reste à examiner une question très importante : M. Yves Guyot vous a dit que les protectionnistes avaient détourné les viticulteurs français des bons vins qu'ils produisaient autrefois ; qu'ils leur avaient conseillé de s'attacher à la quantité et non plus à la qualité, puisque les tarifs protecteurs obligeraient les consommateurs français à boire leurs produits, quels qu'ils fussent.... et il a ajouté que la décadence du commerce des vins, dont la France avait jadis le monopole, était la conséquence directe de la politique protectionniste et la constatation de son échec absolu.

Certes, la crise philloxérique, dont M. Yves Guyot ne vous a pas parlé, a provoqué quelques défaillances dans notre exportation vinicole. Nous n'envoyons à l'étranger, vous le savez d'ailleurs, que des vins fins : champagnes, bordeaux et bourgognes. On a profité de la crise pour nous créer, notamment à Hambourg, une concurrence plutôt déloyale, mais qui a surtout atteint les champagnes, les bordeaux et les bourgognes de qualité inférieure.

Les grands crus, ceux qui ont fait la réputation des vignobles français, sont restés intacts et nous n'en exportons pas moins aujourd'hui qu'autrefois : j'en trouve une preuve irrécusable dans le tableau précédent.

M. Yves Guyot vous a signalé ce fait exact que le nombre d'hectolitres des vins français exportés

à l'étranger a fortement diminué entre 1891 et 1900. Pour n'utiliser que ma méthode je constaterai avec lui que la moyenne annuelle de notre exportation vinicole est tombée de 2.330.000 hectolitres pour la période 1884-1891, à 1.725.000 hectolitres pour la période 1893-1900. Mais pour être exactement renseignés sur la situation de notre commerce vinicole extérieur, il faut que vous connaissiez la valeur de ces exportations.

Pour la période 1894-1891, cette valeur représentait 246.832.000 fr.; pour la période 1893-1900, elle était encore de 221.866.000 fr., et de 227.875.000 francs pour l'année 1900 elle-même.

Voilà, Messieurs, tout le préjudice que le commerce étranger des vins, dont nous avions jadis le monopole, a subi, non pas depuis 1892, mais depuis 1884 : Par rapport à 1892, les exportations de l'année 1900 sont en augmentation de 14.302.000 fr.

Je vous disais que la concurrence des champagnes et des bordeaux de Hambourg n'avait réellement frappé que nos vins de qualité inférieure. En voulez-vous la preuve irrécusable?

En 1884, nous avons exporté 2.470.000 hectolitres de vin, valant 237.325.000 fr., soit en moyenne 96 fr. 08 l'hectolitre. En 1900, notre exportation vinicole est descendue, en volume, à 1 million 905.000 hectolitres, mais sa valeur représente encore 227.871.000 fr., c'est-à-dire 119 fr. 61 l'hectolitre.

Le phénomène de la baisse générale des prix, dont je parlerai tout à l'heure, a donc fait une exception pour les vins français exportés à l'étranger, puisque entre 1884 et 1900 la valeur moyenne de ces vins a augmenté d'environ 24 0/0 : Ce n'est pas là, je suppose, un signe de décadence.

Si la décadence existe c'est, au contraire, sur les

vins étrangers qu'on introduit chez nous, car le même calcul, appliqué aux deux périodes observées, nous donne les chiffres suivants :

Importations et exportations viticoles françaises par période :

DÉSIGNATION	1884-1891	1893-1900
IMPORTATIONS		
Valeur moyenne..... fr.	408.362.000	230.803.000
Nombre d'hectolitres....	10.653.000	6.919.000
Valeur de l'hectolitre...	*38 fr. 33*	*33 fr. 35*
EXPORTATIONS		
Valeur moyenne..... fr.	246.832.000	221.866.000
Nombre d'hectolitres....	2.330.000	1.725.000
Valeur de l'hectolitre...	*105 fr. 93*	*128 fr. 61*
Déficit viticole.........	161.530.000	8.937.000

Ainsi donc la valeur moyenne, par période, des vins étrangers importés en France s'est réduite de 38 fr. 33 à 33 fr. 35 l'hectolitre, soit une *baisse* de 13 0/0 environ, tandis que la valeur moyenne, par période, des vins français exportés à l'étranger s'est relevée de 105 fr. 93 à 128 fr. 61 l'hectolitre, soit une *hausse* de plus de 21 0/0 : quant à la balance vinicole française, son déficit moyen annuel est tombé à 8.937.000 francs pour la période 1893-1900; mais vous devez observer que pour la dernière année de cette période — l'année 1900 — la balance vinicole s'est retournée et a enregistré, à notre profit, un excédent d'exportations sur les importations de 72.595.000 francs.

Ce n'est pas moi qui affirme, Messieurs, c'est notre statistique officielle.

7. L'ALCOOL

Le tableau suivant vous donnant pour les deux périodes observées la production de l'alcool en

France et son prix moyen par hectolitre, vous intéressera peut-être :

Production détaillée et Prix de l'Alcool en France
de 1884 à 1900
(Milliers d'hectolitres d'alcool pur)

Années	Pommes de terre et substances diverses	Mélasses	Betteraves	Vins, cidres, marcs, lies et fruits	Total	Prix moyen de l'hectolitre sans l'impôt
						Francs
1884	490	779	569	96	1.934	44
1885	575	729	465	95	1.864	47
1886	795	472	684	101	2.052	50
1887	791	452	672	91	2.006	49
1888	823	582	655	102	2.162	45
1889	758	560	824	104	2.246	49
1890	652	683	801	79	2.215	54
1891	401	839	866	102	2.208	49
Moyennes	661	637	692	96	2.086	48
1892	373	902	854	134	2.263	46
1893	470	897	861	248	2.476	41
1894	418	817	754	340	2.329	36
1895	391	846	744	184	2.165	31
1896	418	863	544	197	2.022	36
1897	485	735	798	190	2.208	38
1898	691	708	898	115	2.412	46
1899	716	668	1.047	168	2.599	42
1900	563	797	973	323	2.656	35
Moyennes	519	792	827	220	2.358	38
Différence des deux pér...	— 142	+ 155	+135	+ 124	+ 272	— 10
1901 (1)........	*269*	*1.007*	*579*	*583*	*2.438*	*28*

Je ne veux certes, tirer aucun avantage des deux

(1) Chiffres provisoires.

faits que le tableau ci-dessus signale : augmentation de la production et diminution du prix. C'est un simple document que j'ai voulu ajouter à la collection, il fournit une nouvelle preuve du développement de la production agricole française depuis la Réforme douanière de 1892.

8. RÉSUMÉ DE LA QUESTION AGRICOLE

Si je me suis étendu sur les trois grandes branches de notre production agricole, c'est parce que M. Yves Guyot les avait spécialement prises pour terrain de discussion : Je veux résumer les questions qu'elles soulèvent en établissant une comparaison entre vos besoins d'alimentation et les nôtres, et en examinant, rapidement, les moyens dont nous disposons respectivement pour les satisfaire.

Nous mangeons plus de pain et vous plus de viande ; nous mangeons moins de sucre que vous, parce que nous buvons beaucoup moins de thé et beaucoup plus de vin : mais, d'une manière générale, je ne crois pas qu'on puisse affirmer que la masse de la population anglaise est plus substantiellement nourrie que la population française prise dans son ensemble.

L'Angleterre tire évidemment de son sol la plus grande partie des objets d'alimentation nécessaires à ses habitants, mais sa production indigène ne lui suffit pas et elle est obligée de demander le surplus à l'étranger.

J'ai dressé le bilan, en remontant à l'année 1885, de ce que j'appellerai le *déficit alimentaire* de l'Angleterre et voici, d'après votre statistique officielle du commerce extérieur, les résultats de ce bilan pour les années 1885, 1890, 1895 et 1900 :

Importations et Exportations anglaises d'animaux vivants et de produits alimentaires de 1885 à 1900 :
(Millions de francs)

	1885	1890	1895	1900
IMPORTATIONS				
Animaux vivants	217	281	224	241
Produits alimentaires :				
Exempts..................	3.031	3.411	3.503	3.902
Taxés.....................	627	655	627	731
Total des importations......	3.875	4.347	4.354	5.374
EXPORTATIONS				
Animaux vivants............	13	22	20	23
Produits alimentaires	249	281	276	340
Total des exportations.......	262	303	296	363
Déficit alimentaire	3.613	4.044	4.058	5.011

Vous avez donc payé, en 1900, une somme totale de 5.011 millions de francs à l'étranger pour votre *déficit alimentaire*.

Vous pouvez évidemment le faire, puisque vous êtes la nation la plus riche du monde et que vous avez des ressources d'ordre extérieur très considérables. Mais enfin, c'est le travail du peuple anglais, soit à l'intérieur, soit à l'étranger, qui a fourni cette somme colossale et, par la force des choses, vous avez dû la prélever sur les bénéfices réalisés par votre industrie, votre commerce, votre marine marchande et par le revenu de vos capitaux placés au dehors.

Importations et Exportations françaises de produits alimentaires de 1885 à 1900 :
(Millions de francs)

	1885	1890	1895	1900
PRODUITS ALIMENTAIRES				
Importations	1.455	1.445	1.035	819
Exportations	760	879	650	877
Déficit alimentaire	— 695	— 566	— 385	+ 58

Pendant les mêmes années, les importations et les exportations des produits alimentaires en France se sont balancées par les résultats précédents :

Ces résultats, Messieurs, sont la justification du protectionnisme français, car les conditions naturelles de milieu dans lesquelles l'industrie française s'exerce et les aptitudes particulières de notre race, — résultant elles-mêmes de ces conditions de milieu, — ne permettraient pas à la France de prélever sur ses ressources d'ordre extérieur, la moitié seulement de ce que vous payez chaque année à l'étranger, pour votre alimentation.

9. L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE EN FRANCE

Je vous ai montré que le développement incontestable de notre production agricole n'avait pas été obtenu au détriment de notre commerce d'exportation, puisque la valeur moyenne annuelle de l'ensemble de nos sorties est passée de 3.386 millions de francs pendant la période de 1884-1891, à 3.557 millions pendant la période de 1893-1900, soit une augmentation (annuelle?) nette de 171 millions de francs.

Ces résultats auraient été bien meilleurs encore, si notre commerce extérieur n'avait pas subi les effets de la baisse générale des prix dont M. Yves Guyot a parlé, baisse qui a pesé beaucoup plus lourdement sur les produits que nous exportons à l'étranger, sauf les vins, que sur ceux que l'étranger nous fournit.

Le tableau suivant va vous indiquer l'importance respective de la baisse de valeur survenue entre 1884, 1892 et 1900 sur les deux divisions de notre commerce extérieur :

Valeur totale, poids et valeur moyenne du quintal métrique des Marchandises importées en France ou exportées de France, pendant les années 1884, 1892 et 1900 :

	1884	1892	1900
IMPORTATIONS			
Valeur des marchandises importées (*millions de francs*)............	4.343	4.188	4.698
Poids des marchandises importées (*millions de quintaux*)	228.8	225.5	282.7
Valeur moyenne du quint.. (*francs*)	18.98	18.57	16.62
EXPORTATIONS			
Valeur des marchandises exportées (*millions de francs*)	3.232	3.461	4.109
Poids des marchandises exportées (*millions de quintaux*)	47.5	67.4	85.9
Valeur moyenne du quint.. (*francs*)	68.04	51.35	47.83

Le poids de nos importations totales a diminué de 3.300.000 quintaux métriques entre 1884 et 1892 ; mais ce poids a, au contraire, augmenté de 57.200.000 quintaux entre 1892 et 1900, laissant une augmentation nette de 53.900.000 quintaux, ou 23,56 0/0, pour la période entière.

Le poids de nos exportations totales a augmenté de 19.900.000 quintaux entre 1884 et 1892 et de 18.500.000 quintaux entre 1892 et 1900, soit une augmentation de 38.400.000 quintaux, ou 80,84 0/0, pour la période entière.

Ainsi, voilà une constatation qui contredit absolument les affirmations des adversaires du protectionnisme français prétendant que l'application de ce régime a eu pour effet de diminuer le volume de notre commerce extérieur : 27.630.000 tonnes en 1884 ; 29.290.000 tonnes en 1892 ; 36.860.000 tonnes en 1900 ! Voilà une progression qui ne doit pas vous déplaire, Messieurs les Anglais, car nous payons aujourd'hui près de 350 millions de francs à l'étranger pour le transport maritime de ces

marchandises, et, sur cette somme, les trois quarts environ sont encaissés par vos propres armateurs.

Il est évident que nos bénéfices auraient été plus élevés si la valeur spécifique de ce commerce, c'est-à-dire la valeur moyenne du quintal importé ou exporté, n'avait pas diminué entre 1884 et 1900.

Pour vous montrer l'importance et les conséquences de cette baisse des prix, il me suffira de prendre le nombre de quintaux de nos marchandises importées et exportées en 1900 et de les convertir en valeur d'après les prix constatés par notre statistique officielle en 1884 :

Commerce extérieur de la France en 1900, d'après les prix de 1900 et de 1884

(Millions de francs)

Valeur d'après les prix de	Importations	Exportations	Total	Balance
1900................	4.698	4.109	8.807	— 589
1884................	5.373	5.851	11.224	+ 473

Ce qui revient à dire que si les prix de 1900 avaient été exactement les mêmes que ceux de 1884, la valeur totale de notre commerce extérieur se serait élevée, en 1900, à 11.224 millions de francs, contre les 8.807 millions constatés par notre statistique, et que notre balance commerciale, au lieu de se traduire par un déficit de 589 millions de francs, enregistrerait, au contraire, un excédent *net* d'exportations de 473 millions de francs.

Je ne veux tirer aucune conclusion de ce calcul, car il ne constitue qu'une hypothèse. J'ai voulu simplement vous montrer que, contrairement au dire des libre-échangistes, le volume de notre commerce extérieur s'est considérablement augmenté depuis la Réforme douanière de 1892.

Les libre-échangistes ne peuvent se plaindre de

cette augmentation, ni de la baisse des prix survenue depuis 1892, puisque cette augmentation et cette baisse ont eu pour conséquence certaine de réduire en France, comme dans les autres pays, le coût de l'existence.

Vous savez, en effet, que la baisse du prix des marchandises importées et exportées d'un pays a nécessairement sa répercussion sur son marché intérieur. Cette baisse n'est pas particulière à la France; toutes les nations industrielles, agricoles et commerciales l'ont subie à des degrés divers, et nous suivons trop attentivement les travaux de votre éminent statisticien Sauerbeck pour ignorer qu'elle a eu, à peu près, la même importance en Angleterre qu'en France.

Je vais maintenant vous prouver, en passant rapidement en revue les principaux éléments de notre activité industrielle, que le développement de notre production manufacturière correspond bien à l'accroissement du volume de notre commerce extérieur, constaté par les chiffres précédents.

Je ne chercherai pas à établir de comparaison directe entre la valeur ou le volume de cette production pour les deux périodes observées, par l'excellente raison qu'il n'existe en France aucune statistique officielle ou privée, aucun travail d'ensemble quelconque, permettant ce rapprochement : Il me faudrait procéder par affirmation ou par à peu près... et c'est précisément ce que je veux éviter.

Je me contenterai donc de prendre les cinq grands éléments qui sont utilisés dans tous les pays du monde pour les études de ce genre : 1° la production et la consommation de la houille ; 2° la production sidérurgique ; 3° le développement du machinisme à vapeur ; 4° la progression de nos

transports terrestres, fluviaux et maritimes ; 5° le développement des opérations de la *Banque de France* et de nos grandes Sociétés de crédit.

Tous mes chiffres, tirés de la statistique officielle, seront groupés en deux périodes distinctes : 1884-1891 et 1893-1900, comme je l'ai fait pour le commerce extérieur et pour nos productions agricoles.

10. LA HOUILLE

Voici la statistique de la production, de l'importation nette, et de la consommation de la houille en France de 1884 à 1900 inclus :

Production, importations nettes et consommation de la Houille en France, de 1884 à 1900

(Milliers de tonnes)

Années	Production indigène	Importations nettes	Consommation totale
1884	19.527	10.486	30.013
1885	19.069	9.788	28.857
1886	19.454	8.862	28.316
1887	20.810	8.964	29.774
1888	22.172	8.797	30.969
1889	23.852	8.052	31.904
1890	25.592	9.470	35.062
1891	25.502	9.660	35.162
Moyennes	21.997	9.260	31.257
1892	25.697	9.481	35.178
1893	25.173	9.250	34.423
1894	26.964	9.458	36.422
1895	27.583	8.999	36.582
1896	28.750	9.070	37.820
1897	30.337	9.241	39.578
1898	31.826	9.072	40.898
1899	32.862	10.602	43 464
1900	33.4 4	13.394	46.798
Moyennes	29.612	9.886	39.498
Différences entre les deux périodes	+ 7.615	+ 626	+ 8.241
1901 (1)	*32.302*	*13.014*	*45.346*

(1) Chiffres provisoires.

Nous sommes loin, évidemment très loin, de la production et de la consommation anglaises, mais là n'est pas la question : La moyenne annuelle de la consommation française a augmenté de 8 millions 241.000 tonnes entre les périodes 1884-1891 et 1893-1900, soit 26,36 0/0 (1). La moyenne de la production indigène a, de son côté, progressé de 7.599.000 tonnes, soit environ 35 0/0 de plus.

Est-ce un signe de décadence pour la production industrielle française ?

11. PRODUCTION SIDÉRURGIQUE

La production sidérurgique d'un pays est considérée, avec raison, comme la clé de voûte de son industrie métallurgique et de son industrie manufacturière. Les nations qui produisent beaucoup de fonte et d'acier fabriquent, en effet, beaucoup de machines et savent les faire travailler.

Nous sommes, à ce point de vue particulier, très en retard sur l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne, qui sont des pays exportateurs de fonte, d'acier et de machines; mais nous avons cependant sérieusement progressé entre la période 1884-1891 et la période 1893-1900... et les libre-échangistes n'ont pas le droit de nous objecter que les Etats-Unis et l'Allemagne ont fait des progrès plus grands encore, car ces deux pays ont un régime protecteur beaucoup plus accentué que celui de la France; tandis que l'Angleterre, pays de liberté commerciale absolue, a vu sa production

(1) Il est à remarquer que cette augmentation de la consommation houillère correspond assez exactement à l'augmentation de notre production sidérurgique et de notre outillage à vapeur.

sidérurgique, jadis prédominante, presque distancée par celle de l'Allemagne et considérablement dépassée par celle des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Voici la statistique de la production sidérurgique annuelle française, de 1884 à 1900, avec moyennes pour chacune des deux périodes :

Production sidérurgique française de 1884 à 1890

(En milliers de tonnes)

Années	Fonte	Fers	Aciers
1884	1.872	877	533
1885	1.631	782	554
1886	1.516	767	428
1887	1.568	772	493
1888	1.683	817	517
1889	1.733	809	529
1890	1.962	825	582
1891	1.897	833	639
Moyennes	1.733	810	531
1892	2.057	829	825
1893	2.003	808	790
1894	2.070	786	818
1895	2.004	757	876
1896	2.340	829	1.181
1897	2.484	784	1.325
1898	2.525	766	1.404
1899	2.578	834	1.499
1900	2.714	708	1.565
Moyennes	2.340	785	1.186
Différence entre les deux périodes......	+ 607	— 25	+ 655
1901 (1)................	*2.400*	*554*	*1.465*

(1) Chiffres provisoires.

Entre les périodes 1884-91 et 1893-1900, la production française du fer a diminué de 25.000 tonnes ou de 3 0/0; c'est un phénomène particulier à tous les pays métallurgistes, à cause de l'emploi de plus en plus général de l'acier.

Par contre, la production de la fonte a augmenté de 607.000 tonnes ou 35 0/0 et celle de l'acier de 655.000 tonnes ou 123 0/0 : Je pense que ce n'est pas là, non plus, un symptôme de décadence industrielle.

12. LE MACHINISME A VAPEUR

La statistique officielle de l'Administration des Mines, chargée de la vérification des appareils à vapeur en France, nous permet de suivre très exactement, et année par année, le développement de notre machinisme à vapeur.

Malheureusement cette statistique est toujours en retard et je n'ai pu avoir que les chiffres de 1899. Pour rester dans la donnée du problème, je grouperai donc les éléments des sept années (au lieu de huit) qui ont suivi la Réforme douanière de 1892 et je comparerai les moyennes à celles de la période septennale antérieure à 1892.

Voici d'abord l'état général des machines à vapeur en service sur le territoire français pendant chacune des années 1885 à 1899, leur répartition pour l'industrie, pour les chemins de fer et pour bateaux à vapeur (navires de mer et batellerie), et la puissance totale de ces machines exprimée en milliers de chevaux-vapeur :

Machines à vapeur en service sur le territoire de la France

Années	Dans l'industrie		Dans les chem. de fer		Sur les bateaux		Totaux	
	Nombre de machines	Puissance (1)	Nombre de machines	Puissance (1)	Nombre de machines	Puissance (1)	Nombre de machines	Puissance (1)
1885	50.979	695	10.946	3.304	4.592	530	66.517	4.529
1886	52.471	718	10.974	3.308	4.863	571	68.308	4.597
1887	54.034	748	11.324	3.383	5.032	593	70.390	4.724
1888	55.435	774	11.290	3.470	4.776	565	71.501	4.809
1889	56.865	818	11.627	3.569	4.495	618	72.987	5.005
1890	58.751	863	11.708	3.660	5.290	653	75.749	5.176
1891	58.967	916	12.310	3.762	5.272	685	76.549	5.363
Moyennes	55.357	790	11.454	3.494	4.903	602	71.714	4.886
1892	60.393	967	12.635	3.908	5.164	704	78.192	5.579
1893	62.226	1.024	12.947	3.982	5.468	728	80.641	5.734
1894	63.518	1.072	13.184	4.071	5.958	756	82.660	5.899
1895	65.595	1.163	13.461	4.162	6.334	796	85.390	6.121
1896	67.347	1.263	13.613	4.207	6.516	813	87.476	6.283
1897	68.743	1.330	13.799	4.272	6.678	850	89.220	6.452
1898	70.755	1.441	13.981	4.447	7.243	891	91.979	6.779
1899	73.091	1.647	14.247	5.518	7.684	913	95 022	8.078
Moyennes	67.325	1.277	13.605	4.380	6.554	821	87.484	6.478
1900 (2)	*74.636*	*1.791*	*15.653*	*5.876*	*7.924*	*942*	*98.213*	*8.606*

Si une statistique peut donner une idée juste du développement industriel d'un pays c'est assurément celle-là ! On n'achète en effet des machines

(1) Milliers de chevaux-vapeur.

(2) Les chiffres de 1900 n'étaient pas encore connus le 25 octobre 1901.

que pour les utiliser immédiatement et puisque le nombre et la puissance des nouveaux appareils à vapeur mis en service pendant la période 1893-1899 ont été sensiblement supérieurs à ceux de la période 1885-1891, c'est, nécessairement, parce que l'activité industrielle de la France est devenue plus intense, depuis la Réforme douanière de 1892.

Le fait me paraît en tous les cas évident. Sans parler du trafic des chemins de fer et du mouvement de la navigation fluviale et maritime que nous examinerons tout particulièrement, nous voyons, par le tableau ci-dessus, que le nombre des nouveaux appareils à vapeur employés dans l'industrie proprement dite, qui n'avait augmenté entre 1885 et 1892, que de 9.414 unités, représentant une puissance totale de 272.000 chevaux-vapeur, a brusquement progressé de 12.698 unités nouvelles et de 680.000 chevaux-vapeur pendant la période 1892-1899.

Il y a là un symptôme incontestable du développement de l'industrie manufacturière française qu'une seconde remarque mettra plus en relief encore : Pendant la période 1885-1892 la puissance moyenne des nouveaux appareils à vapeur mis en activité dans l'industrie, ne dépassait pas 29 chevaux de force : pendant la période 1892-1899, cette puissance moyenne a atteint 54 chevaux-vapeur.

Nous savons, en effet, que les nouveaux établissements à vapeur sont créés sur un plus grand pied de production qu'autrefois, le plus souvent sous la forme de Sociétés anonymes, et que la tendance de notre petite et moyenne industrie est de se transformer en grande industrie. Je le regrette pour ma

ma part, car j'estime — contrairement je le sais, à l'opinion de beaucoup de mes confrères français — que l'évolution vers la grande industrie qui se poursuit depuis quelques années en France, et qui tend à faire disparaître, ou à diminuer sensiblement le nombre des petites industries disséminées sur tous les points de notre territoire, sera plus nuisible que favorable à l'ensemble des intérêts matériels et moraux de notre pays.

En effet, les mêmes raisons de tradition, de tempérament, d'organisation sociale et d'influence de milieu, qui ont fait de la France un pays de petite et de moyenne culture, en ont fait aussi un centre de petites industries, d'industries familiales, si je puis employer cette expression, dans lesquelles l'initiative et le sens artistique des patrons, le goût et l'habileté individuelle de la main d'œuvre, jouent un rôle prépondérant,

Cette division de l'industrie française a, il est vrai, quelques inconvénients dont le plus grave d'augmenter le prix de revient de certains articles de grande consommation : mais, à d'autres égards, elle présente, pour notre pays, des avantages incontestables.

D'abord, au point de vue professionnel, elle utilise mieux que la grande industrie les aptitudes spéciales de nos nationaux ; elle donne plus de souplesse à la fabrication, lui permet de mieux se plier aux brusques variations de la mode et de réaliser ces perfectionnements de détails qui conserveront toujours aux produits manufacturés français, ce cachet d'originalité artistique et de bon goût que le machinisme allemand ou américain — pour si perfectionné qu'il soit — ne pourra jamais obtenir au même degré.

Enfin, au point de vue social, elle associe plus étroitement la destinée de l'ouvrier à celle de son patron ; facilite l'accès du patronat et de la bourgeoisie aux ouvriers intelligents et laborieux et diminue, par cela même, les conflits entre le travail et le capital qui surgissent si fréquemment dans la grande industrie anonyme et en augmentent chaque jour les aléas.

Quoi qu'il en soit de l'avenir, le développement de notre outillage industriel à vapeur, comme celui de notre consommation annuelle de charbon et de notre production sidérurgique, a été beaucoup plus important pendant la période 1892-1899, que pendant la période septennale qui a précédé la Réforme douanière de 1892. C'est, en tous les cas, une preuve évidente de progression pour notre production manufacturière et non pas un signe de décadence.

13. LES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Le trafic des chemins de fer d'intérêt général (1) représente, à lui seul, plus des 97 0/0 du trafic d'ensemble de tout le réseau français : lignes d'intérêt local et de tramways comprises. En récapitulant les recettes de ces chemins de fer d'intérêt général, nous aurons donc la véritable physionomie de l'industrie des transports par voies ferrées en France, pendant la période 1884-1891 et 1893-1900 :

(1) Lignes de l'Etat, des Compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de l'Orléans, de l'Ouest, de Paris-Lyon-Méditerranée et de quelques Compagnies secondaires françaises à l'exclusion des chemins de fer algériens et coloniaux.

Résultats d'ensemble des Chemins de fer d'intérêt général français de 1884 à 1900:

Années	Long^r exploitée au 31 décembre	Recettes totales des lignes	Recettes moy. par kilomètre
	Kilomètres	Millions fr.	Francs
1884	29.398	1.096	38.167
1885	30.491	1.058	35.461
1886	31.240	1.036	33.754
1887	31.770	1.061	33.726
1888	32.652	1.081	33.636
1889	33.201	1.159	35.224
1890	33.556	1.154	34.665
1891	34.437	1.185	34.977
Moyennes	32.093	1.103.7	34.951
1892	35.153	1.183	33.927
1893	35.786	1.205	34.077
1894	36.249	1.234	34.304
1895	36.337	1.264	34.866
1896	36.891	1.298	35.579
1897	37.140	1.338	36.223
1898	37.473	1.377	36.746
1899	37.909	1.408	37.397
1900	38.183	1.503	39.525
Moyennes	36.996	1.328.3	36.089
Augmentation pour la dernière période	4.903	224.6	1.138

Le nombre des kilomètres ouverts à l'exploitation a été de 5.755, pendant la première période, et de 3.030, pendant la seconde. Ce recul n'est pas un signe de décadence économique, mais simplement la preuve que les lignes nouvelles d'intérêt général, prévues par les Conventions de 1883, seront bientôt achevées.

Au point de vue des recettes, la moyenne annuelle de la seconde période s'est élevée à 1.328.300.000 fr. contre 1.103.700.000 fr., pour la première : soit une augmentation annuelle moyenne de 224.600.000 fr. ou 20 0/0 (1).

La recette de l'année 1900, année d'Exposition, a été supérieure de 344 millions de francs, ou 30 0/0, à celle de l'année 1889 figurant dans la première période. Mais, pour bien apprécier la marche ascendante des recettes de nos chemins de fer d'intérêt général, depuis huit ans, c'est-à-dire le développement du trafic par voies ferrées depuis la mise en vigueur de la législation douanière de 1892, c'est surtout les recettes kilométriques annuelles qu'il faut considérer.

Entre 1884 et 1891, ces recettes avaient considérablement fléchi, soit du chef de la crise commerciale dont l'année 1887 a été le point culminant, soit par suite des nouvelles lignes mises en exploitation. En 1892, année de la Réforme, la la recette kilométrique annuelle n'a été supérieure que de 200 fr. à celle de l'année 1887.

Au contraire, à partir de 1892, les recettes kilométriques n'ont pas subi *une seule année* de recul. C'est un fait à retenir, car il démontre une progression constante dans le mouvement des affaires de la France, pendant la seconde période observée.

(1) Entre 1893 et 1900 le matériel des lignes françaises d'intérêt général s'est augmenté, en locomotives et en wagons, dans une proportion beaucoup plus importante que pendant la période 1884-1891.

14. LA NAVIGATION FLUVIALE

De toutes les routes intérieures, la voie fluviale est incontestablement la plus avantageuse et les Allemands, qui comprennent mieux que nous l'importance du rôle économique de ces grandes artères commerciales, ont consacré de telles sommes à leur édification et à leur amélioration, et ont si pratiquement organisé leur navigation fluviale, que les trois cinquièmes de leur navigation maritime passent aujourd'hui, soit à l'entrée, soit à la sortie, par leurs fleuves et leurs canaux.

J'attribue une grande partie des progrès que la navigation maritime allemande a réalisés pendant les quinze dernières années, notamment en ce qui concerne le trafic entre l'Europe centrale et les pays d'outre-mer, aux avantages que les fleuves et les canaux allemands procurent à ce trafic.

C'est qu'en effet le fret maritime proprement dit ne constitue qu'une fraction de l'ensemble des dépenses que les marchandises d'origine ou de destination extra européenne ont à subir pour se rendre de leur lieu de production au point où elles seront ensuite consommées ou transformées.

La France n'a pas su profiter de la situation exceptionnelle que son réseau fluvial pouvait donner à sa navigation maritime, et c'est certainement là l'une des causes de la stagnation, de la décadence si vous voulez, de sa marine marchande. Mais cet état de choses n'est pas imputable au protectionnisme, car je vais vous démontrer, pour revenir à la question qui nous occupe, que, depuis 1892, le tonnage de sa navigation fluviale n'a pas cessé de progresser.

Navigation fluviale de la France de 1884 à 1900 :

Années	Longueur fréquentée			Tonnes kilométriques		
	Canaux	Fleuves et rivières	Total	Canaux	Fleuves et rivières	Total
	(Kilomètres)			(Millions de tonneaux)		
1884..........	4.710	7.830	12.540	1.326	1.126	2.452
1885..........	4.660	7.720	12.380	1.330	1.123	2.453
1886..........	4.660	7.740	12.400	1.547	1.251	2.798
1887..........	4.730	7 740	12.470	1.707	1.366	3.073
1888..........	4.760	7.740	12 500	1.751	1.429	3.180
1889..........	4.810	7.660	12.470	1.789	1.449	3.238
1890..........	4.810	7.560	12.370	1.801	1.415	3.216
1891..........	4.810	7.520	12.330	2.000	1.537	3.537
Moyennes....	4 743	7.690	12 433	1.656	1.337	2.993
1892..........	4.810	7.590	12.400	2.083	1.526	3.609
1893..........	4.810	7.510	12.320	2.065	1.539	3.604
1894..........	4.780	7.470	12.250	2.260	1 652	3.912
1895..........	4.780	7.500	12.280	2.158	1.608	3.766
1896..........	4.850	7.510	12.360	2.466	1.725	4.191
1897..........	4.850	7.410	12.260	2.540	1.826	4.366
1898..........	4.850	7.420	12.270	2.596	1.981	4.577
1899..........	4.850	7.280	12.130	2.574	1.915	4.489
1900..........	4.850	7.300	12.150	2.689	1.986	4.675
Moyennes....	4.827	7.425	12.252	2.418	1.779	4.197

C'est à peine les 3,50 0/0 du trafic de nos voies ferrées ; mais enfin, si nous considérons les deux périodes 1884-1891 et 1893-1900, nous sommes dans l'obligation de constater que, pendant cette dernière, notre navigation fluviale s'est développée dans une forte proportion.

La moyenne annuelle du tonnage kilométrique effectué sur nos canaux, fleuves et rivières navigables, s'est, en effet, élevée à 4.197 millions de tonneaux contre 2.993 millions pour la période antérieure à 1892, soit une augmentation de plus de 40 0/0.

Nous avons déjà vu que la moyenne annuelle des recettes brutes de nos chemins de fer d'intérêt général (lignes de la Métropole) avait elle-même progressé de 20 0/0 entre la période 1884-1891 et la période 1893-1900 : il est donc difficile, en présence de ce double résultat, de soutenir que l'activité économique de la France est aujourd'hui en décroissance.

15. LA NAVIGATION MARITIME

Messieurs, il ne faut pas confondre, ainsi qu'on le fait presque toujours dans les discussions parlementaires, la question du trafic maritime d'un pays, c'est-à-dire du mouvement de ses ports, avec la question de sa marine marchande.

Pour des causes toutes spéciales, celle-ci peut être en décroissance comme effectif, sans qu'il en résulte nécessairement une réaction, ou même un arrêt, du développement du trafic maritime de ce pays.

C'est précisément le cas des Etats-Unis et c'est aussi le cas de la France :

L'effectif de notre marine marchande ne progresse pas ; on peut même affirmer que son tonnage, exprimé en tonneaux puissance vapeur, est en recul depuis quelques années et, cependant, notre statistique officielle nous révèle un accroissement considérable du trafic maritime de nos ports.

Voici d'abord l'effectif de la marine marchande, d'après la statistique officielle de notre Ministère du Commerce :

Effectif de la Marine marchande française

Années	Nav. à vapeur — Nombre	Nav. à vapeur — Milliers de tonneaux	Nav. à voiles — Nombre	Nav. à voiles — Milliers de tonneaux	Total des nav. — Nombre	Total des nav. — Milliers de tonneaux puiss. vap.
1885	937	492	14.329	508	15.266	661
1886	951	500	14.400	492	15.351	664
1887	984	507	14.253	466	15.237	662
1888	1.015	510	14.263	451	15.278	660
1889	1.066	493	14.128	440	15.194	640
1890	1.110	500	14.001	444	15.111	648
1891	1.157	522	13 890	426	15.047	664
Moyennes	1.031	503	14.181	461	15.212	657
1892	1.161	499	14.117	407	15.278	635
1893	1.186	499	14.190	397	15.376	631
1894	1.196	492	14.332	399	15.528	625
1895	1.212	501	14.386	387	15.598	630
1896	1.235	504	14.300	390	15.535	637
1897	1.212	499	14.352	421	15.564	639
1898	1.209	486	14.406	415	15.615	624
1899	1.227	507	14.262	451	15.489	657
Moyennes	1.211	498	14.318	415	15.529	636
Différence des deux périodes	+ 180	— 5	+ 137	— 46	+ 317	— 21
1900 (1)	*1.272*	*528*	*14.313*	*510*	*15.585*	*698*

Les navires à voiles font en moyenne trois fois moins de voyages que les navires à vapeur. Pour rendre le tonnage de la marine à voiles comparable au tonnage de la marine à vapeur, il faut donc admettre qu'un navire à voiles de 3.000 tonneaux,

(1) Les chiffres de 1900 n'étaient pas encore publiés le 25 octobre 1901.

par exemple, n'a qu'une puissance de transport égale à celle d'un steamer de 1.000 tonneaux de jauge nette. C'est ce que j'ai fait dans la dernière colonne du tableau ci-dessus en réunissant, sous le nom de *tonneaux puissance-vapeur*, le tonnage réel de la marine à vapeur et le tiers du tonnage de la marine à voiles.

Nous sommes donc en arrêt absolu, puisque nos vapeurs et nos voiliers ont actuellement un tonnage à peu près égal à la moyenne de la période 1885-1891. Mais cet arrêt est un recul dans le vrai sens du mot, si l'on considère les progrès réalisés depuis 1893 — date de notre loi sur la marine marchande — par quelques pays de l'Europe : l'Angleterre et l'Allemagne en tête.

* * *

Mais si nous passons à la question du trafic maritime, la situation change de face : Entre 1884 et 1892 le mouvement général de notre navigation maritime (navigation de concurrence et navigation avec les colonies et pays de protectorat français réservée au pavillon français) est passé de 20 millions 688.000 à 21.282.000 tonneaux : soit une augmentation de 594.000 tonneaux ou 2,8 0/0. Entre 1892 et 1900 le même mouvement s'élève brusquement de 21.288.000 à 31.248.000 tonneaux, soit une progression de 9.966.000 tonneaux ou 46,8 0/0.

Comment une pareille augmentation de notre trafic maritime n'a-t-elle pas amélioré la situation de notre marine marchande ? Est-ce à cause du protectionnisme ?

Non; messieurs, la raison en est toute contraire : c'est simplement parce que notre marine marchande n'est pas protégée.

On lui donne, depuis l'application de la loi du 30 janvier 1893, une prime à la construction pour compenser les frais supplémentaires que nos tarifs douaniers imposent aux constructeurs français ; on lui donne, en outre, une prime à la navigation en compensation des charges que le recrutement et le service militaire imposent à la marine marchande : cela se traduit chaque année par des dizaines de millions de dépenses dans le budget de l'Etat (17.100.000 fr. en 1899 et 19.800.000 fr. en 1900), mais c'est complètement inefficace, car, je le répète, ce n'est pas de la protection.

En effet, l'agriculteur français ne serait nullement protégé, si on se contentait de dégrever de 10 ou 15 0/0 le prix de ses charrues, de ses instruments aratoires, et si on lui allouait, en outre, une prime de quinze ou vingt centimes par journée de travail. Il n'a été réellement protégé que le jour où les grandes matières premières qu'il produit : le blé et la betterave, ont été elles-mêmes protégées.

Pour l'armateur français, la matière première, c'est la marchandise française à exporter par la voie maritime, et la marchandise étrangère venant aboutir à nos ports de mer : le navire n'est que l'instrument de travail.

La matière première de l'armateur indigène, c'est-à-dire le trafic maritime de provenance ou de destination française, n'est protégée que sur un point : la navigation entre la France, ses colonies

et ses pays de protectorat, qui est exclusivement réservée au pavillon français; mais dans toutes les autres directions, la concurrence étrangère est libre et les pavillons étrangers ont le droit, dans nos propres ports, de disputer le fret au pavillon français.

Remarquez bien que je ne demande pas qu'il en soit autrement, et que je ne réclame, sous aucun prétexte, le rétablissement de la surtaxe sur les pavillons étrangers qui existait avant 1860 au profit de notre marine marchande. Ce serait évidemment un moyen de protection beaucoup plus rationnel que les primes à la construction et à la navigation, mais cette mesure aurait de sérieux inconvénients au point de vue de nos relations extérieures, et elle provoquerait, peut-être, plus de pertes que de profits pour l'ensemble de nos intérêts nationaux : Rien ne prouve, au surplus, qu'elle rendrait la prospérité à notre marine marchande.

D'ailleurs, la question est très complexe et elle n'entre dans notre sujet que d'une manière incidente : j'ai simplement voulu établir que notre marine marchande n'était protégée qu'au point de vue de la navigation réservée et qu'elle ne jouissait d'aucun avantage particulier — sauf les deux catégories de primes dont j'ai parlé — pour la navigation de concurrence (1).

Or, voici ce que nous apprend la statistique officielle de la navigation maritime française entre 1884 et 1900.

(1) La nouvelle loi sur la marine marchande que le Parlement français a votée à la fin de la législature, et que l'*Officiel* a promulguée le 10 avril 1902, sera-t-elle plus efficace que la loi de 1893? Ce n'est guère probable.

Tonnage de la Navigation maritime de la France de **1884** à **1900** : entrées et sorties réunies

(Milliers de tonneaux)

Années	Navigation de concurrence			Navigation réservée au pavillon français	Navigation totale		
	Part des pavillons		Total		Part des pavillons		Total
	Français	Etrangers			Français	Etrangers	
1884........	5.703	12.579	18.282	2.406	8.109	12.579	20.688
1885........	5.353	12.499	17.852	3.059	8.412	12.499	20.911
1886........	6.039	12.875	18.914	2.805	8.844	12.875	21.719
1887........	6.256	13.211	19.467	3.056	9.312	13.211	22.523
1888........	6.398	13.609	20 007	2.885	9.283	13.609	22.892
1889........	6.212	13.057	19.269	2.964	9.176	13.057	22.233
1890........	5.500	14.649	20.149	3.111	8.611	14.649	23.260
1891........	5.848	16.086	21.934	3.201	9.049	16.086	25.135
Moyennes ..	5.913	13.571	19.484	2.936	8.849	13.571	22.420
1892........	5.257	13.827	19.084	3.198	8.455	13.827	22.282
1893........	4.912	14.281	19.193	2.893	7.805	14.281	22.086
1894........	4.616	14.954	19.570	3.010	7.626	14.954	22.580
1895........	4 644	14.559	19.203	3.291	7.935	14.559	22.494
1896........	5 084	15.908	20.992	3.349	8.433	15.908	24.341
1897........	5.211	16.455	21.666	3.607	8.818	16.455	25.276
1898........	5.246	18.022	23.268	3.508	8.754	18.022	26.771
1899........	5.462	19.946	25.408	3.762	9.224	19.946	29.170
1900........	5.538	22.235	27.773	3.473	9.011	22.235	31.346
Moyennes ..	5.089	17.045	22.134	3.362	8 451	17.045	25.496
Différence des deux périodes..	— 824	+3474	+2650	+ 426	— 398	+3474	+3076
1901........(1)	*5.513*	*22.029*	*27.542*	*7.783*	*9.296*	*22.029*	*31.325*

Ce tableau démontre d'abord que la décadence de la marine marchande française n'a nullement

(1) *Chiffres provisoires.*

enrayé le développement du commerce maritime français, puisque le trafic général de nos ports de mer, qui n'avait été en moyenne que de 22 millions 420.000 tonneaux par année, pendant la période 1884-1891, et de 22.282.000 tonneaux pour l'année 1892 elle-même, est passé à 25.496.000 tonneaux pour la moyenne annuelle de la période 1893-1900, et qu'il s'est enfin élevé à 31.246.000 tonneaux pour l'année terminale 1900. Mais il démontre, aussi, que toute l'augmentation de notre navigation de concurrence a été prise par les pavillons étrangers et que c'est surtout depuis l'année 1896 (retenez bien cette date, Messieurs !) que ce phénomène s'est produit.

En comparant les résultats d'ensemble des deux périodes observées, nous constaterons d'abord qu'entre 1884-1891 et 1893-1900 le mouvement général de la navigation française a augmenté de 3.076.000 tonneaux. Si c'est le régime douanier de 1892 qui a déterminé ce résultat, il ne faut pas trop nous en plaindre, car la différence de la moyenne annuelle par période se traduit par une progression de 13,7 0/0 en faveur de la dernière.

Il est vrai que la concurrence étrangère jette une ombre sur ce tableau et que c'est surtout depuis 1896 que le tonnage des pavillons étrangers a pris une grande extension dans nos ports. Entre 1896 et 1900 le mouvement total de la navigation française a augmenté de 6.903.000 tonneaux et sur ce chiffre les pavillons étrangers nous ont pris 6.327.000 tonneaux ou 91,7 0/0 et le pavillon français n'a pu conserver que 578.000 tonneaux ou 8,3 0/0. Mais il n'en subsiste pas moins le fait indéniable que l'ensemble de notre commerce maritime s'est considérablement développé entre ces

deux dates, puisque l'augmentation est finalement de 28,3 0/0 en faveur de 1900.

Il faut donc chercher autre chose que notre régime douanier de 1892 pour expliquer le succès de la marine étrangère dans nos ports de mer, et cette autre chose c'est simplement le développement récent de la marine marchande à vapeur de l'Allemagne, de la Norvège, de la Suède, du Danemark, etc., dont nous subissons aujourd'hui l'ardente concurrence.

Or, ce qui prouve bien que notre régime protectionniste ne peut équitablement être rendu responsable des succès que cette nouvelle concurrence obtient dans nos ports de mer, c'est que vous mêmes, Messieurs, vous qui jouissez du régime libre-échangiste et qui possédez la flotte marchande à vapeur la plus puissante du monde, presque trois fois supérieure à la marine marchande à vapeur de toutes les autres nations réunies, vous subissez, et justement depuis 1896, cette concurrence au même degré que nous.

En effet, si je prends les chiffres du mouvement maritime des ports du Royaume-Uni pour les années 1896 et 1900, je constate le fait suivant :

Tonnage total des navires entrés et sortis des ports du Royaume-Uni en 1896 et 1900 (entrées et sorties réunies)

Milliers de tonneaux

Années	Pavillons britannique	Pavillons étrangers	Tonnage total
—	—	—	—
1896	52.355	18.827	71.183
1900	52.332	27.526	79.858
Différences en 1900.	— 23	+ 8.699	+ 8.675

Entre 1896 et 1900, votre tonnage maritime a

augmenté de 8.675.000 tonneaux. L'augmentation du tonnage maritime français n'a été que de 6.903.000 tonneaux pendant la même période.

Mais sur l'augmentation constatée chez nous, entre les deux dates, les navires français ont gardé 8,3 0/0 de cette augmentation; tandis que sur votre augmentation de 8.675.000 tonneaux, non seulement les navires étrangers ont tout pris..... mais ils ont même fait reculer de 23.000 tonneaux le trafic que les navires battant pavillon britannique avaient déjà en 1896.

Vous avez donc été beaucoup plus touchés que nous par la concurrence étrangère et nous avons été proportionnellement plus favorisés par le développement de notre trafic maritime avec l'étranger, puisque, pendant cette même période, le tonnage de notre navigation, pris dans son ensemble, a augmenté de 28,3 0/0, tandis que le vôtre a à peine progressé de 12,2 0/0.

Je ne veux pas attribuer cet avantage à notre régime douanier de 1892, mais enfin vous reconnaîtrez avec moi que ce régime n'a nullement entravé le mouvement de nos échanges maritimes.

16. LE DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS A LA « BANQUE DE FRANCE » ET DANS NOS GRANDES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT.

Je passe maintenant à un autre ordre de faits : Les statistiques officielles que je viens de produire vous ont montré, d'une manière en quelque sorte directe, l'importance du développement agricole, industriel, commercial et maritime qui s'est manifesté dans notre pays, depuis 1892. Pour achever ma démonstration, il me suffira de vous prouver

que ce développement a eu sa répercussion naturelle sur l'ensemble de nos affaires financières et tout particulièrement sur le mouvement des opérations des grandes Sociétés françaises de crédit.

Commençons par les opérations particulières de la *Banque de France :*

Banque de France : Résumé des opérations annuelles de 1884 à 1900

(Millions de francs)

Années	Opérations totales	Sommes escomptées	Sommes avancées sur titres	Mouvement des comptes courants particuliers	Taux moyen de l'escompte %
1884	102.879	10.385	626	85.330	3
1885	96.553	9.250	585	81.008	3
1886	109.303	8.303	993	91.033	3
1887	99.618	8.269	590	85.528	3
1888	109.645	8.686	634	95.061	3 07
1889	119.565	9.180	713	104.526	3 16
1890	124.840	9.610	811	108.636	3
1891	141.972	9.969	1.980	120.387	3
Moyennes	113.047	9.206	866	96.439	3 03
1892	112.607	8.416	751	97.430	2 70
1893	114.740	8.922	807	97.617	2 50
1894	130.798	8.725	1.001	113.734	2 50
1895	144.119	8 622	1.423	127.138	2 20
1896	127.487	9.924	1.378	108.140	2
1897	127.916	10.365	1.212	109.740	2
1898	137.705	11.032	1.381	118.797	2 20
1899	148.310	11.745	1.595	128.532	3 06
1900	151.244	12.248	1.657	130.649	3 23
Moyennes	135.290	10.198	1.307	116.793	2 46
Différence des deux périodes	+22.243	+ 992	+ 441	+20.354	— 0.57
1901	*158.467*	*9.936*	*1.802*	*137.086*	*3*

Ce tableau est caractéristique, Messieurs, et il n'a pas besoin d'être longuement commenté. Il s'agit de l'ensemble des opérations effectuées chaque année par la *Banque de France* et vous remarquerez que toutes les moyennes de la période 1893-1900 sont en forte progression sur les moyennes de la période précédente.

Un seul poste fait exception à cette règle : c'est celui du taux de l'escompte. Cette exception est importante à retenir, car elle démontre que le développement économique, constaté par les statistiques précédentes, et confirmé par les chiffres ci-dessus, n'a rien de factice ou d'exagéré, et qu'il est bien en rapport avec les ressources financières de notre pays.

En effet, ce développement, qui s'est traduit par une augmentation du montant des sommes est comptées et des avances sur titres, n'a pas fait diminuer les disponibilités laissées à la Banque par le public (comptes courants créditeurs) et n'a nullement provoqué un resserrement de notre circulation monétaire.

De 1893 à 1900, la circulation fiduciaire de la *Banque de France* a progressé de 750 millions de francs ; mais l'encaisse or a, de son côté, augmenté de 626 millions de francs et la proportion de la réserve d'or par rapport à la circulation s'est élevée de 49,84 0/0 à 55,86 0/0. Quant à la valeur des titres déposés en garde par le public, elle est passée, pendant la même période, de 4.281 millions de francs à 6.566 millions ; soit une augmentation effective de 2.285 millions de francs.

Le tableau suivant va l'établir :

Banque de France : Situation des principaux Postes au dernier bilan de chaque année de 1884 à 1900

(*Millions de francs*)

Années	Circulation fiduciaire	Encaisse-or: Totale (Millions de fr.)	Encaisse-or: pour 100 fr. de billets	Portefeuille commerc[l]	Avances sur titres	Compts cour[ts] particuliers créditeurs	Valeur des titres en dépôt libre à la Banque
1884.....	2.858	1.014	35.47	878	294	339	2.948
1885.....	2.786	1.167	41 88	607	285	358	3.113
1886.....	2.715	1.253	46.15	530	263	344	3.404
1887.....	2.699	1.122	41.57	529	262	368	3.265
1888.....	2.601	1.016	39.06	596	269	368	3.333
1889.....	3.003	1.273	42.39	684	249	417	3.642
1890.....	3.052	1.126	36.89	868	264	432	3.988
1891.....	3.011	1.346	44.66	646	316	435	4.214
Moyenn[es]	2.841	1.165	41. »	667	275	383	3.738
1892.....	3.232	1.704	52.72	488	288	389	4.281
1893.....	3.437	1.713	49.84	550	293	386	4.281
1894.....	3.456	2.050	59.31	463	293	571	4.525
1895.....	3.473	1.964	56.55	608	340	619	4.939
1896.....	3.629	1.928	53.12	774	361	508	5.295
1897.....	3.689	1.964	53.23	795	370	498	5.683
1898.....	3.742	1.826	48.79	884	419	438	5.822
1899.....	3.924	1.879	47.88	1.049	487	488	6.069
1900.....	4.187	2.339	55.86	848	510	507	6.566
Moyenn[es]	3.692	1.958	53.05	746	384	502	5.397
Diff. des deux périodes...	+ 851	+ 793	+12.05	+ 79	+109	+119	+1.659
1901.......	*4.072*	*2.464*	*6.051*	*793*	*587*	*787*	*6.675*

Mais la *Banque de France* n'a pas le monopole des opérations de crédit et nous avons en France cinq grandes Sociétés financières dont le mouvement d'affaires dépasse, dans son ensemble, celui de notre Banque d'émission :

Crédit Lyonnais, Comptoir National d'Escompte, Société Générale, Crédit Industriel, Société Marseillaise de Crédit : Groupement de leurs principaux postes au 31 décembre de chaque année :

(Millions de francs)

Années (31 décembre)	Encaisse	Dépôts de fonds			Portefeuille commercial	Groupement de la *Banque de France* et des cinq *Sociétés*	
		A vue	A terme	Totaux		Dépôts de fonds et comptes cour. particuliers	**Portefeuille commercial**
1884........	**112**	728	143	**871**	473	1.210	**1.351**
1885........	**139**	782	130	**912**	580	1.270	**1.187**
1886........	**118**	931	164	1.095	563	1.439	**1.093**
1887........	**103**	949	159	1.108	587	1.476	**1.116**
1888........	**103**	1.052	175	1.227	717	1.595	**1.313**
1889........	**125**	983	167	1.150	758	1.567	**1.442**
1890........	**129**	1.115	187	1.302	848	1.734	**1.716**
1891........	**145**	1.113	234	1.347	899	1.782	**1.545**
Moyennes..	**122**	957	170	1.127	678	1.509	**1.345**
1892........	159	1.170	238	1.408	875	1.797	**1.363**
1893........	**144**	1.195	238	1.433	886	1.819	**1.436**
1894........	**166**	1.421	227	1.648	985	2.219	**1.448**
1895........	**201**	1.273	238	1.511	955	2.130	**1.563**
1896........	**204**	1.372	238	1.610	1.067	2.118	**1.841**
1897........	**215**	1.603	234	1.837	1.141	2.335	**1.936**
1898........	**262**	1.714	231	1.945	1.231	2.383	**2.115**
1899........	**257**	1.775	248	2.023	1.297	2.511	**2.346**
1900........	**271**	1.894	277	2.171	1.493	2.678	**2.341**
Moyennes..	**215**	1.531	241	1.772	1.132	2.274	**1.878**
Différence des deux périodes..	+ 93	+ 574	+ 71	+ 645	+ 454	+ 765	**+ 533**
1901..........	***281***	*2.040*	*266*	*2.300*	*1.645*	*3.087*	***2.438***

Du 31 décembre 1892 au 31 décembre 1900, les dépôts à vue et à terme des cinq Sociétés ont augmenté de 763 millions de francs, mais le portefeuille commercial, toujours réalisable à brève échéance, s'est lui-même relevé de 607 millions, les avances sur titres et reports de 351 millions et l'encaisse disponible de 112 millions.

D'ailleurs, pour vous montrer que la situation des cinq Sociétés s'est considérablement développée et améliorée depuis 1892, il me suffira de mettre l'ensemble de leurs dépôts exigibles en regard de leurs ressources immédiatement disponibles ou réalisables à très brève échéance :

(Millions de francs)

Ressources disponibles des cinq *Sociétés*	1892	1900	Augmentation pour 1900
Encaisse	150	271	121
Portefeuille commercial	875	1.498	618
Avances et reports	396	747	351
Total des ressources	1.421	2.511	1.190
Dépôts :			
A vue	1.170	1.894	724
A terme	238	277	39
Total	1.408	2.171	763
Excédent des ressources	13	340	327

L'augmentation de l'excédent des ressources disponibles sur les exigibilités, constatée en faveur de 1900, provient des augmentations de capital (245 millions de francs) effectuées par les cinq Sociétés depuis 1892, et des nouvelles réserves qu'elles ont réalisées postérieurement à cette date.

En résumé, les sommes déposées par le public en comptes courants créditeurs, ou en comptes de chèques, à la *Banque de France* et dans les cinq grandes Sociétés financières françaises, ont aug-

menté de 481 millions de francs entre le 31 décembre 1892 et le 31 décembre 1900. Réciproquement, le portefeuille commercial de ces mêmes établissements a progressé de 978 millions de francs. N'est-ce pas là une nouvelle preuve du développement général des affaires constaté par les statistiques précédentes?

Ajoutons un dernier élément d'appréciation :

Opérations de la **Chambre de Compensation des Banquiers de Paris :**

(*Millions de francs*)

Années	Effets présentés à la Compensation	Effets compensés	Effets non compensés réglés par mandats
	—	—	—
1882-83	4.158	3.101	1.057
1883-84	4.218	3.187	1.030
1884-85	4.142	3.195	947
1885-86	3.923	3.128	795
1886-87	4.391	3 524	867
1887-88	4.696	3.831	864
1888-89	5.418	4.379	1.038
1889-90	5.140	4.136	1.004
1890-91	6 003	4.721	1.282
Moyennes	4.677	3.689	987
1891-92	4 868	3.889	979
1892-93	4.715	3.823	891
1893-94	5.379	4.360	1.019
1894-95	6.143	5.527	615
1895-96	7.351	4.916	2.435
1896-97	7.549	4.874	2.675
1897-98	8 545	5.571	2.974
1898-99	9.567	6.245	3.321
1899-1900	10.655	6.948	3.707
1900-1901	10.663	7.201	3.462
Moyennes	7.841	5.496	2.344
Différence des deux périodes	+ 3.164	+ 1.807	+ 1.357
1901-1902	*9.964*	*7.353*	*2.611*

La *Chambre de Compensation des Banquiers de Paris* est un des grands rouages de notre marché financier. Elle fonctionne d'après les mêmes principes que les *Clearing-Houses* anglais et américains et toutes les grandes Sociétés de crédit ci-dessus mentionnées, et les principales banques privées parisiennes, en font partie.

Comme on le voit, depuis l'exercice 1892-93, le nombre des effets présentés à la compensation n'a pas cessé de progresser, et la moyenne annuelle de la dernière période observée donne une augmentation de 3.164 millions d'effets présentés (67 0/0) sur la moyenne de la période antérieure à 1892.

Ainsi : qu'il s'agisse des opérations particulières de la *Banque de France* et des grandes Sociétés de crédit, ou qu'il s'agisse d'opérations d'ensemble comme celles de la *Chambre de Compensation,* on trouve partout une augmentation considérable en faveur de la période 1893-1900.

Après cette constatation — qui complète en quelque sorte les autres éléments de notre statistique économique — il n'est plus permis de nier le récent développement du commerce intérieur français... et, à plus forte raison, il n'est pas permis d'affirmer que ce commerce est en réaction depuis la Réforme douanière de 1892.

17. LES STATISTIQUES PARISIENNES

Les statistiques annuelles de quelques grandes Administrations parisiennes (Chemins de fer de Ceinture, Compagnie générale des Omnibus, Compagnie parisienne du Gaz, Assistance publique pour le droit des pauvres de 10 0/0 qu'elle perçoit sur les recettes des théâtres et spectacles parisiens, et Administration municipale pour les rcetetes de l'octroi de Paris) vont me permettre de

vous prouver que le grand développement des affaires, constaté pour la France entière pendant la période 1893-1900, s'est également manifesté dans le centre parisien :

Statistiques parisiennes : Chemin de fer de ceinture, Omnibus, Gaz, Théâtres et Octroi

Années	Nombre de voyageurs transportés par		Cie Parisienne du Gaz		Recettes des théâtres et spectacles de Paris	Recettes de l'octroi de Paris
	le chem. de fer de ceinture	la Cie Générale des Omnib.	Nombre des abonnés	mèt.cub. de gaz consommés		
	Milliers				Milliers de francs	
1884....	16.636	203.564	185	287.444	25.984	139.989
1885....	17.897	191.219	190	286.464	25.590	135.367
1886....	17.570	191.518	195	286.851	25.074	135.423
1887....	17.336	188.961	201	290.775	22.062	136.736
1888....	18.054	192.217	213	297.698	23.007	141.156
1889....	19.543	214.2[illegible]7	224	312.258	32.139	151.113
1890....	17.297	198.228	233	307.862	23.013	144.962
1891....	17.792	203.369	242	311.930	23.600	149.097
Moyennes	17.766	197.222	210	297.660	25.059	141.730
1892....	20.576	214.792	252	308.901	22.533	152.196
1893....	22.046	226.140	260	303.497	28.132	150.791
1894....	24.085	227.868	281	300.824	29.257	149.920
1895....	25.963	228.966	319	311.023	29.661	155.856
1896....	26.771	246.792	347	318.020	30.071	155.570
1897....	27.508	256.211	372	315.308	30.742	156.660
1898....	28.462	266.237	398	320.031	31.141	156.072
1899....	30.171	280.505	425	325.874	33.160	161.394
1900....	38.985	318.977	455	349.914	57.924	172.991
Moyennes	27.999	256.462	357	318.061	33.761	157.407
Diff. entre les 2 pér. .	+10.233	+58.540	+ 147	+20.401	+ 8.702	+15.677

On peut attribuer, en partie, la progression moyenne indiquée par le tableau ci-dessus en

faveur de la période 1893-1900, à l'augmentation de la population parisienne survenue pendant cette période. En effet, la population de Paris a été, en moyenne, de 2.397.000 habitants pendant la période 1884-1891, et cette moyenne s'est élevée à 2.556.000 pendant la période 1893-1900 : soit une augmentation moyenne de 159.000 habitants, ou de 6,64 0/0.

Mais on remarquera que l'augmentation moyenne de tous les éléments du tableau précédent est sensiblement supérieure à 6,64 0/0, puisque le nombre annuel moyen des voyageurs transportés par le Chemin de Ceinture a progressé de 57 0/0 entre les deux périodes observées; celui de la *Compagnie générale des Omnibus* de 29,5 0/0 ; celui des abonnés de la *Compagnie parisienne du Gaz* de 70 0/0, et le volume du gaz consommé de 6,86 0/0 (malgré la concurrence nouvelle de l'éclairage électrique) ; le chiffre des recettes des théâtres et spectacles parisiens de 34,7 0/0 et, enfin; la moyenne annuelle des recettes d'octroi (avec le même taux de perception) de 11 0/0.

La protection agricole qui semble, en apparence du moins, préjudiciable aux intérêts particuliers de Paris, n'a donc nullement entravé le mouvement des affaires intérieures de notre capitale.

*
* *

Mais à propos de l'alimentation parisienne, M. Yves Guyot vous a parlé d'une comparaison faite par nos confrères MM. Macquart et des Essars entre les prix des denrées alimentaires de la grande maison Spiers et Spons de Londres et ceux de la maison Potin de Paris, et il vous a dit que, par suite des tarifs douaniers fran-

çais et des droits de l'octroi parisien, ces prix étaient dans le rapport de 84 à 109 ; ce qui semble établir que le coût de l'alimentation est beaucoup plus élevé à Paris qu'à Londres et que la cherté relative des prix de Paris est imputable au régime protecteur.

Cette double affirmation n'a aucune valeur, Messieurs, car, avant de la produire, il aurait fallu démontrer : 1° l'équivalence proportionnelle des bénéfices réalisés par les maisons Spiers et Spons de Londres et Potin de Paris, sur la vente de leurs produits respectifs ; 2° la part de surcharge qui revient aux tarifs douaniers et celle qui incombe aux droits d'octroi et de consommation, qui procèdent justement d'un principe contraire aux droits protecteurs ; 3° la proportion dans laquelle chacun des 46 articles observés entre dans l'alimentation moyenne d'un Parisien et d'un Londonien.

Au surplus, là n'est pas la question : Il s'agit surtout de savoir si la Réforme douanière de 1892 a, oui ou non, élevé le prix de la nourriture à Paris. Or, nous pouvons connaître la vérité, et la vérité incontestable, en consultant simplement les prix officiels de gros, que l'Administration municipale relève chaque année pour les principaux articles de l'alimentation parisienne.

En effet, dans tous les pays du monde, les prix de gros régularisent les prix du détail : En prenant pour base de comparaison les prix moyens annuels de l'année 1891 et ceux de l'année 1900, nous aurons donc une idée très exacte de la question soulevée par M. Yves Guyot :

Prix moyen annuel à Paris (prix de gros) des principaux produits d'alimentation pour les années 1891 et 1900

Produits	1891	1900	Différ. en 1900
KILOG	Francs	Francs	%
Pain : *taxe officieuse*............	0 395	0 310	— 21.52
Bœuf : *la Villette*................	1 67	1 41	— 15.57
— *les Halles centrales*......	1 80	1 53	— 15. »
Veau : *la Villette*................	2 17	1 81	— 16.59
— *les Halles centrales*......	1 80	1 55	— 13.89
Mouton : *la Villette*............	2 15	1 93	— 10.23
— *les Halles centrales*...	1 90	1 92	+ 1.05
Porc : *la Villette*................	1 45	1 41	— 2.76
— *les Halles centrales*......	1 38	1 39	+ 0.72
Sucre raffiné.....................	1 06	1 04	— 1.89
Beurre moyen	3 20	3 24	+ 1.25
Café Santos (sans les droits)......	0 95	0 48	— 49.47
Riz Rangoon......................	0 33	0 25	— 24.24
LITRE			
Vin de Bercy (droits payés)......	0 65	0 58	— 10.76
Bas Bourgogne (les droits en plus)	0 64	0 45	— 29.06
Touraine (—)	0 48	0 39	— 18.75
Roussillon (—)	0 32	0 27	— 15.62

Cette simple comparaison, que vous pouvez tous faire comme moi — car les chiffres précédents sont, je le répète, des prix officiels établis par l'Administration municipale elle-même — tranche le débat. J'ai donc le droit de répondre à M. Yves Guyot : Non ! la Réforme douanière de 1892 n'a fait augmenter le prix des produits alimentaires ni à Paris, ni sur aucun point du territoire français

18. L'ACCROISSEMENT DE LA FORTUNE PUBLIQUE

Il s'agit maintenant de savoir si le développement économique de la France, dont je viens de vous donner des preuves évidentes, a eu sa répercussion sur notre fortune publique : J'arrive ainsi à la fin de cette trop longue ét de, et l'examen des

dernières statistiques que je tiens à vous faire connaître me servira de conclusion.

Nous avons, en France, un impôt sur le revenu des valeurs mobilières dont le taux fut établi d'abord à 3 0/0 par la loi du 29 juin 1872, puis à 4 0/0 par l'article 4 de la loi de finances de 1891, votée le 26 décembre 1900. Entre 1884 et 1890, chaque unité de 3 fr. perçue par le Trésor, du chef de cet impôt, représentait 100 fr. de revenu, mais entre 1891 et 1900, le taux ayant été porté à 4 0/0, c'est par 4 fr. qu'il a fallu diviser le montant annuel de l'impôt pour connaître le montant global des revenus taxés.

Voici un tableau dressé d'après ces indications :

Impôt sur le Revenu des valeurs mobilières
(*Milliers de francs*)

Années	Taux de l'impôt	Droits perçus	Montant des revenus taxés
	%		
1884	3	46.826	1.560.843
1885	3	45.868	1.528.928
1886	3	47.238	1.574.546
1887	3	48.879	1.629.048
1888	3	50.424	1.680.576
1889	3	49.162	1.638.533
1890	3	50.801	1.693.135
1891	4	70.393	1.778.363
Moyennes		51.199	1 635.496
1892		70.002	1.748.654
1893	4	67.049	1.676.003
1894	4	66.208	1.655.481
1895	4	65.593	1.639.700
1896	4	62.923	1.573.200
1897	4	67.384	1.684.600
1898	4	69.134	1.728.350
1899	4	73.200 (1)	1.830.000 (1)
1900	4	77.800 (1)	1.945.000 (1)
Moyennes		68.661	1.716.542

(1) Chiffres provisoires.

Les fonds d'Etat français et étrangers sont affranchis de l'impôt sur le revenu; le tableau ci-dessus ne vise donc que le revenu des valeurs mobilières françaises et étrangères circulant en France, autres que les fonds d'Etat, c'est-à-dire les obligations, les actions, les parts bénéficiaires ou de fondateurs et les actions de jouissance. Et il ne s'agit que de leur *revenu,* abstraction faite de leur amortissement qui, depuis deux années, est également soumis à l'impôt.

Le montant du revenu annuel de ces valeurs mobilières est donc passé de 1.635.496.000 francs pour la moyenne de la période 1884-1891, au chiffre de 1.716.542.000 francs pour la moyenne de la période 1893-1900, soit une augmentation de 81.046.000 francs, ou environ 5 0/0.

Mais cette augmentation n'est pas l'expression fidèle de l'accroissement du capital desdites valeurs mobilières, car dans la période 1893-1900, la baisse du taux du loyer de l'argent en France y a provoqué de nombreuses conversions d'obligations : (*Crédit Foncier*, Ville de Paris et Sociétés industrielles), qui ont diminué, d'une manière très appréciable, le revenu de ces titres.

En 1890, le revenu *brut* annuel des valeurs françaises à revenu fixe était en moyenne de 4,37 0/0, droit de transmission et impôt sur le revenu à déduire ; en 1900 le même revenu *brut* annuel ne représentait plus que 3,79 0/0. Cette différence indique l'importance des conversions opérées dans l'intervalle. D'ailleurs, 100 francs de capital placés en *3 0/0 perpétuel français* rapportaient 3,26 0/0 en 1890 et seulement 2,97 0/0 en 1900, soit une diminution du revenu de 8,89 0/0.

Malgré cette baisse du revenu des obligations, provoquée elle-même par un accroissement des ca-

pitaux disponibles, le montant du revenu des valeurs mobilières constaté par l'impôt s'est relevé d'environ 5 0/0 entre les deux périodes observées : N'est-ce pas un signe évident de prospérité ?

19. LE CAPITAL DES VALEURS MOBILIÈRES CIRCULANT EN FRANCE

Au Congrès des valeurs mobilières, qui s'est tenu à l'Exposition de 1900, j'ai présenté une statistique des valeurs mobilières possédées par les capitalistes français à diverses dates et notamment en 1890 et à la fin de 1899.

Cette statistique était rigoureuse en ce qui concerne les valeurs françaises, car nous avons des données précises sur ces valeurs ; elle n'était qu'approximative pour les valeurs étrangères circulant en France, mais je me hâte de dire qu'une statistique officielle de notre Administration du Timbre et de l'Enregistrement publiée postérieurement à mon travail, en a confirmé tous les chiffres.

Voici un résumé de ce travail d'ensemble :

Montant probable des valeurs mobilières françaises et étrangères possédées par les capitalistes français d'après les cours de clôture du marché officiel de Paris des 1er janvier 1890 et 31 décembre 1899.

Capital	1890	1899	Différences en 1899
	(Millions de francs)		
Valeurs françaises	53.677	59.882	+ 6.205
— étrangères	20.000	27.000	+ 7.000
Totaux	73.677	86.882	+ 13.205
Moyenne par habitant (*francs*)	1.922	2.251	+ 329
Revenu net			
Valeurs françaises	1.932	1.862	— 70
— étrangères	900	1.134	+ 234
Totaux	2.832	2.996	+ 164
Moyenne par habitant (*francs*)	74	78	+ 4

Au point de vue du capital, l'augmentation globale entre les deux dates a donc été approximativement de 13.205 millions de francs, donnant, d'après le population française des deux années, 1.922 fr. par habitant en 1890, et 2.251 fr. à la fin de 1899 : soit une augmentation moyenne de 329 fr. par habitant, ou de 17 0/0 environ.

Les résultats sont beaucoup moins favorables en ce qui touche le revenu net de ce capital car, en 1899, chaque Français n'a reçu en moyenne que 78 fr , contre 74 fr. en 1890 : soit une simple majoration de 5,40 0/0.

La raison de cette faible augmentation c'est la baisse générale du revenu net qui est tombé de 3,98 0/0 en 1890 à 3,45 0/0 en 1899.

Cette baisse générale a été provoquée, (je l'ai déjà dit pour les valeurs mobilières soumises à l'impôt sur le revenu) par les nombreuses conversions pratiquées entre 1890 et 1899 sur les obligations industrielles, foncières et communales, mais aussi, surtout, par les conversions imposées par les Etats à leurs propres créanciers.

Par la loi du 17 janvier 1894 l'Etat français a converti sa Rente 4 1/2 en 3 1/2, et, d'un seul coup, a réduit de 67.838.000 fr. les arrérages annuels payés aux porteurs de ce type de Rente.

Depuis 1892, les capitalistes français, porteurs de fonds d'Etat étrangers, ont eu également à subir des conversions autrichiennes, hongroises, russes, danoises, suédoises et suisses, etc, et, par sa loi du 22 juillet 1894, l'Etat italien ayant élevé de 13,20 à 20 0/0 l'impôt sur la fortune mobilière, le taux des arrérages de la Rente Italienne détenue par les Français s'est trouvé ramené de 4,34 à 4 0/0.

Malgré ces réductions, l'ensemble du revenu des valeurs mobilières possédées par les Français (valeurs industrielles et fonds d'Etat réunis), a progressé de 5,40 0/0 entre 1890 et 1899 et le capital de ces valeurs, calculé d'après les cours du marché public, a augmenté de plus de 17 0/0.

Ce n'est certainement pas là un signe d'amoindrissement pour la fortune publique de la France.

20. L'ANNUITÉ SUCCESSORALE

La statistique de l'annuité successorale confirme pleinement l'indication donnée par la statistique directe sur les valeurs mobilières circulant en France et démontre — cette fois d'une manière beaucoup plus précise — l'accroissement de la masse des fortunes privées françaises, survenu entre les deux périodes observées.

Nous désignons sous le nom d'*annuité successorale* le montant total des valeurs mobilières, meubles et immeubles, laissé par voie d'héritages ou de successions dans le courant de l'année, et reconnu par l'Enregistrement.

Pour calculer, d'après cette annuité, la valeur probable de la masse des fortunes privées de la France, on multiplie l'annuité par 35.

En admettant ce coefficient 35, on suppose que les biens, meubles et immeubles, constituant la masse des fortunes privées de la France, sont l'objet d'une mutation par décès tous les trente-cinq ans en moyenne, parce que ce rapport se dégage de nos tables de mortalité et se confond avec la moyenne de survie, aujourd'hui évaluée à trente-cinq années.

Il peut arriver, cependant, qu'une mortalité, plus forte ou plus faible que la mortalité moyenne,

élève ou abaisse la valeur de l'annuité successorale d'une année considérée isolément. Mais, en groupant les annuités par longues périodes, et, en en dégageant la moyenne annuelle, on peut obtenir une indication très exacte sur la tendance, l'accroissement ou la diminution de la masse des fortunes privées.

Voici un tableau, dressé d'après la statistique officielle de l'Enregistrement, qui va nous servir de précieux élément d'observation :

Annuités successorales de 1885 à 1899

(*En millions de francs*)

Années	Annuité totale	Annuité mobilière				Immeubles
		Fonds d'Etat français et étrangers	Valeurs mobilières françaises et étrangères	Autres meubles	Total des valeurs et objets mobiliers	
1885	5.406.9	315.4	625.7	1.681.6	2.622.8	2.784.1
1886	5.369.2	351.4	634.7	1.630.1	2.616.3	2.752.8
1887	5.409.0	405.7	771.1	1.471.9	2.648.8	2.760.2
1888	5.372.1	372.4	786.4	1.465.7	2.624.6	2.747.5
1889	5.058.5	404.6	738.6	1.370.2	2.513.5	2.545.3
1890	5.811.2	467.1	893.7	1.528.1	2.889.0	2.922.1
1891	5.791.8	418.7	1.086.7	1.413.9	2.914.4	2.872.3
Moyennes	5.459.8	390.7	790.9	1.508.8	2.690.6	2.769.2
1892	6.404.8	443.8	1.267.7	1.563.7	3.275.2	3.129.6
1893	5.741.3	424.5	999.2	1.472.5	2.896.3	2.844.9
1894	5.749.9	416.5	967.1	1.479.8	2.863.4	2.886.5
1895	5.976.1	478.5	1.113.9	1.340.8	2.933.2	3.042.9
1896	5.503.2	438.9	1.072.7	1.286.8	2.798.4	2.704.8
1897	5.621.7	459.0	1.092.5	1.302.6	2.854.1	2.767.6
1898	5.695.2	584.1	1.207.1	1.244.9	3.036.1	2.659.1
1899	6.766.4	695.8	1.506.8	1.521.4	3.724.0	3.042.4
Moyennes	5.864.8	499.6	1.137.0	1.378.4	3.015.0	2.849.8
Diff. pour la période 1893-99	+405.0	+108.9	+346.1	—130.4	+324.4	+ 80.6

La portion de l'annuité successorale correspondant aux fonds d'Etat et aux valeurs mobilières proprement dites, a augmenté de 455 millions de francs, soit en capital pour la masse des fortunes privées : $455 \times 35 = 15.925$ millions de francs.

Arrêtons-nous un moment sur ce chiffre : Il est supérieur de 2.720 millions de francs à l'augmentation que j'ai constatée par l'évaluation directe des valeurs mobilières existant en France au 1er janvier 1890 et au 31 décembre 1899.

Cette différence peut être expliquée par ce fait que les valeurs mobilières *au porteur*, que le public français prend de plus en plus l'habitude de déposer à la *Banque de France* et dans les grandes Sociétés de crédit, ne sont restituées aux bénéficiaires des successions qu'après justification de leurs droits. Ces valeurs au porteur échappent, par cela même, moins facilement aujourd'hui qu'autrefois aux agents du Fisc : d'où, pour la moyenne de la dernière période observée, une augmentation factice par rapport à la moyenne de la période précédente.

Ce qui semble d'ailleurs justifier cette hypothèse, c'est que la fraction de l'annuité successorale de 1899, correspondant au total des fonds d'Etat et valeurs mobilières trouvées, cette année-là, dans les successions et héritages, représente 2.203 millions de francs.

L'annuité 2.203 millions, multipliée par le coefficient 35, donnerait un montant de 77.105 millions de francs pour le capital de l'ensemble des fonds d'Etat et valeurs mobilières entrant dans la masse des fortunes privées de la France.

Il est vrai que ce montant est inférieur de près de 10 milliards de francs à celui que j'ai trouvé

par l'évaluation directe au 31 décembre 1899 (86.882 millions) ; mais il faut observer que mon évaluation comprenait toutes les valeurs françaises sans exception, y compris les rentes françaises, obligations garanties par l'Etat en valeurs diverses appartenant aux Caisses d'épargne en représentation de leurs dépôts (environ 4.500 millions), à la Caisse des Dépôts et Consignations pour le service des pensions et retraites, ou figurant dans les portefeuilles des Compagnies d'assurances, des Sociétés de crédit, des Communautés, des Associations, etc.

Or, toutes ces valeurs — dont l'ensemble est certainement supérieur à 8 milliards de francs — sont réellement distraites de la circulation publique et ne figurent jamais dans les successions, de même que le stock flottant du marché financier porté par la spéculation. Il s'ensuit que le chiffre de 77.105 millions de francs donné par l'annuité, fonds d'Etat et valeurs mobilières de l'année 1899, multipliée par le coefficient 35, doit se rapprocher de très près de la vérité.

Remarquons, en passant, que le nombre total des décès de l'année 1899 a été de 816.233, chiffre sensiblement égal à la moyenne annuelle de la période 1893-1899, soit 812.049.

D'après la même méthode de calcul, la valeur d'ensemble des immeubles (terres, maisons, fabriques, etc.) entrant dans la masse des fortunes privées de la France, a augmenté de 2.821 millions de francs entre les deux périodes observées. Au contraire, la valeur d'ensemble des objets mobiliers et divers, non compris dans les valeurs mobilières proprement dites (colonne : *Autres meubles* du tableau) a diminué de 4.564 millions de francs. Pourquoi

cette diminution? Peut-être parce que les objets d'art ont diminué de valeur, par exemple l'argenterie et la soierie, ou parce que les grandes collections privées s'en vont peu à peu dans les musées d'Etat et en Amérique.

Mais ce qu'il faut retenir de la statistique précédente, c'est que l'annuité moyenne successorale, prise dans son ensemble et déduction faite de la diminution de 130 millions de francs constatée par la colonne *Autres meubles*, a progressé de 405 millions de francs entre la période 1885-1891 et la période 1893-1899, ce qui représente, en capital, une augmentation de $405 \times 35 = 14.175$ millions de francs pour la masse des fortunes privées de la France en faveur de la dernière période, soit une augmentation moyenne annuelle d'environ 2 milliards de francs. (1)

21. LA POPULATION FRANÇAISE ET LA MORTALITÉ ENTRE 1885 ET 1899

La preuve de l'augmentation de la masse des fortunes privées de la France, établie par la progression de l'annuité successorale depuis 1893, ne pourrait être récusée que si la moyenne annuelle des décès de la période 1893-1899 avait été sensiblement supérieure à la moyenne annuelle de la période 1885-1891. Or, c'est le contraire qui s'est

(1) En multipliant par 35 la moyenne des annuités successorales des deux périodes observées, on aurait comme total des *fortunes privées* en France : 191 milliards de francs pour la première et 205 milliards pour la seconde.

produit. Le tableau suivant va vous le démontrer :

Mouvement de la Population en France, de 1885 à 1899 (1)

Années	Mariages	Naissances	Décès	Population moyenne d'après les recensements	Rapport des décès à la population
					0/00
1885	283.170	966.319	880.855	38.110.000	23.1
1886	283.193	956.363	903.803	38.219.000	23.6
1887	277.060	942.263	885.727	38.244.000	23.1
1888	276.848	924.709	879.937	38.269.000	23.0
1889	272.934	880.579	794.933	38.294.000	20.8
1890	269.332	838.059	876.505	38.319.000	22.9
1891	285.458	866.377	876.882	38.343.000	22.9
Moyennes...	278.285	910.667	871.234	38.257.000	22.8
1892	290.319	855.847	875.888	38.378.000	22.8
1893	287.294	874.672	867.526	38.413.000	22.6
1894	286.662	855.388	815.620	38.448.000	21.2
1895	282.915	834.173	851.986	38.483.000	22.1
1896	290.171	865.586	771.886	38.517.000	20.0
1897	291.462	859.107	751.019	38.606.000	19.5
1898	287.179	843.933	810.073	38 695.000	20.9
1899	295.752	847.627	816.233	38.784.000	21.0
Moyennes...	288.776	854.355	812.049	38 564.000	21 0
Différence pr la période 1893-1899 .	+10.491	−56.312	−59.185	+ 252.000	− 1. 8
1900 (1).......	*299.084*	*827.267*	*853.285*	*38.873.000*	*21. 9*

Pendant la période 1893-1899 la moyenne annuelle des décès en France a été inférieure de 59.185 à la moyenne annuelle de la période 1885-1891, et le rapport de la mortalité à la population est descendu à 21,0 par mille habitants, contre 22,8 pour la période précédente.

(1) Les résultats de 1900 n'étaient pas encore connus le 25 octobre 1901.

On ne saurait donc invoquer le prétexte d'une mortalité plus élevée pour contester la valeur de la preuve, apportée à la thèse de l'accroissement de la masse des fortunes privées de la France depuis 1893, par le calcul de l'annuité successorale.

Le seul argument que le tableau ci-dessus pourrait donner aux adversaires de la Réforme douanière de 1892, c'est la diminution de la natalité survenue pendant la période 1893-1899. Mais cet argument serait bien facile à réfuter, car les nombreuses enquêtes auxquelles cette grave question a donné lieu ont nettement établi que ce n'était pas à la misère qu'il fallait attribuer la diminution de la mortalité en France, mais, au contraire, au développement de l'aisance.

D'ailleurs, la diminution de la mortalité, et surtout l'augmentation des mariages (3,77 0/0 d'une période à l'autre) enlèverait toute valeur à l'argument. En effet, l'augmentation de la moyenne annuelle des mariages a toujours été considérée, dans tous les pays du monde, comme un indice certain de prospérité publique.

22. LA BALANCE DES RÈGLEMENTS EXTÉRIEURS DE LA FRANCE

J'ai abusé de votre bienveillance, Messieurs, mais vous devez m'excuser, car la question que nous discutons ce soir est l'une des plus complexes et des plus graves de notre époque. J'ai voulu traiter cette question à fond et avec des documents à l'appui, parce que j'avais à répondre à un redoutable contradicteur, dont je connais, par expérience, l'éloquence et l'habileté.

Permettez-moi de résumer mon trop long discours en essayant d'établir la balance actuelle de

la France dans ses règlements avec l'étranger, comme les statisticiens anglais l'ont souvent fait pour l'Angleterre.

M. Ritchie, président du *Board of Trade*, évaluait, en 1898, les ressources extérieures de l'Angleterre de la manière suivante :

Revenus extérieurs de l'Angleterre	Millions de francs
Intérêts des capitaux placés à l'étranger.	2.250
Frets et bénéfices de la navigation......	2.250
Vente de navires à l'étranger...........	175
Total approximatif	4.675

Et M. Ritchie concluait de cette statistique qu'il ne faudrait avoir aucune appréhension dans le cas où l'excédent des importations commerciales sur les exportations de même nature atteindrait en Angleterre 4.500 millions de francs.

J'ai dressé la même statistique pour la France, non pas pour l'année 1900, qui a été une année exceptionnelle, mais pour la moyenne annuelle de la période 1893-1899 que vous avez le plus d'intérêt à connaître.

Je vous préviens, toutefois, qu'il ne s'agit pas ici d'une statistique basée sur des documents officiels, comme les précédentes, mais d'une simple évaluation approximative dans le genre de celle de M. Ritchie.

Je commence par les ressources invisibles qui échappent à la fois à notre statistique fiscale et à notre statistique douanière.

D'après le recensement du 29 mars 1896, il y avait à cette date 1.052.000 étrangers domiciliés en France : nous pouvons prendre ce chiffre comme la moyenne de la période 1893-1899.

Sur ce chiffre figurent environ 900.000 ouvriers ou employés vivant de leur travail sur le sol fran-

çais; le surplus, soit environ 150.000, compose l'ensemble des colonies étrangères vivant de leurs revenus : toute l'année, à Paris et dans quelques unes de nos grandes villes de province, l'été dans nos nombreuses villes thermales et nos plages maritimes du nord et de l'ouest, l'hiver sur la Côte d'Azur, d'Hyères à Menton, à Biarritz, à Pau, etc.

En dehors de ces 150.000 étrangers, à résidence fixe, la France est constamment visitée par des touristes — plus nombreux en été qu'en hiver — qui la sillonnent en tous les sens. Je ne crois donc pas me placer au-dessus de la vérité en estimant à 180.000 le nombre moyen des étrangers vivant en permanence de leurs revenus en France.

Je ne crois pas, non plus, exagérer les choses en admettant que chacun de ces étrangers dépense pour ses frais de chemin de fer, d'hôtel ou de logement, de nourriture, pour ses domestiques, ses plaisirs, les achats qu'il doit faire, etc., etc., une somme moyenne de 30 fr. par jour.

Faites le calcul : 180.000 personnes à 30 fr. par jour pendant 365 jours, représentent une ressource annuelle d'environ 2 milliards pour la France.

Si nous ajoutons à cette somme le revenu annuel des valeurs étrangères possédées par les Français, soit 1.134 millions de francs, nous arrivons à un total de ressources extérieures d'environ 3.134 millions de francs.

Passons aux dépenses de même nature :

1° Nous avons eu, pour la période 1893-1899, un déficit commercial moyen de 552 millions de francs ; — 2° 900.000 ouvriers ou employés étrangers travaillant sur notre territoire, ont envoyé ou emporté dans leurs pays respectifs le quart de leur salaire : soit environ 270 millions de francs ;

— 3° Nos transports maritimes nous ont coûté en moyenne 300 millions de francs par année, payés aux armateurs étrangers, déduction faite des recettes d'ordre étranger réalisées par notre propre marine marchande ; — 4° Les Français voyageant à l'étranger (ils ne sont pas bien nombreux) y ont dépensé en moyenne 250 millions par année ; — 5° Les dépenses extérieures d'ordre gouvernemental : colonies, marine de guerre, ambassades et consulats, etc..., ont atteint en moyenne 180 millions par année ; — 6° Enfin, les valeurs françaises possédées par les étrangers (le dixième environ de leur montant nominal) ont nécessité une sortie annuelle de 200 millions de francs en moyenne.

Total de nos dépenses annuelles d'ordre extérieur : 1.752 millions de francs ; c'est la moyenne approximative de la période 1893-1899.

Si nous les déduisons des recettes extérieures annuelles, évaluées en moyenne à 3.134 millions pour la même période, il nous reste un solde net annuel de 1.300 à 1.400 millions de francs.

Bien entendu, je ne donne ces chiffres qu'à titre indicatif : Ils peuvent être discutés et même contestés, car ils ne reposent, sauf deux ou trois d'entre eux, que sur des hypothèses impossibles à vérifier directement. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que depuis 1893 le portefeuille français s'est enrichi de plus de 5 millards de francs de valeurs mobilières et fonds d'Etat étrangers, sans qu'un seul de nos louis d'or aient quitté notre territoire : Bien mieux, nous savons positivement que pendant la même période de 7 années notre stock d'or — encaisse de la *Banque de France* et circulation publique — a lui-même augmenté d'environ 1.500 millions de francs.

23. CONCLUSIONS

Est-ce que ces résultats ont été acquis à votre détriment? Non, Messieurs ! M. Yves Guyot a affirmé que le protectionnisme avait ruiné nos relations commerciales avec les grands pays de l'Europe, les pays riches auxquels nous vendons la majeure partie de nos produits d'exportation : et il a cité l'Angleterre, l'Allemagne et la Belgique.

Voulez-vous me permettre de finir par un dernier tableau? C'est la comparaison du commerce de la France avec l'Angleterre, l'Allemagne et la Belgique en 1891 et en 1900 :

Commerce entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne et la Belgique en 1891 et 1900

(*Millions de francs*)

Années	1891			1900			Différence pour 1900
	Import.	Export.	Total	Import.	Export.	Total	
Angleterre .	589	1.013	1.602	675	1.228	1.903	+ 301
Allemagne..	366	364	730	427	465	892	+ 162
Belgique ...	487	500	987	422	598	1.020	+ 133
Totaux..	1.442	1.887	3.319	1.524	2.291	3.815	+ 496

La Réforme douanière de 1892 n'a donc pas été aussi défavorable pour les relations commerciales de la France avec l'Angleterre, l'Allemagne et la Belgique que M. Yves Guyot a bien voulu le dire, puisqu'à neuf années de distance le mouvement total de nos échanges a progressé : de 301 millions de francs avec l'Angleterre, de 162 millions avec l'Allemagne, et de 33 millions avec la Belgique : soit au total 496 millions pour les trois pays, représentant une augmentation de 15 0/0 par rapport à la valeur des mêmes échanges en 1891.

Messieurs, vous m'avez accordé généreusement

la bienveillante attention que je vous ai demandée en prenant la parole et je vous en remercie bien sincèrement. Je vous en remercie parce que vous m'avez ainsi permis de traiter le sujet proposé aussi complètement que possible et de vous prouver que la politique économique actuelle de la France n'a rien d'agressif ni pour l'Angleterre, ni pour aucun pays étranger.

Etant donné les conditions de milieu dans lesquelles la France se trouve, et eu égard au rôle prépondérant que l'agriculture joue dans l'économie générale de notre pays, cette politique économique, j'ai essayé de vous le démontrer, est une véritable raison d'Etat.

Le protectionnisme ne conviendrait certainement pas à l'Angleterre et je n'ai pas besoin de vous en dire les raisons : vous les connaissez mieux que moi ; mais il est indispensable à la France et, tel qu'il s'y pratique depuis huit années, il ne peut vous porter aucun ombrage, car il n'est nullement préjudiciable à vos intérêts particuliers.

Et si ces loyales explications pouvaient faire disparaître les malentendus d'ordre économique qui nous divisent aujourd'hui, j'en serai particulièrement heureux, parce que j'ai la profonde conviction que nos deux pays ont le plus grand intérêt, présent et à venir, à mieux se connaître et à rester de bons amis. *(Applaudissements prolongés.)*

FIN

P. S. — Pour avoir des détails plus complets sur les Budgets, la Dette publique et tous les éléments du Marché français, voir *La France économique et financière pendant le dernier quart de siècle* (1875 à 1900), par Edmond Théry : un volume, à la librairie de l'*Économiste Européen*, 11, rue Monsigny, Paris.

TABLE DES MATIÈRES

LA FRANCE & LE PROTECTIONNISME

Paris. — Impr. de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart imp.